

Monique SELIM

HOMMES ET FEMMES DANS LA PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À CANTON (CHINE)



ANTHROPOLOGIE



CRITIQUE

L'Harmattan

Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine)

Anthropologie critique

Collection dirigée par Monique Selim

Cette collection a trois objectifs principaux :

- Renouer avec une anthropologie sociale détentrice d'ambitions politiques et d'une capacité de réflexion générale sur la période présente ;
- Saisir les articulations en jeu entre les systèmes économiques devenus planétaires et les logiques mises en œuvre par les acteurs ;
- Étendre et repenser les méthodes ethnologiques dans les entreprises, les espaces urbains, les institutions publiques et privées, etc.

Derniers ouvrages parus :

Nicole FORSTENZER

Politiques de genre et féminisme dans le Chili post-dictature, 2012.

Marie BONNET

Anthropologie d'un service de cancérologie pédiatrique, 2011.

Michela PASIAN

Anthropologie du rituel de possession Bori en milieu Hawsa au Niger. Quand les génies cohabitent avec Allah, 2010.

Antoine HEEMERYCK

L'importation démocratique en Roumanie, Une perspective anthropologique sur la construction d'une société post-dictatoriale, 2010.

Patrick HOMOLLE

D'une rive à l'autre. Associations villageoises et développement dans la région de Kayes au Mali, 2009.

Alessia DE BIASE

Vénitiens dans la Pampa. Anthropologie d'une double identité au Rio Grande do Sul, Brésil, 2009.

Claire ESCOFFIER

Transmigrant-e-s africain-e-s au Maghreb. Une question de vie ou de mort, 2008.

Charlotte PEZERIL

Islam, mysticisme et marginalité. Les Baay Faal du Sénégal, 2008.

Rodolphe GAILLAND

La Réunion : anthropologie politique d'une migration, 2007.

Fernandino FAVA

Banlieue de Palerme. Une version sicilienne de l'exclusion urbaine, 2007.

Monique SELIM

HOMMES ET FEMMES DANS LA
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
À CANTON (CHINE)

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2013
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr
ISBN : 978-2-343-00754-0
EAN : 9782343007540

« En fait nous sommes une liberté qui choisit mais nous ne choisissons pas d'être libres : nous sommes condamnés à la liberté... si donc on définit la liberté comme l'échappement au donné, au fait, il y a un fait de la liberté, c'est la facticité de la liberté. »

Jean-Paul SARTRE, *L'Être et le Néant*

Sommaire

Préambule	11
Du travail social à la société civile	15
Un kaléidoscope anthropologique	25
ENTRE RECONNAISSANCE DU SUJET ET ENCADREMENT COLLECTIF	
Des gérontes emblématiques	29
Des fous exemplaires	51
Des autistes rééduqués	75
L'émergence d'un marché du soin psychique	91
ENTRE CONTESTATION ET INTÉGRATION	
Des volontaires modèles	107
Défense de l'environnement et quête de la nature	127
Mobilisations urbaines	157
ENTRE NORMES SEXUELLES ET REVENDICATIONS	
L'efficacité symbolique du genre	175
Des femmes éduquées face au travail	207
Des journalistes assignées	233
Des mères à la recherche d'une autre vie	257
CONCLUSION	
De la société civile aux ONG	285
Droits, normes et marché	291
Bibliographie	297
De la même auteure	301
Traduction des slogans de la page de couverture	303

PRÉAMBULE

Deuxième puissance économique mondiale en ce début de XXI^e siècle, la Chine taraude les anciennes démocraties en voie de désindustrialisation, posant à tous une énigme : comment un pays toujours gouverné par un État-parti communiste a-t-il pu devenir avec autant de succès et si rapidement l'initiateur d'une forme singulière durable et réussie de capitalisme dans une période à risque de financiarisation de l'économie ? La réponse n'est certes pas contenue dans l'unique facteur démographique qui en fait un gigantesque marché intérieur de consommation, source d'une croissance assurée pour encore quelques décennies. Le modèle offert n'est pas non plus réductible aux seuls atouts de tout régime autoritaire, tel autrefois le Chili de Pinochet, qui maîtrisait d'autant mieux sa main-d'œuvre qu'il usait de la répression lorsque nécessaire pour la faire produire plus vite et à moindre coût. Enfin l'économie pas plus que le politique n'expliquent tout car la société, les dynamiques qui la font aller de l'avant ne se résument pas à des facteurs marchands ou à des décisions gouvernementales.

Cet ouvrage interroge les logiques des acteurs, leurs sédimentations collectives, leurs mutations internes dans des directions plurielles, contradictoires mais souvent agglutinées qui permettent de dériver tout à la fois vers la contestation de l'État ou l'intégration dans ses appareils. Il prend place dans un itinéraire intellectuel centré, depuis la chute de l'URSS, la fin de la bipartition politico-économique du monde et son unification capitaliste, sur l'évolution, d'une part, de sociétés qui restent dirigées par des États-partis s'affichant comme communistes et convertis à l'économie de marché et, d'autre part, de sociétés qui ont substitué au communisme un nationalisme féroce. La Chine fut

la première à la fin des années soixante-dix à inventer la formule du « socialisme de marché », aujourd'hui rendue obsolète par l'extension des règles du marché à tous les secteurs, santé, services sociaux, éducation, etc. Elle fut suivie en 1986 par le Laos et le Vietnam qui trouvèrent dans ce modèle le secret de la pérennisation de leur régime politique, et l'opportunité insigne pour leurs clercs d'engranger le capital économique sur le capital politique, source d'un enrichissement remarquable, là comme en Chine.

Ce questionnement sur le devenir de sociétés « passées » par le communisme et retournées au marché, c'est d'abord au Laos que nous l'avons mis à l'épreuve, pays où le communisme avait littéralement été importé et imposé et où le retour du marché fut salué d'abord par les génies¹. Remontant le fil des influences politiques, ce questionnement fut reporté au Vietnam où, en revanche, la figure de Ho Chi Minh est maintenue par l'État comme un gage de légitimité et rayonne simultanément sur les cultes entourant la recherche des morts². Un détour par l'Ouzbékistan, soumis à la dictature de l'identité nationale promue par l'ancien secrétaire du parti communiste de l'ex-république soviétique³, a précédé de peu l'arrimage présent en Chine de cette problématique sur le communisme comme expérience, nœud et trace dans son transfert au marché. C'est en anthropologue que j'ai abordé ces quatre sociétés soumises à la domination politique sous diverses formes, choisissant au Laos et au Vietnam de retisser la cohérence des rapports entre les imaginaires du marché et ses pratiques à partir d'une immersion dans des groupes de travailleurs industriels et d'un ancrage dans les cultes. L'Académie des sciences fut en Ouzbékistan mon focus principal. Il fallait en Chine trouver une porte d'entrée accessible et pas encore trop fréquentée qui permette des investigations anthropologiques originales, plateforme d'une parole directe des acteurs, recueillie en face-à-face avec les chercheurs. C'est à Canton que nous décidâmes, avec

1. HOURS Bernard, SELIM Monique : *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme, génies*, L'Harmattan, 1997.

2. SELIM Monique : *Pouvoirs et marchés au Vietnam*, tome I : *Le travail et l'argent* ; tome II : *L'État et les morts*, L'Harmattan, 2003.

3. BAZIN Laurent, HOURS Bernard, SELIM Monique : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale, travail, science, ONG*, L'Harmattan, 2010.

Bernard Hours, de localiser ces investigations, considérant que la province du Sud, loin du pouvoir, proche de Hong Kong, la plus industrialisée et réputée la plus ouverte, constituerait un contexte favorable. Corollairement c'est par le champ du travail social germinant dans les universités et dans les politiques publiques que nous choisismes d'appréhender les transformations sociales actuelles. Cette entrée nous conduisit quasi immédiatement aux ONG – sur lesquelles Bernard Hours s'était penché depuis 1995 après notre première étude commune d'une ONG bangladeshie⁴ – et à ce qu'on dénomme de façon floue la « société civile ».

4. HOURS Bernard, SELIM Monique : *Une entreprise de développement au Bangladesh, Le Centre de Savar*, L'Harmattan, 1989.

DU TRAVAIL SOCIAL À LA SOCIÉTÉ CIVILE

Bernard HOURS
Monique SELIM

Envisager l'émergence de la société civile en Chine suppose de mettre, en exergue, une évidence peu soulignée : dans l'État-parti chinois, le parti communiste est supposé être la voix de la société civile, son émanation (non élue), voire cette société civile elle-même. Ce principe est constitutif de l'État-parti et il a d'énormes conséquences sur l'émergence et la nature de la société civile en Chine. Jean-Louis Quermonne définit la société civile comme « l'ensemble des rapports individuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État ». On mesure le fossé qui sépare cette acception de celle de l'État chinois. Celui-ci, depuis l'ouverture au marché, est de plus en plus soumis à la pression lente et contenue, puis désormais beaucoup plus vive, de réclamations, de plaintes, de revendications, de refus, émanant de groupes victimes de violences policières, de la corruption, de dégâts environnementaux, c'est-à-dire de traitements globalement indignes qui provoquent depuis peu d'années des révoltes locales fréquentes. Face à cette situation de pression croissante, le gouvernement s'efforce d'empêcher toute capitalisation de ces révoltes protopolitiques qui seraient susceptibles d'amorcer un mouvement politique démocratique difficile à contrôler. C'est pourquoi la notion de stabilité sociale est

mise en avant, en particulier depuis 2008, date des Jeux Olympiques et du tremblement de terre de Sichuan qui révéla la fragilité des édifices scolaires ayant entraîné des milliers de morts évitables. Depuis cette date, la société s'exprime à un rythme sensiblement accéléré auquel les gouvernements locaux, en première ligne, et le gouvernement central, arbitre suprême, sont exposés.

On peut avancer l'hypothèse que, depuis cette date, les Chinois dénoncent plus les divers scandales qui secouent une partie de la société *via* Internet, tout comme ils ont pris conscience de l'existence d'un monde extérieur porteur de droits concrets précis, bien différents de la rhétorique occidentale sur les droits humains devenue, depuis la guerre froide, un instrument idéologique et politique dans les relations internationales. La parole des dissidents fait l'objet de maintes manipulations de tous côtés malgré leur courage personnel indéniable. Parce qu'il était très délicat d'entamer une enquête frontale sur les ONG, objets de suspicion de la part des autorités, l'entrée dans la problématique de la société civile a été opérée à travers le développement rapide du travail social, observé depuis une dizaine d'années en Chine. En outre, les ONG, si elles sont une des voix des sociétés civiles, n'en sont pas la voix comme l'affirme une vulgate démocratique occidentale aussi sympathique que simpliste. Au-delà des formations universitaires de travail social dont le cursus et le programme ont été analysés dans une grande université de Canton, les missions confiées aux diplômés ont conduit à aborder l'univers des pathologies et déviances à travers des parents de malades mentaux et des organisations en charge de handicaps divers. Cette première entrée dans la société par ses marges s'est révélée opérationnelle et féconde. La question de la prise en charge des malades est, dans toute société, au cœur du lien social. Elle mène tout droit à l'État et à la société civile et à leur place respective. 4,9 % de la population chinoise est atteinte d'une pathologie ou d'un handicap de toute nature. Comment est traitée et prise en charge cette population peu ou prou marginalisée ? Cette question est d'autant plus importante que, depuis 1975, le *social welfare* a été progressivement privatisé, l'État abandonnant par étapes son monopole de service public généralisé, incompatible avec l'ouverture à l'économie de marché. Rappelons l'idée générale selon laquelle l'État socialiste distribuait

auparavant des soins de qualité très inégale mais gratuits à des malades qui n'avaient pas d'autres choix. Le système était de ce fait largement égalitaire, tout comme l'égal accès aux soins. La situation des handicapés, mentaux en particulier, était peu enviable. Enfermement, mise à l'écart, ces traitements brutaux et expéditifs étaient généralisés dans une société qui enluminait les travailleurs et ignorait les individus. C'est pourquoi l'ouverture au marché a introduit, lentement, des alternatives d'abord timides, puis plus marquées, l'État trouvant son intérêt à se décharger d'une prise en charge potentielle mais dévorante, de catégories marginales, coûteuses, sans perspectives de bénéfices pour les institutions exposées aux affres de l'autonomie financière de gestion, amenées à vendre des services pour produire leurs ressources.

Les travailleurs sociaux formés, de plus en plus nombreux, se ventilent dans de multiples projets financés par les gouvernements locaux mais confiés à des « sortes d'ONG ». Celles-ci se désignent comme des NPO (*non profit organisation*), la référence négative au gouvernement constituant un risque potentiel. Parmi d'autres particularités, on remarque que les professeurs de travail social animent fréquemment ces organisations qui optent souvent pour un statut commercial « d'entreprise sociale » suivant le concept britannique diffusé en Chine par le British Council. En répondant à de multiples appels d'offres, émanant des pouvoirs publics ou des entreprises, elles vendent des services sociaux destinés à des groupes ciblés et naviguent ainsi en permanence à la limite du non-profit puisqu'elles doivent financer des emplois à durée déterminée plus ou moins temporaires et des coûts de fonctionnement récurrents. L'ambiguïté de ce statut résulte d'un marché de services sociaux où le bénéficiaire est devenu un client faute de dons privés suffisants ; c'est pourquoi malgré des fonds reçus d'entreprises ou de fondations de Hong Kong, les ONG sont tentées de devenir des « entreprises sociales » pour disposer de fonds propres en général insuffisants pour qu'elles échappent à la dépendance face à leurs commanditaires publics, parapublics ou privés.

Une autre particularité est à souligner à propos des ONG observées. Malgré l'influence majeure de Hong Kong dans ce domaine, en particulier à Canton, la notion de droits du citoyen émerge difficilement et avec lenteur face à celle de service. La

prestation de service semble centrale, au détriment de celle de droit, ou d'un droit à tel ou tel service. L'État préfère manifestement mettre en avant une attention bienveillante, proche du *care* anglo-saxon, voire une charité ou philanthropie étatique plutôt qu'un droit propre au citoyen qui, *de facto*, reconnaîtrait à ce dernier une relative autonomie comme acteur libre, d'une société civile dont l'ouverture est perçue comme inquiétante et dangereuse pour la stabilité, c'est-à-dire le *statu quo* politique. Les incubateurs d'ONG créés à Shenzhen et Canton ont justement pour fonction de canaliser les initiatives, de calibrer et de sélectionner les projets à financer. Cette stratégie est claire : il s'agit de laisser monter les initiatives les moins subversives pour les institutions et les plus bénéfiques pour les besoins de la société, tels qu'ils sont identifiés par les autorités. L'innovation y trouve une place mais dans un cadre encore relativement rigide, qui varie extrêmement d'une région à l'autre, le Sud de la Chine, Shenzhen en particulier, se présentant comme l'avant-garde des modèles sociaux à expérimenter, suivant la méthode bien chinoise d'expérimentation de modèles ou de copie de modèles étrangers. Le lien est étroit, qui inscrit en Chine les ONG et la mise sur le marché de nombreux travailleurs sociaux diplômés. Ces derniers irriguent les ONG et participent à la création de nouveaux projets. En outre ils se substituent d'année en année aux anciens salariés des comités de quartier, sans diplômes, serviteurs du Parti d'une époque échue. L'État se présente à travers ces travailleurs comme un macrotravailleur social, dispensateur du *care* étatique. Il semble vouloir assurer le rôle d'un philanthrope bienveillant, toute référence à la justice sociale étant abandonnée dans les discours comme dans les faits. Les stratégies « communautaires » – au sens anglo-saxon – développées par les travailleurs sociaux dans les rues ou les quartiers font plutôt bon ménage avec les reliquats d'une animation de quartier typiquement socialiste *via* les organisations des comités de quartier, outils de maillage de la population par le Parti.

Le développement du travail social s'est réalisé avec des méthodes directement importées des USA. Les stratégies développées à travers le travail de groupe, le travail communautaire et l'étude de cas ont été scrupuleusement appliquées dans un environnement chinois. La pédagogie du travail

de groupe n'est pas très différente, qu'elle soit le fait de psychosociologues américains ou d'un groupe de militants ou volontaires chinois. La notion de communauté est plus complexe, mais il est facile de la transformer en population du quartier. C'est le concept de cas qui est le plus problématique à transférer. Il présume d'un sujet individuel encore fragile en Chine et d'un individu appréhendé d'abord comme consommateur grâce à l'économie de marché. L'émergence du sujet individuel précède celle de la société civile dont il est membre. Elle apparaît très lentement dans les traitements moins expéditifs réservés aux déviants, handicapés, malades, qui à défaut d'être traités avec respect sont moins brutalement abordés et un peu moins mal considérés par les institutions dans un effort qualifié par l'État de « civilisation », c'est-à-dire de plus grande civilité, face à un long héritage historique de violence sociale en Chine.

Le travail social et les ONG sont largement imbriqués en Chine où l'État délègue la fonction à des organisations aux statuts ambigus. Il achète des services à ces organisations tout en les contrôlant. La notion de « bien-être public » (*gong yi*) est au cœur de ce dispositif. L'État s'efforce de le capter et d'en déléguer la mise en œuvre au monde des travailleurs sociaux, des ONG, des volontaires. En sélectionnant et en finançant ces acteurs de terrain le gouvernement garde ainsi le contrôle du dispositif dans une large mesure, tout en laissant passer des innovations sociales ne présentant pas de risques politiques. Relais majeurs du contrôle social antérieurement centralisé, ces dispositifs sont souples, volatils, inégalement performants mais ils permettent à la société civile d'investir sa volonté de transformation sans passer par un activisme suspect. Car il semble bien évident que l'émergence de la société civile se fasse contre la volonté de l'État-parti et que, avec l'expansion d'Internet les prises de paroles aient pris un essor considérable. Face à ce flot croissant d'expressions individuelles, pour la plupart prépolitiques, c'est-à-dire non dirigées contre le gouvernement, celui-ci a mis en place des pare-feu et des discours lénifiants au sein desquels s'inscrit l'horizon du bien-être public (*gong yi*). Cette notion mérite un examen attentif car elle se substitue dans le discours à celle, trop occidentale, de société civile qui présume d'un pluralisme incompatible avec l'État-parti unique. Si l'on observe des *center for civil society* dans certaines

universités, de telles organisations, à mi-chemin de l'université et des ONG développent des pédagogies similaires à celles des incubateurs d'ONG. Leurs activités se situent à la croisée de multiples chemins : ONG, entreprises, fondations philanthropiques, Parti et gouvernements locaux. Discrètement subversives en terme de démocratie, elles sont contraintes à une extrême prudence et à une autocensure relative et permanente. De telles organisations sont soutenues et inspirées par des ONG et fondations de Hong Kong, sous influence américaine avérée en termes de bagage idéologique et social.

Les divers types de handicapés constituent une voie d'accès à la société civile par ses marges, aussi bien pour les ONG que pour les chercheurs. Le « bien-être public » présume en effet d'un traitement digne réservé aux malades et handicapés. La pauvreté n'est pas suffisamment discriminante en Chine pour constituer une cible, bien qu'elle ravage une partie des familles touchées par des handicaps. S'il en est un slogan et un objectif qui se partage entre État et ONG, le « bien-être public » est aussi un marché où se côtoient et s'associent souvent les gouvernements et les entreprises à travers le financement de services sociaux, d'animations et prises en charges (limitées) de cérémonies philanthropiques ou caritatives dans les quartiers qui sont l'occasion de le mettre en scène théâtralement et suivant la tradition bien établie de l'État-parti chinois. C'est ainsi qu'est mise en spectacle une société civile sans nom suivant une verticalité de haut en bas, à l'opposé de la logique *bottom-up*, label des ONG et de la société civile en Occident. L'État se présente dans ce contexte comme une entreprise de charité semi- ou parapublique autobénévolente, dispensatrice de soins bienveillants et attentifs (*care*) à une population historiquement habituée à une violence politique et sociale chronique, tous régimes confondus.

À l'inverse de ce « bien-être public » dispensé par l'État (et les entreprises liées) avec la participation et l'engagement de groupes sociaux répertoriés (jeunes, femmes) et des initiatives des individus et organisations (ONG plus ou moins non gouvernementales, devenant fréquemment entreprises sociales de vente de services sociaux), le *welfare* américain est produit par la société civile, *via* des initiatives communautaires ou la philanthropie d'entreprises. En Chine, où la philanthropie d'entreprise est devenue active et

ostentatoire, économie de marché oblige, le partage du *welfare* (bien-être) est programmé par le haut par la mise en œuvre de grands objectifs sociaux, tels que l'assurance-maladie. La société semble avoir les yeux plus fixés sur des cas particuliers scandaleux, qui fleurissent sur Internet, que sur les politiques sociales qui font moins débat mais sont de la compétence du pilote, ou du prince. Ces « cas » font l'objet d'une attention particulière dès que leur notoriété fait tache et leur traitement devient exemplaire voire modèle symbolique. Cette stratégie du traitement catégoriel paraît tenir lieu de politique sociale. Il s'agit d'un *care* d'État, qui panse les blessures les plus vives pour éviter l'opprobre ou la contagion et le déferlement émotionnel populaire. L'État, en retrait manifeste, délègue à des travailleurs sociaux sous contrat ou des bénévoles la mise en scène d'une « société harmonieuse » à travers des services sociaux et assistances destinés aux plus fragiles, ou au plus faibles selon la terminologie chinoise. Cette posture est à l'antithèse de l'image passée d'un État dur, centralisé, autiste. Néanmoins ce même État est bien présent qui développe cette rhétorique du bien-être public pour qu'elle se substitue à celle de société civile qui présume – tôt ou tard – une prise de parole des citoyens de base, qui ne peut que terroriser l'État-parti.

Jusqu'à quand ce *care* étatique, et cette philanthropie d'État, pourront-ils se substituer à une politique affichée de règles de partage de ce « *public welfare* » entendu comme bien-être mais aussi comme bien économique mieux partagé qu'aujourd'hui, au terme de trois décennies productrices d'inégalités socio-économiques explosives ? En développant cette rhétorique du bien-être public et cette stratégie du *care* d'État, le gouvernement chinois, avec beaucoup d'intelligence, prend acte d'une partie des effets et conséquences de l'économie de marché sur la société. Il tente d'anticiper sur des réclamations à venir, tout en essayant de les prévenir. Cette posture n'accorde néanmoins aucune place explicite aux voix de la société, qui demeure récipiendaire, bien que non passive, d'une charité d'État, accessoire du capitalisme, analogue à sa version américaine d'entreprises charitables. Il s'agit d'une sorte de réinterprétation de l'éthique protestante évoquée par Weber où l'État chinois fait figure de macro-entrepreneur, assurant la gouvernance par le marché, y compris celui des services

sociaux. La fascination qu'exercent les USA sur la Chine y est sans doute pour quelque chose.

Ces analyses amènent à s'interroger sur plusieurs caractères propres aux évolutions observées. L'image bienveillante de l'État-parti ne tient pas lieu de gestion des inégalités sociales. La notion de justice sociale a complètement disparu du paysage étatique chinois, tout comme elle est devenue rare dans l'Occident néolibéral aujourd'hui. Les multiples révoltes locales quotidiennes qui secouent la Chine demandent pourtant justice, c'est-à-dire un traitement équitable et transparent. La notion de droit des citoyens se développe mais, si les acteurs ont accès progressivement à des droits sociaux ils n'ont pas encore des droits politiques. La stratégie d'assistance qui est mise en œuvre par les travailleurs sociaux se présente comme un pansement de petite taille qui ne résisterait pas à une hémorragie d'exigences sociales envisageable, encore moins d'exigences politiques, à un terme plus éloigné. Les outils mis en place, tous d'origine américaine, ont été forgés dans une autre société, où l'histoire du capitalisme est particulière et où l'État tient une place circonscrite par la loi constitutionnelle. L'importation et la greffe de ces technologies de la gestion du social sont saisissantes tout comme le fut la greffe de l'économie de marché à l'origine en Chine socialiste.

De nombreuses questions restent en suspens et trouvent une partie de leurs réponses dans les paroles recueillies auprès des acteurs sociaux. Deux points méritent un commentaire particulier. Le quartier, la résidence, demeurent importants comme marqueurs d'appartenance, même si le *hukou* – certificat de résidence – est appelé à disparaître assez rapidement. L'attache forcée à un territoire, profondément médiévale, a été très allégée mais le quartier reste le lieu d'un maillage sociopolitique où le comité de quartier s'efface (en partie), pour laisser la place à des travailleurs sociaux dispensant des services aux personnes âgées, aux jeunes, aux chômeurs dans des dispositifs institutionnels nouveaux. L'unité de quadrillage antérieure évolue mais demeure présente sous une forme plus sociale et moins policière.

Une autre évolution majeure réside dans l'émergence de l'individu, du sujet et du citoyen. Le travail social, à travers les études de cas, amène à identifier un sujet souffrant ou à problème. Celui-ci n'est plus un matricule exposé à la relégation ou à

l'enfermement. Le traitement des malades mentaux, parfois sommaire et chimique, a néanmoins révélé l'existence d'un sujet psychique malgré un comportementalisme importé des USA avec ravissement et parfois très sommairement interprété. Sont apparues des figures nouvelles. Le corps du consommateur de cosmétiques n'est plus seulement un outil de travail et de reproduction mais aussi un instrument de plaisir hédoniste ou esthétique. Dans les années soixante ou soixante-dix, il semble, d'après les récits, que, pour une partie de la population, la vie était d'abord celle du corps, ponctuée par des événements externes, catastrophiques souvent. Le corps n'est plus aujourd'hui la propriété de l'État car il n'est plus le corps d'un travailleur mais celui d'un sujet individuel qui peine à devenir citoyen. La sexuation de ce sujet intervient néanmoins là de façon drastique : la politique de l'enfant unique, instaurée à la fin des années soixante-dix avec quelques variations selon les catégories de population (rurale, urbaine, minorité, etc.) est une intrusion directe dans le corps des femmes dont l'État-parti reste *in fine* propriétaire. Les avortements multiples de très nombreuses femmes qui ne veulent pas se mettre hors la loi, les avortements forcés de certaines qui, résistant à l'État-parti, les subissent parfois jusqu'à sept mois de grossesse, témoignent d'une différence de traitement *de facto* de l'État selon le sexe des acteurs. Le détournement de la loi, la dissimulation d'un second, voire troisième enfant restent plus faciles pour les hommes. Hommes et femmes ne sont donc pas égaux face à cette émergence « citoyenne » et nous reviendrons sur ce point essentiel dans la troisième partie de cet ouvrage consacrée à des femmes de statuts différents. Au-delà de la consommation et de l'individualisme associé apparaît la conscience fragile d'un destin partagé qui doit être suffisamment digne pour être vécu dans un délai court. Ce citoyen en gestation rencontre des obstacles pour s'exprimer mais il peut le faire et développer des stratégies en s'engageant dans des actions sociales, des organisations diverses portant sur l'environnement, l'éducation, l'aménagement urbain. Dans ces domaines, où s'orientent de nombreux jeunes, naît progressivement la conscience d'un destin non plus catastrophique mais fait d'aspirations partagées, de façon pragmatique et sans aucune utopie, sinon celle qui résulte chez certains d'une idéalisation du monde extérieur qui n'exclut pas un fort sentiment national. C'est

ainsi que les USA sont à la fois un modèle à copier et un ennemi concurrent.

Dans le même temps un individu consommateur est né, qui s'indigne des produits toxiques vendus sur le marché et des multiples scandales alimentaires relayés par les médias. Un « citoyen consommateur » est apparu, membre visible d'une société civile encore invisible. Il va au tribunal et commence à y gagner. Un autre individu émerge de l'usage d'Internet et des réseaux sociaux. C'est un sujet individuel émotionnel, fréquemment « indigné », mais qui n'est pas en mesure d'aller le crier sur les places publiques ou à ses risques. Ces sujets sont des citoyens en puissance. Ils sont baptisés *netizen* sur les réseaux. Le levier de communication que représentent Internet et les réseaux sociaux sont porteurs en Chine d'une puissance subversive potentielle qui amène l'État à l'encadrer au maximum, sans parvenir à en contrôler le flux. La citoyenneté numérique en Chine n'est déjà plus virtuelle mais réelle. Elle n'est pas une promesse politique au parfum de guerre froide mais une capacité d'expression imparable contre laquelle les animations de quartier, les kermesses philanthropiques, les ventes de charité ne peuvent pas grand-chose. Les mobilisations politiques maoïstes ou celles en apparence plus ludiques des mini-Disneyland semblent faire bon ménage. Mais cela n'est peut-être qu'une apparence et les citoyens chinois décideront le moment venu. Pour l'heure une société civile paisible et joyeuse est programmée. Sous l'étiquette du bien-être public, il s'agit de divertir les vieux, d'occuper les jeunes à des tâches utiles à la société et ne mettant pas en péril l'ordre établi. Face à ce projet, des groupes divers manifestent leur impatience et leur peu de goût pour le programme proposé, jugé insuffisant tant la violence sociale et la corruption demeurent et sont de moins en moins supportées.

Une complicité avérée attache en Chine le marché à l'État qui en fait un instrument de gouvernance visant à occulter en partie, ou à anesthésier la société civile. À celle-ci sont proposés des contrats de travailleurs sociaux à durée déterminée, voire bénévoles, vecteurs de la nouvelle bienveillance étatique dont l'efficacité se mesurera dans les toutes prochaines années, ou qui sera brutalement abandonnée si ce garrot ne parvient pas à freiner suffisamment la voix de la société.

UN KALÉIDOSCOPE ANTHROPOLOGIQUE

Cet ouvrage est constitué d'une série de tableaux emboîtés issus d'investigations anthropologiques centrées sur des groupes sociaux représentatifs de métamorphoses importantes du rapport entre l'État-parti et la société à Canton. Dans chaque cas un temps long a été passé avec les acteurs pour analyser les contradictions internes qui animaient ces groupes et pour replacer les investissements individuels de toute nature dans leur cadre de fabrique généalogique et biographique. Des relations personnelles maintenues sur la longue durée avec certains ont permis un suivi significatif de ces groupes, apte à évaluer les évolutions en œuvre. Entre 2005 et 2012 nous passâmes en effet, Bernard Hours et moi-même, chaque année, plusieurs mois à Canton durant lesquels nous menèrent les enquêtes¹ au gré des opportunités qui s'ouvraient. Notre insertion dans les maillages de promoteurs de la « société civile », à la pointe des dynamiques d'ouverture, nous a permis de nous aventurer au cœur d'expériences novatrices, dont les ressorts ont été creusés de façon systématique. Interventions étrangères et forces locales sont apparues en permanence combinées, mettant en scène des processus de production récurrents du social, fondés sur des rapports internes/externes. Le monde global – à travers les flux idéologiques numériques et les financements étrangers – est omniprésent dans l'esprit des acteurs mais aussi dans leurs pratiques. Dans cette perspective, la nébuleuse de la « société

1. Ces enquêtes ont été effectuées dans le cadre de l'ANR SUDI DEVGLOB et de l'ANR 010-01 CRITÈRES. Les noms des organisations, des groupes, des individus ont été changés afin de maintenir leur anonymat.

civile » cantonaise est dès l'abord globalisée ; on ne saurait pour autant dire qu'elle est un reflet de la globalisation, au contraire elle se manifeste en acteur singulier et puissant, et par là même en analyseur. Ainsi en va-t-il du centre pour personnes âgées logé dans une ruelle du vieux quartier de Canton, de l'étage réservé à des « malades mentaux » dits « guéris » niché dans un immeuble banal, ou encore des écoles d'enfants, décrets « autistes », qui foisonnent à Canton. Ces trois scènes sociales, placées sous l'angle de la réhabilitation symbolique, inspirées et soutenues par des organisations internationales, aideront le lecteur à se familiariser avec la société cantonaise au sein de laquelle une demande psychique embryonnaire a vu éclore un marché de pys de toute nature.

Dans une seconde partie est donné à voir un ensemble de mobilisations ayant trait à la défense de l'environnement, des vieux quartiers et prenant pour cible les paysans, la nature, les Cantonais de longue date. Témoignant des nouvelles aspirations des jeunes et des plus anciens, partagés entre le volontariat et une multitude d'initiatives qui s'offrent tout d'abord sur Internet, ces mobilisations sont amphibologiques : elles peuvent tout autant et dans le même moment fortifier des contestations à peine ébauchées auxquelles elles donnent forme que se révéler pleinement intégratrices et dès lors des sortes de tremplins sociaux.

Quatre investigations ont enfin été consacrées à des femmes dont certaines prenaient peu à peu conscience des rapports de domination masculine dans lesquels elles étaient enfermées : universitaires, étudiantes, journalistes se sont montrées très réceptives aux messages extérieurs des ONG les appelant à se libérer. D'autres femmes ont suivi le chemin de la création d'une école Steiner pour tenter de transformer leur vie personnelle et sortir des voies toutes tracées. La position des femmes dans l'idéologie de la société civile forgée par les organisations internationales est, on le sait, centrale. Le lecteur pourra mesurer dans les quatre volets proposés, comment les femmes sont poussées dans cette voie concrète de la « société civile », hors des arènes du pouvoir dont elles restent exclues. Édifiées en agentes de moralisation du capitalisme et de démocratisation, les femmes devraient en effet habiter une « société civile globale » qu'elles

commenceraient à construire localement : les premières pierres en sont posées à Canton.

Tous ces parcours de vie, des plus âgés aux plus jeunes, d'hommes et de femmes de toutes les classes sociales urbaines, avec beaucoup d'éducation ou pour certains quasiment analphabètes, au Parti ou non, portent un éclairage particulier sur la société cantonaise présente, brouillant la figure de l'État et interdisant un manichéisme dans lequel nous entraînerait volontiers Chan Koon Chung dans *Les années fastes*². Les acteurs dans leur très grande majorité entendent se situer en deçà d'une ligne dite "sensible" qu'ils font continuellement bouger en jouant avec les espaces flous du possible et de l'interdit. Cadres politiques et représentants de l'autorité prennent une part active dans ces jeux de marge, semblant vouloir élargir les champs d'action et de pensée. En témoignent sur le mode d'un miroir l'intégration des anthropologues pour des durées longues dans les groupes sociaux retenus, la communication qui s'est instaurée fondée sur une confiance toujours plus grande, le désir d'élaborer avec les chercheurs la cohérence de trajectoires perçues au départ comme plus subies que choisies. Tous ces éléments écartent la représentation d'un État-parti uniquement commandeur et penchent vers celle d'un partenaire de gouvernance dans l'esprit des gens. De multiples actions peuvent être interprétées exemplairement dans ce sens telles les manifestations organisées en 2012 par des petits groupes de jeunes filles et d'universitaires pour réclamer plus de toilettes publiques pour les femmes³; ou encore les dossiers montés par des jeunes gens pour le réaménagement du vieux quartier de Canton et remis aux autorités locales. Ces phénomènes mettent en lumière l'efficacité et l'ambiguïté des nouveaux modes de communication édifiés par le gouvernement avec la population. À un autre niveau, le lecteur – allant à la rencontre des individus auxquels cet ouvrage a voulu donner un visage concret, restituant leur idiosyncrasie et leurs émotions – ne manquera pas de noter les capacités organisationnelles des groupes sociaux observés : celles-ci apparaissent clairement s'inscrire dans la continuité des formes

2. Grasset, 2012.

3. SELIM Monique, GUO Wenjing : « Croquer les pieds de porc salés », *Multitudes*, n° 50, 2012.

passées d'enrôlement des « masses », transmises à l'école dès le plus jeune âge et continuellement cultivées y compris dans les actions contestatrices. Transmués, des morceaux d'héritage de la période maoïste semblent nourrir et réactiver des modes de rassemblement collectif présents, y compris lorsqu'il s'agit de performances, enseignées dans les formations dispensées par les ONG étrangères. Les générations les plus âgées, avec lesquelles nous débutons ce périple cantonais, en sont un exemple prégnant.

DES GÉRONTES EMBLÉMATIQUES

160 millions de personnes âgées de plus de 60 ans, soit 12,3 % de la population totale, vivent en 2012 en Chine. Ce nombre grossit de 3 % par an et atteindrait 248 millions en 2020. À la télévision des publicités paradisiaques montrent de somptueux lieux de retraite empreints de sérénité au milieu d'une nature bénéfique... pour les plus fortunés. La propagande d'État, devant les abandons de vieillards réduits à la mendicité et errant sur les routes, particulièrement en milieu rural, en appelle régulièrement aux devoirs de prise en charge des plus jeunes vis-à-vis de leurs aînés. Les maisons de retraite accessibles aux couches moyennes, peu nombreuses (estimées à 2,5 millions de places), le plus souvent spartiates avec des espaces lugubres de quelques mètres carrés par personne, inspirent une méfiance générale. Pour la grande majorité des personnes âgées – en regard des 17 % seulement qui perçoivent une pension – aucun établissement ne se présente. Pour les plus démunis, la perte d'autonomie est insoluble et pour tous, les coûts des soins de santé restent une hantise. La politique actuelle promeut l'achat sur projet des services sociaux par l'État, après appel d'offres, et l'installation dans les quartiers équipés de centres offrant, moyennant paiement, tous les services, outre le contrôle social et politique qu'ils assurent pour « l'harmonisation de la société ». Mais les personnes âgées restent indéniablement un problème en dépit du succès que rencontre la volonté de les « occuper » : gymnastique, chants en chœur, apprentissage de l'anglais, des technologies numériques, de la calligraphie, de la peinture, etc. Dans cette conjoncture, des initiatives expérimentales sont les bienvenues et c'est sur l'une d'entre elles que nous nous concentrerons.

Un centre expérimental

Au cœur de l'ancien quartier de Canton, au bout de l'une des ruelles qui offre au regard les plus belles bâtisses, dans l'une des maisons à un étage restaurées se trouve ainsi un centre qui, durant la journée, accueille des personnes âgées et leur propose toute une kyrielle d'activités passionnantes. Comme à l'accoutumée, le concept vient d'une organisation de Hong Kong, spécialisée dans le « développement communautaire » et prônant l'*empowerment* des populations les plus pauvres. Cette ONG – qui dit lutter contre « l'exclusion », « l'aliénation » et vouloir augmenter les « capacités » des acteurs – a des échanges avec la Chine continentale depuis 1988 et coopère avec le bureau des affaires civiles de Canton depuis 1995. Aux côtés du centre pour personnes âgées que finance l'ONG à hauteur de 160 000 yuans par an, d'autres programmes ont été mis en œuvre dont le plus récent porte sur un centre de services sociaux, dans une autre partie de l'ancien quartier de Canton. La rhétorique de l'ONG hongkongaise est classique : espoir, honnêteté, sincérité, amour sont mis en avant avec l'excellence, l'équité, la justice sociale. Dignité, valeur de chacun, respect, partage accompagnent l'incontournable slogan « aider les autres, s'entraider, c'est s'aider soi-même ». Pécheurs, handicapés, retardés mentaux, ouvriers, etc. sont les cibles privilégiées de l'ONG à Hong Kong.

À Canton, l'ONG s'est associée avec le comité de quartier qui a procédé en son sein au recrutement des personnels du centre pour personnes âgées, dont il assure les salaires. Le comité de quartier a en outre créé en 1996 une fondation de charité qui subventionne le centre, est très active dans le quartier et à laquelle participent financièrement des entrepreneurs modèles. L'un d'entre eux, antiquaire, organise régulièrement des excursions d'une journée dans des lieux touristiques où sont conviés pour des sommes très modiques les adhérents du centre. La fondation de charité met en scène fréquemment des spectacles édifiants où des « pauvres », devant un public convié pour l'occasion, montent sur l'estrade pour recevoir d'entrepreneurs généreux quelques denrées (huile, confiseries, riz), soigneusement emballées, parfois trop lourdes pour qu'ils puissent eux-mêmes les remporter. Avec force slogans sonores et chants politiques sur fond d'une musique tonitruante, l'ambiance est alors à la fête « rouge » sur la petite place du

quartier qui a été récemment aménagée ; des bassins où nagent quelques poissons rouges, des bancs de pierre y attirent grands-parents, parents et enfants tout au long de la journée. Les principaux équipements publics du quartier entourent cette place : un magnifique centre social, administratif et culturel offrant bibliothèque, salle de jeux, ordinateurs, etc., voisine avec une maison de retraite et un établissement de jour pour handicapés. Non loin de là des joueurs d'échecs ont l'habitude de se retrouver.

Le centre pour personnes âgées est donc partie prenante d'un agencement institutionnel qui se veut un parangon politique de socialité. En tant que tel, il offre à l'observation une étrange combinaison de volontariats enchevêtrés. Ainsi, le centre pour personnes âgées a-t-il ses propres équipes de volontaires qui partent rendre des visites à domicile à des plus âgés qu'eux et moins mobiles, ou encore montent de petits spectacles dans d'autres centres, par exemple, pour handicapés ou « malades mentaux supposés guéris » tel celui que nous retrouverons au chapitre suivant. Ces équipes de volontaires, qui s'édifient en véritables brigades, se signalent par leurs tee-shirts aux couleurs éclatantes et bien reconnaissables. Mais le centre pour personnes âgées reçoit aussi des volontaires de tous âges appartenant aux deux associations de volontaires présentes à Canton, la première relevant de la Ligue de la jeunesse sous tutelle du Parti, la seconde dépendant de la municipalité : nous reviendrons sur elles ultérieurement. D'autres volontaires viennent aussi de Hong Kong. Un département de travail social d'une des universités de Canton place par ailleurs dans le centre des étudiants en stage. Des délégations africaines s'y rendent, censées puiser là une inspiration féconde pour la gestion de leurs aînés. Le quartier, la ruelle, le centre seraient en effet chacun à leur manière à la pointe des images phares d'ouverture, d'intégration sociale, de modernisme que l'État-parti entend offrir au regard. La mise en application de valeurs antidiscriminatoires à l'égard des plus faibles, pauvres, âgés, handicapés de toutes sortes y rayonnerait de façon ostensible. La solidarité, l'entraide, le souci des autres y seraient prônés avec une force exceptionnelle. Ce petit paradis de *care* participe ainsi des objectifs idéologiques du gouvernement, souhaitant multiplier les façades de cohésion sociale autour des célèbres mots d'ordre d'harmonie, de civilisation et de bonheur qui se succèdent,

renchérissant d'année en année, sur le mythe d'une société dotée non seulement de croissance économique, mais aussi d'élévation morale et « spirituelle ». Le profil social et architectural du quartier, autrefois très commerçant, industriel et ouvrier, aujourd'hui abritant une population migrante importante, est en adéquation avec cette logique politique qui veut afficher qu'elle ne délaisse pas les couches les moins favorisées, dites « vulnérables ». Un livre a été édité en 2006 par le comité de quartier, vantant la « culture cantonaise » dont le quartier serait l'un des sites exemplaires. Y est rappelé qu'il a été retenu, après un concours, comme l'un des dix quartiers modèles de toute la Chine, qu'en 1987 le titre de « rue civilisée » lui a été attribué parmi les premiers, que soixante deux familles ont reçu le prix de « familles propres », sans oublier toutes les décorations dont l'énumération est infinie : « rue propre », « rue excellente pour l'enfant unique », « lieu vert » pour la place du quartier. Tous ces mérites politiques s'ajoutent à la nouvelle rhétorique philanthropique et caritative de l'État-parti.

Que recouvre cette belle devanture ? Quels types de rapports sociaux se nouent au sein du centre entre les personnes âgées, entre les personnels, entre ces deux groupes, et avec la population du quartier ? Telles sont les questions qui ont guidé l'investigation anthropologique fondée sur une immersion dans le centre et sur des entretiens en face-à-face avec tous les acteurs y participant de près ou de loin, tels les volontaires dynamiques, les charitables entrepreneurs, ou encore les dirigeants du comité de quartier. Pour l'anthropologue, la plongée – dans le cadre d'une société gouvernée par un pouvoir communiste monopoliste – au sein d'une entité modèle a d'autant plus d'intérêt que ses membres lui ouvrent les portes – et leurs cœurs – avec une immense confiance, assurés qu'ils sont d'être les pionniers d'une aventure radieuse et peu soucieux de ses contradictions éclatantes. L'étranger est placé dans la position de l'admirateur convaincu de la justesse du modèle ou du moins à convaincre par une propagande active. Le modèle jette ainsi une lumière crue sur les processus centraux de la société par la rupture qu'il établit de fait entre la réalité quotidienne partagée et le tableau idéal dans lequel elle devrait se mouler. Dans cette optique, soulignons immédiatement que ne peuvent adhérer au centre pour personnes âgées que ceux dont les parents avaient déjà

leur enregistrement résidentiel dans le quartier (*hukou*), ce qui, compte tenu de l'âge des protagonistes, implique de remonter aux premières décennies du XX^e siècle. Le nombre des heureux élus, est ainsi considérablement réduit soit par leur lignée, soit par leur résidence actuelle. Certains font néanmoins trois heures de trajet en changeant de bus pour parfois assister ou participer à un événement remarquable. Supposé modèle d'intégration, le centre exclut de fait une très grande partie des anciens vivant dans le quartier. Et ceux qui en franchissent la porte joyeusement semblent aveugles, devant par exemple la femme misérable qui se tient en face du centre et qui – transparente – assise sur une marche, saisissant un rayon de soleil, assemble inlassablement de minuscules objets (cheveux pour perruques, perles pour colliers) pour quelques yuans qui leur permettront à elle, son fils handicapé et sa belle-fille, retardée mentale, de survivre. Ni l'un, ni l'autre n'ayant le *hukou* du quartier, ils ne peuvent donc percevoir aucune aide. En 2012, le principe du *hukou* n'est toujours pas aboli, même s'il est l'objet de débats importants depuis plusieurs années, s'orientant vers sa nécessaire suppression.

Du Parti au travail social

Pénétrons dans un premier temps dans le centre pour personnes âgées, non par ces dernières qui en sont les bénéficiaires, enjointes aux divertissements et à l'oubli des difficultés passées, mais par ses salariées, toutes des femmes, qui en éclairent avec acuité la gestion politique et ses enjeux de transformation. Deux personnages dominent la scène et exposent la tension – personnalisée – entre deux modes d'organisation, eux-mêmes inscrits dans deux périodes bien distinctes que séparent le passage à une économie de marché et un capitalisme de plus en plus affirmé. D'un côté une femme corpulente, proche de la retraite qui, après quelques années dans une usine du quartier, a fait toute sa carrière dans le comité de quartier dont elle est devenue la cheffe après être passée par les services de sécurité, des affaires civiles, de l'hygiène, du planning familial, c'est-à-dire de l'application de la loi sur la restriction des naissances, de l'urgence. Membre du Parti, agent loyal de l'État, fière de n'avoir découvert l'anglais qu'avec les slogans de Mao durant la Révolution culturelle, elle fut la première directrice du centre pour personnes âgées qu'elle administra avec autorité, dans

la continuité de ses activités passées, basées sur un schéma vertical de commandement et d'application des directives par les masses. De l'autre côté une jeune femme menue de 30 ans, chargée du planning familial dans le comité de quartier durant quelques années après ses études à l'université, puis recrutée comme nouvelle directrice du centre, affrontant le pouvoir enraciné de sa prédécesseure, les rivalités de ses collègues et les doutes des personnes âgées sur ses capacités. Ces dernières ont tissé une relation symbolique de parenté avec l'ex-directrice vue comme l'épouse du fils aîné (*xi fu*). Mais plus profondément, c'est bien le rapport à la conception elle-même du centre qui fut au cœur de ces antagonismes ravageurs. Pour l'ancienne directrice, il se serait agi d'un « modèle étranger », peu fiable et de ce point de vue elle fut largement suivie par les personnes âgées, formées à un nationalisme aussi étroit que triomphant et habituées à un embrigadement affiché. Pour la nouvelle directrice, il a fallu porter et défendre les idées de participation et de créativité des acteurs, intrinsèques au projet hongkongais, d'en convaincre les bénéficiaires, et enfin, démontrer que, malgré son jeune âge, elle était dans une parfaite maîtrise de ses fonctions. Ce n'est qu'au bout de cinq ans que la jeune femme a considéré avoir gagné la partie, tout en reconnaissant que beaucoup des adhérents du centre ne comprennent toujours pas bien quelle est sa signification, profitent de ce qui leur est offert sans croire au modèle de société qu'il devrait concrétiser : une société solidaire, « harmonieuse », inventive et joyeuse, toujours avide de nouvelles connaissances, bref une « société civile » intelligente et constructive où chacun fait profiter les autres de ses compétences et de ses savoirs. Ainsi ce sont des personnes âgées elles-mêmes qui donnent dans le centre des cours d'anglais (un ancien professeur), d'hygiène et de maintien d'une bonne santé (un médecin), de danse, de politique, de cuisine, de médecine traditionnelle, etc. La différence de salaire entre les deux femmes – due à l'ancienneté – a accusé le fossé entre elles dans un contexte où la rémunération des travailleurs sociaux, profession émergente et non encore balisée, est très faible. Dans le centre, en 2007, les salaires se situaient entre 780 et 1 200 yuans et si l'augmentation a été régulière, d'une manière générale, un travailleur social diplômé, en 2012, ne peut espérer plus de 2500 à 3000 yuans au maximum.

Derrière ces deux directrices successives, dont la première est devenue la subordonnée de la seconde dans une phase transitoire très pénible pour toutes les deux, cinq à dix jeunes femmes, en position subalterne, assurent en alternance la vie du centre. Le comité de quartier a privilégié dans ses recrutements des femmes licenciées (*xiagang*) de leur unité de travail et peinant à retrouver un emploi stable. Donnons en quelques exemples qui illustrent la concaténation dans le centre de plusieurs registres d'action potentiellement opposés, en raison des trajectoires de vie, des expériences de domination et d'exploitation, des visions du monde.

Fille d'ouvrier, Xue a 50 ans, est divorcée sans enfant et vit avec sa mère. « Jeune instruite », envoyée à la campagne en 1975 durant la Révolution culturelle, rentrée en 1979 à Canton, son itinéraire de travail est chaotique : quatre ans ouvrière dans une usine chimique au contact de produits très nocifs pour la santé, treize ans dans différents jardins d'enfant, puis après la fin de son contrat, obligée à de petits travaux de subsistance. Xue touche dans le centre 780 yuans par mois en 2007, soit le salaire minimum de Canton, et, employée contractuelle, elle peut être renvoyée à tout moment. Une collègue de Xue âgée de 35 ans, licenciée après treize ans dans un magasin d'État qui ne voulait plus que de très jeunes vendeuses, fille et femme d'ouvrier, a, elle aussi, accepté avec empressement l'offre du comité de quartier qui a mis fin à une précarité croissante. Veuve de 50 ans, mère d'une fille à l'université, une troisième femme, envoyée comme « jeune instruite » à la campagne en 1976, licenciée d'un magasin d'État en 1994, était, elle aussi venue demander du travail au comité de quartier. Une quatrième, quasi analphabète, veuve aussi, fille de paysans, licenciée d'un restaurant, travaille quatre heures par jour au ménage du centre contre 400 yuans mensuels, dont 200 sont des cotisations sociales. Toutes ces femmes regardent avec une distance relative et différentielle les rapports internes au centre qui constitue leur dernière planche de salut.

D'autres employées en revanche espèrent encore un perfectionnement professionnel, enviant la jeune directrice pour sa promotion exceptionnelle. Ainsi en va-t-il de Zhen Juan, la quarantaine, qui après avoir travaillé dans un jardin d'enfants, a été recrutée en 2000 par le comité de quartier pour s'occuper de l'hygiène publique, et en 2001 par le centre. Aspirant à une

formation de travail social, qui la rapprocherait de la couche moyenne de sa belle-famille, elle tente sans succès de trouver sa place dans le dispositif organisationnel du centre, perturbé par les jalousies féminines, l'incompréhension de l'objectif de l'ONG hongkongaise et aussi l'activisme des volontaires extérieurs prêts parfois à peser de tout leur poids sur les décisions et animés d'une bonne volonté perturbante. Toutes ces employées, à l'exception de la jeune directrice, sont en effet très éloignées intellectuellement et socialement des modèles anglo-saxons importés de Hong Kong. Elles constituent en quelque sorte la partie échouée de l'ancien monde de la période maoïste et, sauf exception, ne sont animées d'aucun désir de franchir le mur qui sépare les deux régimes de sociabilité et de gestion.

Volontariat et charité

Tournons-nous maintenant vers les volontaires qui constituent potentiellement un pont significatif entre ces deux plateaux historiques, lorsque, appartenant à la même génération, ils s'enthousiasment pour le centre pour personnes âgées et construisent eux-mêmes des lignes de continuité symbolique entre leur expérience personnelle et cette nouvelle aventure collective.

Tou-Mou, née en 1955, en est sans doute la meilleure illustration. Cette femme au visage rond, à la voix forte vient régulièrement au centre accomplir en bénévole de multiples tâches, au point qu'un observateur extérieur pourrait croire qu'elle en est l'une des salariées. Hyperactive, se rendant au domicile de vieillards dépendants, pour leur couper les cheveux, les ongles, etc., elle rend de nombreux services et se fond souvent dans la « brigade » des volontaires du centre en expédition dans diverses organisations d'handicapés. Issue d'une famille d'ouvriers, Tou-Mou est envoyée à la campagne comme « jeune instruite » en 1973 et elle restera dans une ferme jusqu'en 1980. À son retour en ville, la Révolution culturelle achevée, elle intègre l'entreprise publique chargée de l'approvisionnement en fruits à Canton, dans laquelle tous les membres de sa famille au nombre de sept, travaillent. Elle est licenciée en 2006 quand l'entreprise est privatisée. Elle s'investit alors à fond dans le volontariat, que dès 1998, la propagande étatique entreprend et encourage fortement. Membre du Parti, elle a rallié l'Organisation des volontaires

dépendant de la Ligue de la jeunesse sous tutelle du Parti, mais s'est inscrite aussi dans l'Organisation des volontaires de la ville, plus ouverte et indépendante. Elle calcule avec fierté qu'en neuf ans elle a fait 1 600 heures de volontariat au centre pour personnes âgées, et brandit le petit carnet avec sa photographie, dans lequel elles sont répertoriées. Elle a entraîné son fils âgé de 20 ans, étudiant en informatique, dans cette poussée militante, mais non son mari, qui travaille encore dans une entreprise de Shenzhen. Pour Tou-Mou, qui découpe soigneusement tous les articles de journaux sur le volontariat et en fait des dossiers, Lei Feng – le travailleur modèle auréolé par le Parti et mort en 1962 – est le héros de sa jeunesse, le pont entre sa vie de travail et d'orthodoxie politique passée et son entrée dans un micro-univers imprégné de l'idéologie hongkongaise de sujets autonomes et actifs. En cela elle suit la voie tracée par l'État-parti qui voit dans Lei Feng un précurseur des nouveaux volontaires modèles – tel Zao Guang Jun dont la photo s'étale sur les murs du métro et sur lequel nous nous attarderons dans un chapitre ultérieur. Altruisme et dévouement dont Lei Feng était l'incarnation dans l'ancienne rhétorique maoïste sont reformulés de façon subreptice dans le nouveau module de la charité et de la philanthropie que donnent à voir Zao Guang Jun et bien d'autres. Dans cette fusion symptomatique, les mutations économiques et sociales sont occultées, et par là même, le sens des comportements et des gestes prônés vers l'autre, qui doivent être lus à la lumière des soubassements politico-idéologiques de la société. Pour Tou-mou, néanmoins, aider les autres constitue une ligne politique dont la permanence est réaffirmée dans l'imaginaire et se greffe sur une représentation ajustée de sa famille d'origine, toujours prête à secourir personnes âgées et pauvres. Ainsi, une vieille dame solitaire aurait été hébergée par ses parents. Le volontariat institutionnalisé est donc pour Tou-Mou un « progrès » en regard des attitudes « spontanées » que généraient l'admiration et l'imitation de Lei Feng. Elle écrit son propre journal dans lequel elle relate ses « bonnes actions », copiant en cela de nombreux articles rédigés à la première personne, et présentant des témoignages émouvants de volontaires. Cependant, bien que Tou-Mou estime jouir d'une aisance économique suffisante – procurée par sa pension de retraite, le salaire de son mari et la location de l'ancien

appartement vendu par son unité de travail alors que le couple vit dans un nouvel appartement acheté – pointe chez elle le sentiment que, eau, transport et nourriture devraient être remboursés au volontaire. Elle calcule en effet que ses dépenses les jours de bénévolat se montent à 20 yuans. Elle rejoint là une revendication montante des organisations de volontaires en Chine qui s'inspirent en ce domaine des avancées générales aux USA en particulier. Ne tarissant pas d'éloge sur le « modèle de Hong Kong » si facile à comprendre de son point de vue en raison de la méthode d'enseignement par les jeux de rôle, voyant dans la charité le nouveau ressort de développement de la Chine, Tou-Mou se réjouit d'une reconversion qui la promet dans l'avant-garde actuelle, elle qui répondit aux appels du Parti « pour le peuple ».

Exprimant la quintessence des volontaires extérieurs qui viennent se ressourcer au centre pour personnes âgées, Tou-Mou permet d'appréhender concrètement comment, dans leur propre subjectivité, les acteurs reformulent une cohérence interne à leur trajectoire alors même que ruptures et souffrances – liées à la Révolution culturelle, aux réformes économiques démarrant par les licenciements et substituant des inégalités criantes à l'égalitarisme antérieur – l'ont morcelée. Pour les plus jeunes en revanche l'adoption du principe de charité à la base du bénévolat est plus facile, et relève en partie d'un endoctrinement banalisé, qui vient en outre se greffer sur les émotions et les failles propres à chacun.

Des bénéficiaires sélectionnés

Venons-en maintenant aux personnes âgées que le centre accueille pour les « distraire », leur donner joie, dynamisme et entrain et leur faire oublier les malheurs qui émaillent leur vie. Leur cotisation est de 10 yuans par an et elles sont environ une centaine d'inscrites. La production d'une cohésion collective, d'une « communauté » selon les termes du projet, est l'objectif principal et la préoccupation partagée par tous les salariés. Or, les personnes âgées se révèlent être d'origines très diverses, « bonnes », c'est-à-dire ouvrières, ou « mauvaises », soit les anciennes classes supérieures. Les bouleversements politiques qui ont agité la société chinoise à partir de 1949 ont remodelé à plusieurs reprises les positionnements individuels et familiaux, brassant les groupes selon les axes d'une lutte des classes violente

et désormais abandonnée. Toutes les variantes sont néanmoins présentes et sur six décennies les acteurs ont changé plusieurs fois de statut avec des déclinés et des bannissements vertigineux – lors des Cent fleurs, de la campagne anti-droitier et de la Révolution culturelle – éventuellement rattrapés après, mais aussi des promotions fulgurantes, vite détruites ou minées par les coûts des soins après une maladie. Les inégalités et les différences sont donc innombrables et ce sont celles-ci, passées et présentes, que le centre vise à neutraliser dans l’imaginaire, voire annuler. L’entreprise est ambitieuse mais réalisée de façon pragmatique par des activités incessantes, créatrices d’une bonne humeur partagée. Les personnes âgées elles-mêmes s’engagent volontairement dans cette conception d’un moment de bonheur, saisi comme une parenthèse et une dernière opportunité, après tous les soubresauts et épreuves endurés. Une logique d’unification symbolique est donc en œuvre dans le collectif des bénéficiaires du centre qui pourtant interviennent activement dans les rivalités et les conflits entre les salariées précédemment évoqués. Une quarantaine d’entretiens a été effectuée avec des personnes âgées, dans le centre ou à leur domicile, en face-à-face. Le recueil de ces récits de vie fut extrêmement riche, apportant une connaissance de l’intérieur des évolutions politiques et une entrée dans les modalités variées de leur subjectivation. Plus nombreuses que les hommes à venir au centre et à s’entretenir avec nous, les femmes ont mis en scène dans les chroniques de leur trajectoire des processus d’émancipation relative, par le travail en particulier, qui appellent une réflexion comparative sur la situation actuelle. Les épanchements ont néanmoins rouvert les blessures chez nos interlocuteurs, l’amertume, la tristesse, parfois le désespoir et les larmes émergent brutalement, indomptables – mais interdisant la plainte. Quels que soient les problèmes présents qu’affrontent les acteurs, l’idée que la vie est « meilleure » qu’elle ne le fut est bien enracinée : elle est le résultat tout d’abord de la sélection qu’opère le centre qui ne reçoit que des personnes touchant une pension de retraite – sauf cas particulier – et bénéficiant d’un logement qui, sauf exception, est confortable et plus spacieux que les habitats antérieurs. Cette idée d’un mieux-être est d’autre part le fruit de la conviction d’avoir échappé à des destins bien plus terribles, en souvenir de tous ceux qui, aux périodes politiques les plus dures –

tel le Grand Bond en avant, très présent dans les mémoires – ont succombé, ou ont vu leurs proches, dont leurs enfants, mourir. Les personnes âgées qui fréquentent le centre ne sont donc pas, à proprement parler, socialement représentatives d'une génération, le tri effectué par le centre conduisant à une frange qui a vu sa précarité économique réduite et qui a accédé à une stabilité relative, néanmoins toujours menacée par les coûts exorbitants des soins de santé. Cette frange – qui, pour l'observateur trop empathique, occulterait aisément la masse de ceux qui peinent à se maintenir dans des conditions d'existence minimales – offre l'intérêt notamment d'un regard autoscopique sur les périodes qui ont précédé et succédé à l'avènement du gouvernement communiste et aux décennies maoïstes.

Une bulle de reconnaissance

La reconnaissance sociale ultime qu'offre le centre à certaines personnes âgées est une donnée importante dans l'entrain qu'elles manifestent à le rendre attractif. Cette reconnaissance inscrit des tableaux variés de retournements étonnants selon les trajectoires des acteurs, comme le montrent les exemples suivants.

Ru, d'allure robuste, âgé de 81 ans, donne depuis quatre ans un cours de calligraphie et de peinture dans le centre dont il est un des volontaires parmi les plus actifs depuis dix ans. Fils d'un vendeur de poissons pauvre, Ru n'a fréquenté que quelques années l'école primaire, puis a travaillé dans différentes usines comme *coolie*. En 1945, il fait un mariage « aveugle », c'est-à-dire « arrangé » avec la fille, analphabète et non-voyante de naissance, d'ouvriers agricoles avec laquelle il aura quatre enfants et qui est aussi *coolie*. La famille vit dans les 18 m² d'une petite maison octroyée par l'unité de travail et que Ru a achetée ensuite et loue maintenant. Outre ses emplois réguliers, Ru fait de multiples petits travaux pour améliorer les ressources du ménage. Lorsqu'on lui propose d'entrer au Parti, il refuse, se déclarant trop égoïste et il se justifie aujourd'hui de n'avoir pensé qu'« à travailler pour gagner la vie ». L'école avait donné le goût de la littérature et de l'écriture à Ru qui, huit décennies après, a réussi enfin à se faire reconnaître comme un maître en calligraphie, ce qui constitue sa dignité actuelle. Cette revanche tardive en regard de la palanche qu'il a portée sur l'épaule de si nombreuses années enorgueillit le vieil

homme aux mains rugueuses, qui décore le centre de ses beaux panneaux. Lui et son épouse cumulent 2 000 yuans de retraite, payent 1 000 yuans de loyer pour un appartement dans un immeuble de huit étages du quartier et reçoivent un revenu locatif de l'ancienne petite maison. Sa femme, venue au centre avec lui au départ, y a renoncé au bout d'un an. Lui au contraire, se réjouit de cette nouvelle sociabilité au sein de laquelle il a acquis un statut autrefois inimaginable.

Dans l'équipe des volontaires les plus remarquables du centre, il côtoie ainsi Kun, qui a reçu plusieurs prix pour sa diligence bénévole et qui est chargé du bulletin du centre, où il écrit des articles, et de la promotion de la politique du Parti. Ainsi fait-il des cours aux personnes âgées qui fréquentent le centre pour leur expliquer les discussions issues des congrès. Mais, paradoxalement, Kun, qui possède la diction d'un militant de longue date, n'a jamais pu entrer au Parti, compte tenu de ses origines – un père au Guomindang. Enchaînant deux campagnes politiques qui le bannissaient, il a été envoyé vingt ans en rééducation dans une région montagneuse ! Marié à son retour en ville avec une femme de tout aussi « mauvaise origine » – dont les frères avaient fui aux USA – Kun a acquis dans le centre une position politique de premier rang, qui annule dans l'imaginaire la stigmatisation dont il fut très longtemps l'objet. Sa lignée et sa grande maison sont citées dans le livre édité par les autorités sur le quartier, lui qui, malgré ses études à l'école normale, se vit interdire l'enseignement. Le couple, qui vit dans un immeuble proche du centre, n'a eu qu'une fille – au sourire lumineux – qui, ajoute fièrement Kun, a pu devenir membre du Parti, sauvant ainsi l'honneur bafoué de son père qui s'est fait photographe en compagnie du premier ministre, lorsque ce dernier a visité le centre.

Citons encore Weï, dont le père fut président de l'Association de commerce et d'industrie et possédait dans le quartier une vaste et belle maison achetée par le père de son épouse, grand commerçant. Célibataire endurci, grand amateur d'opéra, Weï a vécu la Révolution culturelle à l'usine où il était ouvrier, en dépit de ses études, puis s'est fait embaucher dans l'entreprise d'un ami sans être déclaré. Weï n'a donc pas de pension de retraite : il touche mensuellement 396 yuans du comité de quartier et

120 yuans de la fondation de charité. Catégorisé comme « vulnérable », il reçoit régulièrement huile, sel, riz des autorités locales. Il vit avec son frère célibataire lui aussi, qui bénéficie d'une pension de retraite de 1 300 yuans. Weï apprécie beaucoup le centre où ses talents de chanteur sont reconnus. Ru, Kun et Weï, dont les destinées sont faites de contrastes saisissants, depuis leur origine jusqu'à aujourd'hui, se retrouvent ensemble au centre, dans une sorte de bulle, qui neutralise leurs différences de classe, d'éducation et les replonge dans une sorte d'égalisation fictive, de partage superficiel, de joie liquide, pourrait-on dire, en reprenant un vocable clef de Zygmunt Bauman.

Déchirures

Dans cette atmosphère légère, un peu « amnésique », les membres du Parti sont les plus critiques sur la société présente et les plus désireux aussi de montrer leur autonomie de réflexion. « C'est toujours le socialisme aux caractéristiques chinoises pour encore vingt ou trente ans [...] La Chine tourne autour du carrefour et le Parti a mal compris le marxisme, on est au milieu d'un carrefour, on ne sait pas où aller, le marxisme ne marche pas et le capitalisme non plus, on ne peut pas rester toujours au même niveau ! » médite ainsi un homme austère, rigide, ancien directeur du personnel, qui est par ailleurs le beau-père de la jeune directrice du centre. Né dans le quartier, Hen-To, qui ne peut retenir ses larmes tout au long de sa narration, porte, lui aussi, un regard sévère sur la corruption des élites politiques : « Le Parti et le gouvernement prennent l'argent du peuple. » Mais surtout le coût des soins de santé et de l'éducation le révolte. Élevé par une mère veuve avec cinq frères et sœurs, obligé à travailler très tôt pour rapporter quelques subsides au foyer, ne pouvant aller qu'une année à l'école, Hen-To a eu une carrière extraordinaire, liée à son investissement politique et professionnel. Très tôt membre dévoué et méritant du Parti, il devient chef d'une usine de 200 personnes à 25 ans, suit des cours du soir pour rattraper son retard, fait dépasser les quotas de production fixés à son unité de travail, obtient le prix de « travailleur excellent ». À cette époque, dirigeants et ouvriers gagnaient en moyenne le même salaire, souligne-t-il, en comparant aux différences de revenu actuelles exorbitantes qui le scandalisent. Durant la Révolution culturelle, il est « attaqué » et

envoyé six mois à la campagne en rééducation auprès des paysans à l'égard desquels il montre encore un mépris profond, s'estimant « intellectuel » et « citadin ». Son épouse, membre du Parti comme lui, travaille comme ouvrière dans différentes entreprises et touche aujourd'hui 1 300 yuans de retraite qui s'ajoutent aux 1 500 yuans perçus par son mari. Le couple, qui a eu deux enfants, aurait pu terminer sa vie dans une relative sécurité matérielle, dans leur maison à deux étages, proche du centre. La tumeur au cerveau de la femme de Hen-To et surtout le cancer de sa fille aînée ont néanmoins bouleversé de fond en comble la famille. La jeune femme a caché jusqu'au dernier moment sa maladie, se faisant accompagner par sa petite fille à l'usine où elle était ouvrière, pour ne pas montrer qu'elle était devenue quasiment aveugle. Elle considérait que les ressources de ses proches ne permettraient pas de payer les soins nécessaires compte tenu que l'hôpital demandait déjà 5 000 yuans de caution. Mais lorsque, vomissant du sang, tâtonnant avec les mains le long du mur, elle ne put plus dissimuler sa maladie, elle fut hospitalisée huit mois dans l'hôpital le moins cher – celui de médecine chinoise –, Hen-To dut alors multiplier les emprunts. Aujourd'hui le vieil homme a 90 000 yuans de dettes. Il dépense plus de 1 000 yuans par mois de médicaments pour sa femme, paye l'école de sa petite-fille et de son petit-fils dont il a la charge, et travaille comme gardien de nuit, pour 700 yuans mensuels. Son gendre est au chômage. Son fils gagne 1 300 yuans comme chauffeur et sa belle fille ne travaille pas. Le lecteur ne saurait s'étonner qu'aux yeux de Hen-To, la vie est beaucoup plus dure que par le passé. Surtout le principe qui l'avait guidé en permanence « une cause, un résultat », et qui l'avait amené aux échelons supérieurs s'est écroulé. L'édifice de ses croyances politiques s'est déchiré. Hen-To vient quand il le peut au centre participer à quelques activités et retourne vite aux innombrables devoirs et charges qui l'accablent.

Des femmes laborieuses

On rencontre un seul couple au centre, les individus préférant venir séparément. Depuis 1951, ce couple d'ouvriers habite dans une minuscule pièce de 9 m² – où il a élevé trois enfants – dans la maison mitoyenne du centre, divisée en huit logements. Homme et femme ont ainsi élargi leur espace de vie en fréquentant le centre

quotidiennement. Lui joue souvent aux échecs et y lit son journal, elle rend quelques services et participe à beaucoup d'activités. Appelons Nuo cette ancienne ouvrière de différentes usines chimiques qui fut, au plus haut de sa carrière, contremaître, avec sous ses ordres une équipe de 40 personnes mais qui, arrivée à ce statut, refusa d'entrer au Parti lorsqu'on le lui proposa, trop soucieuse de la santé de ses enfants toujours malades qui l'empêchait de se rendre aux réunions politiques. « Il fallait être un modèle pour être au Parti, se sacrifier et avec les enfants c'était impossible », rappelle Nuo qui détaille ses différentes compétences laborieuses avec fierté et qui se souvient avoir dû rendre une fois 3,80 yuans à l'usine car pour soigner ses enfants elle avait dû prendre un mois de congés. « C'était un honneur le Parti et si on m'avait choisie c'est parce que j'étais qualifiée » regrette-t-elle encore. Épouse d'un mari souffrant de problèmes pulmonaires, qu'elle devait emmener à vélo le soir à l'hôpital pour des injections, mère de trois enfants, dont l'un à Madagascar depuis 22 ans, et dont aucun n'a réussi à avoir des emplois stables et satisfaisants, Nuo, qui n'a suivi que quatre années de scolarisation, n'est jamais parvenue à déménager faute d'argent. Lorsqu'il s'est marié, son fils adulte a obtenu dans la petite bâtisse, une chambre de 5 m², qui ressemble plus à un placard qu'à un logement, pour, à l'époque, 80 yuans mensuels. Son fils a ensuite déménagé et Nuo y dort parfois l'été. Pour l'ensemble des deux pièces, soit 9 + 5 m² – elle paye aujourd'hui à un bureau gouvernemental 998 yuans pour six mois. « Je participe corps et âme aux activités, je fais ce que je n'ai jamais pu faire autrefois, petite je ne pouvais ni danser, ni participer à la société car la vie était trop dure » souligne Nuo qui, de par son ancienneté dans la maison où elle a son petit logement et dans le centre, a acquis un statut de doyenne, recevant les « nouveaux » avec hospitalité comme si elle était la maîtresse de ces deux lieux contigus.

La logique de « rattrapage » que met en avant Nuo est très présente chez les femmes qui fréquentent le centre. Si quelques-unes sont issues des anciennes classes supérieures avant 1949, la majorité vient des couches paysannes et ouvrières et a connu des enfances extrêmement dures, dans lesquelles le travail a commencé à 7 ou 8 ans. Les petites filles ont soit été vendues comme servantes, soit embauchées comme *coolies* sur les chantiers,

portant alors à deux les paniers de pierres, soit recrutées dans des ateliers et des petites usines où il leur fallait monter sur un tabouret pour atteindre la machine. Ces emplois précoces pour aider la famille ont pour pendant une absence générale d'éducation dans un contexte culturel où par ailleurs l'éducation était un apanage masculin aux côtés d'autres privilèges. Les épreuves de la misère, de la faim – la nourriture, quand il y en avait, était souvent réservée aux garçons – ont forgé le caractère de ces femmes qui, dès que l'occasion s'en est présentée, avec les grandes campagnes d'alphabétisation (« nettoyer les aveugles »), ont tenté de sortir de leur analphabétisme complet ou partiel. Le centre, avec ses cours nombreux, s'inscrit en continuité avec cet effort permanent qui a guidé leur vie, d'échapper à l'ignorance, de s'ouvrir à la connaissance. Certaines reconnaissent parfois que « leur tête ne marche pas assez bien » et en sont honteuses. Insistons aussi sur le fait notable que toutes nos interlocutrices – dont les plus âgées sont nées en 1916, avant la révolution soviétique – ont travaillé tout au long de leur vie, dans des emplois stables ou en changeant souvent. Le travail est ainsi au centre de la représentation qu'elles se font d'elles-mêmes. Les récits placent donc le travail au premier plan avec une excellente mémoire des supérieurs hiérarchiques, des salaires, du coût de la vie et des campagnes politiques. Le mariage, arrangé par les collègues le plus souvent, arrive en second, en troisième les enfants dont l'itinéraire se révèle pour beaucoup très chaotique : impossibilité de faire des études tout d'abord à cause de la Révolution culturelle et de l'envoi à la campagne, difficulté ensuite de trouver un emploi, licenciement après les fermetures d'usine ; une reproduction de classe est ici nettement à l'œuvre. L'implication dans le travail a en outre conduit ces femmes âgées à être en permanence confrontées aux structures politiques et à leurs conditionnalités : ne pas avoir été admises à entrer au Parti reste pour le plus grand nombre, une tache, une ombre, un regret quand elles s'estimaient elles-mêmes méritantes, qualifiées, persévérantes, courageuses ou alors qu'elles assumaient une « mauvaise origine » – un parent émigré illégalement ou membre du Guomindang – qui constituait une barrière définitive. La volonté de « progresser » de ces femmes, leur persévérance sont frappantes et le rôle du travail dans cette entreprise d'émancipation est primordial. Corollairement, leur fonction de gestionnaire des

ressources et, dans les pires périodes comme la famine consécutive au Grand Bond en avant, de maîtresse de la vie et de la mort, révèle leur intelligence des situations, leur prudence et leur perspicacité : éviter les « ventres gonflés d'eau » revient comme un leitmotiv dans leur évocation de ces moments dramatiques. Durant la Révolution culturelle, c'est encore elles qui tentent de négocier un départ dans une campagne pas trop éloignée pour leurs enfants et il semble, en écoutant ces femmes, que, dans la province du Guangdong on se soit arrangé – autorités et populations – pour éviter les exils les plus distants et qu'on ait préféré placer les jeunes dans des villages où des parents résidaient.

Notons en revanche, que ces femmes paraissent, lors de la Révolution culturelle, avoir toujours par prudence « suivi le mouvement », évitant de se distinguer, se fondant dans les actions, criant les slogans lancés jusqu'à avoir la gorge ulcérée, nous dit l'une d'elles. Lorsqu'elles évoquent la violence épouvantable de cette période, certaines se défendent très mollement d'y avoir participé, d'autres pas du tout, quelques-unes surenchérisent. La protection d'elles-mêmes et des leurs semble avoir primé dans leur conduite, engendrant une forme de passivité dans l'activité spectaculaire réclamée.

Investissements militants

Les quelques femmes, qui sont devenues membres du Parti, éclairent sous un autre angle ce tableau contrasté. Fu, qui à 77 ans, nage quotidiennement avec une amie dans la rivière des Perles dans l'île de Shamian, a commencé à travailler à 11 ans sur des chantiers, puis dans une usine de cigarettes. Durant la guerre contre le Japon, elle se rappelle les corps jetés par les Japonais dans des terrains vagues et les cadavres dévorés par les chiens. Sa mère est morte en couches, son père faisait du petit commerce de rue, et elle et sa sœur, à la différence de leurs trois frères, n'ont jamais pu aller à l'école. Les deux filles ont appris à écrire à la maison. Dès 1949, elle prend des cours du soir et se présente à un concours pour être recrutée dans un bureau du commerce où elle fera toute sa carrière, assumant les tâches de directrice du personnel. En 1954, elle entre au Parti, après avoir développé un activisme politique remarquable dans la Ligue de la jeunesse et la Fédération des femmes dès 1949. C'est en 1954 aussi qu'elle épouse un de ses collègues, plus

éduqué qu'elle, membre aussi du Parti, et dont elle tombe amoureuse. Elle a quatre enfants placés dans un centre éducatif et qui rentrent rarement au domicile familial. Le couple se veut héroïque, donnant l'exemple du sacrifice durant la famine, travaillant tous les jours et se nourrissant le plus mal. Mais la Révolution culturelle arrive et ils sont l'un et l'autre « attaqués ». Le rappel de son travail précoce à 11 ans la sauve de l'envoi à la campagne mais son mari ne se remettra pas de cette déchéance, devenant alcoolique et faisant ensuite une tentative de suicide. Il sera ultérieurement réhabilité. Fu, qui vient au centre depuis deux ans, montre un dynamisme ostentatoire comme s'il s'agissait encore de gagner en renommée politique. Son mari est mort, ses enfants font de petits travaux de survie et elle persévère dans la trame d'investissement collectif qui a sous-tendu son itinéraire.

Beaucoup plus jeune, Mee est allée au lycée, puis a fait une école de comptabilité. En 1965, elle commence à travailler dans une grande entreprise et profite de toutes les propositions de formation pour augmenter ses compétences et monter en grade. Son père était employé d'une entreprise d'exportation et se rendait souvent à Hong Kong. De 1966 à 1974 elle rompt toute relation avec lui pour éviter d'être classée dans une « mauvaise » catégorie. Elle choisit alors d'intégrer ainsi que son mari, rencontré durant ses études, un des bureaux qui décident des affectations des « jeunes instruits » dans les différentes régions, puis, à la fin de la Révolution culturelle, elle est chargée des réinsertions. En 1980 elle entre enfin au Parti. Mee défend aujourd'hui encore la « bonne politique de Mao » à laquelle elle est fière d'avoir participé ! Ses enfants ont fait des études universitaires et son fils est depuis dix ans émigré aux USA, où elle et son mari se rendent souvent. Mee critique avec virulence la corruption présente du Parti et du gouvernement, qu'elle attribue au « clan de Jiang Zemin » comme beaucoup d'autres. Elle en appelle à un « État fort », dénonçant la douceur de Hu Jintao et la pauvreté qui, à ses yeux, augmente. Fidèle à Mao, elle voit dans la charité que promeut le centre une continuité avec l'égalité passée durant sa jeunesse où « les ordres du gouvernement étaient appliqués : on mange ensemble, pas de souci, pas de corruption, pas de chômage, c'était avec Mao ».

Pour toutes les femmes qui ont rejoint le Parti, travail, connaissance et politique ne constituent qu'un seul champ dans

lequel elles prennent pied pour s'élever. Alors qu'aujourd'hui dans les anciennes démocraties industrielles, il est devenu d'usage de scinder pour les femmes travail et famille, pour pointer les contradictions qui s'inscriraient entre ces deux fonctions, remarquons que Fu, comme Mee n'évoquent jamais de problème de gestion de ces deux sphères, confondues en une seule. En effet, l'État-parti inscrit un ordre dans lequel le politique domine et englobe tous les autres domaines d'implication, produisant des investissements à vocation totalisante au sein desquels le désir de savoir joue un rôle essentiel.

Shun en est un autre exemple probant. Fille de personnels administratifs d'un hôpital de province, Shun aurait voulu aller à l'université mais elle a dû se contenter d'une école technique. Recrutée dans une usine, elle saisit toutes les formations proposées et réussit à devenir médecin dans la clinique de son entreprise. En 1972 elle entre au Parti et prend de plus en plus de responsabilités, accomplissant des missions en province de recherche sur les usages des femmes en matière de grossesse, d'accouchement, de contraception. Shun a eu deux enfants avec son mari, ingénieur, qui pour sa part n'a pas suivi le chemin politique de sa femme, participant à un petit parti démocratique de la Conférence consultative politique du peuple chinois.

Citons encore Lina, fille de commerçants aisés, inspectrice de la pharmacie du premier hôpital du peuple, mariée à un médecin directeur d'un autre hôpital, issu d'une lignée de médecins. Là encore la formation acquise durant l'emploi joue un rôle fondamental puisque, avant 1949, Lina n'avait suivi qu'une scolarité dans une école technique ; ce n'est qu'ensuite qu'elle a eu l'opportunité par son entreprise de faire des études de médecine. Lina et son mari intègrent très vite le Parti et adhèrent pleinement aux politiques lancées par le gouvernement au point de donner l'exemple. Ainsi Lina, après avoir donné naissance à deux filles, se fait stériliser en 1957. Depuis la mort de son mari, Lina vit entre deux résidences : un appartement acheté par sa fille dans le même immeuble gardé où celle-ci habite et la vaste maison entourée d'un grand jardin dissimulé derrière de grands murs, dans une ruelle voisine du centre.

La présence active de ces femmes, qui ont eu un engagement politique et gardent fermement leurs convictions, constitue un atout

important dans la gestion du centre. En effet, elles sont les premières à réinvestir leur habitus militant dans le centre, à s'impliquer dans les équipes de volontaires, à entraîner les uns et les autres dans des dynamiques collectives à l'unisson de la propagande du comité de quartier et de la fondation de charité. Elles viennent donc parfaire l'agencement politico-social que cristallise le centre, inscrivant des continuums symboliques pour elles-mêmes et pour ce dernier, qui occultent les ruptures entre les périodes politiques.

Primauté du politique

Le lecteur n'aura pas manqué de se questionner sur l'absence d'enjeu que constituent les descendants, leur statut social et affectif, dans les relations interpersonnelles nouées par les personnes âgées qui se rendent au centre. En France, à l'inverse, les études montrent souvent une importance croissante des enfants, comme référent identitaire, indexé sur leur position sociale et leurs manifestations d'attachement. Ainsi une enquête anthropologique réalisée sur une maison de retraite peuplée principalement d'ouvriers¹ avait mis en évidence la concurrence et les rivalités qui structuraient les rapports sociaux entre les pensionnaires dont le principal effort visait à réussir à dissimuler la rareté des visites de leurs enfants et à surenchérir sur leur réussite économique. L'existence des acteurs ne valait à leurs yeux que par ces preuves sociales et symboliques de leur continuité et de leur dépassement générationnels. Au contraire – sauf cas dramatique – le centre cantonais donne à voir une relative indifférence aux destinées des descendants, voire une résignation à leur éloignement et à leur précarité. Le champ des relations intrafamiliales paraît minoré au profit d'un investissement fort sur la trajectoire propre du sujet, le collectif dans lequel il s'est intégré grâce au centre, sa valeur sociale à travers le volontariat développé. Cette observation – qui désigne la prépondérance de la société dans les représentations – témoigne d'une génération qui se construit dans cette idéologie politique de l'époque maoïste qu'elle incorpora et qu'elle fait perdurer. Depuis les réformes engagées à la fin des années

1. SELIM Monique : « Rapports sociaux dans une résidence pour personnes âgées de la banlieue parisienne », *Gérontologie*, 44 : 4-10, 1982.

soixante-dix, les imaginaires du collectif se sont peu à peu désintégrés au profit d'une reconcentration sur le champ familial que l'enfant unique cristallise. Les jeunes Cantonaises éduquées, déchirées entre marché du mariage et marché du travail, et hantées par le spectre de la femme restée célibataire que nous rencontrerons plus loin, signalent ces évolutions notables où l'individu rétrécit ses intérêts, perd ses désirs et illusions sur la transformation de la société, s'éloigne des collectifs. Dans cette perspective, le centre expérimental du vieux Canton est bien un repère du passé de par les visions des acteurs. Mais corollairement il s'inscrit pleinement dans le présent et y bâtit une continuité remarquable. En effet il est emblématique de la politique sociale prônée par les autorités cantonaises, de l'ouverture aux ONG, de l'importation, de l'imprégnation et de la mise en pratique efficace de concepts et d'idées venues du monde global *via* Hong Kong.

Les gérontes modèles du centre indiquent ainsi le chemin d'un changement progressif, maîtrisé, approprié et relativement réussi : dans cette voie, sont laissées de côté les coercitions antérieures mais est réinvestie l'efficacité de dynamiques collectives dans un monde au sein duquel le sujet individuel distingue les normes qui pèsent sur lui, même s'il n'a pas encore appris à les mettre à distance et à s'en affranchir. Dans cette perspective tournons-nous maintenant vers un autre centre significatif, celui-là réservé à d'anciens « malades mentaux ».

DES FOUS EXEMPLAIRES

Ce n'est qu'en 1988 que le gouvernement chinois établit la Fédération des handicapés, après la première enquête nationale effectuée en 1987 sur les différents handicaps présents dans le pays. Auparavant, n'existait que l'association pour les sourds et muets, créée en 1960, limitant de fait les représentations d'une altération des fonctions aux non-entendants et aux non-voyants. Énorme organisation officielle reconnaissant 83 millions de handicapés sur le territoire national et employant plus de 80 0000 personnes, la Fédération des handicapés a comme président honoraire Deng Pufang, fils de Deng Ziaoping (1978-1992), rendu hémiplégique à la suite d'une attaque politique durant la Révolution culturelle et dont la figure en fauteuil roulant est emblématique. L'émergence de la notion de handicap en Chine s'inscrit ainsi dans une conjoncture économique et politique particulière, celle des « réformes » promues par l'État-parti à la fin des années soixante-dix : ouverture au marché et croissance capitaliste de plus en plus intégrée au monde global au sein duquel la Chine conquiert une place décisive. Comme ailleurs, mais sans doute beaucoup plus qu'ailleurs, la notion de handicap ne fait pas en Chine de distinction entre différents types de symptômes ; se plaçant dans l'immanence, elle recouvre autant l'hydrocéphalie, la paralysie cérébrale, que la psychose, pour ne prendre que quelques exemples. Le développement de la notion de handicap s'appuie très largement sur l'instauration du nouveau module d'action publique du travail social, conçu comme un outil de contrôle social et politique rendu d'autant plus nécessaire que l'économie marchande s'est accompagnée d'un taux élevé de corruption parmi les cadres du Parti, perdant ainsi tout prestige aux yeux du peuple

prêt à se retourner contre eux à toute occasion. L'expansion du travail social, l'élaboration d'une grille salariale des travailleurs sociaux, l'instauration à l'échelle nationale d'appels d'offres par les autorités provinciales pour la mise en place de centres d'aide sociale dans les unités de résidence (quartiers urbains et villages) ont vu se multiplier les initiatives de groupes sociaux extrêmement divers, donnant à voir les germes de ce qu'on dénomme usuellement la « société civile ». Ces initiatives ont trouvé dans les fondations et les ONG internationales l'opportunité de nombreux financements leur permettant de se renforcer et de se pérenniser.

Prise en charge collective

L'expérience sur laquelle nous allons nous centrer se positionne au carrefour de ces évolutions complexes où se mêlent les transformations internes à la gouvernamentalité de l'État chinois et les mutations globales en cours conduisant à la multiplication des ONG de toutes sortes, à leurs interventions un peu partout et à la diffusion instantanée des informations par la voie numérique. Appelons donc Trelos ce centre qui occupe un des étages supérieurs du grand immeuble que loue la Fédération des handicapés à Canton. Il est enregistré comme ONG au bureau des affaires civiles depuis 2007. Il accueille selon l'expression retenue des « malades mentaux guéris », au moins stabilisés, et les membres de leur famille sans excéder la centaine d'inscrits. Financé à sa création en 1999 par une grande fondation d'origine anglaise, présente à Hong Kong, relayée par la Fédération des handicapés qui en est la tutelle, il n'est pas à proprement parler une communauté ou un club thérapeutique sur le modèle réalisé par la fondation en grande Bretagne dès 1959. Son objectif n'est pas le soin mais plutôt la lutte contre les discriminations, dans l'optique idéologique anglo-saxonne dont l'expansion est désormais globale. Il entend combattre la relégation des malades mentaux, la stigmatisation et l'isolement de leurs familles dans l'idée sous-jacente que ces phénomènes sociaux sont déterminants dans l'aggravation des symptômes et perturbants pour l'ordre social. Ouvrant uniquement la journée, le centre propose à ceux qu'on dénommera ici les patients et à leurs parents au sens large – géniteurs, fratrie – une foule d'activités et de cours qui vont de l'artisanat à l'informatique en passant par la musique, l'anglais, la

calligraphie, la peinture, etc. Chaque vendredi matin, une conférence sur des thèmes aussi variés que les « causes de la maladie mentale » ou « la famille harmonieuse », ou encore des jeux éclairants et didactiques, réunit le plus grand nombre de participants dans la grande salle. L'inscription au centre est d'un coût très faible accessible à tous. Jusqu'en 2010 tous se rendaient ensuite dans un restaurant soigneusement choisi par quelques-unes des femmes, mères de patients, et un repas de 50 à 100 personnes réparties autour de grandes tables offrait un moment exceptionnel de convivialité, à un taux modeste, qui ne dépassait pas 20 yuans par personne. L'augmentation importante du prix de la vie a conduit depuis deux ans à l'abandon de cette pratique festive que la génération fondatrice du centre appréciait tellement.

Le centre – lieu de socialisation autant pour les parents que pour les patients – est en partie autogéré et cette autogestion s'est progressivement étendue au fil des années. Les parents se relaient ainsi pour accueillir les visiteurs à l'entrée du centre, pour en assurer la surveillance et pour préparer les repas qu'ils prendront avec le personnel présent. Depuis 2010, les patients ont monté un bar et une cantine, vendant à ceux qui le désirent de quoi se sustenter. Une ancienne directrice administrative d'hôpital psychiatrique, qui a ensuite travaillé dans le bureau des affaires civiles, a longtemps dirigé le centre avant de passer la main à son jeune adjoint, fils de médecin ; ce dernier entend, envers et contre tout, pérenniser son existence et brave avec courage et perspicacité les difficultés inédites qu'entraîne la nouvelle politique d'appels d'offres de l'État pour les équipes de travail social. Une ex-infirmière psychiatrique y a été présente plusieurs années et quelques employées administratives, depuis peu diplômées, contribuent à sa gestion. Les universités disposant de filières de travail social, de plus en plus nombreuses à Canton, envoient régulièrement leurs étudiants en stage à Trelos.

Dans le vaste local lumineux une grande liberté règne et des patients, peu enclins à l'activité, regardent la télévision, déambulent ou sommeillent affalés sur des canapés. D'autres suivent assidûment dans des salles adjacentes des cours que donnent des parents ou encore des patients selon leurs compétences : ainsi la calligraphie est-elle enseignée par un père de patient ex-ingénieur, l'anglais par un patient diplômé

d'informatique qui a travaillé quelques années aux USA et qui se partage entre Trelos et une grande ONG dans le secteur de l'éducation spécialisée. De toutes conditions sociales (vivant à cinq dans 15 m² ou à deux dans 150 m²), analphabètes ou diplômés d'université, subsistant du revenu minimum alloué par la ville de Canton à ceux qui disposent du *hukou* (certificat de résidence), ou jouissant de revenus très confortables, les parents, généralement à la retraite, ont entre 60 et 80 ans et les patients – enfants ou frères et sœurs – entre 30 et 55 ans. Pour tous, les vies – les leurs, celles de leurs ascendants ou de leurs collatéraux – ont été scandées par les grands mouvements politiques qui ont façonné la Chine maoïste : collectivisation, Cent fleurs, campagne antidroitiers, Révolution culturelle, etc. La « folie » a pour toile de fond directe ou réfractée ces décors politiques encore vifs ou refoulés et qui font des retours saillants ; ils mettent en scène des psychopathologies spécifiques rythmées par la nature des événements politiques et leurs restes ingérables. La violence extrême, aux visages multiples, qui forme la trame quotidienne des rapports sociaux et des relations interpersonnelles, semble un jour excéder les capacités de résistance de l'individu, le faire littéralement exploser, et le recours au comité de quartier – appelé en urgence par la famille – provoque alors un redoublement d'intensité de la crise, ce qui le conduit à l'hôpital psychiatrique où il est emmené de force et plus ou moins maltraité. Dans tous les cas, un unique diagnostic – schizophrénie – est proféré et un seul médicament – la clozapine est prescrite. Les ressources des familles, leur désespoir de voir l'un des leurs sombrer, contrairement à leur attente d'une guérison qu'on s'empresse de leur dire définitivement impossible, induisent des itinéraires thérapeutiques erratiques. Si les hôpitaux psychiatriques abritaient autrefois les « 3 sans » – sans famille, sans domicile, sans travail, *sam wu* –, avec les réformes économiques, le coût d'un mois de séjour – entre 1 500 et 5 000 yuans – est rapidement devenu exorbitant en regard des revenus – 300 à 1 000 yuans de moyenne pour un individu, 1 000 à 2 000 yuans pour un couple en 2006. Les familles empruntent alors autant qu'elles le peuvent puis reprennent le membre défaillant après quelques mois, le plus souvent même incapables financièrement de prolonger le traitement médicamenteux. Médecine chinoise, acuponcture sont

parfois essayées mais le recours aux médiums reste tout à fait exceptionnel, et sinon vite abandonné. La rechute intervient plus ou moins rapidement, après des périodes de stabilisation précaire et le cycle reprend, répétitif, affaiblissant de plus en plus les familles, laissées intellectuellement et psychiquement démunies.

Souvent recommandé par le comité de quartier, ou par le bouche à oreille, très rarement découvert sur la Toile, compte tenu de l'âge des acteurs peu familiers d'Internet, Trelos intervient dans ces parcours chaotiques comme une plateforme de reprise de soi extraordinaire. En effet, éduqués et embrigadés tout au long de leur vie dans des structures collectives rigides – Parti, organisations de masse qui ont souvent présidé à leur mariage, *danwei* d'entreprise, etc. – les acteurs ont particulièrement souffert de l'isolement stigmatisant dans lequel les a plongés la dérive d'un des leurs.

À Trelos, ils retrouvent le partage d'une destinée commune et un collectif qui les extraient ponctuellement du malheur personnel dans lequel ils s'enfonçaient. Le centre cultive avec efficacité cet atout, poussant les participants à jouir, le temps de leur présence sur place, d'instant de bonheur et d'insouciance bien mérités, qui leur redonneront des forces pour affronter une quotidienneté cruelle. Tout est fait pour aider à repenser collectivement la chronique des péripéties individuelles, à les dépasser. Cette entreprise de réintégration sociale, par l'insertion dans une communauté imaginaire, fonctionne comme une véritable réhabilitation symbolique, sortant chacun de la honte, le poussant à désactiver le poids de l'anormalité subie. Ainsi lorsque les propriétaires voisins de l'immeuble de la Fédération des handicapés ont publiquement réclamé l'expulsion de Trelos, dont les « fous » auraient porté ombrage à leur résidence, les participants du centre, guidés par leur directrice les exhortant à la solidarité et au calme « pour lever les malentendus avec les masses », ont conforté leur unité interne. Blessés par cette vindicte largement médiatisée dans la rue – par les immenses banderoles accrochées au mur de l'immeuble –, à la télévision et dans les journaux, *in fine* résolue au plus haut niveau de la Fédération des handicapés, ils ont constitué cet évènement en dynamiseur de leur persévérance dans le centre, main dans la main avec ses employés, appelant à une nouvelle « lutte » axée sur la « propagande » concernant la « maladie psychologique ».

Néanmoins, les limites à cet usage de la médiation collective sont bien tangibles. Trelos est une parenthèse qui se referme dès la porte franchie. Aucune relation personnelle ne se poursuit entre les participants hors de cet espace privilégié et chacun retourne à la solitude de son destin lorsqu'il le quitte. De façon plus aiguë, la parole personnelle sur soi est interdite par le collectif qui se doit d'être avenant, joyeux, à l'instar des images favorites de la propagande du Parti où il s'agit toujours de vaincre les obstacles et de triompher. Dans le centre, une petite pièce aveugle, proche des toilettes et de la cuisine, avait bien été prévue pour recevoir ceux qui souhaiteraient s'épancher en toute discrétion. Mais elle restait irrémédiablement fermée, sans avoir jamais servi. C'est dans cette pièce que nous fûmes propulsés, remplissant une fonction d'écoute personnelle au fort potentiel d'intégration collective. Seuls ou en couple, les uns et les autres se sont succédé, racontant d'une seule traite, sans s'arrêter, leur histoire, l'arrivée impromptue de la « folie », son contexte familial, social, économique, politique. Ces récits qui duraient souvent de longues heures, parsemés de larmes, se terminaient comme ils avaient commencé, abruptement, nos interlocuteurs n'ayant finalement, avant de se retirer sur la pointe des pieds, qu'une seule interrogation : qu'en était-il hors de Chine, dans le monde extérieur, du sort de ceux à qui ils pouvaient identifier les leurs et eux-mêmes ? Alors que Trelos est édifié comme une forteresse collective contre la déréliction personnelle neutralisant en son sein les différences de classe, l'autorisation de ces narrations individuelles les a induits à vouloir engager une relation hors du centre et montrer leur lieu de vie dans sa nudité triste soigneusement cachée à leurs compagnons d'infortune. Bien au-delà de la banalité anthropologique d'une position d'étranger qui fait rupture avec les normes discursives, ces invitations au domicile des acteurs éclairent surtout les logiques qui traversent le centre, révélant l'angle noir des rapports entre un collectif exalté et l'expression d'une détresse barrée.

Violence totale

Les récits recueillis auprès d'une trentaine de familles – rencontrées en 2006, dont certaines avec lesquelles une amitié s'est forgée et revues chaque année depuis – offrent au regard des tableaux d'une violence inouïe, déclinés à tous les niveaux de la

société. En premier lieu, la violence politique, principielle, est omniprésente, l'accusation planant sur tous lors des grandes campagnes politiques : l'accusation de « capitaliste », « bourgeois », etc., du père, de la mère, d'un ascendant sur plusieurs générations, ou d'un parent proche sur la base d'un examen généalogique, la peur d'être accusé du sujet jeune, la menace de la traduction de ces accusations en agressions physiques redoutables à coups de barre de fer produisant des fractures, faisant frôler la mort, provoquent des traumatismes d'autant plus irrémédiables que la plainte est impossible, et fait redouter des châtiments encore plus graves. Dans le cadre de cette ambiance politique littéralement terrifiante, les agressions d'enfants à l'école par leurs camarades paraissent innombrables, non seulement dans ces années « rouges » mais encore maintenant, et dévoilent une violence immaîtrisée par l'institution qui la porte elle-même : lorsque les enseignants frappent durement leurs élèves – par exemple leur écrasant le visage avec leur pied –, ou ne les protègent pas lorsqu'ils sont devenus des souffre-douleur. Cette violence s'étend aux rapports entre voisins, parents d'écoliers, collègues, laissant fuser pour une brouille leur rage sur des jeunes qu'ils laissent à demi-morts, ensanglantés, ou tentent d'étrangler et que leurs parents conduisent à l'hôpital, effrayés. La violence est aussi interne à la famille dans les minuscules logements où parents et enfants s'entassent dans les quelques mètres carrés qui leur sont alloués. Les parents, la parentèle, ne supportent pas que l'enfant, le jeune ne reprenne pas immédiatement le cours normal de ses activités après l'agression, et, irrités de le voir affaibli, exercent eux-mêmes une violence redoublée. La violence est en outre politico-institutionnelle lorsque les nervis embauchés par le Parti dans une entreprise punissent le récalcitrant qui, ingénu, ne s'est pas plié aux règles de corruption en usage et a cru à l'honnêteté.

Dans tous les cas, outre le choc de l'attaque, la violence symbolique des institutions est flagrante : c'est celle de l'hôpital qui renvoie le jeune après quelques soins minimaux et sans explication, ou qui se trompe de substance dans une piqûre censée soigner et cause des dommages irréparables, mais contre lequel la famille n'ose pas revendiquer justice. *A posteriori*, la famille se remémore que le jeune s'est refermé, de plus en plus, a refusé de sortir de l'appartement, et n'a pu que murmurer sa peur,

mécaniquement, avant de devenir mutique, suscitant alors souvent la colère irrépressible et la violence du père, l'accusant de paresse. La violence est aussi celle de l'école et de l'entreprise qui refusent toute responsabilité dans les agressions en leur sein ou qui les commanditent. Aux côtés de cette violence généralisée qui rend « fou », certains récits de nos interlocuteurs témoignent de la violence plus sourde d'une concurrence acharnée dans tous les champs sociaux, à l'école, pour passer à l'université, pour se marier, pour obtenir un travail et s'y maintenir. À cette violence latente, d'aucuns ne résistent pas, vite terrassés, balayés par la course au modèle politico-héroïque forgé par l'État, qui s'est métamorphosé, mais perdue. Sur fonds d'agressions et de compétitions qui ne cessent de s'accélérer mais prennent un caractère plus économique que politique avec l'implantation du capitalisme, les déceptions amoureuses viennent enfin enfoncer encore davantage ceux que les échecs et les humiliations répétées ont déjà meurtris en profondeur dans leur corps et leur esprit, leur faisant perdre le sentiment de leur propre valeur.

Racontés de manière brute, sans détours, par les parents, les faits qui se sont enchaînés pour aboutir à l'impasse psychique de leur enfant, leur frère ou leur sœur, nourrissent une réflexivité aiguisée par la douleur. Soulignons ainsi que, loin d'être dans une position défensive, nos interlocuteurs s'interrogent à haute voix sur les manières dont ils auraient pu éviter l'issue fatale à laquelle est parvenu leur proche. Construisant des étiologies sociales, institutionnelles, familiales et politiques, ils s'accusent de maints torts : ne pas avoir su voir les signes précurseurs, ni communiquer avec celui qui se renfermait sur lui-même, avoir été largement absent, trop préoccupé par le travail et le mérite politique. Dans une figure de renversement significative, d'aucuns, toujours intimement façonnés par leur éducation politique, et qui furent des « travailleurs modèles », caressent l'idée de s'ériger maintenant en « modèles négatifs » pour montrer, enseigner précisément les erreurs à éviter.

Le terme de schizophrène (*jingshen fenlie zheng* comporte quatre grades, croissant par ordre de gravité) qui leur a été asséné initialement sonne comme un slogan vide et unifie leur petit collectif quitte à en faire plutôt des parents de « schizophrènes de masse », eux qui ont été élevés dans l'idée qu'ils concrétisaient

« les masses », le « peuple ». Animés d'un désir intense d'analyser et de comprendre, et ce, bien qu'il soit trop tard pour remédier à la situation, ils élaborent des autocritiques, cherchant à disséquer et à retisser le canevas des éléments épars qui ont conduit à l'enlèvement et l'impuissance. Avec beaucoup de retenue, ils mentionnent qu'ils ont donné le maximum d'eux-mêmes à la « société », s'épuisant ou se sacrifiant pour le Parti lorsqu'ils en ont été membres, et qu'en retour ils ont peu reçu, eux qui, déjà âgés, en ont aujourd'hui tant besoin, torturés par l'avenir incertain de leur proche après leur mort. Inégal serait donc l'échange avec l'État auquel ils se sont entièrement identifiés, ne rechignant devant aucun ordre, acceptant les séparations d'avec leur conjoint durant des décennies parce qu'il fallait « développer le pays », ne voyant guère leurs enfants livrés à eux-mêmes alors qu'ils étaient absorbés par les réunions tardives. Les causes de la maladie sont ainsi relativement claires à leurs yeux, ne requérant pas d'explications génétiques mais posant fréquemment l'hypothèse de dégâts cérébraux consécutifs aux agressions, aux mauvais soins, à des médicaments inadaptés aux effets secondaires désastreux.

Notons qu'aujourd'hui, ils se consacrent entièrement au membre de leur famille mutilé par les épreuves, le couvant comme un petit enfant, cherchant maladroitement à exprimer des formes de tendresse, radicalement absentes dans leur propre jeunesse entièrement subsumée par le politique. Lorsque les appartements sont trop petits, le père dort alors avec le fils, la mère avec la fille. Surgit parfois la hantise que celui que la « folie » a définitivement foudroyé ne vienne, par la proximité relationnelle, entraîner dans l'abîme où il est tombé, le frère, la sœur célibataire, au chômage, ou l'un des parents, que le retour de la violence politique refoulée vient régulièrement assaillir. Forte est la conscience du poids de l'exclusion sociale dans la descente vers la « folie », dans un contexte où, dès la fin des années soixante-dix, avec l'instauration d'une orientation capitaliste, et la fermeture d'entreprises d'État, les licenciements se multiplient, faisant « tomber » les ouvriers « de leur poste » (*xiagang*), les transformant en déçus. Les plus âgés se sont résignés à cette condition, faisant valoir quelques années plus tard, leurs droits à la retraite lorsque l'entreprise n'avait pas disparu totalement, puisqu'il lui incombe la prise en charge des pensions. Mais ils appréhendent pour les plus jeunes

l'angoisse de se retrouver sans emploi ce qui, dans une économie de marché resplendissante, interdit le mariage, en particulier à l'homme, que les règles d'hypergamie et de domination masculine irréfragables assignent à quantifier sa valeur marchande, entre autres par l'achat d'un appartement et un salaire stable.

Ces tableaux sombres sont indétachables des logiques politiques qui les structurent et de leur progressive substitution par d'autres de caractère économique. Mais lorsque la promesse de l'union prochaine d'un frère ou d'une sœur se voit systématiquement rompue par le fiancé découvrant le « malade » au cours d'une visite à la famille, le premier argument concerne le coût de l'entretien de ce dernier qu'il devra assumer à la mort des parents, le second la transmission génétique de la « folie » au futur enfant.

Néanmoins, comparant spontanément le présent au passé, nos interlocuteurs disent en majorité regretter la période maoïste pour la stabilité, l'égalité et le travail pour tous qu'elle offrait, sans nier la violence politique mortifère, évoquant parfois les suicides en nombre et les corps accrochés aux arbres, flottant avec le vent, les mains ligotées dans le dos lors de la Révolution culturelle. Pour mieux saisir les amphibologies qui les traversent, sans doute faut-il dénouer les deux axiomatiques qui sont venues se cristalliser dans leur trajectoire et l'obturer : alors que les « masses » dans lesquelles ils se sont fondus, avec toute leur soumission volontaire impliquée, unifient et occultent les failles au profit d'un État fort, non corrompu, respecté, la « folie » personnalise par le négatif sur un mode tragique, obsidional, d'autant plus assourdissant qu'elle est l'imprévu des agencements économiques, institutionnels, collectifs existants et qu'elle vient fracturer des figures politiques lisses.

Après ce regard transversal, invitons maintenant le lecteur à prendre une connaissance directe moins « cassante » de quelques itinéraires, ni plus ni moins dramatiques les uns que les autres, énoncés fréquemment sans pouvoir refréner les larmes, mais excluant la plainte. Corollairement, se dessinera de façon plus concrète la fonction de plateau microsociale du centre de Trelos, sorte de parenthèse suspendue, mais aussi à laquelle on se suspend, dans le droit fil de l'*epochè* husserlienne.

Séparés

Chun, fille de paysans classés très pauvres, femme de très petite taille, âgée de 70 ans, s'est souvent fait remarquer lors des grands repas hebdomadaires partagés par les familles, les parents et les employés : elle semble toujours affamée, se précipite sur tous les plats qui avancent sur le plateau tournant de la grande table, se servant beaucoup plus que ne le veulent les règles en usage de la courtoisie, scrupuleusement respectées par tous. Née et élevée dans un village de la province où elle commence à travailler à 5 ans, elle est venue en 1956 à Canton chercher un emploi qu'elle trouve dans une usine mais, dès 1958, elle est envoyée dans une brigade de production rurale du Grand Bond en avant qui provoqua la famine. Les autorités lui promettent alors un retour « rapide » en ville, après trois ans, dans la mesure où son mari ouvrier dispose du *hukou* (certificat de résidence) de Canton dont elle bénéficie depuis 1957. Bien qu'elle eût préféré rester auprès de son conjoint, elle se plie à cette politique qui sélectionne les anciens ruraux pour soutenir le développement des campagnes. Elle ne reviendra à Canton qu'en 1986, après trente années au cours desquelles elle retrouve son mari deux fois par an, durant cinq jours de congé. Elle aura six filles, une tous les deux ans, tentant toujours de donner naissance au garçon tant attendu puis y renonçant. En 1986, elle souhaite être réembauchée dans l'usine qu'elle a quittée trois décennies auparavant mais, âgée de 50 ans, elle se voit refoulée et de surcroît privée de ses droits à la retraite par ses nouveaux dirigeants. Elle obtient alors le revenu minimum octroyé par la municipalité de Canton aux « familles en difficulté » (330 yuans en 2006) et le couple arrive, précise-t-elle, au centime près, à un revenu mensuel de 1 057,16 yuans. Le couple vit avec la quatrième fille dans 17,5 m², loués 20 yuans par mois après avoir vainement réclamé un logement plus grand. Cette dernière, après un échec scolaire, décide de travailler et trouve un emploi satisfaisant dans une librairie où elle espère obtenir un contrat permanent. Les gestionnaires de la librairie, qui veulent privilégier un autre candidat, falsifient son examen médical, en apposant la mention d'une hépatite B qui interdit l'emploi. La jeune fille ne se déclare pas vaincue, prouve avec un autre médecin sa bonne santé et se représente à la librairie d'où elle est chassée sans ménagement. Elle poursuit sa quête d'emploi sans succès, se fait voler son vélo.

Sa mère est alors plus préoccupée par ses autres filles qui accouchent des premiers petits-enfants. Le père – avec lequel elle s’entend mal – est de plus en plus critique face à sa fille, qui un jour de 1991, prend des ciseaux et découpe tous les tissus présents dans le logement. Elle est immédiatement envoyée dans un hôpital psychiatrique éloigné d’où elle est retirée dix jours après, faute d’argent. Elle y retournera onze fois à la suite de « crises » et pourrait de fait y rester en permanence maintenant dans la mesure où une aide financière de 1 000 yuans par mois serait alors versée à l’hôpital. Mais sa mère, constatant son désespoir et sa régression lors de ces séjours où elle pleure continuellement, a décidé de la garder à la maison où elle écoute de la musique, regarde la télévision, fait le ménage, les courses et se comporte à peu près « normalement ». Chun se rend une fois par semaine au centre de Trelos, où elle écoute attentivement les conférences du vendredi, mais sa fille refuse de l’accompagner – selon ses mots « chez les fous » –, elle qui se fait traiter de « folle » par les enfants et les voisins et à qui on refuse de parler. Chun a ainsi appris à mettre le mot nouveau de « discrimination » sur ces comportements. Ses autres filles et ses gendres ont tous été licenciés de leur usine et elle comprend que ceux-ci ne puissent l’aider financièrement, pas plus qu’elle-même par le passé n’a pu aider sa mère, tant son salaire était faible. Dans l’esprit de toute la famille, la fille est « condamnée » mais on ne peut pas pour autant l’abandonner à l’hôpital où elle pourrait mourir de faim. Chun, alors qu’elle parle, sort de nombreux documents, attestant ses dires. Ces preuves à l’appui d’une vie entièrement quadrillée par des institutions politiques et administratives éclairent *a contrario* la place de tiers qu’occupe le centre de Trelos, ouvrant à des représentations inédites d’une liberté que Chun s’accorde – pourrait-on penser – en retirant de façon définitive sa fille de l’hôpital psychiatrique, en la gardant près d’elle, imaginant être à sa place, dans sa tête, dans son corps, voulant la nourrir elle-même jusqu’à sa mort.

Parmi tous les documents politico-administratifs, le certificat de résidence (*hukou*), qui assigne l’individu à son lieu de naissance, lui interdit l’accès à un emploi régulier, à l’éducation, à l’aide sociale ailleurs qu’en ce lieu, tient une place prépondérante dans la trajectoire des acteurs. Séparant de façon drastique, pendant des décennies, urbains privilégiés et ruraux délaissés par le

développement industriel, il est aujourd'hui de plus en plus critiqué en Chine même, où le rôle des travailleurs migrants dans l'urbanisation commence à être reconnu. La province du Guangdong l'a assoupli de façon pionnière mais le maintient encore. Si l'on peut envisager sa disparition probable à moyen ou long terme, son emprise reste vive dans les mémoires comme l'expose avec force détails le couple de Bo et son mari Fai, âgés de plus 70 ans – qui ne cessent de compléter leur narration.

L'un comme l'autre ont des parents qui furent catégorisés comme « propriétaires », ont dû travailler très tôt sans le *hukou* de Canton qu'ils ont mis des décennies à obtenir. Fai a été abandonné par sa mère qui a fui à Hong Kong, tandis que sa sœur était « donnée/vendue » à une famille aisée selon des pratiques courantes à l'époque. En permanente illégalité en regard de leur certificat de résidence, ils s'interdisent eux-mêmes de multiples services – par exemple les cantines collectives du Grand Bond en avant qui, du point de vue des historiens, se sont vite vidées – de peur d'être arrêtés et renvoyés dans leurs villes d'origine. L'un et l'autre sont régulièrement séparés, sont employés de manière précaire, font de longs trajets pour se retrouver de temps à autre, tombent malades alternativement. En 1968, naît un troisième fils en pleine Révolution culturelle tandis que le mouvement des « 4 contre » bat son plein : il s'agit de supprimer les quatre vieilleries, vieilles idées, coutumes, cultures, habitudes. Bo et Fai, de façon récurrente, n'ont retenu que le chiffre 4 et le slogan d'annihilation, oubliant comme s'il s'agissait d'un détail la nature des vieilles « choses » qu'il fallait détruire. Fai est alors pris de panique sous le coup des souvenirs refoulés de 1949, date à laquelle il avait été classé comme « propriétaire ». Il observe les arrestations quotidiennes, les dénonciations, les autocritiques forcées et son angoisse monte. En 1970, naît un autre enfant, une fille très désirée, et Fai ne supporte plus de vivre loin de son épouse et de ses enfants. En 1973, la mère de Fai meurt et il refuse de croire en son décès. En 1977, toutes les nuits il se poste à la porte de la maison du dirigeant de son usine, suppliant qu'on lui accorde son certificat de résidence à Canton. Bo est alors appelée d'urgence pour l'hospitaliser. De son côté, elle aussi réclame son *hukou* à Canton ; elle réussit à inscrire malgré tout deux de ses enfants dans l'école de la capitale provinciale dans laquelle elle est femme de

ménage. Grâce à l'aide du directeur de cette école, elle découvre que les autorités de son village ont bloqué sa demande de *hukou* pour faire accélérer celle de l'épouse d'un notable local. En 1985, elle obtient enfin son *hukou* mais elle a perdu tout droit à une pension de retraite car la légalisation des travailleurs contractuels a eu lieu en 1984 et est terminée. C'est précisément en 1983-1984 que le deuxième fils, né en 1963, devient insomniaque. En quête d'un emploi qu'il ne trouve pas, il se réveille toutes les nuits pour parler à son père, qui se fâche et le rejette. En 1987 le fils émet des idées suicidaires et retourne à pied dans la ville d'origine de sa mère, à deux journées de marche. En 1988, il est hospitalisé et la famille contracte d'énormes emprunts pour payer l'hôpital. Sorti, il se remet à la recherche d'un travail, sans succès, et Fai l'expulse du domicile familial. En 1995, Bo obtient pour son deuxième fils le *hukou* de Canton, avec un certificat attestant sa déficience psychiatrique et lui trouve même un emploi de gardien de nuit. En 1999, elle le marie à une fille de paysan de 36 ans, vendeuse de fleurs à vélo. Sa bru accouche peu après d'un petit-fils. Trois ans plus tard il est à nouveau interné en hôpital psychiatrique après des actes de violence, sur son père, son jeune enfant, son épouse. Ils vivent à cinq dans un appartement de 25 m² coupé en deux pièces, et disposent pour la maisonnée de 1 320 yuans. Bo ne baisse pas les bras, tente d'apprendre à chacun le calme, la tolérance, la maîtrise de soi et gère le budget au centime près, appréciant hautement les réductions de frais et les diverses aides financières que donne la municipalité de Canton. Elle reste intimement persuadée que le *hukou* qui les a séparés les uns des autres de si longues années et pour lequel ils ont combattu a rendu fous père et fils.

Alors que chacun est appelé à participer aux débats qui suivent les conférences ou les jeux du vendredi, Bo tient absolument à souligner l'importance du *hukou* dans la genèse des pathologies ; elle intervient à voix haute, certaine de la légitimité de son témoignage qu'elle n'a pu conceptualiser qu'à Trelos où elle rencontre d'ailleurs une écoute mitigée sur cette thématique. Son mari – objet du discours de Bo – reste en retrait, acquiesçant silencieusement de la tête.

Expulsés

Chin, âgée de près de 70 ans, est issue de la minorité (*shaoshu minzu*) Zhuang du Guanxi. Fille d'un chauffeur et d'une paysanne, elle est née dans un « village révolutionnaire » et appartient à une « famille de martyrs » par son oncle, pilote d'avion, mort pendant « la guerre contre les Japonais » et le frère cadet de son grand-père, décédé en luttant contre le Guomintang dans son village. Toutes ces qualités politiques lui ont permis de suivre trois années de scolarité, à la différence des autres petites filles de son groupe d'origine laissées hors de l'école. Sans être au Parti, elle a joui d'un statut légèrement supérieur, assuré entre autres par sa participation aux équipes de danse et de chant de sa région. Elle a même eu l'honneur de témoigner une fois à la Conférence consultative politique du peuple chinois, l'assemblée sous la tutelle du Parti qui regroupe les huit petits « partis démocratiques » et différentes organisations sociales. On lui a alors demandé de parler au nom du « peuple normal » et elle s'est exécutée. Elle a épousé un ouvrier cantonnais de la majorité Han dont elle a eu deux enfants qui ont pris la « nationalité » (au sens de l'ex-URSS et de la Chine communiste) de leur père et ont été embauchés dans son usine. Elle-même travaillait à l'emballage dans une autre usine. La famille était logée par la *danwei* de l'entreprise du père, unité totale de vie à l'époque pour les employés, prenant en charge l'ensemble de leur quotidienneté, sur la base de leur inscription dans le travail. En 1996, le père meurt et trois jours après le mariage de son fils, à l'occasion d'une réorganisation et d'une fusion de plusieurs entreprises, les appartements tombent sous le coup d'une nouvelle gestion. La famille est sommée de quitter son logement pour un autre plus petit et inondé dans un vieux quartier central de Canton. Le fils ne supporte pas ce qu'il perçoit comme un acte de mépris institutionnel, menace de mettre une bombe dans la *danwei*, de tuer son directeur, se retourne violemment contre sa mère et l'accuse de s'être mal défendue lors du procès qu'elle a intenté.

Il est interné dans le plus grand hôpital psychiatrique de Canton, où il restera quinze mois, y travaillant à la cuisine, grâce au statut de Chin qui reçoit l'aide de différentes organisations représentatives de sa minorité d'origine, mais fait cependant trois tentatives de suicide. Aujourd'hui Chin a réussi à obtenir de la

municipalité un nouvel appartement grâce aux conseils de Trelos, mais sa bru a demandé le divorce. Son fils, âgé de 40 ans, s'est progressivement rétabli, travaille comme livreur avec un certificat de handicapé et fait partie de ces patients qui viennent au centre de Trelos indépendamment des membres de leur famille. Il suit les cours d'informatique tandis que sa mère, présente depuis sa fondation, s'active dans la gestion du local. Chin garde toute sa confiance dans les institutions politiques de la société, avec lesquelles, durant ce parcours chaotique elle s'est évertuée à conserver un lien constant et efficace. Trelos, qui lui a permis de mettre le mot de réaction post-traumatique sur le comportement de son fils, s'inscrit dans son esprit comme un de ces maillons essentiels. Mais elle voue une haine croissante aux « fonctionnaires qui volent des milliards, partent à l'étranger, ignorent le peuple inférieur comme nous ».

Chun, Bo et Fai, Chin montrent chacun à leur manière comment les classements et catégorisations sociopolitiques imprimés sur les individus après l'avènement du gouvernement communiste en 1949 ont constitué leur cadre d'action permanent et ont eu une résonance psychique indélébile, que leurs effets soient de toute évidence positifs comme dans le cas de Chin, ou toujours porteurs d'une menace désormais fantasmatique comme pour Chun, Bo et Fai. Il faut ici concevoir qu'un doute sur ces classements risquant de faire basculer d'un côté ou d'un autre – capitaliste, paysan aux diverses « divisions » de pauvreté, ou mieux ouvrier – représente pour l'acteur un danger encore plus grand. « Être sans classe » était horrible explique Jiao, dont le fils est devenu un support de Trelos, incarnant le modèle du « malade guéri » par le travail dans une ferme de la Fédération des handicapés, et toujours prêt aux exercices d'exhibition politique pour lesquels on le requiert parfois.

Modèles

Troisième génération d'ouvriers cantonais, Jiao et son mari, qui approchent les 70 ans ont travaillé respectivement 32 et 39 ans dans la même entreprise, lui comme chef d'équipe, membre du Parti, elle à un échelon très inférieur. Bien qu'ouvrière, Jiao a rencontré des problèmes durant la Révolution culturelle. Son père avait en effet, parallèlement à son travail, réussi avant 1949 à

réunir avec quelques amis 3 000 \$ de Hong Kong pour monter un petit magasin et cette « disposition capitaliste » a été exhumée par quelques-uns en quête de victimes sacrificielles, laissant, pendant toute une période, planer de multiples interrogations sur l'origine de classe de Jiao. Pour elle, ce sont les moments les plus épouvantables de sa vie et les événements suivants, qui touchent son fils Lok, lui semblent en comparaison beaucoup moins éprouvants. Le couple, comme il était de coutume à cette époque, avait fait embaucher deux de leurs trois fils dans l'entreprise où ils travaillaient et où ils ont acheté en 1980, à bas prix, leur appartement vendu par la *danwei*. L'un a quitté cet emploi pour se lancer dans les affaires tandis que l'autre, Lok, y est resté sept ans comme travailleur contractuel. Lok explique avec beaucoup d'émotion mais très clairement, qu'il fut le seul sur cinquante en 1993 à ne pas voir son contrat renouvelé, car un « fils de dirigeant », selon un schéma récurrent devait être « casé ». Bouleversé par ce licenciement qui l'arrache à l'ancrage laborieux de ses parents, il amorce un itinéraire d'emplois précaires et souffre de plus en plus de cette instabilité forcée. Fin 1998, alors qu'il travaille dans un salon de massage, il subit une terrible agression d'une bande de jeunes auxquels il avait demandé de ne plus uriner sur les murs du salon. Très gravement blessé à la tête et hospitalisé, il est vengé par quelques camarades qui s'attaquent violemment à ses agresseurs, qui veulent alors lui intenter un procès et réclament des sommes de dédommagement exorbitantes. Jiao décide de faire inscrire son fils comme handicapé mental, pour qu'il soit jugé non responsable ; elle est d'ailleurs convaincue que les traumatismes crâniens dont il a pâti ont définitivement altéré son fonctionnement mental. Lok, de son côté, met l'accent sur la perte de son emploi dans l'entreprise historique de sa famille mais surtout le départ de son amie de cœur qui « n'a pas voulu partager ses peines ». Espérant vivement poursuivre son travail agricole à la ferme de la Fédération des handicapés, il attend toujours son salaire qui devrait être de 200 yuans tandis que sa mère réclame pour lui une pension d'handicapé. Trelos, ici, s'inscrit dans la continuité des encadrements institutionnels et politiques de la famille, entre l'entreprise, le Parti et l'État. Un éloignement de ces cadres d'édification personnelle, comme cela fut le cas lorsque Jiao a été projetée dans la zone à risques des « sans classes », ou plus

précisément des « classes indéterminées », sème l'épouvante. Très illustratif est de ce point de vue, le très beau roman de Su Tong, *La berge*¹, dont le héros voit peu à peu questionné son statut de fils de martyr et devient finalement « fou » quand la commission du Parti dont il est membre le lui retire, lui assénant qu'il est né d'autres entrailles. Ainsi pour Jiao, mieux valait-il fixer la catégorie d'existence de son fils – et lui apposer donc le terme de handicapé – que rester dans un flou inquiétant.

Les modèles, comme constructions politiques, se font écho qu'il s'agisse du travailleur modèle ou du « malade mental guéri » modèle. Loin d'être un archaïsme, la volonté politique de dresser des modèles d'action incarnés par des personnages héroïques se poursuit dans la Chine capitaliste de 2012, légèrement renouvelée par exemple autour de la thématique de la charité et de la compassion, très en vogue dans l'État-parti depuis plus d'une décennie. En deçà de cette visibilité politique du modèle, les individus qui se coulent dans le moule, et/ou qui y sont guidés par les leurs, donnent à penser sur les plaisirs secondaires et la sécurisation défensive que procurent ces comportements.

Changeons de classe sociale et de décor : Zhen, qui fut secrétaire, et son mari ancien ingénieur, ont eu deux fils, tous deux ingénieurs et chacun installé dans son logement. Le couple est propriétaire d'un très bel appartement dans une résidence haut de gamme de Canton. Le fils aîné, Qi, sur lequel pesait un investissement parental extrême et pensionnaire des meilleurs établissements, a montré tout au long de son cursus scolaire en Chine, une intelligence brillante. Premier prix d'un concours national de physique, il reçoit une bourse américaine et part en 1998 poursuivre ses études aux USA. Qi, qui a une quarantaine d'années, raconte qu'un jour il a senti ses capacités de travail et de concentration diminuer jusqu'à être totalement annihilées. Zhen de son côté se rappelle quelques signes de colère au téléphone. En 1999, Qi, rentré à Canton, jette dans un accès de violence tout ce qui lui passe par la main dans l'appartement de ses parents et s'en prend à son père dont la sévérité à son égard a toujours été extrême. Il est alors interné dans un hôpital psychiatrique, puis un autre, et enfin le meilleur et le plus grand de la province où il passe

1. Gallimard, coll. « Bleu de Chine », 2012.

six mois pour un coût global de 32 000 yuans. Zhen et son mari se disent encore aujourd'hui « déçus » par leur fils qui était un modèle de réussite et qui est « tombé si bas ». Qi explique calmement que « rien ne lui a manqué dans la maladie » et que « tout » s'est révélé « efficace ». Qi est à la fois patient et enseignant d'anglais à Trelós, ainsi que dans un autre centre d'éducation spécialisée. Bien qu'ayant dévié des espérances de ses parents, il s'évertue à représenter un modèle de « guérison » et il assume ce rôle avec politesse et fermeté, sans ratage. Zhen a reporté sur son fils cadet ses exigences de descendance, en retenant un scénario très exceptionnel en Chine, quelle que soit la classe sociale : contrairement aux usages de lui choisir une épouse propre à lui assurer une descendance, elle s'est chargée de l'ensemble des démarches pour l'adoption d'un petit garçon. À la table familiale, elle trône avec une certaine raideur entourée de son mari et de ses deux fils toujours très élégants et d'une excellente tenue. Avec satisfaction elle regarde son petit-fils jouer paisiblement dans le salon. Pour l'observateur non averti, le spectacle serait presque parfait et nul ne pourrait deviner les fissures qu'il a fallu colmater. À Trelós, Zhen manifeste un grand dévouement, remplissant de nombreuses tâches administratives et pratiques et effaçant tout signe de supériorité sociale. Elle n'a jamais su ce qui s'était passé aux USA lorsque son fils s'est senti incapable de poursuivre le travail qu'il avait obtenu à la fin de ses études. Elle est l'unique personne rencontrée à Trelós à affirmer qu'elle ne veut rien connaître des destinées de la « folie » hors de Chine, alors que le désir en est systématiquement émis. Zhen ne veut se poser aucune question et évite de parler des « années noires » du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle, à la différence de nos autres interlocuteurs pour lesquels ce sont des repères.

La Révolution culturelle est en effet la période où les peurs se font les plus criantes et, compte tenu de l'âge des membres de Trelós, c'est aussi le moment où beaucoup de femmes se sont trouvées enceintes, ont accouché, ont élevé leur enfant. Y compris lorsque les individus n'évoquent pas de difficultés particulières liées à leur origine de classe, les récits mettent en scène des liens frappants entre l'histoire des symptômes et la chronique politique. Notons aussi que dans les couples, hommes et femmes, sensiblement de même statut social à leur mariage, ont vu alors

resurgir les fantômes de leur propre généalogie, en éventuelle contradiction avec celle de leur conjoint. Ainsi en va-t-il de cet homme, membre du Parti, employé administratif d'une entreprise d'État où il était entré comme apprenti. Il se souvient que dans son village les familles enfermaient « leur fou » dans une pièce de la maison, se contentant de le nourrir. Ce fils de paysan très pauvre, a traversé sans encombre la Révolution culturelle mais son épouse, obligée de rentrer régulièrement dans l'abri construit par son usine, a montré des signes d'anxiété de plus en plus intenses, redoutant d'être tuée non sans réalisme puisqu'un mouvement de foule avait déjà occasionné une fois morts et blessés. Il lui avait été en outre trouvé des ascendants aux origines négatives et elle était l'objet de tracasseries répétées. C'est dans ce contexte qu'elle est enceinte et accouche de son fils cadet. Peu de temps après il faut l'envoyer en hôpital psychiatrique quelques mois et le père s'occupe seul du petit garçon. C'est ce fils qui, trente ans plus tard, alors qu'il a quitté son entreprise avec sa compagne pour se lancer dans une vente pyramidale, ne tolérera pas le départ de cette dernière et la perte de ses économies et devra donc être hospitalisé.

Insistons encore sur la grammaire politique des perturbations psychiques qui constitue un schème fondamental récurrent, étayant les discours. Ainsi ce « malade guéri » exemplaire, missionné par Trelos dans des colloques à Macao et Hong Kong pour montrer le travail remarquable du centre, commence par positionner sa naissance dans « les années soixante-dix de la Révolution culturelle » et se rappelle avec tristesse : « On faisait la lutte tout le temps, il y avait les conflits sur des petites choses tout le temps, ça m'a beaucoup influencé. À l'école secondaire j'ai été envoyé chez mon oncle à la campagne. Là-bas aussi il y avait toujours les luttes, les conflits, et en plus la rééducation par les travaux des champs. » Il poursuit, évoquant les événements de Tiananmen : « C'est en 1989 que je suis tombé malade, tout était noir, il y avait trop de malheur en Chine cette année-là, c'était trop instable. » « La lutte » – au centre de la Révolution culturelle avec l'affrontement de classes exalté – continue à le hanter, déplacée sur le champ de Trelos. « Entre les malades mentaux guéris, ici il y a la lutte. C'est la concurrence entre les malades pour dire qui est le meilleur, le moins bon ; c'est une concurrence négative, on fait n'importe quoi pour gagner, ça fait mal. » Le père, ancien ingénieur agronome,

enseigne à Trelos le dessin et la calligraphie. Envoyé dans un établissement rural, il est resté douze ans séparé de son épouse, de ses enfants dont l'aîné est mort à 27 ans des suites d'une agression. Son plus grand regret est que son fils cadet, dont nous venons de rapporter les paroles, le prenait « pour un étranger » lorsqu'il a rejoint sa famille.

Réhabilités ?

Après ces brèves plongées dans quelques singularités subjectives, revenons sur le centre de Trelos, dont le lecteur a perçu combien son institutionnalisation revêt des dimensions politiques : il se doit d'être exemplaire, de créer des modèles de parents au sens large, et de « malades ». Éloigner « la peine », apporter « la joie » aux uns et aux autres, les réunifier dans le paradigme d'une « famille idéale » sont ses missions explicites, qui font en outre l'objet des divers jeux proposés le vendredi matin. Ainsi est-il demandé par exemple aux parents de se mettre en petits groupes pour écrire et dessiner leur représentation de « la famille idéale ». Ensuite les productions de chaque groupe sont collectivement confrontées et commentées. L'attention des participants est attirée sur la nécessité de construire une « bonne communication », qui « relie les cœurs ». Ces conseils comportementalistes sont intégrés dans une vision plus large qui encourage à « faire évoluer la société qui n'est pas noire, mais lumineuse » et à regarder « vers le gouvernement qui apporte déjà des aides qui à l'avenir seront de plus en plus grandes et fortes ». Comme dans les réunions politiques que nos interlocuteurs ont assidûment fréquentées, on applaudit à tout rompre de façon régulière et on montre une ardeur et un enthousiasme indéfectibles. L'éducation financière est un volant de ces jeux car, dans « la famille harmonieuse », chacun doit participer au budget collectif, savoir dépenser de façon juste et limitée, en prévoyance de l'avenir. Les valeurs morales, dans un contexte de marché où l'argent est central, sont concrètement enseignées à travers des débats orientés sur ce qui va être considéré comme un achat prioritaire dans la « maison imaginaire » sur laquelle les acteurs sont invités à broder avec moult détails. Par ailleurs des médecins sont conviés pour expliquer aux parents l'importance des médicaments et l'obligation de les prendre régulièrement.

Dans ces leçons aux visages variés, les maîtres mots sont l'acceptation de la vérité et l'affrontement serein de la réalité pour résoudre les problèmes. L'assemblée est mise en garde contre « ces pauvres qui prennent l'argent et ne travaillent pas ». Une métaphore est utilisée dans cette dénonciation de l'assistance : « Ne pas prendre la transfusion sanguine mais produire le sang ! » « Aimer la vie c'est travailler » proclame un conférencier sur « la santé psychologique » qui enjoint à l'optimisme, la satisfaction, l'ouverture « pour avancer dans le voyage de la vie ». Des « enveloppes de bonheur » sont distribuées qui comportent une fiche de dix conseils essentiels dont la banalité est aussi normative qu'universelle : « Attache de l'importance aux succès du moment, n'abandonnes pas l'espoir, fais des efforts, pense aux plus malheureux que toi, sois patient, l'amour change la vie », etc.

Dans une atmosphère excellente, où la bonne humeur est de commande, Trelos a pour objectif une rééducation qui choque d'autant moins ses membres que de pareilles entreprises ont accompagné tout le cours de leur vie. Laisser paraître ses émotions serait malvenu, chacun doit refouler ses larmes et afficher en public sourires et rires. L'appartenance à ce collectif radieux apporte indéniablement, dans le contexte politique chinois, un réconfort, restaurant une dignité démantelée et fonctionnant comme une sorte de relais symbolique. Derrière Trelos se tient dans l'imaginaire la figure d'un État qui n'a pas abandonné ses plus « faibles », (pauvres), ses déficients, dès lors qu'ils acceptent d'entrer dans le tableau préformaté qui leur est tendu.

Ainsi, dans ce théâtre, il serait inconvenant de mentionner le prix des médicaments, de l'hôpital psychiatrique, plus généralement le coût de la santé de plus en plus élevé, y compris avec une assurance sociale qui a pour spécificité de ne couvrir que les frais les plus bas pour des maux bénins. Oser une réflexion partagée sur des difficultés financières personnelles face à une économie de la santé qui divise de façon inique les classes sociales dans la Chine présente serait entendu comme une accusation politique outrageant l'État-parti. La rééducation socialisatrice proposée à Trelos doit donc rester à la surface des subjectivités, qu'il s'agit de remoraliser extérieurement. Cependant, en comparaison avec les modes antérieurs d'organisation verticale des « masses », Trelos actualise l'amorce d'une prise en compte du

sujet individuel, à travers la reconnaissance de ses failles. Mais dans le même moment, il impose que la blessure reste derrière la scène, soit gérée par lui-même, comme une scorie à refouler.

Soulignons enfin pour conclure que le financement de Trelos par une fondation anglaise illustre comment aujourd'hui, les mondes communistes, postcommunistes, dictatoriaux et autres « exotiques » font l'objet d'un même type d'interventions « douces », par le bas. Ces transferts expérimentaux qui concernent la « folie » des adultes, des enfants, les femmes, les personnes âgées, les handicapés, etc., sont le premier pas vers la construction de « sociétés civiles » appelées à être vigilantes sur les droits, actives et compassionnelles. Ils ont pour objectif d'assurer la « démocratisation » du monde global, son unification morale et spirituelle, soutiens essentiels d'un triomphe sans partage d'un capitalisme fondé sur la finance et la consommation des biens de toutes sortes, dont la santé, sans inutiles revendications. Dans cette perspective rendons-nous dans des écoles pour enfants décréétés « autistes » qui abondent à Canton.

DES AUTISTES RÉÉDUQUÉS

Ce n'est qu'en 1982 que le terme autiste apparaît en chinois, introduit par un médecin formé à la psychologie en Californie : Tao Guotai, né en 1915, publie alors en 1948, dans le *Chinese journal of nervous and mental diseases* un article intitulé « Le diagnostic de l'autisme chez les enfants ». Il utilise l'expression *gudu zheng* qui connote la solitude alors que plus tard lui sera préférée celle de *zi bi zheng* qui définit la fermeture sur soi. C'est au début des années quatre-vingt-dix, dans une conjoncture de développement capitaliste fulgurant, favorisé par les réformes économiques débutées en 1978, que l'autisme est apparu publiquement en Chine. Des établissements privés sont fondés par des mères d'enfants décrétés autistes qui les gèrent. En effet, ne serait-ce qu'à Canton, il faudra attendre 2007 pour que l'autisme soit intégré dans la notion officielle de « handicap » et qu'un programme spécifique soit développé, 2009 pour voir ouverte la première « école » publique destinée aux enfants autistes. Aujourd'hui, faute de prise en charge étatique, les établissements privés se sont multipliés et on en compte déjà en 2006 plus d'une trentaine uniquement à Canton. « Ça pousse comme des bambous » dit-on, dans un contexte où l'opinion répandue est que « l'État ne peut déjà pas se charger des pauvres et des normaux, comment pourrait-il se charger des anormaux ».

Alors qu'en France, le débat s'est durci pour exclure, sous la pression des associations de parents d'autistes, la psychanalyse et privilégier les méthodes comportementalistes d'origine anglo-saxonne, la Chine a – comme dans de nombreux domaines – sauté les étapes intermédiaires : *Applied Behavior Analysis*, connu sous le sigle ABA, a été rapidement résumé et traduit en chinois. Son

application s'est vite généralisée, se donnant à voir comme le mode de soin le plus réputé et le plus efficace, sans aucun recul critique. Ce constat interpelle la réflexion à plusieurs niveaux et demande à ce que soient dénoués les fils économiques, politiques et symboliques enchevêtrés qui ont conduit à une telle emprise d'ABA. Mais tout d'abord qui appelle-t-on autiste en Chine et comment le mot est-il appliqué à l'enfant ? La question revêt une dimension particulière dans une configuration de monopole de l'État-parti communiste à la poursuite d'une société « stable » et « harmonieuse » toujours régie par l'idée de modèle, au sein de laquelle la non-conformité a été historiquement impensable et commence à peine à être conçue. Ce qui est nommé autisme devient un axe de marginalité sociopolitique dont la pertinence épistémologique dépasse largement l'intérêt clinique, donnant à voir l'éclosion de modes d'appréhension hautement significatifs des rapports de domination normatifs en jeu.

Éléments de diagnostic

Une soixantaine d'entretiens avec des parents d'enfants dits autistes, rencontrés dans cinq « écoles » privées, un séjour long dans l'une d'entre elles rendant palpables les contradictions internes à leur gestion et les logiques propres de leurs salariés, permettent de recomposer différents scénarios aboutissant à un diagnostic unique aussi péremptoire que flou, en continuité avec de tout autres pathologies. On trouve en effet dans la catégorie d'autiste, et dans les établissements gérant ses ressortissants, des cas de trisomie – l'examen de détection durant la grossesse étant exceptionnellement pratiqué car coûteux et perçu comme trop invasif pour l'enfant – de paralysie cérébrale, d'hydrocéphalie, de leucémie, de surdité, etc. Sont cités par les parents, des problèmes durant la grossesse, durant l'accouchement – liés par exemple à un refus de césarienne, opération d'un coût élevé –, des piqûres aux effets immédiatement destructeurs faites par des médecins à l'hôpital contre lesquels on se perçoit incapable d'intenter une procédure, le rapport de force étant bien trop démesuré et dangereux. Dans tous les cas, extrêmement hétérogènes, qui ont conduit les parents à courir d'hôpital en hôpital, jusqu'à arriver au plus spécialisé et célèbre de Canton, le mot autiste a été asséné en

fin de parcours comme un arrêt définitif à chercher plus loin dans le système de santé existant.

Face à cette assignation autistique de leur enfant par une autorité médicale certifiée, les parents entament leurs propres cheminements, qui font des femmes les premières accusées, selon une logique irréfragable répondant à une domination masculine hégémonique dans tous les champs sociaux. En effet, parce que les femmes portent les enfants, elles sont susceptibles de leur transmettre la foule des agents nocifs qui empoisonnent littéralement la quotidienneté et proviennent d'une pollution omniprésente – dont les « métaux » qu'il faudrait « enlever » – sans compter que l'autisme étant aussi considéré comme génétique, elles en deviennent les premières responsables. Au-delà de ces accusations, qui peuvent provoquer divorce et abandon des mères, la situation des femmes prend des allures dramatiques en raison de deux facteurs aux conséquences convergentes : la loi de 1979 imposant un unique enfant, un système de parenté patrilineaire qui attribue symboliquement l'enfant au père. Ainsi – malgré d'évidentes contradictions – dans le cas où ce dernier demande le divorce et se remarie avec une femme, qui n'a pas encore eu d'enfant, il pourra avec cette dernière avoir un nouvel enfant tout à fait légalement. En revanche, la femme qui a déjà accouché, s'est vue le plus souvent stérilisée de force à l'hôpital après l'accouchement ou encore traquée par les services de planification des naissances, qui sévissent dans les quartiers et envoient les mères contre leur volonté se faire ligaturer les trompes. Rare mais éclairant est le cas de la femme dont le mari a divorcé et qui se retrouve donc avec la charge concrète de l'enfant dit autiste, sans autre perspective que d'obtenir la reconnaissance officielle de son « handicap » par des autorités qui préfèrent le plus souvent la refuser ou la vendre à des prix élevés : car ce sont elles alors qui devront sur leur budget verser la pension à l'enfant, laquelle, bien que d'un montant très faible, a un coût qu'elles souhaitent éviter (100 yuans en 2006). L'acteur masculin de la procréation et l'outil féminin de la reproduction forment, à la lumière de l'enfant supposé autiste, un couple paradigmatique de normes sexuelles que vient légitimer l'État pour toutes les classes sociales.

Une fois asséné, le diagnostic unilatéral d'autiste qui sonne comme un glas, les parents se remémorent les premières années de

l'enfant durant lesquelles tout paraissait « normal ». En effet, c'est de l'extérieur que viennent les alarmes initiales, en particulier des enseignants des jardins d'enfants ou des écoles qui imposent aux parents de retirer leur enfant. Celui-ci est déclaré inadapté et inadaptable, pour des motifs variés : trop solitaire, s'isolant, il refuse de jouer avec ses camarades ou excessivement agité, il est immaîtrisable, ou encore insoumis, indomptable, il n'obéit pas aux ordres. Hypo ou hyperactif, timide ou agressif, muet ou volubile, il ne se plie pas aux règles en jeu et trouble l'ordre de l'établissement, soit *in fine* de la société. Les récits pointent deux situations parmi les plus fréquentes.

Dans la première, l'enfant a été confié très vite entre neuf mois et un an à ses grands-parents villageois, dans une région éloignée de Canton où la langue parlée est tout autre. Les parents rendent alors visite à l'enfant, dont ils se sont séparés brutalement, une à deux fois par an pour quelques jours. Travailleurs migrants de tous secteurs – primaire, secondaire ou tertiaire – ils sont très absorbés par leur travail et ont suivi là un usage répandu, l'alternative étant la venue d'un des grands-parents à Canton pour prendre soin de l'enfant, ce qui suppose cependant un logement suffisamment grand, et donc un revenu élevé compte tenu du prix des loyers. Souvent les parents viennent eux-mêmes de deux provinces différentes, ce qui augmente le nombre de langues parlées pour l'enfant, outre le cantonais. Sans établir de causalité, ils rapportent comment l'enfant est devenu progressivement muet ou n'a plus su articuler que quelques mots répétés à l'infini, mimant les adultes qui l'entourent ou reprenant leurs derniers pans de phrases sans paraître en saisir le sens. Dans la plupart des cas, ce n'est qu'après l'avertissement des enseignants, que parents et grands-parents ont réalisé qu'il y avait un problème. Leur première pensée a été d'imaginer que l'enfant était sourd, ils ont alors testé son audition en lui hurlant aux oreilles, avant de l'emmener faire des examens spécifiques à l'hôpital qui se poursuivent généralement par des encéphalogrammes qui ne signalent aucun indice particulier.

Dans la seconde situation souvent citée, quand il s'agit d'une seconde naissance devant amener le garçon tant attendu, après la petite fille peu appréciée, l'enfant est « caché » dès les premiers signes de la grossesse. En effet, l'enfant illégal (au *hukou* noir, *hei hu* ou *chao sheng*, naissance en excès) fait risquer à ses parents non

seulement la perte de leur emploi, outre l'exclusion du Parti s'ils en sont membres, mais aussi une amende d'autant plus élevée qu'ils se situent à un échelon supérieur de l'échelle sociale. Il faut mentionner de surcroît que toute l'unité de travail est financièrement pénalisée et voit son mérite baisser lors de l'apparition d'un second enfant chez l'un de ses membres, ce qui peut conduire les employés à tendre eux-mêmes un piège à la fautive pour l'emmener avorter contre sa volonté à l'hôpital, quel que soit l'état d'avancement de sa grossesse, voire jusqu'au huitième mois. De ce point de vue, éloquentes sont les dires des gynécologues sortant l'enfant déjà formé et vivant, puis le découpant en morceaux pour le jeter à la poubelle. D'aucunes, lassées d'effectuer des carnages à la chaîne, choisissent de changer de métier après des années. Il est bien sûr beaucoup plus facile pour un père de dissimuler un deuxième enfant que pour la future mère, dont la grossesse est vite visible. Longues et poignantes sont les narrations de fuites éperdues des femmes chez des membres de leur parenté, hors de leur ville, de leur province, pour échapper aux autorités et garder, malgré tout, le petit mâle qu'elles espèrent donner au lignage de leur mari. Écartelées entre les normes de l'État et celles de la société que reflète leur famille, elles racontent l'angoisse qui les a tenaillées durant leur grossesse, puis leur épuisement à invisibiliser l'enfant une fois né, changeant régulièrement de cachette, dont ce dernier ne pouvait sortir... jusqu'à la « découverte » de son « autisme », les plaçant dans une nouvelle culpabilité encore plus effroyable, celle de produire, après une fille, un garçon « anormal ».

Entre ces deux situations phares – l'enfant expulsé au loin, ou caché – une multitude de variantes se présentent, qui toutes font état de la déréliction partagée des parents mais avec une tonalité beaucoup plus culpabilisante pour les femmes. « Nous voulions qu'il devienne un grand homme », entend-on dans toutes les bouches, celles de paysans quasi illettrés ou de professeurs d'université, souhaitant pour leur descendant le statut de haut fonctionnaire, cadre du Parti. « Nous voulons simplement maintenant qu'il soit un petit homme normal », disent les parents qui ont rabaissé leurs aspirations promotionnelles mais n'ont pas perdu l'espoir de resocialiser leur enfant malgré le verdict terrifiant des médecins leur prédisant l'impossibilité totale de remédier à

l'autisme et leur intimant de se résigner, sans plus de conseil, d'explication, de solutions.

Que faire ?

Le premier réflexe des parents, après le choc, est souvent de dissimuler à leurs proches, parenté, collègues de travail, voisinage, l'objet de la honte, l'enfant dit autiste. Certains n'ont pas laissé sortir leur enfant pendant des années pour sauver leur image, l'enfermant complètement au domicile à la charge de la mère qui a abandonné son emploi ou, pour les plus fortunés, d'une jeune fille de leur parentèle villageoise faiblement rémunérée. Le cas est néanmoins rare et, lorsque les parents se reprennent peu à peu, ils se lancent dans une nouvelle quête, celle d'un établissement qui accepterait leur enfant et le ferait progresser. Internet est l'outil privilégié offrant non seulement, en l'absence de dispositifs publics, un tableau des différentes écoles privées existantes dans la région et dans toute la Chine, mais aussi d'innombrables informations et témoignages sur les causes – les vaccins, la pollution, les métaux sont cités –, les remèdes et les solutions face à l'autisme. C'est sur la toile qu'ABA resplendit comme la méthode par excellence de rééducation, non sans que l'on puisse évoquer un schème politique tenace selon lequel, quelle que soit la tare sociale de l'acteur, il est « rééducable » par le travail, les masses paysannes, etc. Les écoles spécialisées associent à ABA quelques adjuvants : électrochocs, massages, acupuncture, médecine chinoise, musique, gymnastique, etc. Elles se différencient par la panoplie des techniques déployées, leur taille, leur capacité de prise en charge – de 15 à 100 enfants – leur coût dans un contexte où leur existence reste le plus souvent précaire, informelle, en raison des difficultés à obtenir un enregistrement officiel, comme ONG, ou comme établissement scolaire. En 2006, leurs tarifs sont exorbitants, si on les confronte au niveau de vie régnant : entre 2 000 et 3 000 yuans pour une prise en charge de jour et beaucoup plus lorsque l'enfant est en pension complète. L'une d'entre elles n'offre que des sessions de 8 à 16 cours de deux heures chacun, soit 500 à 1 000 yuans. Exceptionnelle en ce qu'elle dispense une méthode beaucoup plus « douce » d'éducation qu'ABA, elle a été fondée par un couple de médecins anglais et a été dirigée pendant plus d'une décennie par une jeune femme,

interprète de formation, avant de devenir une « entreprise sociale », suite aux formations dispensées dans cet objectif de conversion capitaliste des ONG par le British Council de Canton.

Selon les cas, les cours sont individualisés ou collectifs, ou proposés simultanément. Certaines écoles se présentent comme des sortes de collectivités où les parents s'installent, pour s'occuper de leurs enfants et assister les employés lors des cours. Dans l'une d'entre elles, on observe ainsi un paysage coloré entre les dortoirs, les salles de bains où s'entremêlent pots de chambre, casseroles et linge qui sèche, et les grandes pièces où les exercices imposés infiniment répétés provoquent des hurlements de terreur. Ainsi en va-t-il des glissades violentes sur des toboggans placés contre des murs où l'enfant a le sentiment qu'il se fracasserait s'il n'était au dernier moment rattrapé par l'enseignant. Incessantes sont les circulations entre les trois étages de l'école où l'on mange, cuisine, lave, dort, excrète, urine, éructe, le tout à un volume sonore élevé. Les écoles conseillent généralement des formules de trois mois minimum, pouvant être indéfiniment prolongées et seuls les coûts qui s'accumulent arrêtent les parents dans leurs sacrifices. De toutes conditions sociales, venant des quatre coins de la province du Guangdong, ceux-ci ont souvent loué un appartement près de l'école lorsqu'ils n'y séjournent pas. L'un des conjoints, la femme souvent, mais aussi parfois l'homme – tel ce père médecin – ont abandonné leur emploi pour se consacrer entièrement à leur enfant. Les emprunts qu'ils ont contractés auprès de proches ont néanmoins des limites et, lorsque leurs ressources sont épuisées, ils repartent comme ils sont venus, attendant une nouvelle opportunité de faire soigner l'enfant. Des paysans vendent leur terre et leur maison et arrivent avec tout juste 2 000 yuans, suppliant qu'on prenne leur enfant. Ce sont donc les versements plus ou moins aléatoires des parents qui permettent aux écoles de fonctionner. Le maintien d'un équilibre budgétaire est difficile et d'aucunes sont en quasi-faillite. Le personnel est un des enjeux majeurs de leur concurrence dans un contexte où les futurs « enseignants » recrutés le sont sans aucune préparation ni diplômes, à un salaire extrêmement bas de 1 500 à 2 500 yuans. Formés sur le tas dans l'école à la fameuse méthode ABA, ils s'habituent peu à peu au contact des enfants dits « autistes », sans vocation particulière pour la majorité d'entre eux et plutôt même avec beaucoup de réserve.

Dès lors préoccupés essentiellement par le montant de leur salaire, infidélisables, ils vont au plus offrant et le *turn over* est extrêmement élevé au grand déboire des fondatrices des écoles qui se plaignent que leur personnel qualifié leur ait été « volé » par une plus chanceuse.

Le plus souvent mères d'enfants décrétés autistes, les fondatrices des écoles – qui en sont aussi les gestionnaires – ont des profils proches : issues de la classe éduquée, ce sont des femmes d'une grande détermination, combattives, qui ont décidé de faire face à l'adversité quand le diagnostic d'autisme de leur enfant est tombé comme un couperet ; elles sont conscientes que beaucoup de leurs consœurs, harassées par le contrôle étatique dont leur corps est l'objet, sont prêtes à se suicider avec leur enfant. Elles ont généralement suivi une formation à Hong Kong.

Xia, ancienne journaliste de renom à la télévision, en est un excellent exemple. Fille d'une enseignante du secondaire et d'un ingénieur auxquels elle a confié son enfant dès l'âge de 8 mois, dans une autre province, la jeune femme, qui revêt une robe chinoise de confection « traditionnelle » en satin chatoyant et aux couleurs éclatantes, a perçu lorsqu'il avait atteint 3 ans, que son enfant ne parlait plus. Très préoccupée par sa carrière, comme son mari, elle lui rendait visite de temps à autre et ne s'était, jusque-là, rendu compte de rien. Après l'annonce de l'autisme, elle décide d'avoir un deuxième enfant et en demande l'autorisation à la chaîne nationale de télévision où elle travaille, alors qu'elle est déjà enceinte. Ses supérieurs avancent qu'elle aurait dû faire cette démarche préalablement à sa grossesse mais lui proposent cependant de faire part de son souhait à l'échelon le plus élevé. De son côté, elle se dit prête à démissionner pour donner naissance dans sa province natale à son deuxième enfant ou encore à payer l'amende. Elle est alors conviée à une réunion dans son service. Elle s'y rend confiante mais est immédiatement embarquée de force par des infirmières et emmenée à l'hôpital, où, pieds et mains attachés au lit, elle subit un curetage à vif, puis est renvoyée *manu militari* à son domicile. Sans perspective d'un autre garçon, son mari divorce, ne supportant pas l'enfant autiste. Avec ses parents, elle se lance alors dans l'aventure de créer quatre écoles réparties dans plusieurs provinces pour aider les femmes qui se retrouvent, comme elle, seules et désarmées face au dit autisme de l'enfant.

Toutes les économies familiales sont investies, mais Xia voit ses dettes augmenter chaque mois, jusqu'à 40 000 euros, et ne parvient pas à payer mensuellement ses salariés, qui, formés, partent et se font embaucher dans des établissements budgétairement plus stables.

L'école que dirige Xia dans la banlieue de Canton attire une foule de parents dont beaucoup, d'origine paysanne, sont travailleurs migrants. La publicité de l'école, sur Internet, et un petit livret, en mandarin et dans un anglais approximatif, arborent la photo du fils autiste de Xia, les yeux portés vers un point lointain, magnifique symbole d'espoir. Il est entouré de vignettes de petites filles et de petits garçons resplendissant de vie et de bonheur. Dans un coin, une mère à la longue chevelure retenue par un diadème de fleurs avant de se répandre en élégantes boucles anglaises, pose avec son fils, dans une gestuelle de tendresse et de protection. Des slogans édifiants sont mis en avant : l'amour pour l'espoir de survie, le sourire pour le rêve, le don pour le contre-don, la persévérance pour la prospérité. Affichant un éclectisme de bon aloi, Xia combine tout ce qu'elle connaît de près ou de loin : TEACH, ABA, théâtre, éducation musicale AOERFU, naprapathie, gymnastique indienne, Montessori, etc. Xia qui se félicite que son fils ait pu être réintégré dans une école publique, est cependant aux abois, au bord de la banqueroute. Elle est accusée par ses anciens salariés, qui ont rejoint une de ses concurrentes, de dilapider en un mois les versements d'avance des parents pour trois mois de soins.

Dotées d'un capital social et politique relativement important, les fondatrices d'écoles pour autistes mènent des luttes âpres avec les autorités tout d'abord pour se maintenir, et ensuite pour obtenir enregistrement et reconnaissance de leurs compétences. Ces combats, en particulier contre les tentatives de corruption, donnent à leur discours une tonalité tendanciellement subversive. L'enfant dit autiste apparaît alors un analyseur des déviations dues à des excès habituels d'oppression comme le donnent à entendre les parents. Il est aussi le support de fortes revendications face à l'État qui n'offre aucune prise en charge publique.

Que dire ?

L'observateur ne peut qu'être frappé par la brutalité des gestes et des paroles des parents face à leur enfant mené en consultation,

qui fait écho à la violence des exercices d'ABA : tiré, poussé, cible de cris et de remontrances menaçantes, l'enfant paraît l'image d'un désastre insupportable, d'une autodestruction ; il faut à chaque instant le remettre sur des rails disciplinaires, il est un mauvais objet. L'amour, la haine, l'impuissance, la déception étouffent nos interlocuteurs lorsqu'ils tentent de retrouver le fil de la catastrophe et souvent, hommes comme femmes, ils s'effondrent en larmes. L'hostilité à l'enfant parvient parfois à se dire, comme dans le cas de cette jeune comptable d'une entreprise privée qui amène son fils aux cours de deux heures de l'ONG fondée par le couple de médecins anglais. La position du fœtus était mauvaise et l'accouchement par césarienne a été difficile. Elle n'a eu droit qu'à un mois de congé – l'entreprise ne respectant pas la loi – et s'est efforcée, au début, d'allaiter son fils le soir. Les parents de son mari policier, comme les siens, petits employés, habitent loin de Canton et ne se sont pas révélés disponibles pour aider le jeune couple qui leur avait demandé de venir les rejoindre : encore aujourd'hui d'ailleurs, ils ne voient aucun problème chez l'enfant qu'ils jugent simplement espiègle et désobéissant. La jeune femme et son conjoint se disputent fréquemment sur les choix éducatifs face à l'enfant. Ils ont dormi avec lui pendant cinq ans mais la mère n'a plus supporté que le petit garçon bouge et veuille parler avant de sombrer dans le sommeil, racontant des anecdotes. Elle l'a donc expressément « rejeté », se disant « dérangée par sa présence » et l'a poussé dans les bras de son père avec qui il dort désormais tandis qu'elle fait chambre à part. Elle déplore ne pouvoir avoir un deuxième enfant, sauf à contrevenir à la loi. Les longs transports jusqu'au centre pour les cours, les frais élevés qui s'ajoutent au crédit de l'appartement, la perspective d'un avenir bouché sans les objets de dépassement promotionnel que sont usuellement les enfants, tout s'accumule sur les épaules de la jeune femme qui prend de plus en plus de distance face à l'enfant maudit, ne trouvant aucun exutoire à ses sentiments de répulsion. L'enfant dit autiste est un échec de production généalogique dans une conjoncture où la contrainte de l'enfant unique a fortement accentué le poids des normes, en termes de rôles sexuels et de réussite sociale et économique. Le statut des couples est assuré entre autres par la perfection du produit qu'ils parviennent à fabriquer : l'enfant normé.

En milieu rural, le diagnostic d'autisme peut être plus tardif dans la mesure où une attention moindre aux premiers signes de mauvaise communication semble prévaloir et surtout où le système de santé est peu présent. Les désarrois provoquent éventuellement des décisions impulsives en cascades, comme en témoigne cette paysanne de 42 ans qui a fait 20 heures de bus pour s'établir à la proximité d'une école de la banlieue de Canton où elle a placé son deuxième fils. Alors que l'aîné a 20 ans, la naissance de ce second enfant a été longtemps retardée faute de revenus suffisants et a provoqué le départ du mari, parti s'embaucher en ville, pour subvenir aux besoins de la famille. Le petit garçon, qui offre un visage très mignon, mais se roule par terre à la consultation, a eu de nombreux problèmes de santé physique, avant de présenter des troubles psychiques : d'après sa mère il se tapait la tête contre les murs, ne parlait plus, refusait de manger, hurlait de terreur devant la télévision. La mère s'est inquiétée lorsqu'il a atteint l'âge de 3 ans et demi et a quitté son village avec toutes les économies du ménage ; elle paye 1 000 yuans la location d'un petit appartement et 2 000 yuans les soins pour l'enfant par mois. Elle est installée depuis un mois et voudrait rester trois mois, car l'enfant a fait quelques progrès, répond à l'appel de son nom, se tient sur une chaise, lève les mains, mais elle ne peut envisager de séjour plus long. Une de ses voisines du village, beaucoup plus âgée, est venue avec son petit-fils que ses parents lui ont confié pour partir travailler à Canton d'où ils reviennent une ou deux fois par an. C'est à 2 ans que la vieille dame s'est aperçue que l'enfant ne parlait pas, ne regardait rien, paraissait ne pas entendre. Elle a emmené l'enfant à l'hôpital du district où il a été diagnostiqué autiste. Le jeune couple a pleuré en pensant qu'il n'aurait jamais assez d'argent pour le soigner et ils ont rassemblé le peu qu'ils possédaient.

Entre ruraux et citadins, les inégalités se sont accrues avec le développement du marché et l'enfant dit autiste vient creuser encore plus les failles. Il autorise l'expression d'un mécontentement qui grandit et que l'on voit se concrétiser dans la multiplication des manifestations contre les autorités locales, accusées de corruption. Shi, un homme d'une trentaine d'années, issu d'un très petit village d'une centaine d'habitants, en témoigne avec clarté. Il est arrivé il y a sept ans à Canton où il a rencontré sa

femme qu'il a fait embaucher dans son usine. Le couple avait confié l'enfant – qui était un « accident » – aux grands-parents et c'est à 4 ans, lors de sa visite annuelle, que le père s'est rendu compte que son fils ne parlait pas. Courant d'hôpital en hôpital, il a reçu comme une gifle le diagnostic d'autisme et ce, d'autant plus que son épouse l'a immédiatement quitté, fait tout à fait exceptionnel. En charge du petit garçon, il a démissionné de son entreprise et il est venu s'installer près de l'une des écoles, après avoir contracté le maximum d'emprunts auprès de sa parentèle paysanne : 10 000 yuans. Il loue 400 yuans par mois un appartement et paye 2 500 yuans pour les soins à l'enfant, auxquels il faut ajouter 1 000 yuans pour les repas ; comme il le souligne, la pension complète à l'école atteindrait trois fois son salaire mensuel. Lorsqu'il aura épuisé ses ressources, il lui faudra renvoyer l'enfant dans son village où, dit-il, ses parents paysans ont « juste assez pour manger ». Employé non déclaré par son entreprise, sans aucune sécurité sociale, toujours en position précaire, il médite :

« Un enfant autiste c'est aussi triste pour les riches que pour les pauvres, mais pour nous les pauvres on a encore le problème d'argent. Mais je veux être un père responsable, je veux que mon fils soit indépendant et progresse. Je suis solide face aux difficultés et je vais me battre. Malheureusement, bien que l'économie de la Chine se développe très vite, ça ne se reflète pas dans l'emploi. Nous, les travailleurs n'avons pas de bons salaires et ça ne s'améliore pas et en plus les fonctionnaires intermédiaires empêchent que la politique bénéficie aux pauvres. Les usines n'appliquent pas le salaire minimum décrété par le gouvernement, on reste pauvre, nous. »

Shi ne sait pas très bien ce qu'il va faire quand il devra rechercher un autre emploi. Habitué à se faire embaucher en groupe avec d'autres jeunes hommes de son village, il réfléchit sur sa condition et son avenir, insistant sur le fait que, « ouvrier, on l'est jusqu'à 35 ans, après plus personne ne veut nous embaucher, car on est trop vieux pour les usines ». Son fils de 5 ans – de la taille d'un petit de 3 ans et présentant tous les symptômes du rachitisme – apprécie beaucoup les cours de musique qu'il suit. Shi sourit en le regardant, sans illusions sur ses capacités à pouvoir longtemps payer l'école, mais rempli, en rêvant, du désir de le faire échapper à la trappe d'infériorité qu'il connaît.

Que penser ?

Abattus par l'accusation d'autisme porté sur leur enfant, les parents sont entièrement préoccupés par les tentatives de trouver des issues annonciatrices de guérison et s'en remettent donc aux écoles auxquelles ils se fixent, corps et âme, pourrait-on dire. De fait, ils prennent peu le temps d'élaborer en profondeur leurs propres étiologies, restant dans une perplexité abyssale sur les causes de l'autisme de leur enfant, étonnés de découvrir tant d'informations contradictoires sur Internet. D'une certaine manière, la faible réflexivité qu'ils développent sur leur histoire reste à la surface, sans vraiment donner à l'enfant un statut de sujet, avec ses émotions, son autonomie de sensations. Les écoles qui s'offrent à eux tirent largement parti de cette déréliction des parents, arrivant en fin de parcours médical chez elles, attendant salut, miracle. Si le succès d'ABA tient bien sûr à l'énorme publicité dont la méthode est l'objet en chinois sur Internet et à travers les écoles, on peut émettre aussi l'hypothèse que celle-ci entre en résonance de façon plus sourde avec les modes d'appréhension des phénomènes subjectifs et sociaux formatés par les structures politiques en place depuis 1949. En effet le maoïsme – comme d'ailleurs tous les régimes communistes – a nourri une culture du résultat affiché au sens propre du terme, c'est-à-dire se souciant finalement peu de sa réalité et des voies pour y parvenir. L'État-parti a maintenu de façon presque identique cette culture du résultat avec le développement capitaliste de l'économie. ABA procède finalement de la même manière avec son manuel d'exercices à appliquer mécaniquement – par n'importe quel adulte à n'importe quel enfant – et supposés produire exactement la même performance. ABA tue de façon radicale les questionnements que pourrait engendrer le décalage de l'enfant, abolit à la racine toute interrogation sur la nature des relations entretenues, l'intersubjectivité en jeu. Finalement la scène que fournit ABA interdit de penser car il n'y a plus de sujets, dotés chacun de leurs propres ambivalences et contradictions. L'attente des parents face aux écoles cantonaises peut donc se développer sans accros, sans scories, lisse, continue jusqu'à l'apogée de l'enfant rééduqué, discipliné, obéissant, surtout sociable, appréciant de se fondre dans les « masses » de ses petits camarades, et apte à se réintégrer dans une trajectoire « normale ».

Puisque l'autisme n'est perçu que comme un « retard mental » – de sources variées comme on l'a déjà indiqué – il s'agit de combler ce retard, de rattraper le temps perdu, d'être avant tout au même niveau, au moins. Les remarques des grands-parents d'origine rurale expliquant que ces enfants – aujourd'hui marqués comme autistes – étaient autrefois jugés « fous » (*shen jing bing*) ou tout simplement « rebelles », accentuent, *a contrario*, le poids actuel revisité de la norme comportementale, aux dimensions politiques affirmées en Chine.

Donnons dans cette optique un dernier exemple avec cette jeune mère d'un fils de 9 ans. Elle et son mari, originaires de deux villes différentes du Guangdong, affectés à la pharmacie d'un hôpital provincial, ont confié aux grands-parents paternels l'enfant à 12 mois, car ils n'avaient ni logement, ni temps, dit-elle, à lui consacrer. Il est envoyé au jardin d'enfants à 5 ans, et c'est là que les parents sont avertis que leur fils « ne se contrôle pas bien », se bat avec les autres enfants. « On ne savait pas » avoue la mère, qui continue : « Il adorait la météo, la voiture, la radio mais il ne disait rien, sauf papa, maman, et il n'était ni sourd ni muet alors qu'au début on le croyait sourd à cause du grand-père qui mettait la télévision très fort. Là-bas il était toujours seul avec le grand-père. » Les parents s'imaginent ensuite que c'est parce qu'il est partagé entre les trois langues de la province du Guangdong (cantonais, shaosan du côté de la mère, keutia du côté du père). Pour sa part le grand-père n'avait rien remarqué de spécial dans le comportement de l'enfant. Le fils, âgé de 9 ans, grand et beau garçon, écoute attentivement sa mère qui est venue avec une autre femme dont la fille de 7 ans, née par les pieds, aurait manqué d'oxygène à la naissance, ce qui aurait provoqué une paralysie cérébrale. Depuis leur ville de résidence elles font toutes les deux deux heures de route avec la voiture que le mari, qui est policier, a achetée 10 000 yuans, pour se rendre une fois par semaine à l'école fondée par le couple de médecins anglais pour deux heures de cours. Au-delà de l'énorme différence qui sépare les deux cas, unifiés par l'école, elles ont mis tous leurs espoirs dans la technique pratiquée qui devrait faire progresser leur enfant et arrêter ainsi leur quête.

Avec ABA et les méthodes proches qui s'en inspirent, les parents chinois sont donc entrés de plain-pied dans le monde

global, et se trouvent à égalité avec tous ceux qui, dans tous les pays, quels que soient leur régime politique et leur développement économique, voient leurs enfants affligés du même diagnostic. Tout se passe comme s'il s'agissait avant tout d'extraire la relation entre l'enfant et les parents de toute investigation, de la protéger « par le vide », ainsi que le donnent à penser quelques sites français tels « les écoles et centres ABA en France » où, dès le premier clic, est indiqué que : « une chose est sûre, si vous êtes parent d'un enfant autiste, sachez que vous n'êtes pas responsable de ses troubles. » Sur un autre site, « Autisme, espoir vers l'école », il est affirmé que « l'autisme est une maladie neurobiologique, les parents n'y sont pour rien ». Cette insistance pour délier l'enfant en souffrance de ses ascendants et de sa parentèle interpelle l'anthropologue, familier des sociétés où la maladie est au contraire toujours interprétée comme le produit d'une relation négative dans un système d'accusation. Chez ABA et ses promoteurs, la logique accusatoire, tout en restant très incertaine, est projetée à l'extérieur de la sphère relationnelle : le terme de « poison » introduit dans le « cerveau » de l'enfant « fragile » est utilisé sur certains sites, qui énumèrent corollairement antibiotiques, vaccins, intolérance au gluten, à la caséine, agents infectieux, etc. L'imputation se noie dans une nébuleuse après que soit définitivement exclue l'hypothèse d'une faute et éradiquée toute culpabilité potentielle des parents. Si en France la psychanalyse est prise à partie comme un obstacle à la panacée comportementaliste, en Chine, en revanche, les parents d'enfants dits autistes n'auront aucun choix ; en effet, les rares foyers de psychanalyse (Chengdu, Canton) connaissent une très faible diffusion dans la société où en revanche émergent peu à peu de nouvelles propositions de soins psychiques qui empruntent leurs outils à de nombreuses sources, comme nous allons maintenant l'appréhender. Mais le marché des écoles pour « autistes » qui se font entre elles une dure concurrence reste l'unique offre de salut dont les parents disposent pour l'instant face à l'esquive, la déprogrammation, le ratage de l'unique enfant que leur permet l'État.

L'ÉMERGENCE D'UN MARCHÉ DU SOIN PSYCHIQUE

Parés de noms de fleurs, d'arbres, de sites naturels éblouissants, ou encore de prénoms aux consonances agréables, les cabinets collectifs de thérapie et de conseil psychologique ont émergé au début des années 2000 à Canton et se sont depuis multipliés. Symptomatique d'une période de croissance et de développement économique exponentiel, particulièrement dans la province industrielle du Sud, cette offre psy, très éclectique, éclôt face au malaise perceptible dans les domaines de la communication familiale, des études et du travail, où de fortes pressions pèsent sur les individus. L'entrée dans une société de consommation réglementée par le droit à un seul et unique enfant et l'hégémonie masculine persistante engendrent de sérieuses dérives, légales et illégales comme les avortements forcés jusqu'au septième ou huitième mois, les grossesses et naissances cachées et non enregistrées, les amendes de plus en plus élevées pour un enfant supplémentaire interdit. Pour les femmes, les plus en demande de soutien psychologique, la quasi-obligation de « produire » au moins un garçon, associée à l'adultère de plus en plus fréquent de leur mari « achetant » « les services de charme » de jeunes filles offertes sur le marché des multiples lieux de détente, conduit à des souffrances accumulées. Un deuxième enfant provoque un licenciement automatique et la honte de pénaliser toute l'unité de travail. Comme nous l'avons déjà dit, plus le poste de la femme est important et plus son entreprise est prestigieuse, plus l'unité de travail se mobilisera pour la mise en œuvre de l'avortement. Rappelons le cas exemplaire évoqué précédemment de cette

journaliste de la télévision convoquée à son bureau pour une réunion urgente qui se vit embarquée immédiatement à l'hôpital, endormie et avortée contre sa volonté au huitième mois de sa grossesse. Il est en revanche plus facile à un homme, y compris haut fonctionnaire, de dissimuler la naissance d'un enfant « illégal ». Notons de surcroît que l'achat de « ventres » ruraux pour produire un fils avec le sperme du mari – directement par coït ou indirectement – s'observe de plus en plus couramment et panique les jeunes épouses.

Le garçon tant désiré, deuxième ou troisième enfant, pour lequel on a payé très cher au sens propre du terme, est tellement chéri qu'il en devient souvent au mieux impuissant à répondre aux hautes aspirations dont il est l'objet, au pire incapable de suivre une scolarité normale et développant des troubles psychologiques plus ou moins sévères. Dans tous les cas, de fortes sommes d'argent doivent être données aux établissements pour faire passer indirectement l'enfant dans la classe supérieure, ou tout simplement le garder. Pour tous, femmes et hommes, fils adorés et filles délaissées, élèves et étudiants, cadres et ouvriers, la conformité aux normes de réussite personnelle et sociale est d'autant plus épuisante que les rythmes et les durées du travail sont intenses et soumis au bon vouloir des directions d'entreprises.

Dans le Guangdong, très éloigné de Pékin où la surveillance est drastique, on constate cependant que les usages d'avoir plusieurs enfants se maintiennent envers et contre tout, de même que la « préférence masculine » selon l'élégante dénomination habituelle.

C'est dans ce paysage marqué par une coercition normative à la double filiation étatique et familiale – tout à la fois en jonction et en opposition sur des points différents – que le besoin de modèles extérieurs se fait ressentir ; leur importation implique néanmoins leur incorporation, ce qui, dans le domaine des thérapies psy, est souligné par tous les praticiens, réclamant une nécessaire sinisation. Les plus ambitieux envisagent que les nouveaux produits, une fois sinisés pourraient être réinjectés dans le monde global et assurer ainsi la prospérité à leurs propriétaires.

Des cabinets collectifs

Collectifs, privés et plus ou moins enregistrés officiellement, parfois au registre du commerce et/ou comme sociétés de services,

les cabinets présentent le même profil : un investisseur a apporté le capital pour l'achat ou la location du local ; désigné comme le propriétaire ou le « patron » il est exceptionnellement psy ; des thérapeutes – permanents et à temps partiel – en nombre très variable, de quelques-uns à une cinquantaine, reçoivent ceux qui sont appelés les « clients » et non les « patients », ce terme étant perçu comme stigmatisant une « maladie mentale ». Ces thérapeutes ne gardent pour eux-mêmes le plus souvent que de 20 % à 50 % de leurs recettes, 50 % à 70 % allant au « patron ». L'idée que ces cabinets psy devraient déboucher sur des bénéfiques importants et rapides, créant un nouveau marché appelé à se développer, est partagée à l'origine, mais, comme nous le verrons plus loin, beaucoup déchantent devant les pertes financières qu'ils affrontent.

Ce sont des « paquets » de séances qui sont vendus aux clients : six ou douze, parfois trente d'une heure chacune à un tarif allant de 300 à 1 000 yuans ¹ pour les plus fortunés qui peuvent s'offrir une thérapie individuelle. Pour les autres, des séances de « masse » de deux à trois heures à 100 ou 200 yuans l'une sont à disposition et chaque personne expose ses problèmes devant un collectif d'une quinzaine d'autres, le thérapeute répondant alors de façon groupée. Parfois écriture et dessin sont proposés par le thérapeute qui peut « raconter une histoire pour arranger le subconscient », nous dit l'un d'entre eux. Les cabinets s'efforcent aussi de décrocher des contrats auprès des entreprises (EAP, *Employee Assistance Programs*) qui constituent des rentrées assurées d'argent. Extrêmement facile à obtenir après une très courte formation de quelques mois qui a reçu l'agrément de l'autorité provinciale, le diplôme de psychologue, qui comprend plusieurs degrés, est le principal titre des thérapeutes.

Peu nombreux sont ceux qui ont suivi un cursus universitaire de psychologie et encore plus rares sont les médecins psychiatres. Ces derniers sont quasiment les seuls à avoir effectué une rapide thérapie individuelle de quinze jours auprès de praticiens allemands qui se rendent régulièrement en Chine et proposent de tels services pour des sommes au départ modiques ; financés par

1. 30 à 100 euros en 2009.

une association internationale de psychanalyse, ces praticiens allemands ont aussi donné d'autres formations générales de quinze jours dont le prix a progressivement augmenté jusqu'à atteindre 400 yuans par jour. Thérapeutes norvégiens et anglais sont ensuite arrivés sur le marché chinois.

Installé à Chengdu, Huo Datong, bien connu en France pour son rattachement à Lacan qu'il s'efforce d'introduire en Chine avec une optique culturelle, est presque inconnu à Canton où les théories jungiennes dominent. Elles sont diffusées en particulier par un important centre universitaire de consultation psychologique, installé au cœur d'une université qui offre un cursus complet d'études de psychologie jusqu'au doctorat. Sa directrice, qui a fait une thèse sur les désordres de la personnalité chez Jung, est salariée par l'université. Ce centre, créé en 2000, est destiné aux étudiants et aux enseignants auxquels il offre des consultations pour un prix modique. Le succès de Jung tient sans doute aussi à l'affiliation des praticiens allemands qui viennent fréquemment à Canton. Freud est de fait appréhendé comme un fondateur ancestral plus lointain. Par ailleurs les potentialités culturalistes que Jung met en œuvre séduisent les pys cantonais qui s'en emparent avec aisance, les fusionnant avec les outils intellectuels en leur possession. Ainsi l'hypothèse du divan où le patient est allongé est généralement écartée, bien que plusieurs cabinets disposent d'une pièce avec un divan aux formes variables, l'un offrant une position particulièrement confortable d'ajustement au corps détendu, jambes légèrement repliées. Le dispositif commun comporte deux fauteuils symétriques, suggérant l'égalité des positions et impliquant l'évitement des regards focalisés sur un point distant abstrait, partagé. Les explications convergent sur la nécessité d'ôter tout caractère hiérarchique à la relation, telle qu'elle se donne à voir à l'hôpital dans le face-à-face du médecin derrière son bureau, donnant en quelques minutes une ordonnance au patient. Il s'agit de construire un rapport fondé dans l'imaginaire sur l'équivalence des positions, la confiance, l'amitié, dit-on. Le regard est assimilé à la honte et à l'angoisse. Un canapé complémentaire pour les familles est en outre prévu. La thérapie par le jeu de sable de Dora M. Kaeff (1904-1990), de formation jungienne, est une pratique partagée : les bacs de sable et les étagères de figurines sont soit installés dans une pièce séparée soit

entre les fauteuils et le canapé. Cette méthode non verbale, qui favorise une création symbolique libre censée donner forme aux processus psychiques profonds, est très appréciée. Mais chaque cabinet offre son bricolage méthodologique propre dans un répertoire cependant restreint : thérapies cognitives et comportementales (A.T. Beck), jeux de rôle, *inner child therapy*, *art therapy*, hypnose, éventuellement réflexologie, lithothérapie, nutrition, etc., sont les plus cités.

Une légitimation sociale

Pénétrons maintenant dans quelques cabinets et rencontrons leurs thérapeutes qui cherchent une légitimation de leur nouvelle profession dans le travail social qu'ils opéreraient de fait. Cette référence au travail social joue de la convocation de la population à participer au « bien-être public » et à constituer des armées de volontaires se portant au service des handicapés, des « faibles » c'est-à-dire des pauvres, des personnes âgées, des plus démunis. Les deux associations de volontaires, l'une sous l'égide de la ville de Canton, l'autre de la Ligue de la jeunesse, mettent en œuvre le slogan, d'inspiration chrétienne mais réinventé par le Parti, « aider les autres, c'est s'aider soi-même ». Cette exhortation au bénévolat a trouvé en 2007 une sorte d'apothéose dans le personnage de Zao Guang Jun, volontaire modèle déjà mentionné, dont l'image était affichée dans le métro et dans les autobus. Ce jeune homme de 30 ans, petit et gros – il pèse 100 kg – aurait donné 13 000 € pour « aider les pauvres », visité mille personnes âgées, apporté son soutien à 220 jeunes marginaux, sauvé 200 suicidaires, effectué 50 000 heures de volontariat inscrites dans son carnet de volontaire mis à la disposition de tous ceux qui s'enregistrent auprès de la municipalité et reçoivent aussi une carte d'identification. Gardien d'immeuble, au salaire de 1 000 yuans, aidé financièrement par ses parents – mère retraitée et père licencié (*xiagang*) d'usine faisant de petits travaux – ce héros explique dans sa biographie qu'il était auparavant un délinquant et que le suicide d'un de ses amis, arrêté par la police, a produit en lui un choc, le conduisant à sa nouvelle vie actuelle où il se présente comme un véritable sauveur. Si les nouveaux pys revendiquent la dimension de travail social de leur profession, c'est que Zao Guang Jun lui-même met en scène ses

« services psychologiques » et exalte l'écoute qu'il offre à tous les jeunes suicidaires auxquels il a donc donné son numéro de portable, sans compter la *hot line* qu'il a créée de façon pionnière, et qu'ont imitée certains cabinets pys. Zao Guang Jun aurait donc, sans interruption, écouté pendant 70 heures tous les désespérés de la mégalopole, au point de s'endormir dans l'autobus, de faire une syncope, d'avoir des douleurs dorsales. Il aurait fondé une équipe de volontaires à son nom à qui China télécom aurait donné un numéro gratuit pour que ceux-ci mettent en pratique l'écoute salvatrice. Écouter et revaloriser les individus sont ses mots d'ordre, illustrés par d'innombrables exemples où il se précipite au chevet de tous ceux qui veulent mettre fin à leur vie, les reconforte et leur donne un nouveau départ. Telle est la légende de ce travailleur social psychologue qui a gagné de nombreux prix de « bien-être public », et qui, en 2009, a été qualifié par l'État comme le seul Cantonais « modèle de morale ». En construisant une proximité avec Zao Guang Jun, les thérapeutes s'instituent donc dans la matrice idéologique du Parti, éloignent toute suspicion malencontreuse sur leurs activités, l'illégalité de leur cabinet et leur comptabilité. Conscients que les montants élevés de leurs services attirent une clientèle fortunée, ils voient dans leur alliance fictive avec le travail social, un moyen d'affirmer qu'eux aussi se dévouent pour les « pauvres », ce qui les replace dans la ligne politique de l'État-parti et les protège.

Comme nous allons le montrer, quelques-uns vont même jusqu'à faire publier dans les journaux des articles qui retracent leur vie et leurs hauts faits, selon une trame qui emprunte beaucoup à celle de Zao Guang Jun. La concurrence est en effet très rude entre tous les cabinets et le *turn over* des pys à temps complet ou partiel très rapide. D'aucuns, mécontents des quelque 3 000 yuans mensuels qu'ils reçoivent, quittent un cabinet pour en fonder avec d'autres un nouveau, espérant augmenter leurs revenus. Dans certains cabinets, des consultations gratuites sont données afin d'attirer la clientèle. La création d'une demande et d'un réseau est clairement pensée comme une stratégie commerciale.

Appelés Lumière ce cabinet luxueux entouré de terrasses qui occupe au centre de Canton tout un étage d'immeuble ; il a été fondé parmi les premiers par un psychiatre qui continue par ailleurs à exercer à l'hôpital et qui est très médiatique. Un article

de presse retrace sa trajectoire et commence par l'origine de sa vocation : sa grand-mère, malade, est morte parce qu'un médecin avait refusé de la soigner. En 1979, il obtient son diplôme de médecin et devient professeur à l'université en 1987 ; après son internat il est nommé à l'hôpital. C'est dans ce contexte, alors qu'il croit avoir réalisé son rêve, qu'il comprend l'importance des facteurs psychologiques dans la biologie. À la suite de la mort d'une jeune leucémique très belle, dont il pensait qu'elle allait survivre, il décide de devenir psychothérapeute. Il quitte alors l'hôpital pour être embauché par une entreprise américaine qui lui offre 130 000 yuans de revenus par an. Néanmoins, insatisfait, il abandonne ce poste et fonde avec un ami, interne en médecine, le centre Lumière avec ce slogan : « Tu me donnes ton problème, je te rends une vie ensoleillée. » Un autre ami investit 300 000 yuans dans le cabinet qui néanmoins perd de l'argent et voit ses collaborateurs s'en aller, faute de pouvoir payer leur part de loyer. À partir de 2003, le cabinet devient bénéficiaire ; il rencontre alors une psy allemande avec laquelle il fait un bout d'analyse ; en 2006, un psy américain se présente avec lequel il renouvelle brièvement l'expérience analytique. Notre psychiatre dit avoir alors découvert « son problème » : son père aurait été trop sévère avec lui et c'est ainsi qu'ayant pris conscience qu'il reproduisait ce comportement avec son fils, il s'en excuse auprès de ce dernier et change du tout au tout. Il suit d'autres thérapies étrangères et se prête à cent heures de supervision. L'article conclut sur sa professionnalité « en dépit du fait qu'être psy ne permet pas de voir l'avenir » et, dans un style bien chinois d'adoration des chiffres, sur ses 1 000 heures de thérapie avec ses patients. De cet article, plus proche d'un texte de propagande que d'une information objective, retenons que l'exposé de soi y est central sur un mode de dévoilement intime, apparenté à Zao Guang Jun : les faiblesses antérieures sont offertes en spectacle et dépassées victorieusement, elles servent à justifier la nouvelle force de l'individu. Ce style autobiographique s'inscrit dans l'histoire politique chinoise dans une continuité partielle avec des usages politiques de la période maoïste qu'ils viennent renouveler non sans talent. Pensons aux rites d'autocritique ou encore aux récits personnels « des souvenirs amers et de la douceur du présent » (*yi ku si tian*) qui, après l'arrivée du gouvernement

communiste en 1949, visaient à noircir le passé capitaliste pour mieux illuminer l'avenir radieux du socialisme et qui n'ont pas disparu des mémoires des plus âgés.

Ce psychiatre réputé, qui s'est donné un prénom occidental et aligne les titres sur sa carte de visite, donne des cours dans des centres hospitaliers, à l'université, et à d'autres pys dont il assure aussi la supervision, sans oublier ses émissions télévisées de conseil et ses conférences sur l'éducation pour les parents. Associé, dans le cabinet, à une femme elle aussi médecin, il est l'un des rares à citer l'outil de la psychanalyse freudienne. Le cabinet coopère avec la Fédération des femmes sous tutelle du Parti, à laquelle nos deux thérapeutes offrent une demi-journée de services hebdomadaires gratuits. Durant l'épidémie de SARS, ils se sont mobilisés encore une fois pour donner bénévolement des prestations psychologiques. Six psychologues permanents et quarante à temps partiel proposent des « paquets » de dix à vingt séances, au tarif de 300 à 500 yuans l'une. Nos interlocuteurs estiment à 10 % la part du revenu de leurs clients consacrée à leur traitement. Soulignons que ce cabinet associe avec habileté gages politiques internes, labels externes, diplômes chinois, et une publicité intense, l'ensemble de ces facteurs expliquant son succès.

Déplaçons-nous dans un autre cabinet que nous nommerons Bouton d'or, situé dans le quartier le plus central et le plus huppé de Canton : murs jaunes et verts, lampes de style italien, tissus de minorités décorant les murs, beaux objets insolites, canapés oranges, noirs, blancs, composent le décor de ce cabinet plein de goût, créé en 2004. Son « patron » qui se dit aussi psychanalyste, est aidé de quatre psychologues à temps partiel. Comme le psychiatre de Lumière, il a suivi une « formation allemande » mais à la différence de ce dernier, il entend associer Freud à des méthodes « énergétiques » et dit être le seul à Canton à faire s'allonger ses clients au cours de séances de cinquante minutes, à 500 yuans l'une. Ses « paquets » peuvent s'élever jusqu'à 32 séances. Cet homme, de 40 ans, grand, beau selon les canons chinois, très sûr de lui, compense la « richesse » de sa clientèle, par une coopération avec le comité de quartier où il fait des conférences pour les habitants et assume des « gestions de crise », soit des interventions d'urgence dont il ressort héroïsé après avoir sauvé des suicidaires. Un article de presse consacré à son itinéraire

début par sa généalogie prestigieuse et le rappel de son nom de famille historiquement connu : il se classe donc dans l'élite intellectuelle, de par ses ancêtres, fonctionnaires de l'empereur, puis professeurs. Suit la description d'une enfance blessée durant laquelle il était pris pour un « idiot », ne parlant et ne marchant qu'à l'âge de 3 ans. Victime d'un père autoritaire qui le punissait en l'attachant sur une chaise trois heures durant, il se déclare « traumatisé ». En rébellion contre ce père qui voulait qu'il soit médecin, il choisit de travailler dans une entreprise dans « le bureau des maladies professionnelles » puis se lance dans le commerce de médicaments pour « gagner beaucoup d'argent », mais fait faillite peu après, ce qui le plonge dans une profonde dépression et reste prostré quatre mois chez lui. Un ami le sort de son enfermement et il entame alors un cursus de psychologie, travaillant dans d'autres cabinets avant de fonder le sien. L'article conclut sur la « charité » qu'il fait aux « pauvres » en ne prenant que trente yuans par séance, et quelques actions héroïques : ainsi a-t-il couru empêcher une femme de sauter du 17^e étage en la rappelant à ses devoirs maternels face à sa fille de 3 ans ! Comme le précédent texte sur le psychiatre de Lumière, celui-ci mêle étroitement et alterne les traits d'une humanité partagée, pleine de malheurs, d'erreurs et d'incompréhension, et le destin glorieux d'un être hors du commun qui s'extrait du marasme, vainc les obstacles de toutes sortes et triomphe en se sacrifiant pour le « bien ». La promotion de la psychologie mise en scène sur les piazzas de la ville et que se disputent le travailleur social Xiao Guang Jun et les thérapeutes privés tels le patron de Bouton-d'or, se fonde ainsi dans le dogme d'État de « la société harmonieuse », faite de « familles harmonieuses » et d'enthousiastes volontaires œuvrant tous pour des « âmes saines ». Mais l'investisseur-psychanalyste de Bouton-d'or, qui ne cache pas son goût pour l'argent, n'hésite pas à moquer la réglementation, s'esclaffant, qu'en payant, il s'autorise s'il le veut cinq enfants. Dans le même moment, comme tous les thérapeutes rencontrés, il avoue une gêne énorme face aux avortements forcés qu'évoquent des clientes qui les ont subis et reconnaît sa conformité à la loi qu'il veut personnifier dans ces circonstances embarrassantes.

Un marché concurrentiel

L'arrogance de cet homme, son autoritarisme, ont fait fuir semble-t-il, quelques-unes de ses collaboratrices que l'on retrouve dans un autre cabinet, Brillance, fondé en 2006 par trois femmes âgées de 40 à 45 ans et employant huit psychologues à temps partiel. D'allure modeste, installé dans un simple appartement, enregistré à Hong Kong, Brillance appartient à un groupe de psychanalystes de Guangzhou, lui-même non enregistré sur lequel nous reviendrons.

La première des trois « patronnes » est médecin, la seconde a un diplôme en langue allemande et toutes deux ont obtenu un master de psychologie qui les a conduites à travailler à l'hôpital. Elles ont ensuite suivi la fameuse « formation allemande » de quinze jours, financée par une association internationale de psychanalyse. La troisième « patronne » détient un master de psychologie et a suivi une thérapie personnelle de vingt heures. Brillance s'efforce de pénétrer le marché sans beaucoup de moyens financiers en atteignant une clientèle de classe moyenne : le cabinet offre ainsi des « thérapies de masse », soit des groupes de parole d'une quinzaine de personnes par paquet de douze séances et aussi des groupes de danse, avec des masques blancs fabriqués par chaque individu qui les échange au cours de l'exercice avec ses camarades. Un des pys accompagne le célèbre travailleur social Zao Guang Jun dans ses émissions de radio et l'icône de l'association des volontaires de Guangzhou trône sur un mur : les mains jointes sous la forme d'une colombe inscrite dans un cœur. Le projet de coopérer avec une agence qui propose des tests de personnalité pour aider les individus à mieux réussir leurs entretiens d'embauche est en gestation par ailleurs : l'idée est d'inscrire un nouveau produit psy dans cette agence qui serait fourni par Brillance. Le cabinet accueille aussi une étudiante volontaire envoyée par un institut para-universitaire, focalisé sur la société civile et qui abrite de nombreuses initiatives et des ONG. Il s'agit pour Brillance d'exploiter les potentialités de collaboration avec les ONG. Le cabinet cherche ainsi son propre créneau en s'appuyant sur les entreprises, les ONG, le gouvernement et en recevant l'aide de collègues d'une association de psychanalystes de Guangzhou qui lui envoient des clients.

Cette association rassemble des psys autour de deux médecins psychiatres, travaillant à l'hôpital et formés par des psychanalystes allemands. Des réunions d'une trentaine de psys et d'étudiants ont lieu régulièrement. Focalisées sur un cas traité par un psy, elles s'apparentent à une supervision collective et réflexive. Celles auxquelles nous avons assisté témoignaient d'un grand embarras des psys qui s'étaient prêtés à l'exercice. Les dix séances du patient étaient chacune séparément l'objet d'une interprétation, après distribution d'un résumé. Les psys se plaignaient soit de leur propre indifférence à l'égard du patient, soit de la domination de ce dernier qui demandait à être reçu à n'importe quel moment, à la minute ou ne venait pas aux rendez-vous. La peur de perdre un client omniprésent semblait occulter toute analyse du transfert et du contre-transfert dans un contexte de surcroît de connaissances théoriques très faible et de consolidation normative en particulier sur le statut, le rôle et les fonctions des femmes, la division des sexes et les règles étatiques. Quelles que soient la bonne volonté des participants et la vigilance des deux psychiatres, compétents et très ouverts, le carcan des normes politiques et symboliques intouchables appauvrit considérablement l'exercice analytique.

La critique en public des fonctionnements sociopolitiques est d'autant plus impossible qu'elle pourrait être rapportée comme une position tendanciellement dissidente. Donnons-en un seul exemple. Une psy a pour patiente une chef d'entreprise dont la mère, enceinte, a tout fait pour avorter, multipliant les sauts, etc., sans y parvenir. Un petit frère est arrivé après six ans et une seconde fille. Cette dernière, qui est la patiente, a été mise en nourrice puis reprise par ses parents qui la battaient ; une fois le père l'a obligée à manger ses excréments pour la punir de son absence de contrôle. La jeune femme, mariée, mère de deux enfants, et dépressive, rejette ses parents. La psy estime que cette patiente n'a aucune raison d'accuser ses parents, de leur faire des reproches, qu'ils sont « normaux » de préférer le garçon aux deux premières filles, que tous les parents ne peuvent être parfaits mais qu'il faut les aimer et les respecter. La patiente se révolte contre la psy qui réaffirme ces jugements et qui défend les parents contre la jeune femme. Durant la séance collective, les deux psychiatres tentent de faire réfléchir la psy et de fait prennent la défense de la patiente, soulignant

qu'elle a été réellement maltraitée. La psy, elle, s'entête et s'entend dire qu'elle s'identifie à la mère de la patiente. L'assemblée penche pour la psy dans ce cas paradigmatique d'une jeune femme ne se remettant pas et n'acceptant toujours pas la « préférence masculine » de son enfance et la négligence, voire la haine dont elle a été l'objet. Il est clair que la règle de l'enfant unique est pointée dans toutes ces situations puisque c'est la naissance de filles qui met les parents dans la déviance et l'illégalité pour avoir un fils. Les filles sont donc coupables et honnies de façon justifiée pourrait-on dire. L'État-parti hante ces situations familiales et leur étalement face aux psys mais son rôle ne peut être énoncé, sauf à se mettre hors la loi.

Une offre éclectique

La nouveauté de la profession de psychologue, l'installation facile d'un cabinet qu'il est plus difficile certes de rentabiliser, attirent de multiples vocations comme l'illustre l'exemple de Merveille, petit cabinet créé en 2004 à l'allure intime, avec ses jolis fauteuils et ses canapés rouge vif. Le psychologue, la quarantaine, son assistant, ancien étudiant en droit qui répond au téléphone et veut se former à la psychologie, l'épouse du psy qui dirige la société financière du cabinet, composent l'équipe actuelle après le départ de tous les collaborateurs à temps plein et partiel. Ce psy, qui n'a pas eu la chance de voir publier des articles sur son itinéraire, se rattrape d'une certaine façon en voulant nous raconter en quelques mots sa vie, selon, dit-il, l'autoanalyse qu'il en a faite. De façon récurrente, le personnage d'un père cette fois-ci battant ses enfants, son excellente relation avec son propre fils après avoir brisé la répétition inaugurent le récit. Fils d'enseignants qui l'ont obligé à entrer à l'école normale supérieure, il refuse d'embrasser la carrière professorale, quitte sa province et arrive à Canton où il devient ouvrier, serveur, gardien d'immeuble, directeur d'une agence bancaire, tente de passer un concours d'avocat mais le rate... et finalement opte pour la très courte formation de psychologue agréée par la municipalité. Chaque année il suit à Pékin des enseignements donnés par des praticiens américains fort coûteux pour améliorer ses compétences. Le cabinet est déficitaire de 80 000 yuans par an bien qu'il dise travailler beaucoup, 70 heures par mois en face-à-face auxquelles s'ajoutent les

consultations téléphoniques payantes et par Internet gratuites. En mémoire, dit-il, de sa pauvreté passée de travailleur migrant et de son volontariat dans le comité de quartier durant trois ans, il donne des cours dans des associations de migrants et offre une journée hebdomadaire gratuite pour les plus démunis qu'il attire par Internet, un numéro de téléphone gratuit et une publicité dans la rue.

Sympathiques ou plus cyniques, les *self made men* abondent dans le champ psy qui augurerait d'une fortune assurée. Installé au cœur d'un condominium haut de gamme, où est logé au rez-de-chaussée un jardin d'enfants international, le cabinet Cristal a pour « patronne » une nutritionniste, jeune femme élégante qui se dit fille d'un « grand dirigeant » du Comité central du Parti et diplômée d'une école militaire. Élevée à Pékin dans la zone résidentielle du Comité central où, d'après elle, les nutritionnistes étaient nombreux, elle aurait, en rejoignant son mari à Canton, décidé de mettre en œuvre cette pratique. Le traitement, qui coûte 100 000 yuans par an, associe taoïsme, bouddhisme, acupuncture, réflexologie des pieds... est destiné aux « riches », aux « patrons », « qui mangent trop de sucre », dit-elle, en ajoutant que c'est elle qui a eu l'idée de faire venir dans le cabinet un psy – à ses yeux un miroir qui éclaire – pour compléter l'offre de soins. Ce dernier, fils d'un homme d'affaires, se veut psychanalyste et juge que toute formation est inutile, autre que son apprentissage « par la face ». À sa disposition il a un bac à sable et des figurines, des fauteuils en forme d'œuf suspendu. Tous deux prônent la tradition chinoise dans laquelle ils englobent Jung, leur principale référence. Les « femmes de patron » qui croient qu'on leur « jette des sorts », leurs enfants autistes trouveraient dans Cristal un apaisement car, d'après nos deux praticiens, un parfum de divination y serait perceptible. Sans complexe, dans ce cabinet on prend l'argent là où il est et la légitimité est trouvée en haut de la pyramide sociale, quand le politique et l'économique se rejoignent dans l'accumulation des capitaux et la corruption. Comme nous l'avons entendu dans un autre cabinet dont le psy dit avoir sa « théorie, vague, pragmatique, à nous », avec des « idées simples, générales », et prend 1 000 yuans de l'heure, ce qui est à l'époque supérieur au Smig ouvrier : « Nous ne pouvons pas baisser les prix

pour les pauvres car il y a beaucoup trop de pauvres ». Ayant eu vent de nos entretiens, des cabinets de la même veine nous ont en outre appelés pour que nous les visitions et nous ont invités à de somptueux repas, pensant que nous laisser de côté serait mauvais signe et que nous pourrions valoriser leur nouveau « produit de marché » dans un champ à l'âpre compétition où il faut survivre coûte que coûte. Dans cette perspective, endogénéiser est un impératif marchand car comme d'aucuns le soulignent, « copier Freud, ça ne marche pas, il faut le siniser » !

Une promesse de bonheur

Au terme de cette pérégrination dans des cabinets psys aux profils contrastés – qui nous ont tous très chaleureusement accueillis pour diverses raisons – revenons sur les différentes significations de ce marché émergent où l'offre croissante semble vouloir stimuler une demande réelle mais balbutiante, faute avant tout d'outils sémantiques pour la formuler et aussi de moyens financiers pour y répondre. Soulignons tout d'abord que la promesse du bonheur est au fronton de tous les cabinets : la psy est vendue comme une recette magique pour faire disparaître conflits et angoisses, pour canaliser les blessures, apaiser les relations et les esprits, harmoniser les consciences. Le bonheur est supposé à la mesure de l'investissement financier important des individus et le résultat automatique. Cette aspiration au bonheur personnel renvoie à deux phénomènes concomitants dont le premier est l'avènement d'un sujet consommateur, qui n'est plus seulement un producteur, un travailleur et un reflet actif des politiques étatiques. La consommation, le marché et l'abondance relative qui en découle créent un nouveau type de sujet qui choisit les objets et les biens auxquels il va s'identifier et par lesquels il va construire son statut. Ce sujet, qui se sépare de la programmation de l'État-parti, voit s'accumuler les manques, les failles, les trous dans son propre projet de vie, prend des risques, échoue plus souvent que prévu et souffre de maux inédits. Il est d'autant plus sensible aux promesses de bonheur jetées par les psys dans l'espace public – à travers de grandes opérations de publicité sur les piazzas – que le bonheur est le dernier mot d'ordre du Parti : bonheur familial autour de l'enfant unique, villes et provinces bienheureuses concourant pour l'obtention de prix nationaux. Le bonheur est donc tout à la fois

une norme idéologique, politique, économique – puisqu'il faut consommer pour être heureux – et personnelle. C'est néanmoins cette incarnation personnalisée du bonheur qui coince.

L'autonomisation des acteurs par les processus marchands se heurte en effet aux murs de normes qui les encerclent et qui toutes renvoient à l'État-parti. Bloqué dans son entreprise de bonheur, le sujet ne peut ni accomplir l'ensemble de ces normes, ni les refuser, ni les éloigner tant elles se présentent comme les seules voies de la réussite, au-delà desquelles abîmes et dissidences se profilent. Les cabinets psys s'engouffrent dans ces brèches, augmentant toujours plus leur panoplie de techniques pour mieux faire croire que le bonheur est palpable, achetable au bout du chemin. Parce que le bonheur est dans cette configuration une marchandise politique chinoise, la sinisation se fait à grands coups de pinceaux, empruntant ça et là aux voyageurs de passage, puisant dans leurs malles pour ressortir des outils autochtonisés au point d'ailleurs de faire de Jung un Chinois, s'est-on laissé dire une fois. Cette culturisation à bon marché ne parvient cependant pas à changer les données de la situation : la liberté s'arrête à la consommation et ne doit pas – dans le contexte du pouvoir monopoliste présent – dépasser le marché. Les arrestations arbitraires et les emprisonnements se sont multipliés : artistes, avocats, intellectuels, etc. Tout se passe comme si le gouvernement, hanté par la succession des chutes des dictatures durant l'année 2011, tentait d'écarter tout scénario similaire alors même que les manifestations de mécontentement se font de plus en plus visibles, dans un monde globalisé et numérisé. Dans le même moment tous ceux qui à Canton franchissent, gênés et honteux, la porte des cabinets psys imaginent timidement qu'ailleurs, le bonheur est plus accessible, plus simple, plus pur car on serait libre d'en choisir sa propre formule.

Travail social et volontariat – références légitimatrices pour les psys car inscrites dans l'espace idéologique de l'État-parti – sont, comme nous l'avons plusieurs fois souligné, continuellement imbriqués dans les agencements collectifs observés. Abordons maintenant directement les volontaires cantonnais, avec leurs deux associations, afin de saisir les logiques contrastées qui animent leurs protagonistes et les différentes facettes de leurs activités.

DES VOLONTAIRES MODÈLES

Dès les années quatre-vingt, l'expression *charity business* fait son apparition pour désigner l'ampleur des flux monétaires qui sont impliqués dans les actions caritatives. À cette époque – qui reste marquée par la partition du monde entre pays communistes et capitalistes – ne sont cependant concernées que les démocraties d'ancienne industrialisation qui ciblent dans des sociétés lointaines leurs victimes bénéficiaires. Les logiques sont univoques et s'inscrivent dans les catégories idéologiques de l'Occident et du/des Sud. Au sein d'une société comme la France, la charité à destination de ceux qu'on appelle pudiquement par différents vocables tous politiquement connotés – les plus « démunis », « défavorisés », etc. – reste peu visible, largement coutumière et rituellement d'inspiration confessionnelle. Le « pauvre », comme figure symbolique s'incarnant dans des cohortes d'individus peuplant les rues et les parcs des villes où ils bâtissent leurs abris de fortune, n'a pas encore fait sa percée médiatique. À l'aube du XXI^e siècle le paysage a radicalement changé, non seulement ici, mais ailleurs. Avec la crise globale du capitalisme financiarisé, la pauvreté s'est répandue dans des sociétés qui ont basculé vers la désindustrialisation, frappées par les fermetures d'usine, les licenciements et le chômage. Ainsi la charité fait un retour triomphal sous des visages multiples dans la conjoncture française, exemplaire des processus en cours : ceux qu'on y dénomme les bénévoles se multiplient et en viennent à se trouver beaucoup plus nombreux que les travailleurs sociaux professionnels débordés au chevet des sans domicile fixe – SDF – expression qui, à elle seule, résume les déplacements, expulsions, migrations qui sont leur lot quotidien. Au-delà du fait qu'une partie de ces bénévoles affiche

une couleur religieuse (catholicisme, protestantisme, islam, etc.), cette mobilisation se présente comme un symptôme social diffus de sentiments contradictoires : la peur qui hante chacun de se retrouver dans la même situation critique, l'urgence de contrecarrer cette identification léthale, l'angoisse de voir l'ordre social se disloquer sous l'effet d'une misère croissante qui s'infiltré partout, l'idée majeure enfin que l'État s'est déjà retiré de la problématique de la paupérisation et qu'il faut gérer à sa place. Dans le même moment la figure du pauvre s'est psychiatrisée : si la pauvreté était déjà assimilée à une pathologie sociale, le pauvre y a désormais ajouté la variable d'une déficience mentale explicative. Au « clochard » des années cinquante, au « marginal » des années soixante/soixante-dix, contre le « système », au chômeur des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix, s'est désormais substituée l'image du pauvre « fou », bipolaire, psychotique et/ou schizophrène. Hors de cette configuration paradigmatique, si l'on tourne le regard vers d'autres régions éloignées, on perçoit, sous des modalités diverses, combien la charité a envahi le monde global et est actuellement érigée en réponse à des inégalités économiques grandissantes et à un abandon des politiques de redistribution. Les ONG, entreprises transnationales dotées d'agences de *street funding*, ont pris une place décisive dans l'extension et la généralisation de l'hypothèse charitable au point que celle-ci a acquis une position hégémonique, dépassant les frontières des systèmes politiques. En effet dans un contexte où la violence des forces du marché partout présentes cherche son exorcisme idéal dans un paquet globalisé de normes éthico-morales, la charité resplendit par sa moralité intrinsèque et son visage solidaire.

La promotion politique du volontariat à Canton

La Chine témoigne avec acuité du rayonnement actuel de la charité et à Canton, comme nous l'avons déjà mentionné, deux organisations de volontaires y mettent en scène un activisme bénévole remarquable. La première organisation – *zhi yuan zhe* – est créée en 1995 par la Ligue de la jeunesse communiste, sous tutelle du Parti. La seconde organisation – *yi gong lian (guangzhou volunteer union)* – est inscrite en 2002 au bureau des affaires civiles de la municipalité. Les deux organisations, loin d'être en

rivalité, fonctionnent comme des stimulants mutuels et l'on observe que les individus sont souvent inscrits dans les deux, oubliant la spécificité de chacune dans l'enthousiasme des actions. Comme dans tous les champs sociaux, Internet joue dans le volontariat un rôle considérable car c'est sur la Toile qu'on s'inscrit dans ces organisations qui disposent de sites riches et attractifs. Les revendications émergent ici comme ailleurs que les volontaires soient défrayés de tous leurs frais de déplacement, de repas et de boisson durant leur temps de volontariat. Celui-ci est en effet de plus en plus appréhendé comme un travail et les petits carnets dont les acteurs disposent et où sont notées les heures de volontariat qu'ils accomplissent viennent accréditer cette perception encore renforcée par le badge qui conforte leur appartenance.

2008 est pour le volontariat chinois une année exceptionnelle qui intensifie propagande et initiative en raison de deux événements phares ; les Jeux olympiques à Pékin – où les volontaires font l'objet d'une sélection drastique – et le tremblement de terre du Sichuan où accourent spontanément des milliers de jeunes, ensuite refoulés par les autorités qui craignent des débordements : en effet la corruption s'est révélée une cause déterminante de l'écroulement des « écoles en miettes de soja » sur les enfants. À Canton, une tempête de neige inédite constitue une troisième occurrence qui voit se précipiter à la gare toutes les bonnes volontés. Outre ces épisodes, le volontariat s'oriente vers deux grandes directions dont la première est déjà connue du lecteur : tous ceux qui en milieu urbain entrent dans l'ensemble que forment les « faibles » – *ruo shi qunti*, c'est-à-dire les « pauvres » – où se remarquent les personnes âgées, à leur domicile ou en maison de retraite, qui font l'objet de tous les soins, mais aussi les handicapés de tous âges, physiques, mentaux, autistes, etc. L'éducation rurale est un second champ essentiel du volontariat cantonais qui cible les élèves dont les parents sont migrants : minorités nationales (*Yao*, etc.), villages de montagne d'accès difficile sont alors l'occasion de courts séjours durant les vacances pour les jeunes urbains qui découvrent là d'autres conditions de vie et un étranger de l'intérieur qu'ils ignoraient et qui concrétise une altérité radicale. La première organisation de

volontaires en milieu rural naît en 2001 à Canton, et dix ans plus tard un congrès en réunit 200 sur les 500 qui existeraient actuellement dans toute la Chine. Le développement de ce type de volontariat s'intègre en effet dans un mouvement plus vaste qui voit grandir les préoccupations environnementales et l'attrance pour la nature et qui débouche sur le tourisme rural, l'achat direct et contractuel auprès de paysans de leur récolte, des échanges organisés entre familles urbaines et rurales, etc.

Jeunes et plus âgés, hommes et femmes, du Parti ou non, travailleurs, étudiants, licenciés – *xiagang* – ou chômeurs, tous les profils se donnent à voir parmi les volontaires. Dans le contexte d'un régime autoritaire comme la Chine, le volontariat est une hydre à plusieurs têtes. L'intérêt de l'État-parti dans le lancement du volontariat ressortit à l'encadrement, la surveillance et le contrôle de larges parties de la population oscillant entre l'écœurement devant la corruption généralisée régnante et la compassion face aux plus démunis et aux exclus de la course à la consommation. Internet, en ouvrant les portes vers le monde global et en donnant aux acteurs la capacité de former des groupes d'action et de concrétiser collectivement leurs souhaits, a eu l'effet d'un détonateur qui a appelé, de la part du gouvernement, la constitution d'organes de canalisation à la fois idéologiques et pratiques ; les organisations de volontaires sont de telles machines : aptes à orienter et discipliner les désirs, à freiner les influences des institutions étrangères – si promptes à financer toute action tendanciellement contestatrice –, à maintenir les agencements collectifs dans un cadre politique conforme. La nécessité en apparaît d'autant plus urgente à Canton, que Hong Kong est mitoyen et que des ONG non enregistrées localement se multiplient en résonance aux ONG étrangères avec lesquelles elles tissent des liens numériques et personnalisés et dont elles se réapproprient les modèles d'action. Les organisations de volontaires tentent donc de ramener dans le giron de l'État toutes ces énergies qui pourraient dériver vers une « société civile » libre et s'efforcent de s'auto-instituer en matrice principale d'une « société civile » pacifiée et « harmonieuse ».

Les formations de volontaires sont par conséquent très nombreuses. Il ne fait donc aucun doute que les organisations de volontaires s'érigent en appareil idéologique d'État, et ce d'autant

plus que les autorités établissent une continuité imaginaire entre Lei Feng, le héros de la période maoïste mort très jeune et les volontaires actuels, continuité qui valorise les plus âgés et légitime toutes les générations. Par ailleurs, si les organisations de volontaires sont dirigées par des cadres politiques de confiance qui installent et font respecter un fonctionnement hiérarchique, cependant une relative souplesse règne en regard des organisations de masse traditionnelles, (femmes, jeunes, syndicats) donnant l'illusion d'une plus grande indépendance, en particulier aux jeunes et aux étudiants, qui, rappelons-le, peuvent capitaliser leur volontariat en points comptant dans leurs examens.

Venant d'horizons très divers, se mêlant dans les actions sur un plan d'égalité, les acteurs trouvent dans le volontariat, en Chine comme ailleurs, un mode de socialisation débouchant éventuellement sur des réseaux de sociabilité qui peuvent s'autonomiser et perdurer. Mais, compte tenu de la verticalité qui continue à présider aux ordonnancements sociaux du fait du monopole de l'autorité politique, la fonction de passerelle entre les classes sociales, que revêt partout le volontariat, prend ici une connotation singulière. L'extraordinaire et fulgurante augmentation des écarts de revenus depuis maintenant plus de trois décennies, l'hégématisation de la consommation et l'ostentation systématique des richesses ont d'autant plus accru les perceptions négatives de l'inégalité que l'égalité fut antérieurement célébrée à l'époque maoïste et fait trace dans les mémoires. Que les inégalités soient le fruit d'une hiérarchisation politico-économique, qui engrange le capital économique sur le capital politique, paraît de plus en plus flagrant aux yeux de tous, les scandales se multipliant en haut de la pyramide. Dans cette configuration, le volontariat émerge comme une sorte de réparation symbolique de l'inégalité, par la relation personnalisée qu'il inaugure entre un individu – quelle que soit sa position sociale – et plus « malheureux » que lui-même, en état par conséquent d'infériorité et de vulnérabilité. Si donc l'exercice de capture idéologique et politique que met en marche le volontariat se révèle efficace, c'est en raison de l'emprise qu'il tisse sur les acteurs, leur donnant le sentiment qu'il laisse place à leurs subjectivités plurielles. Tout se passe comme si, dans l'imaginaire, la société était transformée en un univers où chacun devient

volontaire face à plus faible que soi et intègre tout arrivant comme un volontaire potentiel, ce qui d'ailleurs est bien illustré dans le cas révélateur de la relation avec l'anthropologue. Une réciprocité abyssale prend forme faisant du corps social le champ d'une entraide généralisée, animée par l'hypostase de la charité, sublimant tout à la fois rapports sociaux et idiosyncrasies confondues. L'écoute des sujets, cherchant à expliquer leur devenir volontaire ouvre ainsi sur la coagulation de plusieurs logiques ; parmi celles-ci, certaines font appel à un calcul de type investissement à long terme : le volontariat au présent serait dans l'avenir récompensé par un retour lorsque le sujet en aurait besoin, « ça me sera rendu » dit-on. On distingue aussi la dimension psychique de l'investissement émotionnel : « plaisir », « calme », « apaisement » produits par l'acte volontaire ; tous ces mots énoncés dressent les contours d'une jouissance retirée de l'altruisme, puisque : « aider les autres c'est s'aider soi-même ». La charité apparaît alors comme une saisie de l'Autre pour se retrouver/s'oublier, postures apparemment opposées mais qui fusionnent dans l'inconscient des sujets lorsqu'ils évoquent « ça ». Dispositif sociopolitique d'implication subjective, le volontariat faciliterait la fabrique d'une armée de réserve immédiatement mobilisable lors d'évènements tragiques, en raison du psychopouvoir qu'il recèlerait. La distribution de prix aux volontaires, l'héroïsation des meilleurs sur le même mode qu'au Parti ou dans une organisation de masse, en font en effet un bien commun idéal. Il s'agit de « prendre des responsabilités sociales, faire quelque chose pour la société » puisque l'État chinois ne pourrait prendre en charge les multitudes de pauvres qui existent. Dans un contexte où le travail social n'a fait son apparition que dans les années quatre-vingt-dix et où, peu à peu, il se professionnalise mais n'est pas encore totalement enraciné dans les mentalités, le volontariat entretient des liens ambigus avec le travail social, entre concurrence et confusion, tout en maintenant des fils généalogiques avec le militantisme de type politique. Dans le même moment il participe à l'institutionnalisation d'une société de services, au sein de laquelle se conjuguent les services charitables et les services marchands, ces derniers relevant des équipes de travailleurs sociaux contractualisées à l'année et financées depuis 2012 après réponses aux appels d'offres

gouvernementaux. Marchandises ou dons, ces services nourrissent le paradigme du *care*, du souci des autres postulé comme fondement de l'ordre social.

Investissements charitables en ville

En allant à la rencontre de quelques volontaires représentatifs des différents groupes en jeu, le lecteur percevra mieux combien le volontariat à Canton active et englobe des lignes divergentes, qui, tirées vers leurs propres finalités, conduisent tant aux manipulations politico-idéologiques de l'État-parti qu'aux désirs d'émancipation et de transformation des acteurs, au contact des trous noirs de la société. Pour éviter une interprétation trop normative du volontariat, commençons par quelques voix de volontaires manifestant un recul certain face aux canevas dans lesquels ils sont pris.

Fils d'une enseignante et d'un ouvrier qui habitent Canton, Aric est un jeune homme de 25 ans, qui, après avoir raté le concours d'entrée à l'université puis suivi trois années d'études techniques, s'est engagé dans la vie professionnelle et vit seul. Devenu employé de bureau dans une entreprise qui ne lui accorde aucun jour de congé, Aric se lance dans le volontariat en 2005 pour élargir son horizon, étendre ses relations, rompre l'ennui profond qu'il ressent. L'entreprise le licencie lorsqu'elle estime qu'il consacre trop de temps à ses activités bénévoles et Aric, qui a fait quelques économies, est au chômage depuis un an et profite de sa nouvelle disponibilité pour intensifier son volontariat. Il a une première expérience de volontariat auprès d'une personne âgée à laquelle il s'attache ; sa mort le conduit à se détourner des « fins de vie » et il rejoint alors l'organisation de volontaires sous la tutelle de la Ligue de la jeunesse (*zhi yuan zhe*) qui l'envoie au cœur du vieux quartier de Canton dans un centre modèle. Très vite il conteste les directives de son chef d'équipe, considérant que son désir de volontariat est instrumentalisé dans une perspective de propagande, « qu'il ne s'agit que de publicité ». Les rapports avec cette organisation sont rompus et il se tourne vers la seconde organisation de volontaires (*yi gong lian*) sous la tutelle du bureau des affaires civiles de la municipalité, qu'il estime beaucoup plus souple et qui lui permet de rester dans le centre social du vieux

quartier où il surveille deux soirs par semaine des enfants dans une salle d'étude et de divertissement. Il s'est investi aussi dans un projet très récent (2008) – qu'il considère comme une véritable ONG « indépendante », dit-il – et qui est financé par un Américain d'origine chinoise : il s'agit de bâtir une « relation de confiance » avec un enfant villageois laissé seul par ses parents paysans migrants partis travailler en ville, relation épistolaire mais aussi concrète puisque le volontaire doit rendre visite une fois par an à l'enfant. Dénommé « grand ami/petit ami », ce projet a été découvert par Aric sur la Toile où il a dû remplir un formulaire qui lui a paru très compliqué et qui demandait beaucoup de patience. Il a ensuite été convoqué au bureau de l'ONG, sélectionné et a reçu une formation pour établir et entretenir la relation avec l'enfant. Il a choisi « son enfant » sur photo, comme 300 autres jeunes volontaires. Outre son activité au centre social et cette relation privilégiée avec le petit villageois, Aric rend visite à des orphelins au Nord de Canton et ce bénévolat diversifié ponctue son temps. Très sérieux, doté d'un solide esprit critique, Aric a nettement refusé que sa bonne volonté soit l'objet d'un embrigadement de caractère politique et il a pris délibérément la direction opposée, celle des ONG et d'une « société civile » idéalisée.

Il n'est pas le seul, comme l'indique un autre jeune homme, Dorgon, qui affiche un scepticisme appuyé et tient à montrer qu'il n'est pas dupe de la « machinerie volontaire ». Fils de paysans, Dorgon vient de terminer ses études de chimie à l'université dont, faute de bonnes notes, il n'est ressorti qu'avec un diplôme d'informatique spécialisée en pharmacie. Il a été embauché à un salaire très bas par une compagnie d'assurances au sein de laquelle plusieurs de ses collègues, que nous retrouverons bientôt, tentent de le convaincre de se joindre à elles dans leurs activités de volontaires. Mais Dorgon résiste fermement, persuadé qu'en Chine le volontariat est toujours téléguidé par le gouvernement et que « les gens ne sont pas sincères ». Une longue tirade, au cours de laquelle il relate son expérience, vise à le prouver :

« Depuis l'âge de 10 ans, j'ai participé au groupe de volontaires de l'école, mais bien sûr ce n'était pas totalement volontaire. C'est toujours les professeurs qui commandent en disant « on va apprendre de Lei Feng » et tout le monde sortait avec les balais et les serpillières... et à l'université c'était pareil, c'était la Ligue de la jeunesse qui nous commandait d'être

volontaires. Mais Lei Feng on ne comprenait rien ! Au collègue on voulait simplement que notre classe gagne car toutes les classes étaient en concurrence et c'était un honneur de gagner. Lei Feng on s'en fichait. À l'université aussi c'était l'émulation collective mais jamais « volontairement ». Le volontariat c'est jamais sans compensation. Chacun trouve quelque chose selon ses objectifs. Moi si j'ai fait 24 jours de volontariat pendant les vacances d'été où je devais faire le ménage dans l'école, c'est parce que, alors je pouvais regarder les Jeux olympiques. »

Cette narration, centrée sur l'enrôlement et l'endoctrinement systématiques qui président toujours au modèle éducatif chinois, met en évidence les limites des conceptions autoritaires du volontariat et d'un mode d'inculcation en décalage avec les aspirations d'une partie des jeunes.

En revanche, dès lors que des jeunes repèrent une voie de professionnalisation dans un volontariat qui est alors très élitiste – comme lors des Jeux olympiques de Pékin –, ils se préparent à y concourir, ce qui suppose néanmoins d'en avoir les moyens matériels et l'assurance personnelle. Être sélectionné pour devenir volontaire aux Jeux olympiques de Pékin est ainsi le fruit d'une procédure longue et stricte qui, dans le Guangdong, n'a retenu que 1 000 jeunes sur 2 000 postulants. Recrutés dans les universités par la Ligue de la jeunesse – sous tutelle au Parti – les candidats devaient s'être déclarés dès 2006. Les 100 gagnants ont reçu une formation de trois jours dans un grand hôtel. Parmi ceux-ci, 10 venaient d'entreprises ayant versé des financements pour les Jeux olympiques. Quant aux autres, ils ont dû déboursier entre 4 000 et 7 000 yuans¹. 7 000 yuans, telle est la somme qu'a payée la mère de Xia He, cadre dans une entreprise, divorcée et élevant seule sa fille. Xia He a remarqué que sur les 100 volontaires de la province partis à Pékin, au moins 20, à ses yeux, viennent de familles « riches », alors qu'elle se classe elle-même dans la couche « moyenne ». Le père d'un volontaire était – dit-elle – connu comme arbitre international. « L'honneur », la « fierté personnelle » le sentiment de contribuer à la gloire de la nation, et en même temps d'élargir ses visions du monde animent Xia He qui

1. En 2008, 1 yuan = 1 euro.

exhibe avec joie les « souvenirs » de Pékin : un certificat, une carte d'identité des JO, des dossiers, un livre reçu pour la formation, son carnet de notes, etc. « Durant 30 jours on était comme à la guerre, tous des camarades fusionnels, solidaires », ajoute la jeune fille encore émue, en se remémorant cette expérience gratifiante. C'est avec mépris, en revanche, qu'elle évoque les activités usuelles de volontaires auprès des handicapés ou des personnes âgées, avouant sans vergogne son manque d'intérêt. Les projets de Xia He sont clairs, mais très éloignés des idées de charité et de compassion généralement associées au volontariat : partir étudier à l'étranger, de préférence en Espagne, quitter Canton, la Chine, sa mère dont elle pense recevoir 300 000 yuans pour démarrer sa nouvelle aventure ! Pour Xia He, comme pour deux de ses camarades cantonaises rencontrées à Pékin, être consacré volontaire dans de telles circonstances est un tremplin pour l'avenir. Rappelons que dans les questionnaires d'embauche, le volontariat donne éventuellement des points, comme pour les étudiants.

Tournons-nous vers d'autres générations de femmes dans l'espace social du volontariat cantonais ; elles mettent en lumière des processus bien repérés ailleurs de transfert d'investissement et de déplacement d'occupation, mais dans une version spécifique liée au contexte politico-économique chinois.

Lin Yao, 50 ans, en est un exemple frappant : ancienne cadre d'un restaurant d'État qui fait faillite à la fin des années quatre-vingt-dix, elle est licenciée (*xiagang*) en 1995 alors même qu'elle a obtenu son intégration au Parti en 1994. Sa loyauté au Parti est, comme c'est souvent le cas, une forme de dépassement des épreuves que le Parti a fait subir à sa famille. Ses grands-parents paternels sont issus de Dongquan et partent à Hong Kong au moment de la guerre sinojaponaise. Le père de Lin Yao rentre à Canton après la Libération, devient fonctionnaire, épouse une infirmière et tous deux se dévouent au Parti. Lors de la famine du Grand Bond en avant, la mère de Lin Yao fait appel à sa belle-famille restée à Hong Kong, reçoit des boîtes de lait en poudre et en donne à quelques-unes de ses collègues. Elle est alors accusée, durant la Révolution culturelle, d'avoir vendu du lait de Hong Kong et son mari est envoyé en rééducation à la campagne, malgré les félicitations du Parti qu'il avait reçues après une vasectomie volontaire, au troisième enfant. En dépit de tout, le Parti reste

l'horizon identitaire de la famille et Lin Yao ne déroge pas à cet idéal, bien dur à soutenir – dit-elle en riant – dans la période actuelle où la corruption règne dans l'appareil d'autorité, faisant tomber la réputation des membres du Parti. Au chômage depuis dix ans, Lin Yao a renoncé à chercher du travail, consciente que son âge était un obstacle rédhibitoire. L'apparition, en 1995, de l'organisation de volontaires sous la tutelle de la Ligue de la jeunesse (*zhi yuan zhe*) la ravit et, face au temps libre dont elle dispose après son licenciement, elle saute le pas et s'investit à fond dans ce nouveau champ qui lui permet une continuité avec son militantisme au Parti. Elle se concentre tout d'abord sur les personnes âgées en maison de retraite, auxquelles elle rend visite puis, crée en 2006 sa propre équipe de volontaires qui se consacre aux enfants en milieu rural. C'est en mettant une annonce dans le grand quotidien de la province du Guangdong et en lançant un groupe sur *ququ* qu'elle va pouvoir rassembler une centaine de personnes. Son équipe prend place dans l'organigramme hiérarchique de *zhi yuan zhe* : au-dessus d'elle, un responsable qui est manager à China Télécom, comme, dit-elle, tous les « supérieurs » nommés, qui sont des « gens haut placés, professeurs, médecins, etc. » Elle dirige son équipe, qui comprend dix leaders, avec l'aide de l'organisation, qu'elle juge très professionnelle, et en collaboration avec les bureaux locaux chargés de l'éducation et la Fédération des femmes sous tutelle du Parti. L'équipe part en « mission » dans les villages les plus pauvres de la région pour distribuer aux enfants livres, stylos, papiers offerts par des entreprises qui souvent délèguent aussi des groupes de leurs salariés dans ces croisades humanitaires vers l'Autre intérieur. Lin Yao avoue avoir été très traumatisée par son chômage prolongé et s'être reprise avec ce bénévolat ; elle est particulièrement fière de « son équipe » qui a une petite carte d'identité spécifique où on la voit photographiée avec une personne âgée, les deux femmes proches, souriantes, heureuses. Sur un autre document de l'équipe, une bougie totalise le nombre d'heures bénévoles qu'elle a personnellement effectuées : 600 heures, le maximum, insiste-t-elle, compte tenu des « étages » de la bougie qui montent par palier de 50 ! En regard de cette activité sociopolitique de volontariat qui rehausse son image

d'elle-même, Lin Yao semble accorder une moindre importance à sa fille unique qui travaille dans une banque, et à son mari, salarié dans un restaurant. L'intégration dans l'organisation des volontaires est ici devenue un travail, de surcroît politique au sens plein du terme.

Participer à une « soupe d'amour » pour les sinistrés du Sichuan, téléphoner à dix personnes âgées cinq minutes chacune pour les distraire, emmener son fils de 10 ans rendre visite régulièrement à une femme pauvre isolée pour lui apprendre à bien se conduire, réparer gratuitement des objets dans un « marché de volontaires » édifié sous forme de kiosque où les habitants du quartier vont apporter des ustensiles en panne, monter des spectacles édifiants, s'occuper d'enfants dits « spéciaux » (autistes) : la panoplie est immense et il suffit de cliquer sur la case choisie sur Internet. Toutes ces actions unifient les sujets dans l'idée d'une charité vivace et vivante, susceptible aussi d'effacer la culpabilité. Notons que racheter ses fautes antérieures, verser une sorte de compensation pratico-symbolique, tout cela n'est pas très éloigné des pratiques bouddhistes de l'accumulation des mérites et permet de comprendre aisément que, dans la multitude des volontaires, on trouve des convertis, récents ou plus anciens, venus au bouddhisme à la suite d'un drame personnel qui les a conduits à rencontrer un « Maître », à suivre son enseignement et à devenir bénévoles dans un temple en même temps que dans l'une des deux organisations officielles. Mais cette conception déculpabilisante de la charité est aussi prônée par des militants politiques du volontariat, telle cette ancienne directrice d'école – fille de dignitaires du Parti – qui a rejoint *yi gong lian* dès sa création et qui entonne avec une joie éclatante les chants de Lei Feng. Responsable d'un service dans la Fédération des femmes, et désormais à la retraite, elle égrène la liste des innombrables prix qu'elle a reçus pour ses volontariats tous azimuts dans des centres de détention, auprès de jeunes à qui elle a donné des conseils psychologiques, sans oublier les mendiants qu'elle se serait chargée – selon un bel euphémisme – de convaincre de rentrer dans leur province natale : prix du meilleur volontaire de Canton (réservé à une élite de dix), prix du volontaire d'or de la province, « Ambassadrice de la civilisation à Canton », etc.

Attirons l'attention sur cette fonction inattendue que réalise le volontariat entre adeptes d'une morale bouddhique – dont la subversion potentielle est dès lors neutralisée – et cadres politiques œuvrant dans un esprit léniniste caractérisé par des schèmes hiérarchiques inexpugnables. Ainsi notre ténor féminin du volontariat souligne « qu'on se sent mieux lorsqu'on donne que lorsqu'on reçoit » et que « donner, aider, procure une satisfaction spirituelle ». Élévation morale, économique, politique nourrissent ainsi le comportement charitable du volontaire actuel.

Évincer la culpabilité – celle par exemple de ne pouvoir prendre en charge sa mère âgée, faute de ressources et de place, dans le cas d'une jeune femme issue d'une famille ouvrière – mais aussi annihiler la réflexion car « réfléchir mène à la tristesse en Chine tant il y a de problèmes », nous dit une jeune comptable appréciant peu son emploi : telles seraient les vertus de la charité volontaire, potion étourdissante et enthousiasmante à la fois, nécessaire pour supporter une quotidienneté ingrate, frustrante, dans une conjoncture de concurrence effrénée.

Vers les campagnes

Le volontariat de jeunes urbains en milieu rural constitue dans la nouvelle praxis de la charité un paradigme notable dans la mesure où il s'adresse à « un autre » inconnu, surface de projections polychromes impliquant apprentissages et précautions face à cette sorte de « naturel » que serait le « paysan ». On en prendra pour exemple une organisation pionnière dans ce domaine de l'éducation en milieu rural qu'on dénommera Dzeta.

Fils d'ouvrier, l'un des fondateurs et aujourd'hui responsable le plus élevé de Dzeta, est conseiller d'une grande entreprise multinationale à laquelle il dit avoir emprunté un modèle de « maximalisation de l'efficacité » en le transférant sur l'ONG créée dans les années 2000 et enregistrée depuis peu. Son projet – dans lequel il a investi un capital initial – visait à diffuser dans les campagnes une idée de l'éducation comme un plaisir, un amusement, pour éviter la désertion des écoles jugées ennuyeuses et l'enrôlement des enfants dans le travail agricole. Dès 2005, Dzeta devient rentable, avec les subventions de grandes entreprises

et de fondations chinoises et étrangères, les bénéfices de ventes d'objets divers et les cotisations des volontaires.

Petite-fille d'une famille d'artisans et de commerçants stigmatisés pour leur origine de classe « noire », fille de « jeunes instruits » envoyés dix ans à la campagne durant la Révolution culturelle et travaillant à leur retour à Canton comme ouvriers, la directrice actuelle de Dzeta fut d'abord une volontaire enthousiaste de Dzeta, idéalisant la « pureté » et la « sincérité » de l'univers rural dans lequel elle s'était plongée étudiante lors d'un stage de l'organisation.

Depuis plus de dix ans Dzeta envoie chaque année durant les vacances scolaires, après sélection sur dossier et entretien, puis formation d'une semaine dans la grande multinationale où travaille le responsable de Dzeta, des centaines d'étudiants de Canton volontaires dans les villages où elle a institué une coopération avec les autorités éducatives. Les volontaires urbains sont en position professorale à l'égard des élèves ruraux et sont censés leur apprendre à apprendre, leur donner le goût de l'étude. Les documents filmés et écrits de Dzeta, les évaluations régulières de son action montrent un rapport hiérarchique archétypique entre citadins et campagnards, entretenu par des rites – tels les défilés avec le drapeau de Dzeta – et d'innombrables recommandations pour aborder ce qui se présente comme une réelle expédition. Dressons-en la trame ; du côté rural le manque absolu de tout est souligné : manque de nourriture, de loisirs, d'argent, de parents, partis travailler en ville mais, plus profondément, représentation d'une scène de parenté détruite (par les abandons, les décès, les accidents, les divorces, etc.) qui fait des adolescents qu'on désigne comme les « élèves » de quasi-orphelins auxquels les jeunes étudiants vont de leur côté tout apporter dans un geste de charité magnanime. Dans les bagages éducatifs des citadins on trouve tout d'abord l'initiation et l'entraînement militaires – dont sont dépourvues les écoles rurales en regard des établissements scolaires urbains où elle est systématique – mais aussi des cours d'éducation physique, des jeux divers, dont des jeux de rôle où chacun se raconte et au cours desquels les enfants de paysans pleurent beaucoup sur leurs malheurs, consolés par les étudiants de la ville qui leur offrent des cadeaux, par exemple des stylos avec le sigle de Dzeta. « Développer l'esprit » des jeunes ruraux par une

« éducation participative », leur donner la possibilité « d'une vie meilleure » tout en devenant de « bons citoyens », « éradiquer les superstitions » telles sont les missions de « secours spirituel » de Dzeta, confiées aux étudiants volontaires qui doivent comprendre avec tact les « sentiments d'infériorité des paysans ». Il s'agit d'une « responsabilité sociale » pour réparer « l'injustice » d'une éducation déficiente en milieu rural, opérée par des enseignants « mauvais », « bêtes ». Des prix sont distribués aux « meilleurs élèves » et la cérémonie d'adieu – dans les larmes partagées – révèle la douleur immense d'une séparation citadins/paysans après une expérience d'intense communication fusionnelle. Les volontaires ont été prévenus auparavant que dans le canton « la poste ne marche pas, la police est corrompue par les *guanxi* (relations interpersonnelles) et inefficace, l'hôpital est sale et on y soigne mal, Internet est lent » et que dans le village « il faut faire bouillir l'eau, ou mettre des capsules purificatrices, faire attention aux chiens et aux insectes, mais aussi aux vols et escroqueries, avoir avant de partir, emporté tous les médicaments et aussi du thé, pensé à la grippe, à la constipation due à la mauvaise nourriture, apporté du sucre, de l'huile camphrée pour les douleurs », etc. La documentation conseillée indique que c'est donc une véritable épreuve qui attend le courageux volontaire qui veut éduquer les enfants de paysans pendant ses vacances, et le lecteur aura noté qu'on est ici très proche des visions humanitaires portées sur des terres de missions lointaines, africaines ou asiatiques en attente de la manne charitable de l'Occident. Un regard sur les investissements singuliers dont sont, de part et d'autre, l'objet les rencontres entre jeunes citadins et ruraux lors de ces stages de volontaires met en évidence l'enracinement du rapport hiérarchique mais aussi émotions contradictoires et prise de distance.

Tournons-nous d'abord vers les volontaires urbains avec l'exemple éclatant de Talyan, membre du Parti depuis un an, fils d'une comptable et d'un ingénieur et petit-fils de deux lignées des classes supérieures. Ce grand jeune homme, doté d'une assurance parfaite, s'apprête à travailler comme programmeur télévisuel mais continue à consacrer toutes ses vacances au volontariat, entretenant des relations régulières et durables avec quelques

adolescents et leurs familles dans plusieurs villages. Dans l'un de ces villages, il s'est rendu huit fois en 2006, assistant aux fêtes, dormant dans les maisons. Talyan se perçoit comme « un grand frère » et il aime corriger ses « cadets » qui de son point de vue « parlent une langue grossière, comme toujours à la campagne ». Aussi se félicite-t-il d'avoir fait pleurer une jeune fille « pour son bien » au point que le lendemain « elle a admis son erreur et ils sont devenus amis ». Il a pris le surnom de « petit cochon » pour être plus proche de tous ceux qu'il « éduque » et « force » à se tenir correctement en termes de politesse et de comportement. C'est à la campagne qu'il est tombé amoureux d'une autre volontaire, car, explique-t-il, il est impossible de penser épouser une femme inéduquée et dans les villages il est très rare que les filles accèdent à l'éducation.

Dans la même perspective de domination condescendante une jeune volontaire cantonaise – fille unique d'un médecin et d'une fonctionnaire spécialisée dans le contrôle des naissances – se dit avoir été « très touchée sentimentalement » par son stage et s'avoue avoir été étonnée par l'imagination des élèves villageois en regard de ses conceptions antérieures « qu'à la campagne on n'a pas d'idées ». C'est durant ce volontariat qu'elle a connu son futur époux. Le cas n'est pas rare et tout se passe comme si ces épisodes de « révélation » d'un autre monde – naturel et social avec lequel la communication reste très difficile faute de langue commune – encourageaient les unions entre citadins, se rapprochant dans le spectacle de l'abîme qui les sépare de l'autre.

Du côté des adolescents et de leurs familles qui reçoivent les volontaires urbains, la discordance est immédiate en regard de l'objectif de Dzeta. Une jeune fille, qui a trouvé à Canton, grâce à un réseau de parenté, un petit travail payé 800 yuans (logée, nourrie) dans un magasin de photocopie raconte ainsi :

« Nos parents s'en fichent, mais nous nous pensions que les étudiants de la ville venaient s'amuser. J'avais 13 ans et je pensais à m'amuser avec eux. La première année c'était bien, j'ai participé, mais ils sont venus trois ans de suite et c'était toujours pareil ! Alors la deuxième année j'ai été deux jours et la troisième année, une seule journée. »

Dans ce village, sur quarante élèves de sa classe, seuls quatre ou cinq auraient suivi – à l'en croire – les cours des volontaires, les

autres devant travailler aux champs avec leurs parents. Quant à elle, elle dut affronter l'opposition de sa famille, jugeant que quatre trajets à vélo de 30 minutes par jour étaient « inutiles, simplement pour s'amuser ». Elle rentrait à midi déjeuner à la maison, faute de disposer du yuan unique nécessaire à l'achat d'un repas frugal à l'école. Elle insiste sur le fort sentiment d'infériorité ressenti face aux citadins, et sur le mépris et l'hostilité des enseignants locaux face à cette façon nouvelle d'apprendre.

En revanche il apparaît nettement que, pour les jeunes filles qui souhaitent continuer leurs études et parviennent à aller à l'université à Canton, la présence des volontaires urbains les encourageant contre l'avis de leurs parents qui privilégient les garçons, a eu un poids important. Les jeunes citadins jouent alors le rôle d'un tiers étranger faisant pencher la balance du côté de l'étude, pour s'arracher à l'entre-soi et au travail agricole.

Mutation et consolidation de l'État-parti

La sociologie et l'anthropologie du bénévolat se sont principalement intéressées aux démocraties d'ancienne industrialisation, laissant de côté les pays cibles de l'action humanitaire, des ONG et de la charité occidentale au sens large. Cette concentration géographique intervient dans les orientations thématiques et les perspectives interprétatives : l'individualisation, l'autonomie comme norme individuelle, la production de soi, l'engagement autant associatif, politique que moral, sont appréhendés comme essentiels dans un cadre institutionnel et/ou collectif, perçu comme un étayage, ainsi que le développe en particulier Stéphanie Vermeersch². Dans ce contexte, il va de soi que l'État est mis entre parenthèses, comme d'ailleurs le politique, puisque les acteurs évoluent dans une société où leur liberté est entière. Corollairement l'accent est mis, avec le paradigme maussien don/contre-don, sur le plaisir personnel retiré du bénévolat, voire la jouissance qu'il procure. Ces analyses, pour pertinentes qu'elles soient, manqueraient leur objectif si elles s'essayaient à être appliquées dans leur entièreté à d'autres

2. « Entre individualisation et participation », *Revue française de sociologie*, 2004/4 (Vol. 45).

configurations sociopolitiques, en particulier lorsque, comme en Chine, les acteurs sont sous la contrainte d'un régime autoritaire. Néanmoins – en dépit du fait que, comme on l'a vu, l'auto-centrage du sujet « calmé », « apaisé » par son investissement charitable, est présent dans les investigations menées – on ne saurait en déduire simplement que les processus d'individualisation sont empêchés ou inachevés en Chine. C'est la stratégie de l'État-parti qu'il faut ici remettre en scène en replaçant les organisations de volontaires dans un ensemble de dispositifs qui impliquent la charité et le souci des autres, *care*, sous différents volets : philanthropie d'entreprise, ONG encadrées, entreprises sociales, travail social. La mise en place d'une société de services, à laquelle tous ces agencements participent à leur manière, cristallise dans le même moment une mutation de la gouvernementalité de l'État-parti : celui-ci abandonne, en apparence, ses schèmes de verticalité implacable pour se donner une image bienveillante. Dans le même moment il s'agit d'entraîner les acteurs dans la gestion de la société, qu'ils s'engagent personnellement et aient le sentiment de remédier aux maux que l'État ne peut prendre en charge seul dans leur esprit. La charité est le maître-mot de cette nouvelle configuration au sein de laquelle les sujets pensent prendre des initiatives et les prennent effectivement, mais dans des structures où ils sont plus ou moins enrôlés, comme les organisations de volontaires officielles, en voie d'enregistrement ou non encore enregistrées. Ces collectifs jouent sur l'émotion de chacun mais ne la libèrent qu'encadrée et orientée précisément. Tant qu'ils ne touchent pas à la défense des droits, ils sont encouragés par l'État et concourent à sa mutation et à sa pérennité, et ce, d'autant plus, qu'ils s'inscrivent dans un marché généralisé de services, adéquat à la croissance capitaliste entreprise et poursuivie par le régime. La charité n'est alors pas seulement un tropisme subjectif et une onction sociale, elle se révèle un outil prédominant de gouvernance de l'État-parti qui rencontre là les régimes démocratiques, œuvrant avec eux pour l'efficacité de cette nouvelle norme globale censée panser les plaies de l'hégémonie du marché et de la financiarisation de l'économie.

La charité fut dans le XIX^e siècle européen une exemption dans l'imaginaire des rapports de domination et d'exploitation. Sa nature, dans un monde unifié par le capitalisme, est-elle

aujourd'hui totalement différente, si l'on prend en compte qu'elle s'est répandue dans toutes les couches sociales, neutralisant les structures de classe au profit de micro-hiérarchisations symboliques démultipliées et fluctuantes ?

En nous tournant maintenant vers la nébuleuse des défenseurs de la nature, dans un environnement qui, en Chine, est particulièrement saccagé, poursuivons ce cheminement dans les dédales des nouvelles consciences en éveil, trouvant en partie dans le volontariat un dispositif d'implication.

DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT ET QUÊTE DE LA NATURE

Préserver la « nature », l'environnement, la biodiversité, la planète constitue désormais un mot d'ordre global dans lequel s'emboîtent de multiples dispositifs qui convoquent eux-mêmes bien d'autres signifiants. Cette injonction qui se met en scène sur le mode d'une urgence vitale, se déploie au niveau moral, sécuritaire, économique et politique. Selon les contextes nationaux, elle s'internalise dans des formes spécifiques, plus ou moins contrôlées, contraintes ou au contraire encouragées et pluralisées. Le sens que les acteurs lui donnent varie énormément avec les configurations idéologiques régnantes et leur propre position dans les ordonnancements sociaux. De ce point de vue la Chine se présente comme un laboratoire original de réflexion ; l'État-parti communiste a en effet lancé le pays dans une croissance capitaliste exceptionnelle dont les dommages collatéraux, en termes de pollution et de destructions radicales, sont tout aussi notables en dépit du fait paradoxal que la Chine, dès 2012, est le plus gros producteur mondial de panneaux solaires. Face aux problèmes majeurs de santé publique soulevés par une industrialisation menée à pas de géants, avec peu ou pas de regards pour les nuisances, les manifestations populaires augmentent et parviennent désormais à faire annuler les décisions dans certains cas, comme à Dalian, dans le Liaoning où les habitants ont obtenu en 2011 la fermeture immédiate d'un complexe pétrochimique et son déménagement.

Le gouvernement est en effet de plus en plus obligé de prendre en compte pressions externes et internes qui se conjuguent sur un plateau de normes globales environnementales portées par des

instances transnationales. Celles-ci étendent leur influence en Chine, en particulier *via* Internet, sur les jeunes générations mais pas seulement, comme nous allons le montrer à travers quelques cas concrets. L'incorporation des messages d'appel à la « conservation » de la « nature » a débouché à Canton sur d'innombrables petits groupes « écophiles » se rattachant formellement ou informellement à de grandes ONG ou fondations étrangères – qui les financent éventuellement – ou relevant d'une initiative indépendante. Les individus évoluent dans ce réseau serré d'activités et d'actions plus ou moins spectaculaires, accumulant les liens interpersonnels et entre organisations. Dans ce paysage touffu, les associations dites universitaires, c'est-à-dire qui rassemblent des étudiants d'une même université jouent un rôle décisif. Placées sous la tutelle de la Ligue de la jeunesse qui est une émanation du Parti, ces associations qui engagent la réputation de l'université qui leur délivre une autorisation, constituent des fourmilères de socialisation bouillonnantes d'imagination et possèdent de fait une autonomie importante que leurs responsables exploitent autant qu'ils le peuvent à l'intérieur des marges de manœuvre dont ils disposent, respectant les limites à ne pas dépasser pour éviter de tomber dans l'illégalité. Les conflits frontaux avec les autorités politiques sont donc sciemment évités dans un contexte de dynamiques rhizomatiques, faisant boule de neige. Dans ce cadre dense, la « nature » se donne à voir au départ comme une matrice vide qui s'anime sous l'effet des visages multiformes qu'elle revêt pour chacun. Prêtons attention aux logiques personnelles et collectives qui conduisent à la découverte de cette nature supposée totalement bienveillante.

Jeunes écophiles

Éclairons tout d'abord le lecteur en pénétrant au sein d'un groupe minuscule, composé de huit jeunes gens et jeunes filles qui l'ont baptisé, dans un jeu de mots impliquant le cantonais et le mandarin, d'une expression évoquant divertissements et amusements « lents », en rupture avec le rythme effréné de la ville. Dénommons Bradeos cette petite bande joyeuse « écotrope » dont le fondateur, Fu, est un jeune diplômé des transports, employé par une entreprise d'État. Il est membre, depuis 2005, d'une association dont le nom rappelle la « fraîcheur », terme que nous

adopterons pour la désigner. Cette dernière se situait à l'origine dans la mouvance de Greenpeace qui structurait ses activités et à laquelle elle fournissait en échange des volontaires. Puis, en 2007, Greenpeace – qui était installé en Chine depuis 1997 et à Canton depuis 2003 – dut abandonner son siège cantonais et se déplacer à Pékin, après l'interdiction d'enregistrement du gouvernement provincial : l'ONG avait en effet révélé que des pesticides très nocifs pour la santé publique étaient présents sur les légumes dans la région du Guangdong ; elle s'était aussi élevée par une pétition contre l'abandon des déchets informatiques et aussi contre les cultures OGM. Fu fait l'éloge de l'association créée à Greenpeace dont le nombre d'adhérents est passé de 30 à 300 en quelques années. Très hiérarchisée selon l'année d'études du jeune qui en fait soit un simple membre, soit un chargé d'activités, soit un responsable de programme, ou encore un « ancien » consacré à la formation, cette association se diversifie en groupes de travail sur la résidence, l'éducation (à la campagne, dans les écoles rurales), les randonnées, etc. C'est de fait le passage par tous les paliers de cette association qui a conduit Fu à fonder le microgroupe de Bradeos centré sur la baisse d'émission de carbone et le changement climatique. À Bradeos, chaque jour de la semaine est dédié à un thème : ainsi se doit-on d'être par exemple végétarien lundi, à bicyclette mardi, sans consommation de papier mercredi... Les huit membres de Bradeos – deux garçons, six filles – communiquent beaucoup par Internet (SMS, *ququ* et autres messageries de ce type) et s'efforcent de trouver des formules, originales à leurs yeux, et attractives pour rallier à leur petit groupe d'autres jeunes à la recherche d'une « ambiance familiale » et de détente selon les expressions de Fu. Le profil de Fu, issue d'une classe moyenne inférieure, est relativement représentatif de beaucoup de jeunes gens que l'enrôlement usuel dans une association universitaire a conduits à la cause environnementale dont il avoue n'avoir pris conscience qu'assez tardivement. Le père de Fu, qui était enseignant dans une école secondaire, en fut renvoyé après la naissance d'un deuxième enfant qui se révéla conformément aux souhaits de la famille, un garçon. Il est aujourd'hui ouvrier dans une usine, et Fu plaisante sur ce cas banal dans la province où la loi de l'enfant unique est peu respectée :

« Quelle que soit la politique, la détermination d'avoir deux ou trois enfants reste solide » dit-il, ajoutant avec dérision, qu'il n'a jamais envisagé de devenir membre du Parti, ayant un « esprit trop bas ».

Une des colocataires de l'appartement où réside Fu est membre de Bradeos et par ailleurs salariée d'une autre organisation chinoise dont le nom évoque « un regard vert » et qui s'est spécialisée dans la protection des animaux sauvages, très prisés dans la cuisine cantonaise et la médecine traditionnelle chinoise, et en vente illégale sur certains marchés. Cette organisation, dont on trouve une publicité importante sur la Toile, a été fondée par un jeune homme, fils unique, insiste-t-on, à l'époque où il était encore lycéen. Les articles abondent sur cet « écohéros », selon la catégorie employée, dont les nombreuses photographies mettent en scène les remises de prix dont il a été honoré par des associations internationales basées à Hong Kong. La pureté de ses sentiments, sa compassion, sa juste révolte face au triste sort des animaux sont soulignées, sur un mode quasi caricatural. Dans le même moment, sa volonté de collaboration avec les autorités – ministères, organismes officiels de défense de la forêt, police, tribunaux, etc. – est louée au nom d'une plus grande efficacité. La croissance exceptionnellement rapide de cette organisation qui dispose en 2011 de salariés permanents, de plusieurs bureaux dans différentes villes – dont l'ancien bureau de Greenpeace à Canton –, qui met en place des camps d'été, possède une clinique pour les animaux, qui revendique sa participation à la société civile, et coopère avec une vingtaine d'associations universitaires s'explique en partie par le créneau étroit dans lequel elle se meut fort habilement : enregistrement officiel et non-affrontement à l'État, soutiens et financements étrangers importants et répétés, ici de la fondation Ford, propagande active dans les universités. Le message délivré est d'autant plus simple et attachant que pitié et tendresse pour les animaux suggèrent aisément de remettre l'humanité à sa place dans le régime animal.

Soulignons en outre que cette organisation est soutenue par WCS – Wildlife Conservation Society – la grande ONG américaine fondée en 1895, qui se donne pour but de protéger 25 % de la biodiversité mondiale. WCS – qui emploie plus de 4 000 personnes – s'est implantée en Chine en 1995 et y possède

aujourd'hui plusieurs bureaux, mais n'est pas officiellement enregistrée bien qu'elle ait des salariés, dont quatre à Canton et de nombreux volontaires, tous focalisés sur les marchés d'animaux sauvages.

Aux côtés de Fu, de la jeune employée au service de la défense des animaux, les autres membres de Bradeos semblent surtout trouver dans le petit groupe un cadre concret d'appartenance et de mobilisation – plus chaleureux que les autres organisations qu'ils traversent ou rencontrent – mais dans le même moment, ils reconnaissent avoir bien du mal à se plier aux fameuses règles quotidiennes ; comment ne pas prendre de sacs en plastique quand on mange les petites tartes aux œufs, dessert cantonais très apprécié que l'on trouve dans beaucoup d'échoppes, s'exclame cette jeune fille qui, comme beaucoup de jeunes reconstruit son attachement à la défense de la nature depuis son enfance. Comment protéger l'environnement en menant une vie normale, poursuit-elle en revenant sur l'exemple des petites tartes qu'elle adore. Où mettre une ligne de démarcation entre interdit et plaisir ? Où poser les limites pour ne pas devenir trop radical ? Cette petite-fille de pêcheurs, fille d'un micro-entrepreneur qui a fait faillite et survit de la location de quelques appartements, deuxième enfant qui valut une amende à ses parents souhaitant bien sûr un garçon, est allée comme beaucoup de jeunes dans un camp de sensibilisation à la nature, qui visait aussi l'éducation des jeunes ruraux au respect de l'environnement. Ces camps, sur lesquels nous reviendrons, sont mis en place l'été par des organisations très nombreuses et diversifiées, plus ou moins connectées aux organes de pouvoir politiques. Ces camps, qui sortent les étudiants de la ville pour les plonger dans des environnements naturels en collectifs, sont extrêmement populaires. Ils se présentent comme des plateaux d'embrigadement et d'endoctrinement sous le visage de divertissements sains aux fins les plus contrastées : critique voilée de l'État-parti ou au contraire renforcement de sa politique éclairée. Notre jeune étudiante qui s'inquiète tant de ne plus pouvoir déguster les tartelettes a, outre le camp d'été, fait un stage dans une ONG hongkongaise de prise en charge de lépreux. Son parcours est typique de cette frange de jeunes qui trouvent sur Internet en « grimant le mur » – c'est-à-dire en neutralisant la

censure étatique des sites¹, une ouverture sur le monde global et ses segments idéologiques emboîtés : ainsi, cite-t-elle avec réprobation la fermeture d'une autre ONG, qui ciblait les homosexuels et distribuait des préservatifs, et souligne selon le mode usuel le caractère « sensible » d'un grand nombre de thématiques qui pénètrent en Chine d'abord sur la Toile, puis dont l'actualisation concrète dans des groupes se fait grâce à des financements, généralement hongkongais et/ou américains.

Dans ce paysage, la nature s'inscrit aux côtés de l'orientation sexuelle, avec les populations vulnérables, les ONG, les vieux quartiers en voie de destruction, les droits des femmes, des sidaïques, sans oublier l'entreprise sociale, etc. Quelques professeurs d'université donnent à Canton leurs cours sur ces domaines innovants en regard de l'organigramme politique dominant de la société et attirent un grand nombre d'étudiants avides de connaissances sur le monde global. Ainsi une autre jeune femme adepte de Bradeos, suit-elle un cours fameux sur la « société civile » donné par un anthropologue formé aux USA. Elle a été volontaire dans l'ONG internationale de défense des animaux sauvages, que nous avons précédemment évoquée, et envisage de faire son mémoire de Master sur les insectes nuisibles à l'agriculture, ce qui l'a amenée à rencontrer une célèbre ONG hongkongaise qui organise des formations de jeunes pour la création d'ONG et subventionne de nombreux projets, entre autres d'agriculture biologique et de développement durable. Cette fille et petite-fille d'ouvriers – qui regrette que parfois on oublie les règles quotidiennes fixées par Bradeos – fréquente assidûment un centre para-universitaire rassemblant toutes les initiatives locales et régionales en rapport avec « la société civile ».

Au carrefour de dynamiques multiples enchevêtrées, qui se recouvrent souvent, les coagulant dans un groupe miniature, Bradeos rassemble des jeunes souhaitant donner corps aux idées éparpillées qu'ils trouvent ça et là. Ainsi, une autre jeune fille présente-t-elle Bradeos comme sa « première action concrète », toute fière de ce début dans une vie de liberté. Cette fille de restaurateurs dans une petite ville de la province où ses parents

1. GUO Wenjing : « Internet, un outil de légitimation pour les homosexuels cantonnais », in HOURS Bernard, CASTELLI Bernard : *Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*, L'Harmattan, 2011.

sont connus pour le laquage exceptionnel de leurs oies, cuisinées selon des recettes dites ancestrales, est stagiaire à l'Académie des sciences de Canton et projette de ne rentrer dans sa ville natale qu'après avoir parcouru le monde entier, à 50 ans ! Pour elle comme pour ses camarades, Bradeos a le goût d'un engagement véritable, différent des autres expériences « vertes » où l'on passe sans se lier. Dans cet engagement, la nature est plus une figurine abstraite qu'une réalité vécue : c'est une invention séduisante dans le brouillard permanent et le bruit assourdissant de la mégalopole cantonaise où pourtant, depuis les Jeux olympiques asiatiques, la municipalité s'est efforcée de mettre en place des espaces verts, d'entretenir des massifs de fleurs et de planter des arbres.

L'emprise contradictoire du Parti

Pour mieux comprendre les contradictions qui agitent la nébuleuse « verte » de Canton, tournons nous maintenant vers une organisation d'envergure que nous dénommerons Chloros. Créée en 2006, elle rassemble à l'origine une vingtaine d'associations universitaires et est financée par le centre de propagande pour la protection de l'environnement jusqu'en 2007, date à laquelle elle est officiellement enregistrée comme entreprise spécialisée dans la consultance sur l'environnement. Trente-cinq associations universitaires sont alors placées sous sa tutelle et elle emploie quatre salariés, engrangeant les profits de ses activités pour la politique urbaine. Par ailleurs Oxfam finance ses programmes éducatifs et elle coopère avec la branche hongkongaise des Amis de la terre. Son objectif principal devient alors d'aider au développement d'associations universitaires ciblées sur l'environnement et bien sûr de les encadrer. Elle reçoit dans ce but des subventions de la fondation Rockefeller et d'un institut américain spécialisé dans le développement durable. Chloros s'affirme comme l'organe de coordination des associations d'étudiants mais aussi de bien d'autres initiatives « vertes », proposant à tous des formations qui convergent dans l'orbite étatique ; de cette façon se voit dévitalisée toute potentielle subversion des mobilisations écotropes, ramenées dans l'alliance avec le gouvernement présenté comme luttant le plus et le mieux possible dans les conditions actuelles contre la pollution. Jeunes

urbains et ruraux sont associés pour éduquer les collectivités résidentielles en accord avec leurs autorités locales. Dans le cadre de cette opération politique dont la mécanique est usuelle dans les États-partis communistes, on trouve à la tête de Chloros un membre du Parti, fonctionnaire durant dix ans, chargé des statistiques des plaintes, puis de la propagande et de l'éducation, puis de la direction d'un journal, puis de l'évaluation des collectivités résidentielles, et enfin, durant cinq ans, du bureau environnemental de la ville de Canton. Cet homme d'une quarantaine d'années a un diplôme d'ingénieur en chimie et un Master de protection de l'environnement ; c'est durant ses études qu'il entre au Parti. Enfant d'une lignée de Chinois de Thaïlande revenus en Chine, membres du Parti, il présente une personnalité plus complexe que ses tâches de rassemblement et d'implication dans la matrice gouvernementale de production idéologique de la nature, ne le requerraient. Avidé lecteur de Lao Tseu, de Confucius et de la Bible, divorcé, se déclarant instable, pugnace, en recherche du sens de sa vie, aspirant à la liberté, il conçoit bien qu'il soit difficile de parler de développement durable et de défense de l'environnement sans évoquer la démocratie. Mais il se campe sur sa responsabilité politique et veut s'y tenir. Son rôle n'est pourtant pas simple, comme le montrent les problèmes de compréhension de l'enjeu écologique qui jaillissent immédiatement avec ses propres subalternes.

Chang est une proche assistante du directeur de Chloros. Elle a travaillé auparavant dans une entreprise de publicité puis a cherché un autre travail, sans pour autant être chrétienne, à la Youth Women Christian Association très présente à Canton, et c'est dans ce cadre qu'elle a rencontré Chloros, au cours d'une formation sur les ONG. Après un stage à Chloros, elle est employée comme polyvalente, puis comme coordinatrice enfin comme chargée de programme. Elle est maintenant en contact direct avec les associations universitaires, s'occupe des conférences et de la création d'emplois verts pour un salaire de 2 500 yuans². Ravie au début, elle déchantait rapidement car juge que Chloros n'est pas une ONG, qu'« on y voit le reflet du caractère du directeur », en somme que la contrainte de la politique gouvernementale s'y fait

2. En 2010, soit près de 250 euros.

trop sentir. Dans son esprit, une ONG est « solidaire, pure, simple » et n'a pas d'objectif de rentabilité et c'est pourquoi elle s'était dirigée vers Chloros croyant y trouver son rêve, après avoir fui le monde de la publicité.

Un débat interne traverse Chloros et divise les employés ; explique Chang : Chloros est-elle une entreprise sociale ou une ONG ? Ce débat – qui a provoqué le départ de l'une des employées, attachée à l'idée d'ONG et refusant la nécessité du profit – retraduit à sa manière les évolutions idéologiques de l'État-parti, principalement depuis la crise de 2008. En effet, la promotion gouvernementale de l'entreprise sociale – qui est plus une chimère qu'une formule économique et juridique précise – intervient pour canaliser toutes les énergies et les aspirations orientées vers les ONG qui constituent, du point de vue du régime, un réel danger pour l'ordre politique. L'idée d'entreprise sociale s'est ainsi infiltrée dans beaucoup d'associations et d'organisations se présentant elles-mêmes comme la nouvelle « société civile », et le directeur de Chloros, sans aucun doute, œuvre dans cette direction, soutenue par le Parti. Chang néanmoins, comme d'autres employés, se rebelle, car elle a choisi Chloros pour sa dimension d'ONG supposée « aider les autres » sans préoccupation financière. À ses yeux la dichotomie entre philanthropie et ONG d'un côté, entreprise sociale ou non de l'autre est claire, et si Chloros ne répond plus à ses aspirations, elle le quittera. Fille d'un architecte et d'une fonctionnaire qui a dû démissionner de son travail pour porter un second, puis un troisième enfant – enfin le fils tant attendu, le seul dont les parents se sont occupés –, élevée par ses grands-parents, anciens propriétaires fonciers catégorisés comme droitiers, Chang est très représentative des jeunes filles diplômées actuelles : un grand désir d'émancipation l'anime, qui l'a conduite vers Chloros, mais simultanément elle n'envisage pas de s'opposer à sa famille qui en l'occurrence lui a interdit le mariage avec l'élue de son cœur.

Avec Chin, recrutée depuis peu à Chloros, le lecteur aura déjà parcouru un des arcs de la mouvance verte de Canton ; Chin était en effet très engagée dans cette ancienne association universitaire, créée en 1999, que nous avons déjà brièvement décrite sous le pseudonyme de Fraîcheur et c'est ainsi qu'elle s'est trouvée en

contact avec Chloros où elle est devenue chargée de la communication pour un salaire de 2 000 yuans. Mais la jeune fille, très vive et ouverte, hésite à rester dans son emploi, ne comprenant pas la métamorphose de Chloros en entreprise progouvernementale. À ses yeux, un fossé se creuse de plus en plus avec les étudiants et leurs associations qui, dit-elle, devraient être au centre des visées de Chloros mais en sont tenues à la marge. Parallèlement à son travail, elle a fondé un club avec cinq autres camarades, destiné à soutenir les associations universitaires écotropes sur le mode d'une véritable ONG. Fraîcheur serait en effet en perte de vitesse, souffrant des interdictions des autorités universitaires et de sa dépendance face à la Ligue de la jeunesse sous tutelle du Parti. La multitude des associations qui se créent et « enflent » leur profil pour cacher le vide serait une autre difficulté, décourageant les étudiants portés sur l'écologie. Enfin, très peu parmi tous ces militants de la cause environnementale, ou aspirant à le devenir, auraient un bagage de connaissances spécialisées suffisant. Fille d'un investisseur immobilier ruiné et aînée d'une fratrie de trois qui se clôt sur un garçon, petite-fille d'un grand propriétaire qui, pour sauver son fils, le donna à l'adoption à une famille de paysans, Chin s'inscrit à Chloros dans le clan des opposants au directeur qui serait incapable de ne pas voir dans les ONG des ennemis du gouvernement qu'il défend.

Ce petit clan se plaint en outre de n'avoir aucun financement pour les programmes dont il a la charge alors que la comptable monopoliserait les subventions. Chin souligne enfin que les volontaires qui viennent aider Chloros ont le sentiment d'être exploités bien qu'ils soient rémunérés alors que l'association des volontaires créée par la municipalité attire sans contrepartie des milliers d'étudiants bénévoles, enthousiastes. Chloros serait donc de plus en plus isolé dans la « multitude verte » de Canton, rendant muet le célèbre réseau numérique *ququ* et Chin n'oserait plus avouer qu'elle y travaille. Chin pourtant s'élève contre ce qui lui paraît être des provocations antigouvernementales au nom de la cause « verte » et relate un incident au cours duquel des jeunes auraient tenté d'envahir une réunion arborant des slogans imprimés sur leurs tee-shirts, dénonçant des injustices dues à l'État, avant d'être refoulés par la Ligue de la jeunesse sous tutelle du Parti. Le discours de Chin pointe avec acuité l'ambivalence de ces jeunes

qui, attirés par la défense de la nature, y repèrent l'une des voies qui les conduit vers l'univers des ONG, ouvert vers le monde global et dans le même moment redoutent d'être en situation d'affronter l'État, du carcan duquel pourtant ils veulent ardemment s'affranchir. La critique de l'État, mais aussi des ONG qui les déçoivent, les induit à s'interroger d'autant plus sur leur avenir qu'ils ne se voient ni fonctionnaires, attendant dans l'ennui d'un bureau, leur retraite, ni employés d'ONG aux arrières-scènes financièrement et politiquement troubles. Chin habite à une heure de Canton dans un village qui abrite aujourd'hui artistes, écrivains, intellectuels, écologistes, etc., et qui, en quelques années a changé énormément au contact de cette nouvelle population : des ruelles ont été pavées, des places rénovées, les bars et les galeries se sont multipliés offrant un paysage plaisant aux couleurs à la fois urbaines et rurales. Elle a, avec son ami, repris la petite maison d'un couple d'enseignants aux Beaux-Arts, revenus en Chine après huit ans d'études en France et montrant clairement leur volonté d'en découdre avec l'État-parti, sans cependant avoir encore franchi les limites qui les jetteraient en prison comme Ai Weiwei et en feraient des dissidents institués. Bo-mi, ancien président durant quatre ans de Fraîcheur est le jeune compagnon de Chin, et se prépare à être ingénieur en environnement ; il est employé depuis peu comme assistant de projet par la branche hongkongaise des Amis de la terre (FOE) fondée en 1983 et devenue indépendante. FOE a lancé un prix de la terre annuel de 1997 à 2003, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et se tourne aujourd'hui vers l'eau potable. Le jeune Bo-mi, très actif, organise des enquêtes avec les étudiants volontaires, se déplace au Shanxi pour des installations de biogaz, va à Hong Kong aux réunions de FOE et parfois participe à des programmes de plantations d'arbres, etc. Recevant un salaire de 4 500 yuans avec un contrat d'un an, Bo-mi envisage de rester dans FOE au moins quelques années, d'autant plus qu'il est l'aîné de six enfants, quatre filles et un fils cadet, et que de lourdes charges pèsent sur ses épaules. Hakka, fils de paysans-ouvriers migrants, petit-fils d'instituteurs, Bo-mi a des convictions écologiques profondes, ce qui apparaît plutôt exceptionnel dans la foule des jeunes qui veulent défendre la nature : « On pense qu'on peut conquérir la nature, mais on ne la

connaît pas » médite Bo-mi qui pour sa part entend bien ne jamais entrer au Parti et exerce une forte influence sur sa jeune compagne, Chin, qui débute sa trajectoire écophile.

Conçu comme une courroie de transmission et de contrôle de l'État-parti en direction de la foule des jeunes séduits par la nature et sa défense, Chloros ne parvient pas toutefois aisément à assumer sa mission politique. C'est ce qu'illustre encore un autre salarié de Chloros, Heng, chargé de gérer le site et le forum de l'organisation pour une rémunération de 2 500 yuans par mois dont 1 000 yuans sont envoyés à sa mère, paysanne, écrasée de dettes après les soins donnés à son père, ouvrier du bâtiment sans couverture sociale, mort d'un cancer à 40 ans et ce, suite à un accident du travail qui avait déjà grevé le budget familial. Attentif, posé, Heng – qui est l'aîné d'une fratrie de quatre – pèse ses mots pour décrire l'état politique permanent qui étouffait tout écrit dans le journal du ministère de la Culture où il travaillait après des études de journalisme. Il a quitté volontairement cet emploi à 4 500 yuans tant l'« imposition » au « positif », l'« obéissance » lui étaient devenues insupportables et il a été recruté à Chloros sans convictions écologiques préalables. Il voit dans la protection environnementale essentiellement une passerelle vers les « droits des citoyens » et le développement des ONG qui lui paraissent, depuis le tremblement de terre au Sichuan, une brèche nécessaire en regard d'un pouvoir politique monolithique. Rappelons en effet que le scandale des « écoles de miettes de soja » a bouleversé une partie de la population : sous cette métaphore a été dénoncée la corruption des autorités locales ayant construit avec des matériaux non fiables les écoles qui se sont écroulées à la première secousse sur les enfants. Les ONG se sont alors précipitées sur les lieux, embarrassant fortement les autorités qui ont tenté de les canaliser. Heng prononce doucement les mots de Ai Weiwei et Tan Zuoren, le militant jeté en prison, comme s'ils étaient déjà un pas dans l'illégalité. On perçoit néanmoins dans le calme apparent du jeune homme, une révolte sourde, prête à éclater à la moindre étincelle, en particulier à Chloros, où il pressent l'ombre de la pesanteur politique qu'il a fuie dans son précédent travail. Sans avoir encore pris parti dans les divisions internes à l'organisation, il affirme qu'il faut que les ONG prennent leurs distances avec le gouvernement, gardent l'initiative tout en mesurant que cette

attitude est déjà une dénonciation des incapacités de l'État, comme au Sichuan. La nature est pour Heng plutôt un prétexte fragile car comment manger sainement, dit-il, dans un contexte où malversations et pollutions mortelles se succèdent jour après jour qu'il s'agisse du lait – à plusieurs reprises des entreprises d'État se sont retrouvées au ban des accusés –, de l'huile – faite avec des déchets par des restaurants –, des légumes si imprégnés de pesticides que leur ingestion conduit instantanément aux urgences de l'hôpital, etc. Heng est particulièrement conscient aussi du piège que représente la philanthropie, qui fait l'objet d'une grande propagande gouvernementale depuis plusieurs années et de fait défause l'État-parti d'une partie de ses missions, sans oublier qu'aux yeux du jeune homme les dons « forcés » donnent lieu à de sombres et nombreux détournements. Heng rêve tout haut sur la « société civile », sans bien savoir ce que ce terme magique recouvre, s'interrogeant à la recherche de ce nouveau Graal. C'est pour « le progrès » de cette « société civile » qu'il avait choisi des études de journalisme et c'est toujours son objectif, tous les jours plus opaque, après ses expériences de travail.

Construit pour intégrer, coordonner, maîtriser, canaliser les initiatives qui pourraient se transformer en contestations, Chloros inspire parfois des entreprises aussi inattendues que pleines de bonne volonté, comme nous l'offre à l'observation Da, un jeune homme dynamique, petit-fils d'une lignée d'ouvriers de l'imprimerie, membre du Parti dont le père, menacé de licenciement, dans le cadre d'une restructuration et de nouvelles embauches, s'est pendu à 48 ans. Da habite toujours dans l'ancien logement de l'imprimerie et aime écouter les narrations de son grand-père, fils de paysan, qui imprima les affiches de la Libération à Canton. Da, après le suicide de son père, s'est tourné vers des études de psychologie et a rencontré Chloros, dont il est un simple membre volontaire. Fort désireux d'agir, il a imaginé avec quelques camarades une opération de promotion des vélos qui, avec les voitures toujours plus nombreuses dans la ville, se font rares. Dans cet objectif, il a demandé conseil à Greenpeace mais aussi au bureau gouvernemental de l'environnement et s'est lancé avec ses camarades, dans une consultation sur Internet, décidant au-delà de 10 000 réponses, d'offrir un vélo au maire de

Canton à qui ils ont envoyé la somme des courriels numériques reçus. Le maire a accepté la proposition de Da et de son petit groupe pour développer les vélos et il fallut donc, conformément à leur promesse, apporter au maire le vélo qu'ils lui avaient acheté. Ce qui s'est avéré impossible par bus, taxi, métro ! Une camionnette fut donc louée et le vélo apporté à la mairie, qui s'est engagée à mettre en place des « voies vertes », de fait très nombreuses depuis les Jeux asiatiques. Da a été par la suite contactée par une ONG américaine qui avait repéré son site et son groupe s'est senti fortifié. Une étudiante de sociologie, ancienne salariée d'une ONG luttant contre les discriminations des malades d'hépatite, et une ex-employée de Chloros, qui travaille dans une agence de publicité, sont donc fermement à ses côtés.

L'aventure de ce petit groupe illustre les rapports que les autorités nouent avec les jeunes soucieux d'intervenir sur la société et prenant l'environnement pour cause principale : il s'agit avant tout de ramener dans le giron de l'État-parti toutes les entreprises qui pourraient lui échapper sous l'influence des forces extérieures – très vigilantes en particulier sur la Toile – pour dériver vers des protestations qui s'organiseraient grâce aux financements occidentaux toujours mobilisables. L'État-parti démontre ses capacités d'ajustement, de réponse, d'englobement dans une conjoncture globalisée qui ouvre toujours plus la Chine mais maintient des bornes précises que chacun connaît et que quelques-uns mettent à l'épreuve.

De la nature à la démocratie

C'est ce que nous allons examiner maintenant avec Corion, dont le fondateur, né en 1930, ancien journaliste, se présente comme une victime de l'État-parti : il met en avant qu'il fut catégorisé comme droitier en 1957, que sa première épouse fut battue à mort durant la Révolution culturelle, que ses deux filles ont beaucoup souffert de cet héritage de stigmatisation et n'osaient pas le reconnaître ni s'adresser à lui comme à un père. La « mère nature » l'aurait sauvé de ces traumatismes, avance-t-il dans une interview, et c'est pourquoi il se serait lancé dans la protection de l'environnement : « Je suis tombé profondément amoureux de la nature » affirme-t-il, sentant qu'au contact de la nature il a retrouvé son identité et pansé ses blessures. Remarié à une Américaine tout

autant éprise de la nature que lui, mais qui est morte d'un cancer en refusant les soins allopathiques, à nouveau veuf, le fondateur de Corion a publié un livre à l'éloge de la nature qui recueille un énorme succès en Chine, au point d'être décrit comme une « bible » pour les étudiants de l'environnement. De la dénonciation des crimes de la période maoïste à la démocratie, il n'y a que quelques pas vite franchis, dès lors que la nature est posée comme médiation et révélation. Le cheminement du fondateur, qui a reçu de multiples prix, le mène, selon une rationalité connue de la défense des droits de la nature qui « se vengera » si on les viole, à la défense des droits humains. La principale activité de Corion consiste dans l'organisation – avec le concours d'une ONG de Taïwan et les subventions d'une grande multinationale pharmaceutique – de camps durant l'été pour les jeunes étudiants dans des sites naturels particulièrement grandioses et exceptionnels, très souvent au Yunnan ou au Guizhou, camps auquel participait le fondateur au début. Les mots d'ordre dans ces camps sont : travailler dur, faire avancer la démocratie, aimer la nature. Il s'agit de faire prendre conscience aux jeunes que l'humanité n'est que l'une des espèces naturelles, égale aux plus faibles qui existent, et ainsi de leur faire abandonner tout anthropocentrisme. L'année du décès de sa seconde épouse, le fondateur est parti au camp, rituellement comme chaque année, et ce comportement est resté gravé dans la mémoire des jeunes comme un acte héroïque. Les camps de Corion sont très sélectifs et seuls 30 candidats sont retenus annuellement sur 300. Le camp dure 20 jours et revient à 1 600 yuans dont 600 yuans sont dus par le jeune et 1 000 yuans sont offerts par Corion. Mais l'équipement coûte relativement cher et il est difficile de dépenser moins de 1 000 yuans. Corion, au niveau national, dispose d'un bureau à Pékin avec un salarié unique et 8 volontaires, mais n'est pas enregistré officiellement. Un site Internet à Canton expose les finalités de l'organisation qui par ailleurs essaye de construire des liens avec l'association municipale des volontaires de Canton (*yi gong lian*).

Accéder aux camps de Corion focalisés sur l'éducation environnementale paraît à tous les jeunes prestigieux et valorisant. Découvrons avec quelques-uns d'entre eux, et tout d'abord Hua,

les représentations qu'ils s'en font. Fille de restaurateurs, petite-fille d'un intellectuel parti aux USA – après avoir été emprisonné durant la Révolution culturelle – rejoindre une de ses filles immigrées, Hua, qui est en troisième année d'études pharmacologiques, a eu la chance, dit-elle, de pouvoir participer après deux entretiens à un camp de Corion qu'elle a connu par une des associations de protection de l'environnement dont elle est vice-présidente. L'organisation, sous le terme de « thérapie du cœur » met en pratique des jeux de rôles, censés libérer les jeunes de leurs traumatismes passés, enfouis. Hua a beaucoup apprécié cette technique de développement personnel, considérant que les « professeurs m'ont aidée à sortir de la peur en m'invitant à monter sur l'estrade, à tout raconter face à l'un d'entre eux qui prend la place de celui qui a blessé ». Hua a beaucoup pleuré durant cette séance de réminiscence puis s'est sentie soulagée et reconnaissante. Depuis, Hua a décidé de consacrer sa vie à la « nature » et de chercher, à la fin de ses études, un emploi dans la défense de l'environnement. Elle a en effet renoncé à partir en Italie poursuivre ses études comme elle en avait l'intention, faute d'argent, que sa famille n'est pas en mesure de lui donner.

L'un des deux entretiens préalables à la sélection de Hua avait été mené par Ushi qui a acquis des responsabilités – bénévoles – dans Corion et en fait une publicité active et enthousiaste. Le jeune homme, qui connaît sur le bout des doigts l'histoire de l'organisation, illustre fortement comment « la nature » constitue un relais politique programmé et efficace en faveur de « la démocratie » contre l'État-parti chinois. Ce fils unique de petits vendeurs de volailles, qui fait des études d'écotourisme, est anglophone et végétarien, a lu de nombreux livres en provenance de Hong Kong, en particulier sur le Tibet où il a voyagé seul et a séjourné dans un monastère bouddhiste. Ses opinions sont claires et tranchées et il entend « penser par lui-même », dit-il en soulignant qu'il a volontairement quitté la ville de ses parents, Shanghai, pour Canton réputé plus ouvert. « Je hais la politique du gouvernement, je ne veux pas être contrôlé, je veux la démocratie, je suis contre le Parti unique » s'exclame Ushi qui a l'ambition de devenir, selon l'expression chinoise « un intellectuel public » (*gong gong zhi shi fen zi*) et de participer au développement de la « société civile ». Dans son esprit, et dans la continuité des

enseignements de Corion, « pousser à la démocratisation de la Chine » et « défendre la nature » vont de pair. C'est sans hésitation qu'il prend aussi la défense des Tibétains contre la répression chinoise, ce qui apparaît relativement exceptionnel tant le nationalisme est partagé. Significatif est le fait qu'Ushi soit aux côtés de Da, lui aussi membre du petit groupe qui s'est lancé dans la promotion des vélos à Canton, dans le cadre de Chloros, dont les objectifs politiques de ramener les brebis égarées dans le giron de l'État-parti sont exactement opposés à ceux de Corion qui vise précisément à affranchir les mentalités. Le lecteur percevra combien les fils de la « nature » se tirent dans des directions contradictoires dans le contexte chinois, s'enchevêtrent dans une confusion propice à tous les émois des jeunes.

Ainsi un autre jeune élu du camp de Corion – fils de paysan dont la sœur fait un Master – vient de l'association universitaire que nous avons baptisée Fraîcheur ; il rêve de poursuivre ses études aux USA qui lui paraissent le pays le plus approprié pour la recherche en biologie qu'il ambitionne mais, sans moyens financiers, ne peut l'envisager concrètement. Dans un parcours bien différent de Ushi, il s'apprête à entrer au Parti, après avoir cédé aux exigences de son père, devenu lui-même membre du Parti à 48 ans, et considérant qu'il s'agit là d'un grand honneur pour un cadre villageois avec pour seul bagage quelques années à l'école primaire. Élevé à la campagne, le jeune homme se reconstruit comme déjà « proche de la nature » et tente de se bâtir une cohérence bien difficile entre les aspirations normatives de ses parents et les discours contestataires qu'il entend à Corion auprès de ses camarades de camp.

Avant de nous tourner vers une autre génération et d'autres pratiques, notons que la circulation des jeunes étudiants dans les réseaux écologiques montre combien la norme environnementale est déjà fortement implantée dans la capitale du Sud mais que, dans le même moment, elle illustre sa dimension fourre-tout, vague et engrangeant des orientations contraires. Citons dans cette optique la définition fantaisiste de la nature que nous propose une jeune fille, qui a été volontaire à WCS : « La nature est une force, un vecteur, une plate-forme où l'on vit. C'est comme la fondue

chinoise, la base de la soupe doit être bonne mais elle est encore meilleure quand on met de la viande dedans » !

Des citoyens à la recherche de paysans

Si la protection de la nature est une thématique très séduisante pour les jeunes, qui s'apitoient aisément sur le triste sort des animaux sauvages, la qualité de la nourriture est pour les trentenaires de la classe moyenne, déjà entrés dans la vie active, le plus souvent mariés et parents d'un enfant, une préoccupation quotidienne. Les récents scandales alimentaires à répétition – lait, huile, etc. – inquiètent et bouleversent lorsque des vies juvéniles sont immédiatement touchées. Horrible est alors l'image de la société qui est renvoyée à tous : les gains, le profit, l'argent primeraient sur tout, y compris sur la destinée d'innocents, qui, comme avec le lait en poudre, ont eu leurs reins définitivement endommagés. Que l'État ne soit pas un garant de la santé publique, qu'au contraire les autorités privilégient leur intérêt financier propre, donne un sentiment de fragilité collective et d'abandon. Démunis, les acteurs s'interrogent dès lors sur la consommation qui a constitué le principal indicateur d'un statut qu'ils ont passé leurs deux dernières décennies d'études et de travail à construire, harponnés ou plutôt harcelés par leurs parents allant jusqu'à intervenir dans le choix de leur conjoint. Parvenus à 20 ou 35 ans à réaliser les vœux de succès normatifs qui pesaient sur eux – emploi, mariage, appartement, voiture, enfant de préférence mâle, etc. – ils sont perplexes sur leur « bonheur » et se demandent anxieux dans quel « environnement » ils vivent. L'insécurité leur paraît régner dans tous les domaines et ils sont en quête de rapports où placer leur confiance. Se nourrir sainement est alors le premier pas vers la « nature ». Dans ce cheminement progressif vers une aventure qui cible aussi l'enfant et son éducation on ne s'étonnera pas de rencontrer des femmes, leaders de leur famille, femmes que nous retrouverons dans un chapitre ultérieur. Systémique est en effet la relation entre les femmes et la « nature » d'un point de vue idéologique, longtemps sanctifié dans l'histoire de la philosophie ; actuellement, au XXI^e siècle, ce lien entre femmes et nature ne semble pas près de disparaître des mentalités si l'on en juge aussi par l'importance des femmes parmi les promoteurs au niveau mondial de la défense de l'environnement.

Trois organisations, formant un réseau où la concurrence est absente et que les membres fréquentent plus ou moins simultanément, traduisent les aspirations de cette génération de trentenaires de la classe moyenne à se rapprocher de « la nature » et de ceux qui à leurs yeux sont ses inspirateurs : les cultivateurs, qui seraient les seuls à même aujourd'hui d'offrir une nourriture non nocive.

Appelons la première organisation Jugum. Sa responsable, qui avait tenté, auparavant, de s'inscrire dans une association de préservation des animaux sauvages qu'elle avait abandonnée, trouvant la tâche trop difficile, avait donc cherché une autre activité et rencontré l'organisation Merum qui avait pris contact avec les minorités *yao*, présentes dans le Guangdong auprès desquelles, dans les années quatre-vingt-dix, les ONG internationales s'étaient rendues pour les convaincre d'abandonner l'agriculture sur brûlis, qui provoquait la déforestation. C'est une grande ONG américaine implantée à Hong Kong et en Chine qui a fourni le concept – CSA, Community Support Agriculture – de mise en relation directe des consommateurs et des producteurs pour des denrées fraîches et avec un risque partagé. Merum, qui s'est développé au niveau national avec l'aide des Amis de la nature comme nous le verrons plus loin, est l'objet d'une grande publicité de la part de l'un des professeurs d'anthropologie de Canton, formé aux USA. La responsable de Jugum, qui tenait néanmoins à lancer une initiative locale, a donc fondé en 2007 son organisation avec un groupe de consommateurs citadins et un unique cultivateur *yao*, rencontré grâce à Merum. Au bout d'une année d'expérience de vente de sa récolte de riz sans usage de pesticides, ce cultivateur, déçu, avait décliné l'offre de renouvellement du contrat d'achat et présenté un second cultivateur, propriétaire de seulement 2 *mu*³, et assez dubitatif quant à l'amélioration de son revenu. Par la suite, d'autres cultivateurs, convaincus par la venue organisée par Jugum du groupe de consommateurs dans le village déserté par la majorité des jeunes couples partis en ville à la recherche de travail, et où restent principalement des personnes âgées et leurs petits-enfants,

3. Un *mu* = 675 m².

acceptèrent de lui garder leur récolte. Les cultivateurs organisèrent alors un repas inaugural pour les citadins qui négocièrent le prix du riz. Six familles de cultivateurs ont constitué quelques années plus tard la base fixe de Jugum avec chacune à peu près quatre *mu* ; elles approvisionnent un groupe d'environ soixante consommateurs qui soit se rendent régulièrement à « la campagne » dans les trois villages retenus, relativement éloignés les uns des autres, pour y chercher directement sur place leur riz, soja, légumes secs, champignons, miel, etc., soit les récupèrent dans un lieu fixe, moins inaccessible que le village montagnard

Ces cultivateurs sont désormais hakka – non catégorisés comme une minorité, à l'instar des *Yao* dont la production a baissé. Jugum se différencie d'une autre organisation, Solum, sur laquelle nous nous pencherons dans les pages suivantes, qui fonctionne sur des commandes collectives aux cultivateurs et non individuelles sur le mode de Jugum, et qui revend dans son entrepôt les produits des agriculteurs.

Découvrons Jia Li, la fondatrice de Jugum, dont les parents étaient des techniciens agricoles, envoyés à la campagne pour augmenter le rendement rizicole, et les grands-parents des ouvriers. Mariée en 2005 à un informaticien au salaire important, fils de professeurs d'université et peu porté sur « la nature », Jia Li a refusé d'avoir un enfant, se représentant, dans une vision téléologique catastrophiste, l'avenir épouvantable qu'il devrait affronter. La jeune femme a travaillé dans une fabrique de petits sacs de soirée qu'elle a quittée car elle était répugnée par toutes les matières dangereuses pour la santé avec lesquelles ils étaient confectionnés et ne cherchait nullement à être promue et augmenter son revenu, ce qui l'avait fait juger très étrange. Elle avait obtenu cet emploi après des études de droit et de commerce international. En cherchant une activité sur Internet, elle a fait connaissance des Amis de la nature, est partie voyager, a suivi de nombreuses formations d'ONG et enfin a décidé de se consacrer entièrement à Jugum, son mari assurant la subsistance du couple et la dispensant d'un travail salarié. Végétarienne, car elle juge la viande malsaine, elle n'en prépare pas pour le dîner, tandis que son mari en mange à la cantine à midi. Le discours de Jia Li est très simple et assis sur « les plus beaux souvenirs de sa vie », comme les bains dans une rivière aujourd'hui dramatiquement asséchée de

la région rurale où elle a passé son enfance. L'horizon léthal de l'humanité, coupée de la nature, alors qu'elle en est une partie, la hante. Pour Jia Li la vie des paysans, si proches de la nature, serait la plus satisfaisante et il faudrait retourner à ce passé fondateur car « tous nos ancêtres étaient paysans » et « les paysans cultivent toujours les espèces les plus naturelles, les plus anciennes comme le soja violet-rouge ». Lyrique, Jia Li aimerait aider les plus pauvres de ces paysans avec lesquels elle coopère, en particulier en subventionnant les études de leurs enfants. Elle a déjà repéré une veuve avec deux filles mais son désir n'a pas abouti. Elle constate la ruine immédiate des paysans en cas de maladie, les soins étant toujours trop chers pour leurs revenus, mais ne sait comment apporter son soutien. Le grand problème de Jia Li, de son organisation comme des autres, est en effet la communication entre les cultivateurs et les citadins qui n'ont pas de langue commune pour se comprendre. Avec réalisme, Jia Li est donc en quête d'un stagiaire parlant hakka. Le mandarin est en effet la langue nationale mais beaucoup de personnes âgées en particulier, ou plus jeunes et très peu scolarisées ne parlent que cantonais – ou encore l'un des dialectes hakka – et ne comprennent pas le mandarin.

Désir de « nature », de contact immédiat avec ceux qui, aux yeux des citadins engagés dans cette quête, en sont l'émanation, c'est-à-dire les paysans, mais absence de communication radicale avec ces étrangers autochtones, qui vivent en dehors du monde commun de la ville : telles sont les caractéristiques de la scène que les organisations Jugum, Merum, Solum et bien d'autres, campent des villages montagnards où elles vont chercher leur Graal alimentaire en établissant des contrats de vente directe négociés avec les petits agriculteurs.

Lin, 32 ans, ancienne stagiaire dans une grande ONG hongkongaise qui forme les futurs leaders d'ONG, puis consommatrice de Jugum et Merum, enfin stagiaire de Jugum et assistante de Jia Li, mais aussi sa voisine dans un immeuble de banlieue à près d'une heure du centre de Canton où ses parents, ouvriers, ont acheté un appartement qu'ils habitent très rarement le week-end, n'est pas mariée et se dévoue, elle aussi, pour Jugum, vivant de ses économies après un parcours professionnel chaotique. Après des études dans un institut de technologie industrielle, elle a

travaillé dans une entreprise d'État qui a fait faillite et dont elle a été licenciée dans le dernier groupe de *xiagang* – « tombés du poste ». Puis elle a suivi une formation d'esthéticienne et ouvert un salon de beauté qu'elle a tenu deux ans. Avec ses parents, elle a loué 150 yuans par an, un minuscule champ pour cultiver ses légumes dans une aire divisée en petites parcelles au milieu des immenses tours qui poussent un peu partout. Là se retrouvent des citadins de cette zone périphérique, appartenant à diverses organisations ou isolés, mais qui tous cherchent à éviter les pesticides qui empoisonnent les légumes des supermarchés. Elle fait mine de se demander si elle est une « femme restante » (*sheng nü*) et nous interroge sur l'existence hors de Chine de cette catégorie qui stigmatise les femmes encore célibataires à 30 ans et sur laquelle nous reviendrons ultérieurement. Souhaitant une relation « harmonieuse entre hommes et femme, comme autrefois entre frères et sœurs à la campagne », Lin se réjouit d'être intégrée dans la « communauté » des consommateurs de Jugum et de la « confiance » qui règne entre eux et les « paysans ». Elle en cite un exemple à ses yeux probant : un fils de paysan se serait coupé le doigt et les citadins auraient spontanément donné de l'argent pour l'opération. Elle souhaiterait que partout fleurissent des organisations comme Jugum promouvant les produits « biologiques », tant les paysans lui paraissent des puits de science telle la minorité *dong* réputée pour ses vermicides « naturels » et chantant des romances « traditionnelles » durant le temps libre. Son séjour avec Jia Li, au sein de cette minorité l'a en effet enthousiasmée et elle s'émerveille encore de la beauté des costumes tissés à la main.

Soulignons à ce propos que l'idéalisation des paysans et des minorités que mettent en scène Jia Li et Lin à Jugum mais aussi l'ensemble des citadins qui fréquentent ces organisations de vente directe consommateurs/producteurs, va à contre-courant de la coupure historique ville/campagne en Chine, que la période maoïste avait revivifiée et entérinée avec les catégories et permis résidentiels (*kukou*) de citadins et de paysans. Il s'agit d'effacer dans l'imaginaire cette coupure et de redécouvrir l'Autre intérieur comme nous l'avons vu avec les jeunes volontaires urbains.

L'inversion hiérarchique et la valorisation des paysans que prônent ces organisations se présentent donc comme des

constructions idéologiques typiques d'une période de croissance urbaine et industrielle exponentielle dans un contexte de corruption et de malfaçons extrêmement fréquentes. Si l'aura dont sont parés les paysans, parangons de la « nature », peut être formellement comparée aux mouvements des années soixante-dix de retour à la campagne en France et plus généralement dans les anciennes démocraties industrielles – mouvements inconnus de nos citadins chinois sous influence américaine *via* Hong Kong – la logique en jeu s'en distingue pourtant nettement par la nature récente de la classe moyenne tout d'abord, mais surtout par le sens endogène de la consommation : le marché ne s'est développé en Chine qu'à partir des réformes de la fin des années soixante-dix et l'abondance des biens marchands n'y intervient qu'après des décennies de rareté, de pénurie, voire de famine après le Grand Bond en avant. Si la consommation est à ce point productrice au plan symbolique d'une élévation statutaire, c'est qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une rupture avec un passé dont les souffrances affleurent parfois d'autant plus à la surface qu'elles sont enfouies, cachées, tues. En outre, parmi tous ces adeptes de « la nature », d'aucuns ont eu un ou plusieurs membres de leur parentèle envoyés autrefois en milieu rural durant les grandes campagnes politiques (antidroitier, Révolution culturelle) et leur parcours présent de rencontre avec les paysans n'en paraît que plus chargé de signification : il se présente en quelque sorte comme un cheminement inconscient vers un simulacre de retour du refoulé.

Continuons ce périple « agreste » en nous tournant maintenant vers une seconde organisation plus ancienne et plus large, Merum, déjà évoquée à plusieurs reprises puisqu'elle a inspiré Jugum. Les consommateurs de Merum, comme ceux d'ailleurs de Solum évoluent autour d'une école s'inspirant du modèle de Steiner, dont nous analyserons plus loin le groupe des mères : nombre d'entre eux n'ont pas encore franchi le pas de confier leur enfant à cet établissement illégal mais s'inscrivent dans un club périphérique de diffusion des pédagogies alternatives. Les consommateurs de Merum se rendent régulièrement « à la campagne » auprès de « leurs paysans », séjournant dans des auberges du bourg voisin pour le prix modique de vingt yuans et organisant des jeux de rôle

censés donner un apprentissage de la nature à leurs enfants. Les mères sont très largement majoritaires et les pères plutôt très rares.

Rencontrons l'une d'entre elles, Daxia, cadre dans une entreprise de télécommunications, membre du Parti, fille de fonctionnaire et petite-fille de paysans pauvres du côté paternel, de grands propriétaires du côté maternel. Son mari, qui travaille en indépendant dans la vente, se refuse à participer à ces week-ends campagnards et s'en justifie : s'il a fait suffisamment d'études et d'efforts pour quitter ses parents paysans – auxquels il ne rend visite que trois ou quatre fois par an – et s'arracher au milieu rural, ce n'est pas pour y retourner durant ses loisirs et dans une ambiance qu'il connaît trop bien. Daxia raconte, quant à elle, son plaisir à partir en groupe de trente chez les paysans, avec les enfants ravis. La dernière partie du trajet se fait à pied, dans la boue pour atteindre une pauvre maisonnette sur le mur noirci de laquelle est suspendu le contrat de vente avec les citadins. La famille de cultivateurs lors du dernier week-end avait préparé canard, poulet et *tofu* pour vingt yuans par personne. L'après-midi, trois petits groupes de dix ont été formés où chacun a joué son rôle : le paysan, le pesticide, l'oiseau, l'herbe, la rizière, etc. Daxia voit les paysans auxquels elle rend visite comme « purs, innocents, naïfs, modestes », et passe vite sur « la saleté ». Elle observe : « C'est comme quelqu'un de la grande famille, la relation est harmonieuse, on paye tout et ils sont contents de nous recevoir », ajoute-t-elle, insistant sur le fait qu'elle souhaiterait que sa fille fasse plus tard l'expérience de la « dure vie paysanne ».

Dans ce récit, notons l'annulation imaginaire des classes sociales alors même que Daxia pointe bien la différence de classe entre « les riches », qui envoient leurs enfants étudier à « l'étranger », et elle-même, écartelée entre son « devoir » de donner un fils à son mari et la conscience des conséquences tragiques de ce deuxième enfant : renvoi de son entreprise, pénalisation de toute son unité de travail, amende de 17 000 euros, perte de son salaire indispensable à la famille. La nature et les paysans font rêver d'une vie hors classements sociaux, hors contrainte, alors même que, paradoxalement, les familles rurales semblent accepter ces contrats de vente directe comme la dernière solution avant une migration de survie...

« Purs, sympathiques, gentils, chaleureux » seraient les paysans décrits par une autre jeune femme membre du Parti, cadre administratif à l'université, qui, avec Merum, s'est rendue pour la première fois à la campagne. Cette fille d'enseignants, petite-fille d'instituteurs, vient du Sichuan et pour elle la relation avec les paysans apparaît d'autant plus un voyage initiatique dans un monde étranger que la barrière linguistique est infranchissable. Taoïsme, anthroposophie, guérison par les mains et autres techniques mystiques font souvent partie de cette découverte de la nature habitée par des paysans, sorte de « naturels », selon une terminologie ancienne. Les narrations de ces week-ends champêtres laissent deviner qu'au-delà de l'absence de langue commune, les citadins sont de fait peu soucieux d'entrer réellement en communication avec ces représentants de la nature que seraient les cultivateurs, quant à eux entièrement préoccupés par leurs tâches de réception du groupe urbain. Le spectacle de cette « harmonie retrouvée » paraît suffire, et ce d'autant plus que la pauvreté rurale est criante et qu'il est préférable de conserver un mur opaque entre les deux univers plutôt que de laisser les inégalités déchirer la fiction collective. Au sein du groupe des citadins, en revanche, les différences de situation économique sont ostensibles à travers les marques des voitures – grosses BMW – ou l'absence de véhicule et le sac à dos, les vêtements, les emplois, l'école où sont placés les enfants et les projets dont ils sont l'objet. Ces différences sont englobées dans la représentation d'une classe moyenne vaste et prestigieuse à laquelle chacun affirme appartenir, surtout ceux qui sont en position inférieure. À l'exception du club satellite de l'école Steiner qui réunit une dizaine de familles pour des conférences et des échanges d'informations, remarquons que les week-ends de Merum ne débouchent sur aucune sociabilité particulière : le repiquage du riz auquel les citadins se livrent en chœur après les jeux de rôle pour leurs enfants constitue une parenthèse qui se referme aussi vite qu'elle a été ouverte. Sur les photographies de ces week-ends, on remarque des enfants éclatant de joie, rayonnant de bonne santé avec des chapeaux en papier de couleur vive... et en arrière-plan un paysan un peu hébété, en vêtement sombre, découvrant, dans l'esquisse d'un sourire timide, les nombreuses dents qui lui manquent. Les cultivateurs sont ainsi

des figurines dans le décor d'une courte pièce de théâtre dont les retrouvailles avec « la nature » forment la trame principale.

Venons-en à Solum, la troisième micro-organisation non enregistrée officiellement, au petit capital de 80 000 yuans, dont le nom évoque la terre nourricière et qui revend aux consommateurs des produits « biologiques » stockés dans un entrepôt (loué 650 yuans par mois) de la banlieue où, par ailleurs, plusieurs familles habitent. Le jeune responsable de Solum, qu'on appellera Lu Pan, âgé de 27 ans, a travaillé quelques années dans un institut d'éducation rurale dans le Hebei qui, par la suite, sous l'influence des deux grandes ONG à la base de tous ces projets, s'est tourné vers des techniques d'agriculture sans pesticides, des installations de biogaz, de réservoirs de compost et de toilettes adéquates, pas du tout appréciées par les agriculteurs. Solum est donc une petite plateforme de médiation entre des agriculteurs, très instables, au *turnover* rapide, et des consommateurs qui fréquentent par ailleurs Jugum et Merum. Les produits des agriculteurs sont en outre revendus à deux restaurants revendiquant le label d'une gastronomie plus saine et faisant des bénéfices importants. Solum et les deux restaurants entretiennent des liens avec une autre ONG dont l'appellation rappelle « l'amour des paysans » et qui reçoit des subventions d'ONG et de fondations philanthropiques de Hong Kong. Des trois organisations rencontrées, Solum est celle dont les objectifs sont les plus proches du commerce équitable.

Solum édite un petit bulletin dont Lu Pan, fils d'instituteur et diplômé d'une université rurale spécialisée dans l'agriculture et les forêts, est le principal animateur. Lu Pan cultive aussi son petit terrain de moins d'un *mu* et peut ainsi manger ses propres légumes. Devenu bouddhiste après un voyage à bicyclette au Tibet fait et un séjour dans un monastère, végétarien radical (sans œuf, ni poisson, ni lait), Lu Pan s'est installé avec son épouse, qui a fait des études d'anthropologie, dans une petite maison proche de l'entrepôt au sein d'un village de la périphérie urbaine dont ne subsiste qu'un petit centre peuplé par quelques personnes âgées et environné par d'immenses tours. Très cultivé, Lu Pan, qui a lu Sartre et Nietzsche, considère qu'il faut « retrouver nos origines, notre culture, nos traditions, nos racines » et s'exerce ainsi à la médecine chinoise sur les consommateurs de ses produits biologiques mais surtout « pour soigner les pauvres ». Nous le retrouverons auprès

des enfants de l'école Steiner. Solum fournit à Lu Pan, ainsi qu'à deux autres jeunes gens, un revenu modeste mais suffisant pour vivre. L'un de ceux-ci est tout spécialement ravi de se sentir membre d'une « entreprise sociale ». Ce fils de commerçant a travaillé dans la finance après ses études de commerce international, a quitté cet univers de tensions pour devenir stagiaire de Solum avant d'en être salarié pour s'occuper des commandes, des emballages et des envois de produits. De façon rituelle, comme presque tous les acteurs, il réinvestit ses souvenirs d'enfance « à la campagne » pour légitimer ses convictions présentes de rapprochement de la nature et de conservation de la biodiversité. Arrêtons là les exemples et soulignons que Jugum, Merum et Solum offrent trois variantes d'une tentative identique de réintégration de citadins dans une nature inatteignable et imaginée en nouant des relations avec des cultivateurs qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, mettent en scène une réelle rupture de communication. Néanmoins cette tentative constitue, même dans ses dimensions maladroites et inadéquates, une forme de dépassement des antagonismes historiques qui séparent citadins et paysans en Chine, au-delà du fait qu'une pédagogie de sensibilisation à l'environnement y est en germe.

Une nature subversive

Des jeunes étudiants et responsables associatifs à la classe moyenne des trentenaires, consommateurs d'une nature qui leur apparaît de plus en plus lointaine, une continuité certaine se révèle, mettant en évidence l'enracinement d'une conscience écologique générale dans une partie de la population urbaine, à la source de pratiques diversifiées et ajustées aux phases générationnelles. Le lecteur ne peut qu'être frappé, après ce petit tour d'horizon, par le caractère importé des modèles en jeu – éducation à la nature, agriculture biologique, vente directe, commerce équitable, etc. – mais surtout par leur incorporation rapide et efficace. Ces modèles sont en effet endogénéisés selon des logiques propres, qui, elles renvoient à l'expérience vécue des acteurs et n'empruntent que fort peu aux mondes dont ils proviennent. Insistons en conclusion sur les dimensions sociales, symboliques et politiques de ces logiques

en offrant au lecteur un dernier cas particulièrement illustratif des références qu'elles comportent.

Une grande ONG chrétienne – Huiling – parmi les premières présentes à Canton dans les années quatre-vingt et spécialisée dans la prise en charge d'enfants handicapés, mentaux et moteurs, affiche sur son site fin 2011 le démarrage d'une ferme d'agriculture biologique, sur quarante hectares, qu'elle a enregistrée officiellement comme « entreprise sociale ». De 1 000 à 20 000 yuans par mois de bénéfices seraient recueillis grâce en particulier à l'écoulement des produits auprès d'une clientèle étrangère et des restaurants italiens de Canton. L'ONG se préparerait à lancer des coopératives de production en milieu rural dans une perspective de désurbanisation. Le travail agricole est fait par des handicapés et, sur les photos du site, on observe d'abord de jeunes enfants blonds en tee-shirts colorés, chargés de paniers de salades vertes et de légumes, puis deux adolescents sensiblement trisomiques, tirant un caddy chargé de ces mêmes salades appétissantes, puis un groupe de jeunes adultes dans une prairie, et enfin des jeunes filles triant et écosant des légumes. Le ralliement de Huiling à l'agriculture biologique et l'investissement des handicapés dans une aventure « verte » montrent avec éclat le succès de l'offre écologique sur le marché cantonais, et par là même, la demande croissante qu'elle suscite.

Travail social, ONG, « entreprise sociale », intégration et respect des handicapés, LGBT (*Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender*), droits des femmes, des sidaïques, droits humains, croyances surnaturelles diverses, etc., et enfin protection de l'environnement et de la biodiversité sont constitutifs d'un paquet de normes globales livrées en bloc avec, dans l'arrière-scène, la démocratie. En pénétrant en Chine, ces normes alimentent une multitude d'initiatives préfigurant une « société civile » embryonnaire, selon le terme que les acteurs affectionnent pour se désigner, terme qu'ils ont trouvé sur la Toile et qui légitime leur existence face un État-parti sourcilieux, attaché au monopole de son pouvoir. Les dynamiques mettent en scène d'autant plus de cohérence entre elles qu'elles s'affrontent toutes aux restrictions politiques : difficultés d'enregistrement, surveillance, suspicion les contraignent à se percevoir à distance, voire en dissidence en regard de la normativité politique régnante. Regroupement des

réseaux et relative solidarité en sont la conséquence, donnant de fait une nouvelle force à l'ensemble des acteurs, pris individuellement et collectivement. Dans cette perspective, le mythe de la « société civile » prend corps, y compris dans le nouveau culte de la déesse nature qui conduit aux paysans et à leurs révoltes toujours plus visibles, comme à Wuquan, en décembre 2011, où les manifestants ont lutté âprement contre la vente de leurs terres par les autorités locales corrompues à des promoteurs immobiliers, et contre leur expropriation, et ont forcé le gouvernement à les écouter. Les « écologistes » rencontrés – dont quelques-uns comme nous l'avons signalé sont membres du Parti – ne peuvent qu'être sensibles à la cause de ces villageois sur laquelle ils vont trouver maintes informations sur la Toile en détournant la censure. Ainsi, d'aucuns seront-ils amenés à glisser imperceptiblement vers une attitude contestataire générale face aux innombrables injustices qui assaillent leur quotidien. La nature porte ainsi la subversion au sein de la société chinoise, conformément, doit-on ajouter, aux intentions initiales des institutions étrangères qui dispensent formations et financements. L'effraction écologique de l'idéologie monolithique du gouvernement appelant toujours plus au « développement » revêt de surcroît un aspect onirique d'évasion pour des individus lassés par leur « réussite » fondée sur une adhésion forcée à des critères épuisants de consommation et pour des étudiants que cette perspective écrase avant même d'être réalisée et qui, de surcroît, voient le marché du travail augmenter ses exigences de diplômes⁴.

C'est pourquoi, bien que la nature se présente le plus souvent comme une chimère dans les narrations de nos interlocuteurs, que les cultivateurs soient cantonnés au rôle de tristes marionnettes paysannes au service de citoyens avides de verdure, un espace symbolique se fait jour, ouvrant sur un monde global complexe dans lequel chacun tentera tant bien que mal de se repérer et sera peut-être mieux armé pour faire ses choix de vie. Tournons-nous maintenant vers le vieux quartier de Canton, en partie détruit, et sur

4. HOURS Bernard, SELIM Monique : « Travailleurs et jeunes diplômés confrontés à la crise à Canton » in PHÉLINAS Pascale, SELIM Monique, *La crise vue d'ailleurs*, L'Harmattan, 2010, p. 57-103.

lequel s'est focalisé un groupe de jeunes, en quête lui aussi de signes d'altérité.

MOBILISATIONS URBAINES

En 2010, du 12 au 27 novembre, se sont déroulés à Canton les Jeux asiatiques. En prévision de cet événement, la municipalité avait multiplié les grands travaux durant l'année précédente : plantation d'innombrables arbres sur les avenues, organisation d'espaces verts là où s'amassaient débris ou décombres, et surtout sous les ponts, réalisation de jardins publics ornés de beaux massifs de fleurs de toutes couleurs et de palmiers, réfection des trottoirs et des berges de la rivière transformées en agréables promenades piétonnières. Le climat tropical favorisant la pousse, la ville est apparue métamorphosée par cette végétation luxuriante et rafraîchissante, faisant oublier le bruit incessant des chantiers, des voitures, des usines et réduisant un peu la pollution tenace qui voile le ciel. La programmation permanente de nouvelles destructions des quartiers anciens a été accélérée sans ménagement, afin de donner le spectacle d'une cité propre, saine, moderne, plaisante. Des volontaires armés de petits drapeaux ont été mobilisés pour discipliner la population dans ses façons anarchiques de traverser les rues. Les motos – qui circulaient en outre souvent sur les trottoirs à contresens – ont été interdites et les vélos sont réapparus, conduits par ceux qui, pleins de courage, osent affronter les flux denses des véhicules et en particulier des autobus parcourant en tous sens l'immense agglomération et sa périphérie, pour des sommes très modiques d'ailleurs.

Cette restructuration urbaine se devait de présenter de dignes vestiges du passé. Ainsi, une grande partie du vieux quartier central a été rasée et, à sa place, a été reconstruit, avec une extraordinaire rapidité et non sans goût, un ensemble urbain historique, autour de canaux, de petits ponts, de promenades, de

jets d'eau, de restaurants, de places, de parcs... Ce nouveau quartier a une vocation touristique affirmée avec ses magasins de souvenirs et de spécialités culinaires, offrant une apparence « hygiénique » frappante. Des exemples d'architecture locale de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle ont été mis en valeur, telles les maisons *qilou* avec des vitraux multicolores neufs ; des structures supposées appeler la convivialité ont été installées sans pour certaines n'avoir jamais servi, d'où leur surnom de *face building*.

Extrêmement artificielle, cette production urbaine en forme de témoignage attire néanmoins les Cantonais autant que les étrangers partant à la découverte de ce décor inattendu et de ses ressources commerciales. La disparition de la population locale, son déplacement ne semblent préoccuper personne et les questions sur ce point paraissent franchement incongrues. Non loin de là, un paysage étendu de ruines se découvre, en attente de son destin. Les bulldozers sont passés, n'épargnant dans leur abattage que quelques petits îlots de maisons et ruelles où s'agrippent les derniers habitants, survivant au milieu des gravats et des ordures. Certains jouent au *mah-jong*, d'autres sirotent une bière, des enfants se faufilent sous le linge décoloré qui sèche dans une atmosphère fantomatique lourde de silences et de regards tantôt affligés, tantôt vagues ou indifférents. Appelons Ereipio cette zone qui relève d'un plan urbain sur dix ans, pour lequel la population de Canton a eu droit à un semblant de consultation durant seulement dix jours. Ce simulacre a néanmoins attiré l'attention de différents groupes d'internautes, plus ou moins liés entre eux, tous focalisés à partir de 2008-2009 sur diverses activités de découverte des vieux quartiers et des « traditions » cantonaises : visites collectives guidées, photographies, films, chants cantonais, plus généralement conservation de la langue. Des annonces postées par les uns ou les autres sur plusieurs sites numériques ont conduit à la formation d'un groupe de jeunes, âgés de 20 à 35 ans, polarisé sur cette zone en grande partie démolie et entendant agir pour son avenir. L'idée d'une « conservation » flotte dans les esprits et les discours sans néanmoins que son sens soit clair, arrêté : conserver quoi pour qui, comment, dans quel but sont les questions que chacun se pose. Ce ne sont certes pas les habitants qui sont le premier souci du groupe, ceux-ci étant les grands absents des

projets de toute nature et constituant une arrière-scène peu explorée : des enquêtes sur leur profil ont bien été imaginées par les jeunes mais elles ont toutes peu ou prou échoué, ou sont restées inabouties. L'hypothèse partagée que les habitants ne veulent que faire augmenter l'indemnité financière pour quitter leur logement achève de ne leur prêter aucune autre aspiration. Chez les étudiants, un mépris usuel pour ces « pauvres » habitants sans éducation conduit dans le meilleur des cas à vouloir les aider à s'exprimer. Par ailleurs, quelques habitants ont déjà montré leur déception et leur frustration face à cette agitation juvénile lors d'une réunion publique. Le groupe a en effet inscrit sa présence dans un petit local qu'il a aménagé au dernier étage d'un immeuble très dégradé appartenant à un propriétaire privé, peu disposé à le perdre et le mettant momentanément à la disposition des jeunes. Situé dans une ruelle où quelques maisons tiennent encore debout, l'immeuble présente un escalier sombre et tortueux qui permet de pénétrer dans la pièce où le groupe a choisi de se rendre à la fois accessible et peu visible des autorités. Pour parvenir à cette ruelle, il faut – depuis la grande rue où les bâtiments *qilou* ont été rénovés – parcourir un dédale d'ébouillis à perte de vue, parsemé parfois de maisons partiellement écroulées, conférant au lieu un aspect irréel, improbable, perdu. L'idée d'une réhabilitation ou d'une rénovation comme cela se faisait dans les années quatre-vingt dans les centres-villes français ou italiens¹ ne peut qu'être écartée tant la scène des restes de bâtis paraît dévastée. Dès lors l'intérêt des jeunes pour ce non-lieu n'en paraît que plus intrigant.

Un groupe emblématique

Ce petit groupe comprend une quinzaine de membres et les jeunes gens sont plus nombreux que les jeunes filles. Après leur rencontre numérique, certains se sont retrouvés partager durant les week-ends une même formation dispensée par une grande ONG de Hong Kong qui intervient depuis dix ans en Chine dans les domaines de l'environnement, l'agriculture biologique, l'écologie, la santé, le développement durable, le développement

1. ALTHABE Gérard, LÉGÉ Bernard, SELIM Monique : *Urbanisme et réhabilitation symbolique*, Ivry, Bologne, Amiens [1984], réédition l'Harmattan, 1993.

communautaire, etc. Cette formation vise à rendre ces jeunes capables de fonder une ONG et de développer des projets. Plusieurs projets en sont sortis, mettant à jour des divergences importantes et se voyant plus ou moins contrecarrés par le cours des événements. Ainsi, en va-t-il d'une exposition prenant pour objet le quartier d'Ereipio et longtemps repoussée en raison en particulier de sa concomitance avec les appels à manifester qui ont suivi le renversement des dictatures tunisienne et égyptienne en 2011 qui ont poussé le gouvernement à une surveillance policière accrue. Semblablement, dans la même période un regroupement avec vente de tee-shirts pour la défense de la langue cantonaise auquel des internautes de Hong Kong firent une grande publicité, déboucha sur la convocation de plusieurs responsables de cet autre groupe en connexion avec les jeunes, polarisés sur Ereipio. Un documentaire, un *social assessment* – sur le modèle enseigné par une anthropologue européenne dans une université cantonaise – un dossier d'évaluation du plan d'urbanisme du quartier furent en revanche suffisamment bien montés et documentés pour retarder l'intervention ultime de la municipalité pour son rasage complet. Le dossier, au-delà de son contenu, rend palpable une orientation importante d'une partie du groupe, qui vise une collaboration active avec l'État et rejette l'affrontement que, de son point de vue, certains membres rechercheraient. On retrouve là l'ambition d'une posture d'influence et de conseil face aux politiques étatiques, posture qui paraît porteuse de gratifications à l'encontre du conflit avec le gouvernement dont la force de répression, d'écrasement est redoutée. Comme l'histoire récente l'a montré, cette posture – qui fut celle des étudiants lors des « événements » de Tiananmen en 1989 – peut amener à l'inverse une confrontation dangereuse tant l'État craint tout mouvement d'autonomisation dans la population. Dans le groupe, le clivage n'est donc pas net entre ces deux attitudes opposées face à la puissance étatique et c'est plutôt l'accusation de radicalité portée sur quelques-uns qui dévoile une autre dichotomie, plus réelle celle-ci, entre deux sous-groupes que les acteurs eux-mêmes qualifient l'un d'« académique », l'autre de « culturel ». Ce découpage, qui est apparu peu de temps après la formation du groupe en 2010, révèle des enjeux sociaux notables.

D'un côté on trouve plutôt des étudiants, des journalistes et des professionnels des médias (art, cinéma, photo) venant de toutes les

parties de la Chine et occupant des emplois stables, de l'autre plutôt de jeunes travailleurs, sans diplômes, sous payés, très précarisés, frappés de plein fouet par la crise de 2008 et majoritairement cantonais. C'est dans ce sous-groupe dit « culturel » que certains se voient soupçonnés par des membres du groupe « académique » de vouloir en découdre avec le gouvernement. Corollairement, le sous-groupe dit « culturel » revendique son identité cantonaise et dénonce l'extériorité des membres « académiques ». Les rapports de classe et d'origine ne sont cependant que les facettes les plus visibles de la complexité des relations interpersonnelles et des désirs qui coagulent le groupe. Le projet de réaliser une « entreprise sociale » autour d'Ereipio fait en effet beaucoup rêver des deux côtés pour en prendre la tête ou pour trouver un emploi plus valorisant. Personne ne sait exactement ce qu'est une entreprise sociale mais la propagande dont cette dernière est l'objet fait penser à d'aucuns qu'il s'agit d'une meilleure formule que l'ONG, déjà dépassée, et qui permet de mieux utiliser le « marché » : ainsi on imagine un itinéraire touristique dans le quartier dont les habitants seraient les guides – comme, pourrait-on ajouter, dans les écomusées miniers en France – ou encore l'achat par le gouvernement des enquêtes du groupe. De surcroît, l'entreprise sociale suggère d'autres voies de réalisation de soi, en même temps porteuses d'une recherche idéaliste pour contribuer à une amélioration de la société. Lutter contre les « injustices » criantes qui constellent la conjoncture actuelle les mobilise tous en effet, et en particulier les journalistes qui ne se conçoivent plus comme de simples agents de propagande mais au contraire se plaignent de la censure les empêchant de relater les innombrables faits quotidiens sur lesquels ils enquêtent à la demande de la population. L'émergence de ces jeunes journalistes, professionnels ou étudiants, se percevant habités par une vocation de témoignage, pointe les logiques décisives d'émancipation en regard de l'État-parti qui se cristallisent, dans le cas présent, sur Ereipio mais que l'on retrouve dans maintes autres initiatives concernant l'environnement, l'éducation, la santé mentale, etc. Le lecteur rencontrera ces journalistes dans un chapitre ultérieur.

Le premier leader du groupe semble, à écouter les uns et les autres, avoir joui d'un charisme indéniable tant son absence a laissé un vide palpable. Parti faire un doctorat en Angleterre, il a eu pour remplaçant un étudiant qui se prépare lui aussi à quitter la Chine pour s'inscrire à un diplôme de « transitologie » en Europe de l'Est. Fils de cadres administratifs, élevé par ses grands-parents paternels cantonnais émigrés en Malaisie et revenus en 1949 à l'appel de Mao, ce jeune homme, parfaitement anglophone, exerce une grande influence sur ses camarades : leur attirance pour son personnage renvoie à sa maîtrise personnelle, sa maturité, son évidente rationalité qui en font une sorte de modèle et de guide. Wu voit en effet loin et, outre les capacités d'organisation qu'il a démontrées dans le groupe, il développe une ambition personnelle et une ambition collective qui se confondent et séduisent fortement, envisageant les contours d'une entreprise sociale et plus tard souhaitant travailler lui-même dans un *think tank* chinois de conseil pour les ONG. À la tête du sous-groupe « académique », mais reconnu par tous comme l'autorité du groupe, Wu met clairement en avant une ligne très représentative de cogestion avec l'État, faite de prudence et d'actions fortes mais non transgressives de ces « limites », toujours évoquées qui, une fois franchies, métamorphosent un individu en un opposant dangereux. Son investissement dans Ereipio ne répond certes pas à une identité locale sur laquelle il feint de s'interroger, car il n'est venu habiter Canton qu'à l'âge de 12 ans. Néanmoins comme une grande partie des jeunes de sa génération, Wu doit assumer des trous énormes de connaissances sur la vie passée de sa famille – et même présente puisqu'il avoue ne pas savoir ce que fait son père de ses journées depuis qu'il a perdu son emploi – trous encore creusés par une absence de dialogue avec ses parents. D'une manière générale tout se passe comme si les mémoires béantes des acteurs étaient aimantées par les démolitions des vieux quartiers, traces matérielles détruites d'une histoire en lambeaux qu'ils cherchent à percer, sans bien savoir ce qu'elles recouvrent. À la fois préparation à une future carrière de « conseiller du prince » et tentative de réparation d'un abîme mémoriel troublant, le groupe est aussi pour Wu, comme pour ses camarades, une expérience libératrice des carcans sociétaux, idéologiques, politiques que l'État-parti s'efforce de faire perdurer mais qui sont nettement

fragilisés par des initiatives similaires à celle en jeu dans Ereipio, qui éclosent présentement un peu partout en Chine.

Dans son entreprise, Wu est assisté par Na, charmante étudiante de littérature chinoise qui lui voue une grande admiration. Dans la ville où elle a été élevée – Qingdao – les anciens quartiers connaissaient le même sort d'éradication qu'à Canton et un groupe d'étudiants auquel elle a appartenu, s'était là aussi mobilisé sous l'encadrement d'un professeur, d'abord sur un forum numérique puis concrètement, par des enquêtes sur la mémoire des derniers habitants. Le groupe avait concouru au niveau national et son projet avait été subventionné à hauteur de 12 000 yuans² auquel l'université avait rajouté 2 000 yuans. Na juge pourtant l'expérience cantonaise beaucoup plus stimulante tout en se disant qu'on ne peut guère aller contre le « sens de l'histoire » et que les villes doivent se développer. Néanmoins la généalogie de Na la pousse à questionner la réalité environnante : son grand-père paternel, grand bourgeois d'avant 1949 dont l'épouse fit des études universitaires, fut battu à mort pendant la Révolution culturelle puis réhabilité après. Son père, cadet de neuf enfants dont un au Guomintang, a été envoyé à 16 ans en rééducation comme « jeune éduqué » en Mongolie intérieure où il a rencontré sa femme, qu'il a épousée, contre la volonté du père de cette dernière, opposée à une alliance avec un élément de « mauvaise origine ». Soulignons que Na est la seule jeune que ses parents encouragent à s'impliquer dans le groupe autour d'Ereipio alors qu'en général ils s'inquiètent des conséquences politiques pour l'avenir de leurs enfants. Na voit par contre son activisme en relation directe avec l'histoire de ses parents, et ce d'autant plus que son père l'a poussée à étudier la littérature chinoise, pour ensuite lui confier ses mémoires en lui demandant d'en faire un livre.

Une mémoire trouée

Ereipio apparaît ainsi comme une sorte de porte pour ouvrir la nébuleuse d'un passé personnel, collectif, politique, barré, complètement inconnu ou alors livré par bribes peu déchiffrables, surtout s'il est constellé par les répressions étatiques comme dans

2. Près de 1 200 €.

le cas de la famille de Na. La propagande du gouvernement sur la période maoïste, faite d'occultations, de dénégations et de quelques fictions glorifiées ne donne pour sa part aucune clef pour pénétrer le vécu des générations antérieures qu'elle scelle au contraire. Cette quête de la mémoire est en jeu, prête à s'actualiser sur une multitude de lieux comme le montre encore Lin, une jeune journaliste qui, outre son engagement à Ereipio, s'est aussi lancée dans un reportage avec un autre groupe, sur une rue de commerces et de restaurants de fruits de mer qui vient d'être détruite à Canton. Lin ne sait pas pourquoi il faudrait protéger cette rue, et dans sa recherche de documents, elle n'a trouvé aucun argument de spécificité ! Fille de médecin, d'origine hakka par son père, Lin met des points d'interrogation sur l'identité de ses quatre grands-parents, est très éprise d'égalité et de justice et voudrait que « la voix du peuple soit égale à celle du gouvernement ». Ses trois années de stage de journalisme lui ont laissé un sentiment d'impuissance face aux demandes multiples des gens l'appelant pour faire connaître leur situation, qu'il s'agisse d'un accident médical étouffé, d'une expropriation sans dédommagement, d'un travail sans salaire, etc. Lin, qui s'est inscrite dans de nombreux groupes, a trouvé néanmoins autour d'Ereipio une forme de compensation, assumant la communication interne entre les membres, valorisant son expérience de journaliste et convaincue d'agir plus efficacement que dans son journal.

De dix ans son aîné, Xiong, qui est aussi journaliste, gagne 4 000 yuans par mois et qui est père d'un enfant, a, après observation du groupe, vaincu sa première réaction de méfiance et s'est senti gagné par l'admiration devant l'engagement des jeunes dans Ereipio pour cependant de tout autres raisons. Xiong a en effet vécu à 1 km de la zone détruite, dans une ruelle, où une maison anciennement bourgeoise avait été divisée en minuscules pièces pour chaque famille et c'est à Ereipio qu'il est allé à l'école secondaire. Lorsque la maison a été rendue à son propriétaire d'outre-mer, ses parents ont dû se reloger non sans difficultés. Fils d'un ouvrier et d'une femme analphabète – élevée sur le bateau de son père pêcheur –, Xiong affiche de façon tout à fait exceptionnelle des opinions politiques, se disant de « gauche », « communiste », accusant le gouvernement de faire une « politique de droite », et d'importer le « capitalisme ». Pour Xiong, qui

cherche des repères dans l'histoire des pays européens et lit beaucoup, le groupe est un moyen de rompre son isolement intellectuel, de trouver une audience et surtout la possibilité de reconstruire un lien avec son propre passé, alors même que sa pratique professionnelle l'oblige, pour conserver son emploi, à taire informations et émotions. La présence active des deux journalistes Lin et Xiong, renforce le groupe et lui ouvre des voies d'institutionnalisation importantes.

Le groupe, dans sa partie « académique » attire aussi d'autres compétences plus ou moins affirmées ou encore en gestation. Ainsi Long, qui a plusieurs fois interrompu et repris ses études aux Beaux-arts où il a actuellement comme professeure une jeune femme qui a passé sept ans en France et qui, avec son conjoint, multiplie les manifestations artistiques provocatrices. Le jeune homme, âgé de 30 ans, veut tourner un film documentaire sur la zone d'Ereipio qu'il présenterait pour son diplôme. Il a déjà été primé pour un autre documentaire sur les habitants, après la démolition d'un ancien village où a été érigée la cité universitaire. Se tenant à l'écart des actions revendicatrices menées à l'époque au nom de la défense des droits, qui, à son avis, pourraient faire empirer la situation en attirant la répression étatique, Long a mis l'accent sur la quotidienneté des villageois et leurs occupations dans leurs nouveaux lieux de vie et a posé un regard délibérément « positif ». Ce fils de paysans – ayant donné naissance à quatre enfants –, a créé, avec quelques camarades, un atelier de montage cinématographique et photographique et voit dans le groupe une intégration ascensionnelle car il s'y mêle à des « étudiants, des architectes, des artistes, des habitants qui ont l'amour de leur terre... » tandis qu'il juge sévèrement le sous-groupe dit « culturel » comme « superficiel », l'accusant de ne faire que des visites de vieux quartiers.

À travers Long, est perceptible l'image de plateforme professionnelle dont est doté le groupe pour tous ceux qui n'arrivent pas à se stabiliser dans un emploi qui corresponde à leurs aspirations de promotion. Ainsi Long qualifie-t-il l'action du groupe de « pratique de jeune intellectuel », repoussant au plus loin de lui son autre partie, les travailleurs cantonnais qui se consacrent à la « culture ». La même perspective est discernable chez Yong,

titulaire d'un BA, qui travaille dans une petite entreprise de publicité, gagne péniblement 2 000 yuans par mois et cherche un autre emploi. Pour cet autre jeune homme, fils unique d'ouvriers, qui a vécu dans les anciens quartiers de Shaoguan, le groupe, dans sa composante académique, est une ouverture fabuleuse dont les étudiants lui permettent « d'apprendre, de voir autrement » la réalité, de se constituer une nouvelle dignité et d'imaginer qu'il pourrait devenir un *free lance artist*, sur le modèle entrevu de Long dont le statut est très enjolivé. Qu'il n'y ait « pas de solution pour les pauvres » dans le cadre de la politique de la ville, lui paraît une évidence à laquelle il est difficile de s'opposer. La voix fondamentalement morale que fait entendre le groupe l'éloigne imaginativement de cette « pauvreté » dans laquelle il est de fait immergé. Les enjeux et les contours de cette moralité sont, comme on le voit dès maintenant, pluriels et chargés d'ambiguïtés : justice, égalité, respect des « habitants » – invisibles, inconnus, véritables spectres – sont ici des objectifs hors politique, quasi dépolitisés, devant tisser un dialogue positif et valorisant avec les autorités étatiques, et en même temps des dispositifs microsociaux, dont l'interconnaissance est prometteuse d'une élévation hiérarchique et concrétise une ligne de fuite des cadres institués.

La « culture », objet d'une ascension dans l'imaginaire

Dans ce scénario de moralisation du monde urbain, le sous-groupe dit « culturel » introduit quelques déraillements comme le donne à voir la jeune fille qui est à sa tête, Chang, revêtue, en ce jour très ensoleillé, d'une très courte robe de dentelle à volants beiges et à manches bouffantes, laissant apercevoir ses jambes nues dans de grandes bottes. Elle arbore un long collier de perles et un bracelet. Son sourire éclaire un maquillage très marqué, sur un fond de teint blanchissant faisant ressortir ses cheveux roux. Portant un coquet sac de cuir, sur lequel elle tapote avec ses ongles bleus brillants, Chang manifeste une grande détermination et une forte personnalité. Cantonaise de naissance, elle a dès 2008, été responsable d'un groupe de découverte des anciens quartiers, créé sur Internet et qui compte aujourd'hui 5 000 membres. Fille unique d'un père qui « boursicote » et d'une mère à l'itinéraire professionnel très chaotique, Chang qui a arrêté ses études à la fin du secondaire, a déjà changé à 25 ans quatre fois de travail,

accomplissant des tâches de secrétariat, de comptabilité, de vente, etc., dans différentes entreprises pour de

s salaires qui n'ont cessé de diminuer, de 1 800 yuans à 1 000 yuans aujourd'hui pour un mi-temps dans une école primaire où elle est surveillante. Très active dans d'autres groupes concernés par les « traditions cantonaises », la jeune fille, qui passe une bonne partie de son temps sur Internet, s'est élevée courageusement contre la proposition d'un membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) de supprimer la langue cantonaise et son message numérique a rencontré beaucoup de succès, jusqu'à déboucher sur une manifestation politique bloquée par la police. Chang qui a vécu dans un ancien quartier de Canton avec ses parents jusqu'à la démolition de leur immeuble, leur relogement difficile en grande banlieue et jusqu'à maintenant leur impossible rapatriement sur le centre-ville, puise sa légitimité dans une territorialité qui constitue sa seule identité. Celle-ci nourrit une rébellion de base, primordialiste, contre tous les appareils d'encadrement et d'unification : « On ne veut pas être tous pareils, penser tous la même chose, on veut garder notre langue, notre culture » assène Chang dans une logique à la fois simple mais subversive dans la conjoncture chinoise où l'État-parti redoute les mouvements d'autonomie régionale, religieuse, identitaire. L'ambition personnelle de Chang par ailleurs se réduit à la création d'un magasin spécialisé dans l'entretien et la santé des chats. Les motivations, les souhaits, le style de Chang arrimée à son Canton natal qu'elle veut préserver à tout prix, dénotent immédiatement en regard du sous-groupe qui se veut « académique » et qui polarise les espoirs d'ascension sociale et intellectuelle. Chang représente un pôle opposé à celui de Wu, leader de cette première composante du groupe sur laquelle nous nous sommes penchés. Pour la jeune fille sans qualification, il s'agit de bâtir une forme de résistance brute aux processus de développement économique et politique, qui la marginalisent et l'excluent à plus ou moins court terme. Pour le jeune homme, il convient de construire les prémisses d'une entrée dans une arène para-étatique, dont la tutelle resterait à l'État-parti, et de participer à la légitimation de ses politiques. Son émerveillement toujours renouvelé devant l'intérêt que suscitent le

groupe et sa personne reflète cette issue glorieuse qui lui apportera la reconnaissance des autorités.

Alors que Chang tait les désaccords avec le sous-groupe académique, son camarade Peng – qui a travaillé avec elle un moment dans la même entreprise qu'ils ont tous deux quittée – au contraire les affiche sans pourtant être capable d'expliquer deux lignes d'action claires. De son discours il ressort cependant, dans la cohérence des positions décrites ici, que le sous-groupe culturel composé de travailleurs cantonnais est trop dangereusement radical et que Wu, le jeune leader du sous-groupe académique, tente en vain de freiner ses membres par une défense légale. « Sauver les saveurs qui vont disparaître », « Changer des choses en s'appuyant sur la force de la culture », faire de Ereipio un exemple, « Attirer le peuple pour faire bouger le gouvernement qui est sensible à l'opinion publique », « Ne pas simplement suivre les ordres mais participer au changement urbain », se faire connaître par les chants cantonnais sont quelques-uns des slogans que clame Peng et qui se résument dans deux formules chocs : « La ville nous appartient » et « On est tous voisins ». Fils unique d'une mère enseignante et d'un père comptable membre du Parti, avec qui il habite un immeuble récent dans un ancien quartier, Peng à 28 ans, avec un seul BA en poche, a un parcours professionnel erratique. Après avoir tenté de monter sa propre affaire et avoir échoué à la développer, il vend aujourd'hui des billets d'avion pour un revenu très bas. Frustré, le jeune homme repère « les enfants de riches » dans le groupe et lorsqu'il s'interroge sur son devenir d'entreprise sociale, se demande si « ça serait alors des grands chefs qui m'emploient ». Attentif aux reproductions hiérarchiques qui l'enferment dans son infériorité sociale, Peng, comme Chang, n'a pour seul bagage que cette « culture cantonnaise » qu'ils chérissent, dont ils perçoivent la charge explosive, mais dont ils ont bien du mal à penser le destin hors d'une exploitation commerciale, qui est précisément celle de la politique urbaine menée aujourd'hui par la municipalité qu'ils dénoncent. Une logique identificatoire guide ces jeunes sans pourtant qu'elle se concrétise sur les derniers habitants d'Ereipio, doublement laissés pour compte tant ils retiennent peu leur attention, hors du rôle de marionnettes culturelles, bonnes à ranger au placard dès le spectacle terminé.

« Un jour ils vont détruire notre maison et nous ne pourrons plus manger et dormir à bon marché » dit un autre jeune homme, fils de paysans qui flotte entre les deux sous-groupes « culturel » et « académique » ; il a rejoint le groupe, s'y est activé alors qu'il était au chômage. Il vit aujourd'hui dans un autre ancien quartier de la ville, aux ruelles fort bien entretenues par ses habitants, zone inscrite dans la deuxième phase de destruction du plan urbain. Considéré comme « riche », Gang, manager de programmes informatiques dans une grande entreprise, avec un salaire de 11 000 yuans par mois, est plus précis dans l'explication de son investissement dans le groupe « culturel », puisant sur Internet « en grimant la muraille », les mots clefs de la nébuleuse « société civile » (*gong min she hui*) :

« Je suis le citoyen de cette ville, ma voix a influencé le gouvernement et c'est un trésor qui ne s'achète pas, cette responsabilité (*ze ren*) citoyenne. Être citoyen (*gong min*) c'est le droit de parler soi-même sur le développement de la société, d'y participer et nous voulons le développement de la culture en même temps que le développement économique, cela augmentera le taux de bonheur. »

Conclut-il en reprenant ironiquement le slogan gouvernemental introduit en 2011 et qui appelle à une société « moderne », « civilisée », « prospère », « harmonieuse » et aussi « heureuse », ce qui a conduit les villes à entrer en concurrence pour gagner le prix de la ville chinoise « la plus heureuse ». Ainsi à Canton, sur les murs on lit « Guanzhou heureux ». Derrière le discours de Gang et ses connexions numériques quotidiennes qui lui apportent une armature idéologique, une revanche est aussi en jeu sur une généalogie cassée par les étapes politiques de la Chine depuis 1949. Son grand-père paternel, classé comme antirévolutionnaire, a fui avec son épouse – fille d'un grand entrepreneur –, à Hong Kong, devant l'arrivée du gouvernement communiste, laissant ses enfants à son propre père affilié au Guomintang. Les relations ont été coupées pour éviter tout problème politique jusqu'à la réhabilitation du grand-père. Gang a été élevé dans la *danwei* de son grand-père maternel qui travaillait dans un magasin d'État avant que celle-ci, située dans un ancien quartier de la ville, ne soit détruite. Ses parents, employés dans une usine et un magasin,

s'opposent en vain à son engagement autour d'Ereipio, craignant le retour d'une histoire familiale houleuse. Que la mémoire soit trouée, comme chez la majorité des jeunes, privés de transmission, ou qu'elle soit marquée par des stigmatisations politiques traumatisantes comme l'illustre Gang, dans toutes les situations rencontrées, les destructions urbaines qui s'accroissent ravivent chez les acteurs des traces de sens, des morceaux de vie dont la disparition définitive est angoissante. Le terme même de démolition évoque immédiatement à Canton « l'injustice » comme nous le fait remarquer l'un d'entre eux. Presque tous ont vécu ou ont des membres de leur parentèle ou de leur réseau de connaissance qui, à un moment ou à un autre, habitaient dans des anciens quartiers, ce qui relève d'une probabilité objective, si l'on réfère le tout début des restructurations urbaines aux années quatre-vingt. Le branchement sur le monde global que procure Internet aux jeunes permet une reconfiguration de ces représentations brouillées et le groupe, dans sa dimension de praxis concrète, vient soutenir ces efforts de réappropriation de soi, des siens, projetés sur ce cloaque qu'est Ereipio.

Les enjeux politiques d'une mobilisation conservatrice

Arrêtons là cette présentation de personnages qui illustrent suffisamment bien le foisonnement des logiques individuelles ainsi que leurs différents modes de coagulation sur l'opération urbaine. Soulignons la figure imaginaire de l'État qui ressort des hésitations et des oscillations des uns et des autres, partagés entre, d'un côté, le désir de peser sur les politiques publiques, de participer à leur définition, d'être reconnu par la municipalité comme un acteur collectif important, de l'autre, la crainte d'un pouvoir violent, obtus, dominateur, unilatéral. Ces représentations reflètent en partie les perspectives de l'État-parti, de plus en plus soucieux d'obtenir l'adhésion de la population et multipliant les messages de propagande dans cette visée, mais aussi prêt à écraser brutalement toute manifestation dont les orientations échappent à son contrôle, ou portent la contradiction dans l'efficacité de ses politiques. C'est bien dans ce dernier cas que se positionne le groupe affrontant une politique urbaine de restructuration radicale qui ne se préoccupe ni du sort des individus, ni du sens porté par le bâti. Néanmoins, pour l'observateur des vieux quartiers cantonnais qui s'est faufilé dans les

innombrables minuscules pièces créées pour chaque famille au cœur des grandes maisons anciennement bourgeoises, et qui a parcouru les ruelles où des petits immeubles de quelques étages se délabrent dangereusement malgré leurs rafistolages astucieux, envisager des programmes de réhabilitation ou de rénovation scrupuleusement respectueuses des populations et des bâtiments serait une gageure autant en termes de réalisation que de coût. De telles opérations ont par ailleurs montré leurs limites en Europe où les anciens centres-villes ont vu, quelles que soient les intentions initiales, leurs couches populaires disparaître systématiquement au profit des classes moyennes supérieures dans des cadres architecturaux restaurés destinés au tourisme et aux commerces.

Dans la conjoncture chinoise, les démolitions et les expulsions provoquent de manière récurrente des incidents plus ou moins fâcheux et graves dans la mesure où les spéculateurs fonciers et les investisseurs immobiliers embauchent généralement les services de nervis pour hâter la libération des terrains³. La promulgation d'une loi⁴ engageant les autorités locales à effectuer elles-mêmes ces tâches difficiles sur les terrains appartenant à l'État a pour objectif de limiter les problèmes répétitifs. Ainsi, selon la loi, l'attention doit-elle être portée sur un juste dédommagement financier des propriétaires et des occupants et leur relogement dans de bonnes conditions prioritaires. Les expropriations ne devraient intervenir qu'après examen de l'intérêt collectif de développement urbain de la zone concernée. En cas de résistance importante de la population sont recommandées réunions et auditions, voire annulation du programme de démolition. Le recours à la force est rejeté au profit d'une procédure judiciaire.

Cette loi, très favorable *a priori* à l'écoute de la population, a semble-t-il eu peu d'efficacité concrète si l'on en juge par la mort d'un fonctionnaire dans la ville de Shuozhou au Shanxi en juin 2011. L'événement est exemplaire : dans l'arrondissement de Shuocheng⁵ la municipalité vient en effet de construire un quartier « vénitien » et dans le cadre de ce « projet de Venise », un homme,

3. <http://news.sina.com.cn/c2011-01-19/175121841765.shtml>

4. http://www.gov.cn/zwqk/2011-01/21/content_1790111.htm

http://cs.xinhuanet.com/fc/08/201108/t20110817_3013568.html

5. <http://city.ifeng.com/cskx/20110816/125397.shtml>

père d'un enfant handicapé qui a perdu ses deux jambes dans un accident du travail, devait être expulsé d'une grande maison, achetée 110 000 yuans en 2003. La location de deux pièces à un salon de coiffure, trois à un garage, et la transformation de deux autres en épicerie, octroyaient à cet homme des revenus suffisants pour faire vivre sa famille de cinq personnes. Il demandait donc un dédommagement de 3 millions de yuans (300 000 €) ou deux appartements et deux locaux commerciaux. La municipalité refuse la négociation et décide de faire de cette expropriation un modèle en mobilisant une équipe de 200 fonctionnaires qui s'affrontent au propriétaire, armé d'un couteau et brandissant un panneau où est écrit « expropriation illégale du gouvernement, je résiste jusqu'à la mort ». En présence de leurs personnels, deux directeurs – l'un du bureau de la construction de la ville et l'autre, chargé de la surveillance du bureau de la construction – se sont avancés téméraires, le premier montant sur le toit de la maison. Tous deux ont été blessés par les coups de couteau du propriétaire et le premier est décédé.

Dans ce contexte, le positionnement du groupe de jeunes sur lequel nous nous sommes penchés est bien représentatif des rapports en jeu avec l'État-parti : à tout instant la ligne qui sépare une légalité arbitraire de l'illégalité déclarée peut-être franchie de façon impromptue, involontaire, livrant les jeunes – qui en sont bien conscients – à la répression. Leurs fluctuations, leurs débats, leurs désaccords prennent racine sur ce fond de fragilisation de leurs actions hors les logiques individuelles fondées sur un capital social plus ou moins important qui conduit certains à penser qu'ils ont moins à perdre que d'autres.

Évitons néanmoins un déterminisme mécaniste qui suggérerait que ce sont les couches sociales les plus précarisées socialement et professionnellement qui sont à l'origine d'une façon générale de la production d'une identité locale cantonaise qui émerge dans le groupe étudié comme un enjeu interne. Il faut plutôt voir là une perspective qui s'actualise dans de nombreuses configurations religieuses et régionales, non seulement en Chine, mais dans le monde entier. Elle prend sens dans les processus de globalisation axés sur le paradoxe, d'un côté, d'une unification du système économique de financiarisation du capitalisme, de l'autre, sur la genèse d'une multiplication de différentialismes identitaires.

L'existence d'un régime autoritaire à l'instar de la Chine, accentue les contradictions, faisant de toute initiative de singularisation territoriale une image d'autonomie menaçant l'unité nationale que l'État-parti ne cesse de célébrer au cours des années selon des formules différentes. Dans cette optique, l'outil numérique – qui est un des instruments centraux de la globalisation et permet une diffusion idéologique extraordinaire – joue un rôle essentiel dans l'édification d'identités spécifiques, fortifiant, comme nous l'avons vu autour d'Ereipio, les mouvements embryonnaires à différentes étapes : construction d'un groupe social concret, formation et légitimation de ses objectifs dans une confrontation permanente avec d'autres entités collectives nationales et internationales, publicisation de ses actions et institutionnalisation. L'encadrement politique permanent dans lequel en Chine les jeunes ont vécu dans leur parcours scolaire et universitaire, redoublé par l'autorité parentale, les rend particulièrement perméables aux produits idéologiques très diversifiés disponibles sur la Toile, qui, à leurs yeux, est souvent une garantie de vérité. Grande est leur vulnérabilité, à la hauteur de leur curiosité et de leur désir d'ouverture sur le monde, comme le reflète l'investigation elle-même, marquée par les questions qu'ils nous adressaient, nous demandant fréquemment de juger leurs idées, leurs démarches, leurs projets, leurs réalisations. La découverte que la réalité n'est pas à l'image des leçons de l'État-parti les rend très influençables, faute de repères, et métamorphose leurs esprits en surfaces vierges prêtes à être gravées.

Ainsi, lorsque des jeunes autour d'Ereipio trouvent sur Internet des bribes d'explication concernant la « société civile », ils sont émerveillés de pouvoir se glisser dans cette case à leurs yeux prestigieuse, que l'observateur extérieur sera éventuellement ravi de leur renvoyer, opérant alors une opération de légitimation idéologique, quel que soit le flou qui entoure l'expression de « société civile ». Au-delà des controverses sur les mots, s'affirme néanmoins là l'inauguration de dynamiques sociales, hors des sentiers battus de l'État-parti, mais au centre de l'invention globalisée d'un présent dans lequel les femmes sont des actrices majeures comme nous allons le voir au cours des pages suivantes.

L'EFFICACITÉ SYMBOLIQUE DU GENRE

Issues des États-Unis et désormais bien implantées dans les universités européennes, avec quelque retard néanmoins en France, les *gender studies* se présentent en Chine comme un objet scientifique, idéologique et politique nouveau, potentiellement perturbant pour l'État-Parti. En effet, dans le contexte de la globalisation du capitalisme, la perspective de genre s'affirme comme une norme centrale de gouvernance, débouchant sur des programmes de développement intellectuel, social et économique diversifiés selon les pays visés et leurs régimes, par exemple islamiques, antérieurement ou présentement communistes comme la Chine. Ces opérations qui ne sont jamais « neutres » ont une dimension politique plus ou moins voilée, discrète ou affichée. Que les femmes, d'une manière générale et historique soient une voie de pénétration privilégiée des sociétés ciblées se comprend aisément, en raison de leur condition dominée : cette position subordonnée implique un accès plus facile et une ouverture plus grande à des messages exogènes, en particulier lorsqu'ils concernent directement leur sexe. S'en prendre aux femmes – à leur corps, à leur esprit – a d'ailleurs toujours été une arme de guerre et de conquête en quelque sorte banale, révélant le caractère imaginaire de propriété sociale, collective, nationale et aujourd'hui globale des femmes.

Nous nous pencherons ici sur les logiques de réception, de réappropriation et de mise en œuvre des *gender studies* chez des femmes universitaires de statuts hiérarchiques divers à Canton. Nous partons de deux hypothèses corollaires : tout d'abord que

ces logiques sont spécifiques, en réponse à la singularité du contexte politique, social, culturel et symbolique, ensuite que l'entendement particulier des *gender studies* de ces femmes peut être fort éloigné du sens premier des auteures des textes, pour de multiples raisons parmi lesquelles la traduction en chinois et la compilation d'extraits potentiellement arbitraire sont importantes. L'aspect initiatique, de révélation « scientifique » que revêtent les *gender studies* est immédiat pour l'ensemble des femmes rencontrées et débouche, compte tenu de la volonté de contrôle monopoliste du gouvernement et de ses habitudes de suspicion, sur une confrontation politique rapide, inévitable et peu prévue par la majorité d'entre elles. Le politique est donc dans ce cas précis au cœur de l'importation idéologique et cognitive des *gender studies*, à la fois dans les modes de subjectivation des actrices et dans le tissu des rapports sociaux où elles s'inscrivent. C'est pourquoi il constitue l'épicentre d'une fresque d'emprises contrastées sur des sujets accédant à une nouvelle conscience de leur existence sociale et personnelle en rupture plus ou moins grande avec le socle des croyances et des dogmes qui soutenaient leur vie. L'émergence d'une représentation de soi inédite, entraînant une autre vision de la société environnante sur laquelle nous focaliserons l'attention, donne à observer une scène typique du monde présent, à la fois locale et globale. Son décryptage – qui prend sens dans une optique comparative avec d'autres pays, comme l'Ouzbékistan par exemple où les *gender studies* furent importées par la fondation Soros –, a pour objectif de mieux cerner différents visages de la fabrique de la globalisation dans le cadre de laquelle les producteurs et les médiateurs des connaissances jouent un rôle notable.

Le petit cercle de femmes qui, à Canton, s'est arrimé aux *gender studies* pousse ainsi l'anthropologue à repenser sa démarche méthodologique face à une interconnaissance dont les ports d'attache sont extérieurs, globalisés et numérisés, et dont les liens internes sont nébuleux. La notion de groupe social, chère à l'anthropologue paraît ici peu adéquate et c'est pourquoi, faute de mieux, nous utilisons le terme imprécis de cercle en évitant celui potentiellement péjoratif d'agrégat ou encore celui de groupuscule. Ce petit cercle, ouvert, fluide, fragile, s'est offert à l'investigation anthropologique sur un mode d'autant plus aisé que ses actrices se

percevaient en marge de ce qu'on décrit en Chine comme le « courant dominant » (*zhu liu*) et en quête de reconnaissance. L'accueil fut donc très chaleureux et les entretiens, empreints d'une sincérité touchante, témoignaient d'un grand désir de parole sur soi, articulant spontanément travail, couple, famille, société et politique. Nous nous sommes prêtés à ces épanchements, limitant au maximum questions et réorientations des narrations.

Un petit cercle hétérogène

Dans le champ universitaire de Canton, une quinzaine de femmes, auxquelles s'ajoutent leurs étudiantes, véhiculent et transmettent les *gender studies* en s'appuyant sur différents types de pivots ; elles se répartissent dans trois universités de haute ou de moindre réputation et dans deux départements au sein de la plus prestigieuse des trois ; elles se voient relayées par deux « associations universitaires » qui – avec l'autorisation de la Ligue de la jeunesse sous tutelle du parti communiste – rassemblent des étudiants très actifs ; comme toujours, ces associations universitaires constituent des bassins de mobilisation remarquables dans tous les domaines : environnement, droits, etc. Cinq centres, réseaux, forums de recherche étayent de surcroît ce cercle de femmes en relations fréquentes les unes avec les autres, organisant des actions ponctuelles, des évènements artistiques, culturels, théâtraux, des manifestations publiques. Les financements auxquels les femmes accèdent renvoient à des projets et des soutiens de différentes natures : un centre de recherche est, dans l'une des universités, l'émanation indirecte du syndicat de l'université, un autre est orienté sur les droits juridiques, un réseau scientifique a été créé avec les subventions de la fondation Ford, un autre avec celles d'une seconde fondation américaine, enfin un réseau centré sur les médias est apparu depuis peu à l'initiative de l'une des femmes. Ces dispositifs précaires et hétéroclites constituent néanmoins un tissu relationnel séduisant pour les étudiants qui s'y intègrent spontanément en proposant leur aide. Les rapports en jeu entre enseignants et étudiants, marqués par la proximité, une affectivité manifeste, un encadrement hiérarchique fort, touchant la vie personnelle de l'étudiant sont des facteurs favorables à une dynamique collective.

Âgées de 30 à près de 60 ans, les femmes rencontrées se positionnent dans une chaîne de découverte intellectuelle des *gender studies* qui comporte *grosso modo* trois paliers : pour celles dont le statut est le plus élevé un séjour aux USA ; pour leurs collègues moins gradées, les cours que ces aînées dispensent sur les *gender studies* à Canton et en particulier ceux d'une professeure dont la trajectoire – du parti communiste à la dissidence militante – en fait une figure héroïque et unanimement admirée. Enfin les séjours de doctorat ou les stages financés à Hong Kong révèlent pour de jeunes enseignantes et étudiantes une influence majeure. La venue de conférenciers étrangers, des commémorations diverses, une multitude de petits événements sont l'occasion de dîners dans des restaurants modestes des campus universitaires – où chez des professeurs – où se mêlent dans la joie enseignants et étudiants. Dans ces circonstances, l'apparence d'un « groupe » se donne à voir mais elle est vite rompue à l'écoute des actrices en face-à-face qui avouent le caractère plus ou moins lâche des liens entretenus et leur isolement dans les difficultés qu'elles affrontent au sein de leur cadre institutionnel avec leurs collègues masculins.

Le corpus connu par ces femmes des *gender studies* est, notons-le, très éclectique : on y trouve beaucoup d'auteurs anglo-saxonnes, américaines en particulier, et quelques Françaises (Cixous, Beauvoir, Kristeva) rassemblées dans des manuels de base. Les divergences d'orientation – même les plus massives entre féminisme différentialiste et féminisme égalitariste, matérialiste, etc. – sont largement ignorées et incomprises au profit de la notion de *gender*, souvent utilisée comme un homonyme de femme, et, dans ce contexte, l'idée du féminisme est extrêmement vague. Les femmes font surtout référence à deux courants endogènes, qu'il est malaisé de traduire et encore plus de tenter de faire correspondre à une coupure dans les conceptions exogènes du féminisme : « féminisme-pouvoir » (*nü quan zhu yi*) et « féminisme-féminité » (*nü xing zhu yi*). On ne saurait néanmoins dresser une opposition complète entre ces deux courants, qui par certaines femmes semblent bien identifiés, mais par d'autres peu évocateurs et de fait mêlés. Mais le principal apport des *gender studies* semble être de leur avoir permis de se penser dans une condition sociale et politique de femme en Chine, marquée de fait par de sévères

inégalités et discriminations repérées dans la famille, l'éducation, le marché du travail, l'emploi, etc. Les *gender studies* créent donc une sorte de déchirure dans le regard que ces femmes portent désormais sur leur présent et leur avenir, au point d'entraîner des remises en cause et des bouleversements irrémédiables. Ce constat invalide largement l'hypothèse d'un féminisme de l'État-parti avancée aujourd'hui par plusieurs chercheuses françaises¹ qui neutralisent de fait la différence entre politiques publiques et mouvements sociaux contestataires. L'État-parti chinois, qui s'est doté de la Fédération des femmes, organisation de masse dans la tradition léniniste, ne peut être considéré comme féministe à la simple vue des mesures courageuses qu'il prit après 1949 en faveur des droits des femmes. Lui accoler le qualificatif de « féministe » est en soi une prise de parti semant la confusion, outre le fait que peu de cadres politiques supérieurs y souscriraient. Au plan épistémologique, il est plus prudent de réserver le terme de « féministe » à ceux et celles – individus, collectifs, institutions – qui le revendiquent, dans leurs propres mots, généralement inventés par association, comme en Chine, dans un contexte de lutte. Dans le même moment, certains membres du Parti et de la Fédération des femmes peuvent se déclarer féministes personnellement en référence à la logique de leurs actions. Proposons au lecteur de découvrir maintenant quelques-unes des femmes du petit cercle cantonais et tout d'abord celle qui constitue leur référence commune.

L'initiatrice

Nous appellerons Yuting cette femme qui approche de la soixantaine, enseigne dans la plus prestigieuse des universités de la province, dans le cadre de laquelle elle a implanté les *gender studies* au sein de son département, en créant une filière qui mène jusqu'au doctorat. Personnage public dont la réputation dépasse largement les frontières de la Chine, cette femme énergique, au

1. ANGELOFF Tania : « Le féminisme en république populaire de Chine : entre ruptures et continuité », *Revue Tiers Monde*, n° 209, 2012.

ANGELOFF Tania et LIEBER Marylène : « Vous avez dit égalité ? Le féminisme chinois après trente ans de réformes », *Perspectives chinoises*, n° 4, 2012.

regard incisif, est très présente sur Internet et dans les médias. Elle donne de nombreux entretiens et apparaît aujourd'hui comme l'une des figures de proue de l'activisme pour la défense des droits. Auteure de plusieurs documentaires engagés, signataire de la charte 2008, elle s'inscrit dans un *Global Feminism Project* dont le site se trouve aux USA et qui rassemble des chercheuses indiennes, polonaises, etc. Ce « féminisme global » – au sens large de mouvance mondiale, dans laquelle elle entraîne ses jeunes collègues et ses étudiants – se donne à penser comme un nouvel objet anthropologique symptomatique de la globalisation. Il enclenche une série de prises de position à travers avant tout l'apprentissage intellectuel de la notion clé de droit : droits des femmes, droits des migrants, etc. L'hypothèse idéologique de droits – dans laquelle Alain Ehrenberg repère la genèse de l'individualisme américain, là où en France s'élève le sujet de la liberté² – nourrit en Chine une révolte générale contre toutes les injustices sociales. La trajectoire de Yuting est exemplaire de cette démarche qui a abouti pour elle-même à des interdictions de conférence, diverses mesures de restriction de ses activités, une surveillance permanente, le retrait de son passeport, mais dans le même moment une relative protection des autorités de l'université empêchant son éventuelle arrestation. Yuting invite donc l'observateur à plonger dans la production d'une dissidence à partir de l'articulation de plusieurs lignes majeures saisies dans un long entretien de quatre heures dont elle a elle-même choisi le fil directeur, insistant sur le fait que généralement elle refuse de parler sur un mode trop personnel en raison des questions qui lui sont imposées sur la Révolution culturelle. Nous n'en poserons aucune.

La construction de l'identité, la défense d'un statut par la dénonciation et l'accusation de l'autre – qui constituent une scène intérieure typique des dictatures communistes – et surtout la cassure de ce processus d'édification de soi émergent de son récit dont nous allons reprendre quelques étapes principales.

Yuting pense que son nom est juif – en liaison avec une migration juive dans la région d'origine de ses grands-parents paternels – et elle mentionne que son frère enseigne le judaïsme dans une université canadienne et s'est reconstruit comme juif,

2. EHRENBURG ALAIN : *La société du malaise*, Odile Jacob, 2010.

donnant des noms juifs à ses enfants. Elle est issue d'un deuxième mariage de sa mère effectué contre la volonté du père de cette dernière, opposé à une alliance avec un homme de statut inférieur et plus jeune. Le père de sa mère était prêt à tuer sa fille qui mourut dans un hôpital psychiatrique. Déposé dans un orphelinat par une mère veuve, le père de Yuting fut « recueilli » avec onze autres garçons par un commandant de l'armée nationaliste qui eut quatre femmes qui lui ont donné d'autres fils. Dans la narration de Yuting, ce commandant de l'armée nationaliste qui était aussi vice-gouverneur dans sa province, se révèle être le père de la mère de Yuting qui épousa donc en secondes noces son propre « frère recueilli ». Ce mariage allant à l'encontre de l'ordre paternel, eut une fin tragique puisqu'il conduisit la mère de Yuting à l'errance et à la folie. Une transgression originelle marque les débuts de la vie de Yuting. Le père, né en 1925, formé dans une école militaire, a rejoint ensuite l'armée de Libération. Les deux lignées, paternelle comme maternelle, sont donc unifiées en une seule « antirévolutionnaire », et, enfant, Yuting perçoit la différence de sa famille. Son père, angoissé par sa « mauvaise origine », « noire », lui recommande de ne pas se distinguer par la « fierté », et s'inquiète que la réussite brillante de sa fille n'attire l'attention sur elle. Arrive la Révolution culturelle, la bannière « antirévolutionnaire » placardée sur la maison et sa famille offerte à la vindicte des Gardes rouges. L'attitude du père sera déterminante à ce moment précis pour la conduite ultérieure de Yuting : le père, rentrant tard des réunions, lui explique qu'elle ne peut rien contre ses origines antirévolutionnaires qui sont véridiques, qu'en revanche, elle peut choisir sa vie, ce que sa propre génération n'a pu faire. Face à la petite fille de 13 ans, il donne raison aux révolutionnaires, l'invite à couper les liens avec sa famille, à ignorer son histoire pour intégrer la « nouvelle société ». Yuting écoute son père qui autorise ainsi symboliquement un engagement politique décisif. Elle se fait accepter par les Gardes rouges alors qu'elle avait peur d'être rejetée et avec intelligence et énergie, critique et dénonce famille et professeurs sur le mode usuel de cette période. C'est sa première pratique de l'accusation. En 1970, à 16 ans, non sélectionnée pour reprendre l'école, elle part à la campagne, volontairement, très

attirée par le projet de rééducation auprès des paysans. Inscrite dans un groupe d'enfants de professeurs, elle prend la route pour un village de montagne à deux heures de la ville où elle habite. Sur le chemin, des parents offrent un déjeuner, pleurent. L'ambiance est à la fois dramatique et joyeuse car « c'était la révolution » dit aujourd'hui Yuting. Elle reste quatre ans et demi dans ce village où elle devient institutrice et où elle est très appréciée par les paysans qui acceptent son retour en ville et son inscription au collège, obtenue grâce à une relation amicale du père. En 1976, Mao meurt alors qu'elle est dans sa dernière année de collège. Dénonciations et critiques reprennent, prenant cette fois-ci pour objet le comportement durant la Révolution culturelle. Yuting ne comprend pas pourquoi chacun doit faire son autocritique et aimerait fuir au Tibet. Son père l'en détourne et elle est envoyée en 1977 dans un village plus éloigné de montagne comme professeur d'école secondaire, face à des enfants qui refusent d'obéir, d'apprendre. Sur les conseils du secrétaire du Parti qui pousse chacun à participer à une campagne de « critique » qui touche un collègue chargé de l'application d'un programme de promotion des enseignants, elle participe à la mise au pilori d'un autre collègue dont elle est proche, ce qui interdit à ce dernier d'être promu. Avec lucidité, elle analyse aujourd'hui qu'elle a accepté d'accuser cet ami – qui n'a pas compris son attitude – pour ne pas être accusée elle-même, voir remonter son origine familiale négative et, corollairement, être dénoncée pour avoir été surprise dans la même pièce que son futur mari. Ce second enrôlement volontaire dans une chaîne d'accusations la marque profondément et elle décide de ne plus jamais accepter de dénoncer sur ordre d'un supérieur. Puis elle prépare l'examen d'entrée à l'université et le réussit.

Son futur mari est un ancien Garde rouge qui fut très actif et qui est soupçonné, par le père de Yuting, d'avoir eu une conduite répréhensible durant la Révolution culturelle. L'opposition de son père au mariage la place dans une situation de malaise. En effet, se dessine là un renvoi pervers de la logique accusatrice : si le père a engagé Yuting à s'affranchir du passé de sa famille par l'accusation, l'hypothèse peut être émise qu'il perçoit douloureusement le redoublement de l'accusation à travers la présence de son gendre qui rouvre les plaies du passé. Néanmoins, émancipée à 13 ans par son père, Yuting épouse l'homme de son

choix, un ouvrier qui suivra plus tard une formation universitaire. Le père du mari, membre actif du parti communiste est mort, accusé de trahison, lors de la campagne anti-droitiers. L'accusation politique jalonne et façonne la vie de Yuting comme celle de la très grande majorité des Chinois. Mais loin que ses meurtrissures indélébiles soient enfouies et occultées, elles nourrissent chez cette femme une réflexivité aiguë et permanente. En 1989, mère d'un enfant de 6 ans, préparant son doctorat, enfin membre du parti communiste après dix années d'échec de sa candidature – encouragées par son père – pour cause de mauvaise origine et instituée dans la recherche universitaire, elle reste, au départ, distante du mouvement étudiant qu'elle observe sans le comprendre réellement. L'étiquette d'antirévolutionnaire apposée sur le mouvement, puis la venue d'une nouvelle campagne de dénonciations généralisées portant sur l'éventuelle participation des uns et des autres à des activités subversives font écho à ses expériences antérieures et en contrepartie provoquent sa sympathie pour les étudiants, et ce d'autant plus que certains, qui suivaient ses cours, ont disparu, comme d'autres enfants de ses collègues. Par ce relatif retournement, elle amorce un rachat de la dette inconsciente qu'elle a contractée lors des deux moments historiques où elle-même a obtempéré aux nécessités de l'accusation.

En 1994, Yuting est nommée professeur et en 2000 elle passe une année sabbatique aux USA, suivant un cours sur les *gender studies*. Elle a alors 47 ans, et découvre, émerveillée une foule de connaissances inconnues sur les femmes et prend conscience qu'« elle est une femme ». De retour en Chine, elle cherche des financements pour monter un forum sur le genre. Sa militance puis sa dissidence – dont nous ne reprendrons pas l'historique – s'inaugurent à ce stade fondateur où le signifiant « femme » vient conjointement ce qui fut et fondamentalement reste disjoint par l'ordre politique qu'incarne l'État-parti : d'un côté le vécu, les émotions, les sentiments qui jaillissent d'une domination politique quotidienne subie personnellement, dans les échanges, les relations affectives, les rapports sociaux ; de l'autre les discours, les slogans, l'armature idéologique dans laquelle les individus édifient leur conformité, les machineries institutionnelles et bureaucratiques, les injonctions, l'oppression hiérarchique. Réconciliant subjectivité et

objectivité scientifique, le signifiant « femme », rapporté du séjour américain, débloque chez Yuting un clivage structurant de son identité, il la fait dévier, sortir de l'itinéraire tout tracé de chercheuse brillante mais respectueuse des limites politiques à ne pas dépasser. Yuting prend au pied de la lettre le message des *gender studies* à l'américaine : être soi, entièrement soi. Elle y ajoute l'idéal révolutionnaire de la Chine des années soixante : faire advenir un monde lisse, parfait, sans injustice. Le mélange est explosif et Yuting part en guerre contre tout ce dont elle est le produit ; elle « dévisse » au sens propre du terme et épouse le personnage de la justicière héroïque, embrassant cause après cause : migrant tué par les forces de l'ordre, femme violée par le fils d'un notable du Parti, citoyens bafoués par des élections truquées, citadins expulsés par des investisseurs immobiliers inhumains, paysans mourant du sida suite à la cupidité des autorités locales, etc. Sa sincérité est absolue, à l'aune d'un engagement avant tout moral qui ne se voit traduit en termes politiques qu'en raison de la rigidité de l'État-parti. Dans toutes les situations, l'intellectuelle sacrificielle défend le peuple des faibles, des sans-voix, contre un pouvoir omnipotent, égoïste, menteur et cruel. La scène est naïve, sans nuance : les « masses » spoliées sont authentiques et vertueuses, les « puissants », prédateurs sont répugnants. C'est un décalque de la légende de la révolution à ceci prêt que désormais le Parti tient le rôle des propriétaires terriens exploités des années cinquante. La collusion de plusieurs logiques, à des niveaux différents, sous-tend l'effraction faite par le signifiant « femme » dans la vie de Yuting : tout d'abord ce signifiant est profondément individualiste, anticollectif, apolitique et hors social dans la perspective américaine très bien décrite par Alain Ehrenberg. En tant que tel, il renverse les principes qui ont guidé envers et contre tout l'itinéraire de Yuting faisant le choix du collectif, du politique, de la société radieuse, contre les individus qu'elle a accusés, et par-là contre elle-même, ses pulsions spontanées envers sa famille en particulier. Dès lors, en accusant le « pouvoir », l'État, le Parti, et derrière lui tous les représentants hiérarchiques qui l'ont forcée à accuser des inférieurs pour exister, Yuting se lave de toute culpabilité. Blanche et non plus « noire », elle se dresse dans un « j'accuse » magistral dont la résonance, pour personnelle qu'elle soit, est immédiatement partagée. Ce

« j'accuse », qui incarne une rupture dans l'imaginaire avec le système des dénonciations, énonce en effet ouvertement un refoulé indigeste, qui ne passe pas chez d'innombrables hommes et femmes de sa génération, mais aussi plus jeunes qui ont dû faire face à des parents muets, eux-mêmes étouffés par la honte de ce qu'ils ont vu et/ou fait dans les spectacles réguliers de l'accusation.

C'est pourquoi Yuting est entourée d'une énorme sympathie dans le champ universitaire de Canton. Son « courage » est unanimement admiré par celles qui, ayant suivi une autre voix, s'en disent incapables, se percevant trop « faibles » ou « lâches ». Sa « force » en fait un modèle inatteignable, inédit, dans l'opposition, mais prenant place de fait dans le long défilé des hérauts qui ont chanté l'histoire glorieuse de la Chine. L'oblation téméraire de cette ancienne directrice du Parti de son département fascine d'autant plus que Yuting incarna pleinement la légitimité politique et scientifique. Les autorités universitaires elles-mêmes semblent s'efforcer de la préserver de heurts aux conséquences tragiques, lui demandant de s'abstenir de tout commentaire dans des occasions délicates, ou de s'éloigner. Yuting paraît ainsi évoluer dans un espace public ceint par une sorte de courroie de sécurité transparente. Son cas dit « sensible » (*min gan*) oblige ses camarades les plus compétentes à prendre sa place dans la mise en œuvre de dispositifs institutionnels de recherche sur les *gender studies*. Une solidarité certaine se fait jour chez ses collègues proches et plus éloignées en poste dans d'autres universités, telle Hongxia que nous allons maintenant rencontrer.

Une avant-garde coopérative ?

À peu près du même âge que Yuting, avec laquelle elle entretient une amitié de longue date – toutes deux ayant été condisciples en master – Hongxia a elle aussi introduit les *gender studies* dans son département qui appartient à une université de moindre prestige que celle où Yuting enseigne, mais cependant de très bonne réputation. Son cours d'éco-féminisme transdisciplinaire est à option et ne peut déboucher ni sur des masters, ni sur des doctorats de *gender studies*. Pour elle comme pour Yuting, un séjour de trois ans aux USA fut un déclic et à son retour en Chine elle décide de fonder un centre de recherche sur les

femmes. Mais elle rapporte de ce voyage, pourrait-on dire, le signifié « femme » qui la canaliserà dans l'ontologie féminine des appareils du Parti, à la différence du signifiant « femme », qui va faire exploser la carrière de Yuting. En déployant les termes de signifiant/signifié « femme », nous mettons l'accent sur la polysémie intrinsèque des enseignements des *gender studies* dans les universités américaines par lesquelles l'une et l'autre sont passées. Corollairement cette polysémie fait rhizome et éclate en de multiples particules agoniques dans son incorporation processuelle chez nos universitaires chinoises. Cette femme, qui se dit immédiatement féministe et marxiste, entreprend en effet de collaborer avec le syndicat qui finance la construction d'un immeuble pour abriter le futur centre. Se revendiquant du « courant principal » (*zhu liu*), elle a gravi l'échelle des responsabilités jusqu'au sommet dans la Fédération des femmes de la province – sous tutelle du parti communiste – et elle assure aujourd'hui la présidence de l'association de recherche de la Fédération ; fière de pouvoir « donner des conseils au gouvernement » et de se mouvoir dans toutes les institutions de l'État, voulant « influencer la société », elle espère ne jamais se trouver dans les mêmes difficultés que Yuting, se considère bien moins « courageuse » qu'elle et privilégie sa « sécurité ». Le « féminisme » légal, enchâssé dans l'État-parti, de cette femme robuste et directe qui a pour stratégie « d'unifier dans la ligne » (*tong yi zhan xian*) peut néanmoins être appréhendé comme une avancée intellectuelle. Convaincue que la domination masculine garde en Chine une force immense, y compris dans les universités, que l'évolution est lente et que le combat sera long, Hongxia – qui a en charge la recherche de financements – s'inquiète de sa succession : qui, dans son université, prendra la relève ?

On comprend son interrogation lorsqu'on écoute sa collègue du département, Xiaomei qui enseigne l'éthique, mais on entrevoit aussi que derrière la façade de « femme de fer », stable et sûre d'elle-même qu'offre au regard Hongxia, la quotidienneté dans son université n'implique pas la tranquillité évoquée et les conflits sont violents. Cette grande jeune femme, âgée d'un peu plus de 30 ans, mère d'une fille de 2 ans, épouse d'un vice-directeur d'un bureau universitaire qui est de surcroît directeur du Parti, avoue une

grande confusion intérieure et confie les dilemmes qu'elle affronte pendant de longues heures.

Suivons le fil de sa réflexion qui pointe les écueils, les échecs, un malaise profond et durable. Sa découverte des *gender studies* s'inscrit dans le cadre d'un contact avec Yuting dès 2001, période où elle doit choisir un sujet de doctorat. Elle aurait voulu consacrer sa thèse à une thématique féministe mais son directeur, qui n'a jamais entendu parler du féminisme, refuse. En 2003, année du SARS, elle propose à un institut médical un cours d'éthique féministe médicale, croyant trouver là une ouverture, qui néanmoins se referme vite. Elle démissionne et jeune docteur cherche un nouveau travail. Elle tente un post-doc sur l'éthique politique féministe dans un institut d'administration politique et sociale mais le qualificatif de féministe est retiré. Elle est enfin recrutée comme professeure associée dans le département où enseigne Hongxia, et toutes les deux ouvrent un enseignement d'éthique féministe, mais le terme de féministe est annulé sans qu'elles en soient prévenues et hors de toute procédure administrative. Toutes deux manifestent leur désaccord sans résultat et Xiaomei en déplore la conséquence : aucun étudiant inscrit travaillant dans une orientation féministe. L'une et l'autre seraient de surcroît désignées par leur collègue avec agressivité comme « ces féministes » dans l'acception « féminisme-pouvoir ». Xiaomei, qui tente d'appliquer le *care* au contexte chinois – s'appuyant en particulier sur Gilligan – souhaiterait mettre en place une recherche sur les « mères porteuses » en Chine du Sud. Le phénomène de la gestation pour autrui (GPA) est ici principalement destiné à contrer la politique de l'enfant unique pour des familles appartenant aux couches supérieures : des villageoises pauvres sont rémunérées pour assurer une grossesse issue de la réimplantation de l'ovule de la mère fécondé par le père. Le couple paye 400 000 yuans (près de 4 500 €) différents intermédiaires et au bout de la chaîne de production de l'enfant la femme reçoit une très faible compensation financière. Xiaomei juge que ces femmes sont « exploitées » et redoute d'amorcer une étude qui risquerait de la stigmatiser outre qu'elle ne sait où trouver des subventions pour la mener. Elle analyse que, d'un côté, si les fonds sont d'origine étrangère, des mobiles politiques les

sous-tendent et, de l'autre, que son université ne reconnaît aucune recherche qui ne soit soutenue par un financement chinois, impossible à obtenir sur une telle thématique qui mettrait immédiatement en cause des membres de la classe dominante. Elle avoue une peur de nature politique face aux collègues de son université qui, en outre, n'accordent aucune valeur aux publications de ses chercheurs dans des revues étrangères. Elle redoute un isolement susceptible de ruiner sa carrière. Elle craint notamment les dénonciations des étudiants si elle donne des cours de « morale publique » qui sont perçus comme engageant une confrontation politique. Un enregistrement vidéo est installé d'autre part dans toutes les salles de cours, pour des raisons dites de sécurité, et une preuve accusatrice est donc très facile à fabriquer. Elle s'étonne que ses collègues ne ressentent pas comme elle cette censure étouffante, précisant que le contenu de son cours est fixé par le directeur de son département. De son point de vue, trois options se présentent à elle : devenir professeur en restant conforme, se lancer dans des recherches passionnantes mais dangereuses pour son avenir, migrer au Canada. « Je souffre depuis des années, je ne sais pas quoi faire », rumine-t-elle à nos oreilles attentives. La ligne de fuite qu'incarne le Canada, pays pour lequel elle a déposé une demande de visa, pose d'autres problèmes : son mari lui assure une vie aisée avec « villa » et voiture – les deux biens qui caractérisent l'appartenance à la classe supérieure –, il considère que leur vie est réussie et confortable, et ne comprend pas qu'elle ait d'autres aspirations et surtout une volonté de recherche féministe. Quelques années plus tard, Xiaomei franchira le pas et s'installera au Canada avec conjoint et enfant.

Déchirée de toutes parts entre une multitude de désirs contradictoires – dont celui aussi d'éviter à sa fille l'enseignement actuel en Chine que, comme beaucoup de parents, elle juge néfaste – Xiaomei s'est intégrée dans le petit cercle des femmes où resplendit l'aura de Yuting. Mais elle est aussi membre de la Fédération des femmes et elle a tenté une fois – bien sûr sans succès – une jonction entre les deux pôles lors d'une activité publique. Cet écartèlement permanent, sa perception d'une atmosphère de suspicion pesante, induisent un sentiment de dévalorisation intense chez Xiaomei qui se voit comme une « mauvaise chercheuse » et culpabilise de vouloir indépendance et

liberté intellectuelle. Elle s'imagine dans dix ans éventuellement arrêtée par la police si elle suit ses choix de recherche et ce scénario sinistre accentue encore son indécision. Un courrier électronique récent émanant du vice-directeur de son département l'a bouleversée. Ce dernier invitait ses collègues masculins à bien apprécier et estimer la valeur de l'apparence des femmes qui présenteraient leur candidature à un recrutement d'enseignante dans le département. Moins de 28 ans étaient requis pour une femme qui devait avoir tous les atouts de la beauté féminine, 35 ans pour un homme. Xiaomei s'est plainte du caractère discriminatoire, sexiste et infamant de cette missive auprès du vice-directeur qui lui a répondu... qu'elle avait un « problème personnel » et qu'elle se mettait à ressembler à son amie Hongxia... et à devenir trop « radicale ». Humiliée par cet ancien ami, Xiaomei s'est recroquevillée et s'est sentie plus perdue que jamais, sans appui affectif conjugal, parental, professionnel. Elle appréhende, sur un plan plus général, un renforcement de l'autoritarisme de l'État, une régression.

Yuting, Hongxia, Xiaomei nous font pénétrer dans les arcanes des départements universitaires, opposant une résistance irréfragable – sur les fronts idéologique, scientifique, politique – à l'implantation des *gender studies*, cet objet allogène et suspect qui suscite les fantasmes les plus divers et les plus bruts de destitution du pouvoir – secondairement masculin. Toutes trois offrent une gamme de réactions contrastées : affrontement, « entrisme », autoaccusation. Dans le même moment, elles s'accrochent aux *gender studies* – plateforme molle et pluridirectionnelle – comme à une bouée de sauvetage de leur identité personnelle dans un océan d'orthodoxie collective où elles ont peur de se noyer, de se dissoudre. Les USA, le Canada, figurent l'autre monde dans lequel prend sens leur idée du féminisme, polyvalente, chimérique. Ensemble, elles mettent en œuvre des recherches, des réseaux, des événements publics, des manifestations culturelles qui nécessitent des relais. C'est un des rôles de Yanyan vers laquelle nous allons maintenant nous tourner.

Yanyan, une jeune femme de 40 ans, vive et très gaie, est directrice des ressources humaines du Parti dans un institut de formation professionnelle. Ces compétences politico-

administratives sont doublées par un enseignement de « sociologie des femmes » dans un cours à option. Il s'agit de fait d'expliquer aux jeunes filles qui vont entrer dans le monde du travail, les règles de conduite d'une femme, les bonnes manières pour une femme, bref, tout ce qui concerne une féminité vertueuse et de bon aloi représentant dignement la Chine, par exemple dans une *joint-venture*. L'attention est portée en particulier dans ce cours sur les différences de comportement qu'une femme chinoise se doit d'avoir face à des étrangers en fonction de leur spécificité culturelle. Yanyan a consacré son master de sociologie à « l'augmentation de l'esprit moral des femmes rurales et le développement du socialisme chinois ». Elle reçoit le prix du meilleur mémoire de son université mais juge aujourd'hui ce premier travail de recherche « mauvais ». Elle ne fut pas sélectionnée ensuite pour s'inscrire en doctorat et prit donc le poste administratif qu'elle occupe présentement. Elle considère que, dans son université, seule l'appartenance au Parti a du poids et fort peu le diplôme. Étudiant dans la même université qu'elle, membre du Parti, mais sans responsabilité, son mari est professeur de sociologie rurale et inscrit en thèse. Elle est née dans une famille « révolutionnaire » ascensionnelle dont elle est fière : père militaire qui a fait la guerre de Corée, mère directrice d'école secondaire, grands-parents paysans. Ses beaux-parents sont fonctionnaires. C'est forte de cette généalogie positive que Yanyan est devenue, au niveau provincial, responsable depuis trois ans avec une autre collègue que nous rencontrerons plus tard – d'un *gender network* financé par la fondation Ford – 10 000 yuans par an dont 80 % d'avance, 20 % à la remise du rapport. Ce sont Yuting et Hongxia qui le lui ont instamment demandé, considérant que son profil était, dans le petit cercle des femmes, le plus approprié pour cette tâche. Une foule de « tampons rouges » est en effet nécessaire car le contrôle est fort sur les subventions étrangères, le Parti suspectant aux yeux de toutes le *gender* de camoufler une opération idéologique de déstabilisation des femmes. Yanyan fait donc « passer » toutes les barrières politiques au projet et dans le même moment elle l'associe à la Fédération des femmes et à des *Gongo* dépendantes. « Augmenter le niveau de conscience des femmes au genre » (les deux termes – *nu xing et xing bie* – sont équivalents dans la bouche de Yanyan) est un des objectifs de Yanyan qui

néanmoins reconnaît avec beaucoup de bonne volonté ses contradictions personnelles qui reflètent de son point de vue celles de l'ensemble des intellectuels, et donc le long chemin que la société doit encore parcourir. Ainsi, elle, son mari, ses beaux-parents, optent sans hésitation, pour la préférence masculine et ses propres parents ont toujours regretté d'avoir donné naissance à trois filles, dit-elle avec sincérité. Elle a un fils de 10 ans, très bon élève, pour lequel elle est prête à vendre son appartement pour lui payer des études à l'étranger : un fils est en effet « une banque de construction, il faut tout faire pour lui, une fille c'est une banque commerciale, tout va venir », s'exclame-t-elle en éclatant de rire, ajoutant que lorsque son fils pleure, elle lui commande de ne pas se comporter comme une fille !

La présence de Yanyan dans le petit cercle des femmes, sa collaboration active à l'implantation d'un réseau genre – dans un contexte où la dissidence de Yuting pourrait au contraire repousser cette solide membre du Parti aux conceptions traditionnelles des rapports sociaux de sexe – met à nu les enjeux politiques de l'importation de ce nexus idéologique mais surtout le jeu interpersonnel des implications politiques contradictoires qui le soutiennent. C'est dans cette direction que nous avancerons avec Shuwan, la collègue qui, aux côtés de Yanyan, gère le projet financé par la fondation Ford.

Shuwan a 42 ans, elle donne l'impression d'être très sportive et de poser un regard d'une extrême sensibilité sur ses interlocuteurs. Elle enseigne dans un institut universitaire de rang inférieur le genre dans la littérature et fait de ses cours à option des discussions collectives avec les étudiants sur les problèmes sociaux, les discriminations qui touchent les femmes, l'infanticide des petites filles, la répudiation des femmes, etc. Butler, Orlando, Wolf, Beauvoir, le post-colonialisme nourrissent ses cours. Dans son université, elle a monté en 2007 une « association universitaire » consacrée à la lecture, au cinéma, etc. : « réunion de lecture pour les petites filles » en est l'intitulé apte à tranquilliser la Ligue de la jeunesse qui exerce sa tutelle sur ces associations dont les stratégies visent de façon récurrente à construire leur autonomie de pensée, d'action et de mobilisation. « Je suis un bourgeon et j'ai trouvé mon organisation » (*zu zhi*) dit-elle en employant une

métaphore guerrière du parti communiste lors de la clandestinité pour désigner le « féminisme-pouvoir » auquel elle s'identifie. Animée d'autant de respect et d'admiration pour les deux leaders que sont à ses yeux Yuting et Hongxia, elle se décrit, en riant, « courir derrière toutes les deux ». En 1995 elle a obtenu son master consacré à la thématique « Sexe et salut chez l'amant de Lady Chatterley » et a décidé d'entrer dans la vie professionnelle. Dans sa course à l'emploi, elle est profondément choquée de découvrir des annonces refusant les candidatures féminines : elle qui croyait en sa valeur, se voit brutalement dévalorisée par son appartenance de sexe et en perd le sommeil. Cette prise de conscience la ramène à sa naissance et au fait, banal en Chine, qu'elle doit sa naissance à sa grand-mère maternelle – qui avait forcé sa mère à un précédent avortement après la première venue d'une fille – mais croyait repérer cette fois-ci dans la forme du ventre de sa bru, le signe d'un futur garçon, qui serait le troisième enfant ! mère d'une fille de 10 ans et épouse d'un professeur d'informatique dans la même université où elle enseigne, Shuwan dénonce avec force la domination masculine qu'elle resitue dans un cadre politique après avoir conçu combien elle avait pesé douloureusement dans sa vie. Shuwan et Yanyan, bien différentes l'une de l'autre, mettent en scène un tandem significatif pour mieux déchiffrer les modes d'implantation des *gender studies* : alors que l'une se révèle dans tous les domaines, politique et personnel, conventionnelle, l'autre s'écarte de la norme, prête à en découdre pour obtenir l'égalité de statut à laquelle les femmes peuvent prétendre. Leur collaboration à la fondation Ford pointe l'importance des membres du Parti pour faire réussir cette aventure de femmes malgré tout « féministes » au sens le plus large du terme. Elle incite consécutivement à insister sur la pluralité idéologique et intellectuelle des profils de femmes se mouvant dans l'orbite du Parti ou, comme Yuting, l'ayant quitté et le combattant. Dans cette pluralité on discerne tout d'abord une transformation sociale réelle témoignant de l'impossibilité pour le Parti de maintenir une emprise rigide sur l'intériorité de ses membres. Comme le dit Yanyan, « 90 % des membres ne croient pas au Parti, ce n'est qu'un instrument pour le travail ». Elle compare les Chinois aux « Occidentaux » qui, à ses yeux candides,

auraient « la force » donnée par la croyance en Dieu avec laquelle le Parti ne pourrait rivaliser.

Cette pluralité enjoint à réfléchir corollairement sur l'autonomisation de ces actrices, dès lors plus réceptives aux influences extérieures. Les *gender studies* – aussi critiquables soient-elles – mettent en branle une dynamique collective, aux capacités de rassemblement et d'unification. De façon indéniable, une brèche, à la fois symbolique et imaginaire, est creusée dans l'ordonnement hiérarchique des rapports sociaux de sexe qui innervent l'édification politique de la société. Dans les *gender studies*, ces femmes, de niveau intellectuel varié, trouvent *des mots pour le dire*, selon la belle et juste formule des années soixante-dix, et revisitent leur existence depuis son origine, marquée par le désir univoque d'une filiation patrilinéaire négatrice des filles, des femmes, des mères. Une des actions publiques du petit cercle concerna d'ailleurs les *livrets de famille* dont les femmes sont tout simplement historiquement absentes, véritable trou d'être. Cette entame dans la domination masculine casse la forclusion ; elle pénètre dans la scène familiale des femmes et dans le même moment effrite inévitablement les soubassements de la société. Elle inscrit une évolution qui est un effet de la globalisation et d'une certaine manière l'État-parti n'a pas tort de freiner et de craindre le *global feminism* car sa marche est imprévisible mais durable et surtout impossible à arrêter.

Les méandres de la recherche entre affect et politique

Huilin enseigne depuis 2007 dans le même département que Yuting dont elle a été l'étudiante après le séjour de cette dernière aux USA. Son mémoire de master a porté sur l'écriture féminine. Cette jeune femme calme et sérieuse, grave et appliquée, se situe aussi dans une transmission directe des *gender studies* qu'elle a reçue de Yuting dont elle est très proche à la fois professionnellement et affectivement. De surcroît, elle la seconde dans beaucoup de ses activités extra-professorales, qui prennent facilement une teneur politique. Elle est partie six mois en Grande Bretagne pour sa formation scientifique et tente aujourd'hui, avec le soutien d'un financement anglais, de mettre en œuvre une recherche sur les femmes. Ne réussissant pas à construire une

distance avec ses sujets d'enquête, et par là même à bien circonscrire son objet, Huilin est en forte demande de conseils méthodologiques et épistémologiques et je consacrerai plusieurs rencontres à m'efforcer d'éclaircir les soubassements des positions qu'elle souhaite adopter. Sans entrer dans les détails de la recherche qu'elle mène, soulignons que l'un des enjeux en est de penser les femmes comme victimes ou actrices et de sortir de l'ambiguïté de relations apparemment « amicales » entre le chercheur et les sujets. De ce point de vue, Huilin reflète exemplairement les difficultés des chercheurs chinois à s'attaquer aux conséquences cognitives des cadres des investigations, de leurs rapports internes et du type de communication qui s'y inscrit. La structure sociale, hiérarchique et politique, les pousse à s'identifier à une posture d'« intellectuel » peu remise en cause – que celle-ci soit en accord ou en dissidence avec l'ordre politique régnant – et dans les deux cas un regard simplificateur est posé sur les situations. Mais Huilin illustre surtout cette sorte « d'illumination » que provoque la découverte des *gender studies* à travers le cours de Yuting. Cette jeune femme qui dit « qu'avant » elle ne souhaitait qu'être « une bonne mère et une bonne épouse », parle d'un « après » où elle appréhende la négativité intrinsèque d'avoir été une fille, et cela tout d'abord pour sa mère : avec froideur, elle pose la « haine » de sa mère à son égard comme la cause d'une « blessure » profonde que Yuting, par ses leçons sur les femmes, l'amène à regarder en face et à penser dans toute sa cruauté. Pourtant l'enfance de Huilin présente des aspects assez banals lorsqu'elle est replacée dans son contexte social, politique et historique. Comme des millions de petites filles chinoises, elle subit les reproches âpres de sa mère pour son appartenance sexuée : cette dernière – fille de commerçants classés « paysans moyens » – à l'instar de l'immense majorité des mères chinoises, l'accuse d'être « une charge, un fardeau » car on ne peut « compter sur une fille qui se marie et ne revient pas ». Le père issu d'une famille de lettrés, fils d'un précepteur possédant des terres, classé comme « paysan moyen », éprouve comme tant d'autres les conséquences de cette « mauvaise origine ». La condition familiale de Huilin a néanmoins la caractéristique d'avoir été fondée sur un mariage tardif du père à 40 ans avec une jeune femme atteinte d'infirmité aux jambes, mariage arrangé et négocié à la suite de

celui de la sœur cadette du père avec le frère de la mère, partageant la même infirmité que cette dernière, dans les deux cas résultant d'une injection médicamenteuse désastreuse. Du mariage des parents de Huilin naissent deux fils et trois filles, maudites par la mère qui fait des tentatives de suicide régulières en refusant de s'alimenter ou en se jetant dans la rivière voisine. Le couple se dispute souvent et la mère accuse le père de « l'échec » de la famille. Huilin fuit donc à 24 ans cette atmosphère délétère en se mariant et croit échapper à son histoire en épousant tous les idéaux régnants de conformité maternelle et conjugale. Le cours que dispense Yuting, les lectures qu'elle recommande sur les femmes, viennent rouvrir la plaie et Huilin réalise qu'elle partage avec la plupart des femmes une dévalorisation profonde et originelle. Elle prend alors une décision qui semble mue par un objectif prioritaire de réparation : alors que son fils a 5 ans, et compte tenu qu'elle ne peut avoir un second enfant, sauf à perdre son emploi d'enseignante, elle décide d'« adopter » une petite fille de 5 mois qu'elle inscrit sur le livret de famille d'un cousin de son père puisque la démarche administrative lui est autant interdite que l'engendrement auquel elle équivaut. Elle se rappelle – alors qu'elle évoque cette décision – qu'une des sœurs de son père, mère de cinq filles, en avait noyé à la naissance une sixième, ce qui l'avait profondément choquée. La petite fille, qu'elle a recueillie et élève comme la sienne à Canton, vient d'un village proche du sien dans le Guangdong, où une femme âgée récupère toutes les petites filles abandonnées de la région et les « revend » contre une « enveloppe rouge ». Son mari – fils d'un instituteur et d'une médecin – s'est déclaré solidaire du choix de Huilin qui engage leur vie commune.

L'intérêt du cas de Huilin réside dans les articulations qu'il dévoile entre un cheminement intellectuel et un itinéraire qui, à un moment de prise de conscience intense, bifurque par un acte chargé de sens d'aller à contre-courant des normes qui ont meurtri sa vie dès sa conception. En faisant sienne une petite fille rejetée par ses géniteurs, Huilin dénie toute efficience présente à son propre rejet enfant. Que cette rupture symbolique trouve son creuset dans un enseignement sur le genre se déchiffre dans le cadre de la configuration chinoise actuelle où les rapports sociaux de sexe ont

conservé une grande rigidité tant au plan imaginaire que réel, et cela bien au-delà de l'apparente « liberté » des femmes de se mouvoir dans les différents champs sociaux. Les barrières entre les sexes restent solides et il reste aux femmes à assumer la moindre valeur sociale et affective qui entache leur condition. Réparation, compensation, rébellion, révolte, dissidence affichent leurs liens dans les comportements des femmes et relie subjectivité et politique. Si, dans ces agencements toujours possibles, le rôle de Yuting qui est entrée en dissidence désormais délibérée, est ici important et peut faire mouche, de façon plus décisive, il est nécessaire d'insister sur la permanence de la domination politique dans la vie quotidienne des acteurs pour prendre la mesure des lignes de politisation immédiate qui sont susceptibles d'être déclenchées chez ces femmes rencontrées par des incises de conscience totale. Domination politique et domination masculine se recouvrent en effet : les dirigeants du parti sont généralement des hommes qui se conduisent selon les codes en vigueur de domination masculine. En s'élevant brutalement contre la domination masculine à partir d'évènements qui prennent une portée immense, les femmes se heurtent sans médiation au pouvoir politique qu'éventuellement elles vont affronter sans même avoir perçu l'ampleur des conséquences politiques de leur conduite. Nous approfondirons dans les chapitres suivants les articulations réelles et symboliques entre domination politique et domination masculine dans les champs du travail. Revenons à Huilin, qui, aux côtés de Yuting, soutient ainsi une association universitaire homosexuelle que la Ligue de la jeunesse sous tutelle du Parti refuse actuellement d'homologuer, considérant qu'elle a terni la réputation de l'université. Par cet acte, Huilin s'est déjà mise en « bordure » des droits admis. Dans le petit cercle, Huilin côtoie aussi Fang qui joue un rôle très actif mais reste prudente. Originaire de Taïwan, depuis sept ans à Canton, très élégante, cette jeune femme, petite-fille d'un propriétaire terrien dont le fils a fui seul en 1949 la Chine communiste, a fait son PHD à l'université de Berkeley sur la « théorie féministe » qu'elle enseigne dans le même département que Yuting et Huilin.

Le petit cercle d'universitaires dans lequel nous guidons le lecteur incite à explorer plus avant, dans l'intimité des femmes, les ponts et les nœuds entre recherche, affect et politique.

Dans ce but, passons dans un autre département de la même université où deux jeunes femmes ayant fait leurs études à Hong Kong dans le cadre des *gender studies* viennent d'être recrutées, non pour un enseignement spécifique correspondant à leur formation mais plutôt pour un saupoudrage femme, famille, travail social. Toutes deux ont en commun d'avoir focalisé leur recherche doctorale sur des objets touchant la sexualité : l'une sur les prostituées à Canton et Shenzhen avec lesquelles elle a vécu selon une méthodologie d'immersion et de relations interpersonnelles développées avec les sujets ; l'autre sur la « nouvelle sexualité des femmes à Shanghai » s'exprimant sur la toile. Leur embauche est d'autant plus significative que c'est au nom de la « pornographie » que beaucoup de sites numériques et de productions culturelles sont censurés par le gouvernement chinois. Leurs travaux rédigés en anglais, conséquents, ont pour orientation la volonté de montrer de nouveaux sujets féminins, émancipés et modernes. Ceux-ci apparaissent largement coupés de tout contexte social et l'attention est centrée sur les discours, narrations appréhendées comme des faits et des vérités, unilatéraux, sans complexité sous-jacente. Le rapport du sujet à son discours n'est pas imaginé. Par ailleurs l'entretien matériel de la femme par l'homme, chez ces « nouvelles femmes » est conçu comme une évidence et l'idée que gît là une source de dépendance et de domination est absente. La liberté/libération est entièrement concentrée sur la sexualité donnant à voir un étrange mélange de conservatisme quant au statut économique et de consumérisme sexuel, mélange tout à fait adéquat au développement capitaliste.

La première jeune femme vient d'une famille « révolutionnaire » de professeurs d'université enseignant à l'école du Parti et le père a passé vingt ans à Moscou. De l'histoire familiale de ce dernier, elle ne sait rien et se manifeste là encore un trou de connaissances perturbant sur le père qui n'a pas de relation avec sa parentèle. Ne voulant pas entrer au Parti, préférant vivre à l'essai avec l'homme de son cœur que se marier, cette jeune femme de 30 ans aurait préféré l'Angleterre, car elle a fait une partie de ses études à Hong Kong, mais c'est là qu'une bourse lui avait été accordée. Son côtoiement du petit cercle des femmes où rayonne sa dissidente attirée, témoigne une fois de plus des

nébuleuses en jeu et des influences qu'elles véhiculent, déplaçant ou annihilant potentiellement les frontières de la correctitude politique.

La seconde jeune femme Ruoya, âgée de 40 ans, est mariée avec un entrepreneur qui fait vivre dans une grande aisance matérielle le couple sans enfant qu'elle présente comme fragile, conflictuel, les deux partenaires étant sur des chemins parallèles. Elle s'affirme « féministe » et supporte mal les manifestations brutales de domination de son mari, fils de paysan pauvre et décrit comme avide d'argent. Outre son enseignement qu'elle fait bifurquer sur des domaines sexuels, elle publie régulièrement dans la presse des articles qu'elle dénomme *ecosexual text* et qui sont fondés sur des entretiens approfondis avec un individu, homme ou femme, élaboré en cas représentatif.

Soulignons que cette percée hongkongaise dans l'importation des *gender studies* à Canton, en s'inscrivant sous l'égide de la sexualité – dans un contexte social qui reste très prude – constitue en tant que telle une interception politique : sans doute moins en raison du lien sexualité/pornographie toujours instrumentalisé par l'État-parti que surtout parce que se voit mis en scène là un droit à une jouissance subjective non finalisée, échappant aux armatures de l'efficacité reproductive, économique et politique.

Ruoya ainsi ne désire pas elle-même d'enfant même si elle en donnerait volontiers un à sa belle-famille et à son mari qui le réclament avec ardeur. Mais alors qu'elle a effectué tous les examens médicaux prouvant sa fertilité, son mari se refuse à de tels tests ainsi qu'à des essais de fécondation *in vitro*. « Avec mes amis, je me sens normale comme ça » dit Ruoya qui pointe un désaccord profond avec son époux qui s'inscrit dans les normes familiales d'enrichissement en vigueur, ostensibles dans le voisinage du couple qui habite un condominium luxueux à la périphérie de Canton, où, dans les appartements, une petite chambre est prévue pour les grands-parents venus s'occuper de leurs petits-enfants. Sans enfant et sans beaux-parents, passionnément attirée par une écriture d'une sexualité qui s'invente au jour le jour dans la Chine contemporaine, Ruoya évolue dans cet environnement apparemment sans gêne, tout à la curiosité des subjectivités de ses concitoyens.

Médiatisations exploratoires

Dans l'orbite du petit cercle de femmes examinées, gravitent deux journalistes dont l'une, ancienne présentatrice à la télévision, a pris l'initiative récente de créer un réseau spécifique donnant aux femmes un créneau pour pénétrer dans l'autre principalement masculin des médias. Ce réseau est néanmoins peu actif, faute de temps consacré par sa dizaine de participantes, mais surtout en raison – à en croire ses membres – de la surveillance policière qui oblige – pour s'y soustraire – à inscrire les activités en dehors de Canton, hors des regards indiscrets. Des soutiens financiers ont été obtenus auprès du service culturel britannique et d'Oxfam dont les derniers versements de 100 000 yuans annuels n'ont pas encore été entièrement dépensés. Il s'agit généralement d'organiser, sur le mode usuel, des formations et des ateliers plus ou moins ouvertement placés sous une thématique femme et/ou féminisme. La suspicion des autorités donne immédiatement une couleur politique à ces petits rassemblements. Les deux journalistes rencontrées se situent à des pôles extrêmes du « motif femme » de ce réseau. La première, qui est désormais engagée dans le montage d'un lieu d'art, se dit très en retrait d'un « féminisme » dont elle avoue ne pas connaître les théorisations. Redoutant une division hommes/femmes, elle se positionne dans un différentialisme et un essentialisme féminin affirmés. La seconde, au contraire, est très combative et élabore un recul analytique sur son itinéraire.

Appelons Meiji cette femme de 40 ans qui travaille dans un groupe de presse réputé pour être le plus ouvert de la Chine et qui revendique l'orientation « féministe-pouvoir », avec une certaine rage. Comme dans beaucoup de cas, qui transcendent continents et aires culturelles, Meiji met en avant la référence du père qui voulait que ses deux filles soient en tout point les égales des garçons : « Tu dois parler et écrire comme un homme », lui disait-il. Fils de paysan très pauvre, le père était devenu cadre après avoir servi sous les drapeaux en Corée puis était monté dans l'échelle politico-administrative : fait relativement rare, le père choisit de subir une stérilisation à la place de son épouse de santé fragile, qui travaillait sur un statut temporaire dans un magasin d'État. Ce père – dont elle loue la justice et l'honnêteté irréprochable – la « forcera » à entrer au Parti, raconte Meiji qui se dit maintenant

opposée à la politique de l'État-parti. Comme pour Shuwan que le lecteur a déjà rencontrée, le premier choc viendra, après les études universitaires, de la recherche de travail au cours de laquelle Meiji, qui a grandi dans une idéologie égalitariste, découvre brutalement l'inégalité homme/femme : « On voulait un homme membre du Parti » et, si elle possède sa carte, il lui manquera toujours cette qualification sexuelle ! En épousant l'un de ses camarades d'études, fils d'un cadre autoritaire et violent, et surtout en étant très rapidement enceinte et en travaillant, Meiji voit son existence transformée. Écoutons-la :

« Je n'étais pas prête à tout ça, femme, travailleuse, mère. Pour mon mari l'enfant n'a rien changé. Pour moi, tout a changé, mes amitiés, mon travail, mon corps. Pendant vingt ans je me pensais comme un homme. Mais en accouchant, en allaitant, j'ai subi une féminisation que je n'acceptais pas. J'ai lu Simone de Beauvoir qui détestait tout ça et je l'ai ressenti comme elle le dit, une chaîne de production invisible pour les femmes. Laver le linge qui redevient sale ! Je me sentais seule et j'ai mis des années à combiner d'être moi-même et d'être une femme, une mère, une épouse. Avant je n'avais pas de fardeau. »

Si son mari, devenu professeur d'université, participe pleinement aux tâches domestiques, sur son lieu de travail, Meiji ne cesse de se battre et accuse ses collègues d'un machisme viscéral, citant leur préférence qu'une femme meure ou reste handicapée plutôt que de perdre sa virginité, et les articles qui reprochent aux femmes leur mauvaise conduite en cas de viol ! Sa rencontre avec Yuting la dynamise et les occasions se multiplient pour engager des luttes symboliques concrètes. Ainsi, lors d'une sélection d'étudiants, les professeurs abaissent les critères de notes car les candidatures de filles avec une note élevée sont alors trop nombreuses et Meiji tente de faire admettre sans succès qu'il s'agit d'une mesure discriminatoire. Certains de ses articles sont refusés et ses supérieurs hiérarchiques lui expliquent que le féminisme est une critique du communisme et que l'égalité homme/femme est déjà bien trop grande. Dans sa pratique journalistique, pour laquelle elle obtient un revenu mensuel d'environ 10 000 yuans, Meiji fait des enquêtes sur les femmes en milieu rural et ouvrier pour montrer un autre visage de la réalité sociale et pointer envers et contre tout une domination masculine irriguant de façon irréfragable tous les champs de la quotidienneté. Les obstacles

auxquels se heurte Meiji illustrent avec acuité la dimension intrinsèquement politique du « genre » dans la conjoncture chinoise actuelle, alors même que l'importation du genre a ailleurs, en France par exemple, contribué à dépolitiser et occulter l'État dans les recherches en sciences sociales³. Corollairement ils montrent comment le rapport au politique se déclenche dans les ordonnancements subjectifs introduisant des décalages quasi insurmontables entre les régimes idéologiques, idéels, réels. Que ces décalages se formatent à la fois dans les différentiels historiques et généalogiques doit être souligné : une partie de la génération des cadres communistes de la période maoïste tente de coller à l'ordre politique à la lettre, et ce, y compris pour quelques-uns d'entre eux dans leurs relations familiales.

En revanche, pour les couples parents de jeunes enfants aujourd'hui, aucun message spécifique ne paraît organiser leurs rapports et comme Yanyan l'a indiqué, la préférence masculine et son cortège d'infériorisations féminines sont un critère reconnu et indispensable.

Des personnages très hétéroclites se rencontrent et s'apprécient dans le petit cercle, évoqué déjà à plusieurs reprises, qui entoure Yuting et parmi ceux-ci un jeune couple d'artistes, qui a vécu sept ans en France, manifeste une activité débordante, organisant de nombreux événements, *happenings*, performances de toutes sortes, y compris avec leurs corps. Toutes les occasions sont saisies : enfants morts sous les décombres des écoles du Sichuan lors du tremblement de terre, expulsions aux périphéries de Canton suite aux investissements immobiliers, etc. Le pouvoir est continuellement défié, l'affrontement est recherché et la jouissance de la provocation illumine la vie de ce joyeux couple depuis son retour en Chine : l'opposition politique est assumée avec conscience et nourrie par le sentiment de la liberté éprouvée en France et *a contrario* de l'oppression et de la censure insupportable du gouvernement chinois. Le jeune homme est issu d'une lignée très représentative des effets des conjonctures politiques successives : un arrière-grand-père fortuné décrit comme

3. BAZIN Laurent, SELIM Monique : « Travail, sexe, État », *Variations Revue internationale de théorie critique*, n° 17, 2012.

« assasiné par les communistes », un grand-père précepteur en ville, un père déplacé en milieu rural, instituteur, une mère paysanne dans un hameau de haute montagne d'une centaine d'habitants, des frères et sœurs restés paysans. Il est le seul enfant à poursuivre des études supérieures, après avoir bénéficié d'un programme public d'aide à l'éducation des paysans (« espoir » : *xi wang gong cheng*). La jeune fille vient d'une famille de fonctionnaires aisés et son parcours est linéaire et sage jusqu'à sa rencontre avec son futur époux et compagnon d'art qui, dit-elle, lui a montré « la vraie vie ». Pour tous les deux, dans une posture critique, l'art, la vie, l'action, ne forment qu'un et ils tentent de concrétiser cette orientation dans leur pratique professionnelle d'enseignants. Pour eux, la lutte contre la domination masculine à laquelle ils participent avec ferveur et inventivité (violence domestique, fête des mères, etc.), se greffant sur toutes les initiatives de membres du petit cercle, constitue une opportunité particulière d'un engagement politique délibéré contre l'État-parti et toutes les injustices qui les conduit à frôler les dernières limites avant de subir une répression inévitable. Leur présence dans ce petit cercle donne corps à des glissements et des oscillations plus ou moins perceptibles vers une distanciation avec les normes en vigueur de conduite et de pensée. Ces partenaires de vie et d'art sont une pièce dans un jeu de fabrique d'une déviance politique processuelle, personnelle et collective dont nous poursuivons l'examen à travers l'incorporation du signifiant globalisé « genre » dans le petit groupe universitaire composé majoritairement de femmes, mais intégrant des hommes qui sont ou non leurs compagnons.

Pour achever cette pérégrination mesurons maintenant son investissement parmi les étudiants.

Échos étudiants

Nombreux sont les étudiants qui circulent autour du petit cercle de femmes et le succès des cours de Yuting est remarquable. La professeure dissidente semble être, pour une partie d'entre eux, une figure identificatoire qui fonctionne comme une autorisation symbolique à franchir tous les interdits, culturels, intellectuels, existentiels. Son autorité et son poids sur les jeunes esprits paraissent immenses, et ce, d'autant plus que des femmes de

profils différents entourent Yuting de leurs attentions. L'ensemble se dote aux yeux des étudiants d'une solidité et d'une résistance sans nul doute bien supérieures à la réalité. S'offre là un modèle individuel, mais aussi collectif sur le mode, usuel en Chine, de construction et de mise en scène politique de modèles taillant le chemin et générant l'enthousiasme. Donnons-en un premier exemple avec Tingting qui est issue d'une famille paysanne et vient de terminer ses quatre premières années d'université au cours desquelles elle se dépensait beaucoup dans une association universitaire ; avant de s'inscrire en master, elle souhaite s'engager dans la vie active et, alors qu'elle assumait volontairement la communication interne au petit cercle, la journaliste qui se prépare à prendre la direction d'un lieu d'art lui a proposé de l'embaucher. Vive et souriante, Tingting s'est très investie dans ses tâches de liaison entre les femmes et elle désigne le réseau de celles d'entre elles orientées sur les médias comme « notre ONG » alors même que Yuting par exemple parle de « groupe informel ». Étudiante de Yuting dans ses cours, obligatoires comme optionnels, Tingting dit avoir compris que « le féminisme est une pratique autant qu'une théorie », dont elle met en avant l'énorme influence sur la direction qu'elle donne depuis à sa vie : « j'ai grandi avec l'ONG de femmes » dit-elle, en poursuivant : « L'ONG est comme ma famille, car je suis la plus jeune, elles prennent soin de moi et je ne veux plus rentrer dans mon village. Je veux rester avec elles. » Sans hésitation Tingting se reconnaît dans la revendication féministe associée au pouvoir, repoussant les autres voies « trop douces » à son avis.

Il en va de même pour Meilin qui est étudiante en doctorat sous la direction de Yuting. Sa recherche porte sur les images de femmes en milieu urbain et rural et dans leurs migrations, au sein du cinéma chinois des années trente. Elle a consacré son master aux films de Catherine Breillat. Meilin a lu Cixous, Kristeva, Irrigaray et connaît bien la théorie *queer* ; la jeune fille se destine à devenir professeur d'université. Pour elle, être féministe c'est aussi repenser l'ensemble du monde, de la réalité et être « attentionné aux autres, aux faibles surtout ». Issue d'une famille lettrée depuis trois générations, avec une grand-mère maternelle enseignante de lycée, Meilin déborde d'admiration pour Yuting qu'elle met sur un

piédestal inatteignable : Yuting a, à ses yeux, outre son intelligence mordante, toutes les qualités de la féminité, émotions, goût des fleurs, etc. « C'est aussi juste une femme », dit-elle avec retenue et affection.

Un signifiant vide à l'excès

Après avoir pénétré le petit univers des femmes intellectuelles qui se sont saisies des *gender studies*, le lecteur ne peut qu'être frappé par la spécificité de leurs représentations de ce champ scientifique auquel de surcroît, elles n'ont accès qu'à travers des bribes. Le véritable retournement du regard que provoque chez elles une connaissance, largement biaisée et tronquée, de ce domaine d'études impose d'insister sur la dominance du contenant sur le contenu, du signifiant sur le signifié quant au genre en premier lieu, et en second son importation à Canton qui dresse un contexte particulier. C'est en effet dans cette ville, à la pointe de la croissance industrielle chinoise, que la presse connaît la plus grande liberté d'expression et que beaucoup de politiques et de mouvements sociaux débutent. À titre d'exemple, notons que récemment, après le début de la crise financière en 2008, les salaires ouvriers sont ainsi régulièrement augmentés tout d'abord dans la province du Guangdong. Mais dans le même moment la règle de l'enfant unique semble fort peu respectée et nombreuses sont les familles qui continuent à refuser que la légitimité de leur préférence masculine soit concernée par l'État. De tous âges, femmes mûres, jeunes femmes, jeunes filles, de tous statuts, professeures, journalistes, débutant dans leurs carrières ou au contraire au statut élevé, étudiantes, toutes parlent avec des mots différents d'un chambardement complet de leurs visions introduit par l'information des *gender studies* : d'elles-mêmes, de leur histoire familiale, de la société, du politique. L'État-parti reçoit la première pierre en ce que son pouvoir se voit immédiatement attaqué par ce nouveau regard porté sur le monde. Le signifiant genre véhicule ainsi en lui-même comme une forme d'excès et, pour l'anthropologue, c'est la distance qui se creuse sous son nom entre l'outil de gouvernance globale qu'il incarne et son redéploiement par les actrices dans une remise en cause de l'efficacité totalisante des structures de domination qui se décline aussi sous l'angle de la dualité sexuelle. S'installe un vide entre

l'instrument gestionnaire du capitalisme globalisé – qui contient en lui-même la perspective d'une éradication de tout État-parti communiste – et l'authenticité des femmes qui entrent en lutte plus ou moins discrètement, dans leur intériorité, ou ouvertement contre le gouvernement chinois après avoir découvert en quelque sorte incidemment une accumulation d'injustices et de malversations qui débute avec leur propre appartenance sexuée mais s'étendent à l'ensemble de l'édifice sociopolitique, démasqué. Ce trou impensé de part et d'autre fait lien et amorce une communication dont le petit cercle des femmes étudiées témoigne.

Dans cette optique, c'est la dimension à la fois microsociale et globale du mode de communication qui constitue le fait le plus significatif au présent mais aussi au futur. Ce mode de communication, dans ses paramètres globaux, ne peut en effet que se développer, brisant les arguments de la spécificité culturelle chinoise et l'inadaptation actuelle de la population à un régime dit « démocratique ». Dans cette configuration, le signifiant genre participe d'une logique générale qui – au double niveau des subjectivités et de leurs productions collectives – institue des normes globales économiques et politiques, sexuelles et morales. Que le partage de ces normes et l'entreprise de normalisation des États qui les sous-tendent se traduisent par des miettes de retombées sur les conditions d'existence des femmes se révèle contingent dans ce scénario et ne perturbe pas l'avancée d'un agenda porté par les organisations internationales.

En revanche, l'ingénuité des femmes reste entière et peu importe finalement qu'elles soient les dupes de cette histoire, en Chine comme ailleurs, dans les démocraties d'ancienne industrialisation où des inégalités flagrantes subsistent entre les sexes dans tous les domaines, qu'elles se nourrissent des dites « réformes » et alimentent ainsi l'expansion du capitalisme sous sa forme financiarisée actuelle.

Examinons maintenant les représentations du travail, et du marché du travail, que forgent des étudiantes qui ne sont pas engagées dans le « genre ».

DES FEMMES ÉDUQUÉES FACE AU TRAVAIL

En Chine, la domination masculine structurelle qui régit l'ensemble des champs sociaux, politiques, économiques s'exemplifie dans la parenté et la famille, produites en modèle symbolique qui se décline dans les fonctionnements micro et macrosociaux. Les modalités et les logiques selon lesquelles la domination masculine opère et se voit à la fois fortifiée et tempérée par l'État, sont singulières. Dans cette optique, les femmes diplômées offrent un intérêt d'autant plus grand que l'on accrédite l'hypothèse que l'éducation favoriserait une meilleure conscience des mécanismes de reproduction et par là même pourrait potentiellement les affaiblir. Cette hypothèse – qui fut forgée au XX^e siècle dans le cadre des idéologies du progrès, du développement, de la croissance – reste notable dans les sciences sociales tout en se trouvant fortement ébranlée par la perdurance ostensible de la domination masculine dans les démocraties d'ancienne industrialisation. C'est pourquoi l'attention sera focalisée maintenant sur des femmes diplômées (master, doctorat) de grandes universités cantonaises, pour comprendre de l'intérieur comment celles-ci construisent aujourd'hui leur vie et envisagent leur travail dans un contexte d'apparente liberté, mais qu'elles décrivent elles-mêmes barré par de multiples contraintes. L'idée que le travail est un pivot central dans l'élaboration du statut, de l'identité, de l'indépendance – bien qu'elle soit héritée des utopies émancipatoires du XX^e siècle et aujourd'hui battue en brèche par le

retour de conceptions différentialistes et naturalistes¹ – me paraît pourtant garder toute sa pertinence. Les périodes de crise – comme celle qui a débuté à l'automne 2008 et touche le monde entier avec des variations importantes – révèlent en effet que c'est toujours dans les univers de travail que se cristallisent en premier lieu les effets de la raréfaction des ressources et que les femmes sont immédiatement désignées comme des usurpatrices des emplois et priées de retourner dans leurs foyers à leurs fonctions originaires.

Aucune configuration sociétale ne semble *in fine* échapper à cet argumentaire qui fait du travail un champ paradigmatique pour saisir tout à la fois l'emprise de la dualité sexuelle sur les rapports sociaux et ses modes de subjectivation par les actrices. Plus encore le marché du travail et l'entrée dans ce dernier offrent à l'observation des scènes déterminantes et des étapes initiatrices, pesant de tout leur poids sur la conduite ultérieure des parcours. De ce point de vue, la Chine est un laboratoire de recherche passionnant, tout d'abord parce que la puissance publique a affronté de plein fouet les conceptions primordialistes en usage concernant les hommes et les femmes en restreignant le droit d'engendrement à un seul enfant par unité familiale, ce qui revient à imposer une égalité de fait entre la naissance d'un garçon et celle d'une fille. D'autant plus frappant est le refus de cette loi par une partie importante de la population du Guangdong revendiquant ouvertement sa volonté d'avoir au moins un héritier masculin et se déclarant prête à payer des amendes pour l'obtenir, voire à perdre son emploi. Ce comportement, dit de « préférence masculine », qui met en échec l'État, équivaut à enraciner et institutionnaliser une inégalité ontologique entre les sexes qui, de surcroît, trouve ses instruments privilégiés dans l'offre technologique permettant des avortements sélectifs d'embryons féminins. Bien souligné par les démographes, le déséquilibre du ratio entre les sexes ne cesse de s'accroître en Chine, et l'augmentation du nombre de « femmes manquantes » conduit au trafic et à l'achat de femmes dans les pays limitrophes, en particulier au Vietnam². Loin de faire évoluer

1. SELIM Monique : « La face cachée des femmes outils », *L'Homme et la Société*, n° 176-177, 2011, p. 253-266

2. ATTANÉ Isabelle : « En Chine, des millions de femmes manquantes », *Outre terre*, 2006/2, 15.

les mentalités dans ce domaine, le déploiement capitaliste, la pénétration et la prédominance de rapports marchands dans toutes les sphères sociales ont favorisé une consolidation des normes sexuelles inégalitaires, profondément ancrées dans l'histoire chinoise et brièvement attaquées de front durant la période maoïste. Ce constat interpelle la réflexion, en invalidant les liens trop vite présumés entre l'établissement du capitalisme, de la démocratie, des droits, concernant les sexes en particulier.

Comment jeunes filles et jeunes femmes encore à l'université ou fraîchement sorties de ce cocon appréhendent-elles aujourd'hui une conjoncture qui – outre la pénalisation générale qu'elle leur inflige – voit monter l'exigence de diplômes toujours plus élevés pour s'inscrire dans le marché du travail et consécutivement rigidifier les critères de sélection sur le marché du mariage. Prises en otage entre ces deux marchés, les femmes plient sous l'accumulation des contradictions et la diminution de leurs capacités d'autonomisation. Comment, dans leur conscience intime, se représentent-elles alors la condition qu'elles se perçoivent malgré tout astreintes à choisir sous la pression de leur famille et de la société ? Se décrivant elles-mêmes comme en proie à une grande confusion liée à l'ensemble des injonctions paradoxales dont elles se sentent la cible, nos interlocutrices ont fréquemment mis en avant la « spécificité chinoise », dressant un riche tableau de règles inexorables. Une telle quête de légitimation personnelle est usuelle dans tous les contextes sociétaux et trouve sa parade aux yeux des individus dans le caractère unique de la culture en jeu. Précisons toutefois que l'argumentaire culturaliste est généralement le meilleur voile des processus de domination masculine, pour les analystes des sciences sociales comme pour les sujets, et qu'en matière de domination masculine le caractère général des prescriptions supposées spécifiques à une « culture donnée » est si évident qu'il se dissout lui-même. Au cours des entretiens, c'est d'ailleurs l'expérience de cet effondrement des justifications culturelles qui se donnait à voir, au profit d'un regard plus froid et aussi plus triste, sur les normes et leur implacabilité

pour l'actrice. L'extrême difficulté à imaginer une existence qui s'écarte des normes – d'alliance, de parenté, de reproduction, etc. – ressort des narrations des jeunes femmes, très attachées pourtant à trouver un travail qui corresponde à leur niveau de formation universitaire et profondément blessées de découvrir que les employeurs de toutes sortes leur préfèrent ouvertement des hommes. Beaucoup d'entre elles ont été interrogées sur le salaire minimal en dessous duquel elles refuseraient l'emploi proposé, soit le salaire de réserve (ou de réservation) selon la dénomination des économistes. L'utilisation de ce questionnaire économique précis dans le cadre d'une investigation anthropologique³ a été particulièrement féconde, non pour les réponses fermes qu'il aurait apportées comme dans une enquête économique quantitative par questionnaire, mais au contraire pour les ouvertures par paliers réflexifs, les hésitations, les dénégations, les reprises qu'il a engendrées. Le fil tiré par ce biais a révélé, comme nous le verrons, autant d'aspirations que de souhaits de se conformer à l'inégalité régnante des salaires entre hommes et femmes. D'une manière générale, les entretiens ont été saisis par nos interlocutrices comme un moment intense et inédit de réflexion sur soi, la famille, la société. Chargés d'une teneur émotionnelle forte, ils ont été menés dans une chaîne de réseaux mise en œuvre par les jeunes femmes elles-mêmes, et une partie de leurs professeurs avec lesquels j'étais liée, femmes engagées dans les *gender studies* mais aussi hommes. L'atmosphère des échanges – qui eurent lieu le plus souvent dans l'une ou l'autre des universités retenues – fut donc studieuse au sens propre du terme, le partage de l'étude instaurant sincérité et confiance et la thématique du marché du travail pour les femmes poussant à l'esprit critique, dans une chaleureuse combinaison. Découvrons maintenant avec quelques jeunes filles terminant leur master les caractéristiques du marché du travail qui s'offre à elles.

Un marché du travail personnifié

Zi est une jeune fille de 23 ans originaire de Chaoshan dans le Guangdong, région réputée pour son ignorance excessive et ironique des réglementations de planification des naissances. Dans les enquêtes menées, comme le lecteur l'a entrevu, les familles

3. Que Pascale Phélinas soit ici remerciée pour cette incitation épistémologique.

nombreuses – trois à dix enfants ! – sont monnaie courante et leurs membres affichent beaucoup d’humour face à cette situation d’illégalité. Les parents de Zi, dont les ascendants étaient propriétaires fonciers, ont été envoyés en rééducation à la campagne pendant la Révolution culturelle et ont pris le statut de paysan. Puis, dès les réformes économiques lancées, ils ont monté une usine textile ; fortement affectée par la crise financière débutée en 2008, elle est passée de 80 à 20 employés. Zi est l’aînée, suivie d’un petit frère, héritier masculin de la lignée que ses parents auraient souhaité le premier enfant. Selon un modèle récurrent, ce dernier fut si choyé dès sa naissance qu’il se révéla incapable de réussir de lui-même son parcours scolaire. Le père, qui aux dires de Zi, ignorait sa fille et adorait son fils, dut systématiquement corrompre le personnel enseignant pour le faire admettre dans des établissements, passer aux classes supérieures, et finalement entrer dans une université de dernière catégorie. Battue par son père pendant une demi-heure avec une règle d’acier pour avoir à 6 ans réclamé un coca-cola, Zi jette un regard plutôt lucide sur sa famille. Une mère qui n’a aucun poids sur les décisions, « ne comprend rien et a une vue étroite », dont elle est bien décidée à ne pas reproduire la destinée, un frère qui découvre à quel point il a été privilégié et se rapproche maintenant d’elle, un père qui n’a commencé à se rappeler son existence que lorsque, à l’université et gagnant elle-même sa vie par de multiples petits travaux, elle a donné de l’argent à ses parents et leur a fait des cadeaux. « Alors, dit-elle, mon père a pensé qu’avoir une fille éduquée ça vaut peut-être autant que d’avoir un garçon ! » Le récit de Zi est de ce point de vue très banal et convaincant ; dans d’autres cas identiques de « préférence masculine », les conséquences sont plus « dramatiques » et le fils tant désiré sombre dans des états dépressifs, asthéniques, pathologiques et ne peut quitter ses parents effondrés par l’échec. Vive, maîtresse de soi et montrant des qualités d’analyse, Zi juge que l’un des avantages d’avoir été aussi peu considérée par ses parents parce que fille est de développer une grande autonomie dans les études. C’est seule – sans les conseils infinis dispensés par son père – que Zi a choisi son lycée, son université, sa spécificité, la politique, intéressée par les ouvrages de Marx et rejetant les manuels de synthèse soporifiques.

Excellente étudiante – qui a pris conscience de sa valeur à l’université après vingt ans de négation familiale –, Zi, soutenue par sa professeure Hongxia, déjà rencontrée par le lecteur, pourrait être candidate au doctorat. Mais elle a choisi d’entrer dans le monde du travail pour aider financièrement ses parents, qui n’ont pas de pension de retraite, et son frère qui poursuit ses études à l’université. Cette logique sacrificielle, à la fois classique chez les femmes sous tous les cieux, quasi systématique chez les jeunes filles chinoises, demande à être scrutée dans ses soubassements et replacée dans la conjoncture de 2011 qui voit les effets de la crise s’estomper en Chine. Zi repousse donc la date d’un doctorat qu’elle souhaite pourtant soutenir, tant elle est attachée à la recherche et aspire à une carrière universitaire, se sentant une vocation pour la transmission des connaissances. Elle laisse par ailleurs deviner à quel point son choix est, au plan affectif, étonnant lorsqu’elle évoque l’interrogation de ses camarades sur ses sentiments de haine à l’égard de ses parents. Suivons donc les rationalisations successives de Zi pour appuyer sa volonté de travailler dès l’obtention de son diplôme de master. Tout d’abord, comme tous les étudiants, Zi constate une dévalorisation progressive des diplômes qui laissent penser qu’un doctorat sera bientôt nécessaire pour se présenter à un poste d’enseignant de collège. Partagé est ce raisonnement qui pousse à se précipiter sur le marché du travail avec un diplôme inférieur, à vouloir à tout prix le plus vite possible un emploi, quel qu’il soit, dans l’angoisse de ne pas en trouver plus tard avec un diplôme supérieur, dont l’intérêt disparaîtrait. Soulignons à quel point le même constat d’une augmentation générale des critères de diplômes sur le marché du travail pourrait pourtant déboucher sur le choix exactement inverse de reculer l’entrée dans le travail pour obtenir une compétence supérieure favorisant ultérieurement un meilleur emploi. D’autres motifs interviennent qui tous convergent vers le fait féminin et répandent un climat d’anxiété intense que Zi manifeste et explique fort bien. Refusant les emplois trop précaires pour pouvoir faire des versements monétaires réguliers à ses parents, Zi a envoyé son CV dans de multiples établissements éducatifs, sans résultat, a passé un concours pour devenir agent administratif où elle a été classée 24^e sur 618 candidats pour trois postes, et un autre concours pour devenir « chargée de la vie

quotidienne » dans une université, où elle s'est retrouvée 22^e sur 400 candidats pour 19 postes. Elle a aussi tenté un concours dans sa région d'origine – Chaoshan – pour devenir fonctionnaire. Cette quête d'emploi a fait maigrir de dix kg cette frêle jeune fille qui énonce la liste des justifications de son élimination données au cours des entretiens avec les éventuels employeurs, malgré un très bon CV : trop petite, trop mince, non-homme, femme donc devant accoucher, ce qui oblige l'employeur à payer le congé de maternité, trop de femmes enseignantes, recrutement exclusif d'hommes. Dans les entreprises, les employeurs lui demandent si elle a un fiancé et en cas de réponse négative s'inquiètent des éventuels problèmes psychologiques qui la conduisent à rester célibataire, mais lorsqu'elle répond positivement, ils redoutent mariage et grossesse rapide. Zi se demande à haute voix pourquoi seules « leurs femmes » pourraient être enceintes là où sa professeure, révoltée, théorise le transfert du coût de la reproduction hors de l'unité de travail, qui a produit l'éjection de l'une de ses docteurs. Poids, taille, sexe, statut marital, parental et politique (appartenance au Parti), origine sont les premiers déterminants affichés sur le marché du travail, la compétence et les diplômes n'étant qu'un des traits de la personne pris en compte. Il faut de surcroît ajouter à cet ensemble le réseau relationnel du sujet et les acteurs de poids qui seraient prêts à intervenir directement. Zi ne paraît en avoir aucun malgré toutes les tâches gratuites, de dactylographie, de photocopie, de rédaction d'articles qu'elle a effectuées pour des responsables administratifs qui lui ont d'ailleurs franchement dit qu'ils ne recrutaient que des hommes. Quant à sa professeure, Zi reconnaît qu'elle aurait pu lui préférer un professeur masculin et influent mais qu'elle s'est tournée vers elle pour l'attention et les conseils intellectuels que cette dernière était en mesure de lui donner.

Dans le contexte de ce marché du travail entièrement personnifié par les attributs intrinsèques mais aussi externes de l'individu – soit ses liens de dépendance – il faut inscrire le poids très fort de la famille. Le cas de Zi est là encore exemplaire : elle a un ami de cœur, ancien camarade de lycée – selon un profil récurrent des alliances matrimoniales sur lequel nous reviendrons – technicien à Shenzhen, qui veut l'épouser rapidement et avoir un

enfant. Les parents de celui-ci – anciens instituteurs – insistent fortement. Ils sont allés voir ses parents pour concrétiser l'engagement, ont même fait des démarches pour lui trouver un emploi dans une banque à Shenzhen, et ne comprennent pas qu'elle l'ait refusé dans son désir de trouver un travail qu'elle apprécierait. Ses propres parents la poussent également au mariage. Désespérée, Zi, pour éviter une trop grande déception, se rend aux entretiens d'embauche avec l'hypothèse d'un échec, et est allée chercher de l'aide auprès de la consultation psychologique de son université. Zi sera finalement, quelques mois après notre rencontre, recrutée comme « chargée de la vie quotidienne des étudiants » à Canton, poste de gestion administrative bien en dessous de son diplôme de master 3 et de ses compétences. Humiliée, infériorisée, elle se déclare malgré tout décidée à s'inscrire en doctorat dans cinq ans et à garder son indépendance.

À travers Zi, dont la situation est très représentative, on perçoit bien comment les jeunes filles sont amenées à se débattre – impuissantes et prises comme des mouches dans la glu – face à un marché du travail soumis à une domination masculine ouverte, renforcée et redoublée par les univers de parenté et d'alliance, tous accordés à l'unisson. La personnification du marché du travail – qui inclut imaginativement les proches par l'univocité des prescriptions rappelant les femmes à leurs fonctions procréatrices – contribue à l'encerclement dont peu d'actrices peuvent s'échapper. Se joue là en effet la dissolution de la rupture entre les constructions privées et les définitions publiques de la personne, entièrement exposée dans sa totalité au marché du travail. Diplômes et compétences, pour exigés qu'ils soient, sont appréciés dans le cadre de cette offre complète et fragilisante de l'individu, dénudé et sans refuge. Parmi les jeunes filles – dont la position dominée est structurelle depuis leur naissance, les études universitaires étant la période la plus libre de potentialités dans leur trajectoire – rares sont celles qui se sentent en mesure de résister, même momentanément comme Zi, à cette forme d'embrigadement. La conformité aux normes, le sentiment de satisfaction qu'elle procure peut paraître une voie qu'elles se doivent de préparer intérieurement, telle Ju dont le père est un travailleur migrant (*mingong*), dont la mère est restée à la campagne, dont les grands-parents étaient paysans. Ju est comme Zi en master d'études

politiques sous la direction de la même professeure. Ses parents ont payé une amende pour sa naissance, arrivée deux ans après celle d'un fils aîné. En pleine recherche d'un emploi sans succès, Ju planifie sa vie dans le cadre des processus de domination existants : mariage et enfant avant 30 ans car c'est là l'âge limite pour une femme, mais obtention pour elle d'un travail, qui lui évitera une dépendance complète. Les difficultés qu'elle rencontre sur le marché du travail la poussent à abaisser ses exigences salariales et elle s'apprête à accepter même un salaire de 2000 yuans dans quelques mois alors qu'aujourd'hui elle se fixe 4 000 yuans, le SMIC étant en 2011, à Canton, de 1 300 yuans. En revanche le mari qu'elle souhaite – 1,75 m, de 3 ans plus âgé qu'elle – devra gagner au moins 5 000 yuans, précise-t-elle, car les entreprises préfèrent et valorisent les hommes, ce qui lui paraît rationnel puisque l'âge de la retraite d'une femme est inférieur à celui d'un homme et en conséquence, le coût de sa pension est plus élevé pour l'entreprise. L'identification à l'employeur est quasi générale chez les jeunes filles qui, par ce biais, légitiment encore plus l'infériorité des femmes sur le marché du travail et leur recrutement à des postes et des salaires inférieurs.

Dans la spécialité de Zi et Ju, les études politiques, c'est-à-dire le marxisme – dont presque tous les étudiants sont au Parti – un seul poste de doctorat dans leur université était ouvert en 2011, et ce facteur objectif qui accentue la compétition, puisque les candidats passent un concours pour s'inscrire, pourrait être considéré comme décisif pour arrêter leurs études s'il était mentionné en première ligne par les jeunes filles. Mais bien au contraire ce sont d'autres arguments qui sont mis en avant, comme le mettent en évidence des étudiantes d'une seconde discipline, les mathématiques. Ling, qui a été admise en master 3 sans devoir concourir, tellement elle était brillante, explique ainsi qu'elle ne peut envisager de placer son fiancé – qui n'a qu'un diplôme de bachelor – dans une position inférieure à la sienne, elle qui a fait déjà trois ans d'études de plus que lui. Un doctorat augmenterait le malaise du garçon qu'elle devine, et Ling se lance donc dans la quête d'un emploi, ayant déjà expérimenté à Shenzhen une journée épouvantable d'attente pour un entretien, sans déjeuner, enfermée dans une pièce avec des centaines d'autres candidats. Elle s'est

déjà vue refuser par une école secondaire, au profit d'un garçon dont le CV était bien moins bon que le sien. Cependant pour elle comme pour ses camarades, le congé de maternité que l'entreprise devra payer explique cette préférence masculine, somme toute normale. L'inégalité entre hommes et femmes, l'injustice qui pèse dans les recrutements lui paraissent des données pérennes de la réalité qui ne peuvent être changées et en quelques phrases ponctuées de conditionnalités, Ling évalue son salaire de réserve à 2000 yuans si elle peut vivre à Foshan près de son fiancé alors qu'elle était partie de 6 000 yuans. Une autre jeune fille, comme Ling en M3 de mathématiques, rappelle que les hommes doivent être plus « forts » que les femmes et gagner plus d'argent que leurs épouses puisqu'ils trouvent plus facilement un emploi. Une sorte de fosse tautologique happe de cette façon les femmes face à un marché du travail qui se dédouble dans l'organisation des rapports sociaux de sexe, intangible. Le mariage qui fixera les positions féminines et masculines, est l'avant-scène plus que l'arrière-scène dans laquelle s'inscrit le marché du travail. Remarquons néanmoins que toutes les jeunes filles souhaitent travailler, même après leur mariage et en dépit du fait qu'elles s'auto-assignent des salaires et des postes inférieurs. La programmation voulue de cette infériorité dans le champ du travail renvoie en effet à une infériorisation beaucoup plus stigmatisante qui les guette : celle d'être exclue du marché du mariage et de devenir une « femme restante ». Là, réside une des clefs de leur acceptation des inégalités inexorables d'un marché du travail, qui n'est pas commun aux hommes et aux femmes, mais qui est séparé et spécifié par leur appartenance de sexe.

Un marché du travail hanté par la « femme restante »

La notion de « femme restante » (*sheng nü*) serait apparue – si l'on en croit quelques-unes de nos collègues chinoises – dans les cinq dernières années, jusqu'à ce que le nombre croissant de « femmes restantes » soit considéré comme un réel problème social faisant l'objet d'articles et de débats dans les médias. L'idée paraît paradoxale si on la met en parallèle avec l'augmentation des « femmes manquantes » mais la désignation extrêmement péjorative de « femme restante » est en cohérence avec les orientations inégalitaires en matière de rapports sociaux de sexe.

Ainsi, en 2011, lors de l'Assemblée nationale populaire et de la Conférence consultative politique du peuple chinois, des voies se sont élevées publiquement pour « résoudre le problème des femmes restantes », mais aussi pour que les femmes retournent à leur foyer afin de limiter le chômage, ou encore qu'elles conservent leur virginité comme cadeau pour leurs beaux-parents. C'est à plus de 30 ans qu'une femme célibataire est rangée dans la catégorie de « femme restante » qui évoque une denrée délaissée, abandonnée car pourrissante, une marchandise inutilisable, invendable, à jeter. Le terme lui-même de « femme restante » est anxiogène et fait ressentir la honte pour celle à laquelle il pourrait s'appliquer et qui tente de l'écarter avec vigueur. Sorte de paria dans une société certaine de ses valeurs de domination masculine, la « femme restante » – dont l'équivalent japonais est « la chienne perdante » (*make inu*) – est une actrice idéologique négative qui garantit l'efficacité symbolique des normes sexuelles différentialistes et en donne une forme de preuve palpable ostentatoire.

L'hypergamie féminine et l'hypogamie masculine – c'est-à-dire l'obligation d'une supériorité de l'homme sur la femme en termes de classe, d'éducation, de ressources monétaires, d'emploi, d'âge, etc. – restent un idéal des alliances matrimoniales dans la Chine actuelle et, même s'il est parfois difficile à atteindre et contredit par les faits, il constitue l'horizon imaginaire de « l'harmonie familiale » à laquelle chacun aspire. Ces règles impliquent que plus une femme est diplômée, plus elle occupe un emploi hiérarchiquement élevé, plus son salaire est important, moins elle est en mesure de trouver un conjoint : elle perd de sa valeur sur le marché du mariage au fur et à mesure que son statut social, économique, politique s'accroît. Comme l'écrit joliment Xu Xiaomin, dans le *China Daily*⁴, citant une de ses amies :

« Quand j'avais 20 ans, mon mari idéal devait être riche, savant et avec un avenir prometteur devant lui. Après dix ans de labeur, j'ai gagné beaucoup, j'ai réussi dans ma carrière, et au final, j'ai réalisé que j'étais devenue celle que je voulais épouser ! »

Arrêter ses études pour continuer à pouvoir se positionner dans le marché du mariage est donc un comportement rationnel et réaliste qu'exprime sous des formes diverses la très grande majorité de nos interlocutrices. Devenir titulaire d'un doctorat est une véritable prise de risque et expose à sombrer dans la masse infâme des « femmes restantes ». Jeunes filles et jeunes femmes rencontrées ne parviennent d'ailleurs pas à réfléchir sur la production sociopolitique de la catégorie de « femme restante », aveuglées par la présentation consensuelle du supposé phénomène social. Dans leur esprit, « un bon mariage vaut mieux qu'un bon travail » commente Hongxia, la professeure de sciences politiques de Zi et Ju, qui déplore la dévaluation permanente des femmes sur le marché du travail auxquelles elles contribuent. Dans l'optique de l'hypergamie féminine et de l'hypogamie masculine, le pendant de la « femme restante », « l'homme restant » se situe dans une exacte asymétrie : il est pauvre, inéduqué, occupe des postes sans qualifications, n'a ni appartement, ni voiture à proposer ! « L'homme restant » peut néanmoins toujours garder l'espoir de trouver une épouse plus misérable que lui, tandis que la « femme restante » fait redouter aux hommes une perte de leur puissance, de leur capacité de domination, en raison du pouvoir qu'elle concentre sur sa personne, d'une manière quasi tératologique. Sa tare est de donner à imaginer une possible inversion de la hiérarchie des sexes.

Notons qu'épouser son camarade de lycée, ou d'université – « gardé au chaud jusqu'à l'obtention d'un emploi » – comme la mode semble s'en répandre, est une bonne manière pour les jeunes filles de se garantir un mariage et de ne pas s'exposer à devenir une « femme restante ». Absents de ce type de scénario très prisé, l'amour, l'expérience amoureuse et plus encore le coup de foudre, laissent place à une programmation raisonnée et pragmatique des positions hiérarchiques masculines et féminines unies pour la production du descendant dont viendront prendre soin, dans la pièce qui leur est réservée dans les appartements, les ascendants, qui en outre accompliront gratuitement les tâches domestiques au bénéfice du jeune couple, pris par son travail rémunéré mais rassuré que l'enfant ne soit pas en des mains étrangères, dans des institutions coûteuses en regard desquelles la méfiance est partagée.

Tournons-nous maintenant vers quelques femmes qui n'ont pas suivi ce chemin tout tracé, ont laissé parler leurs désirs divers, intellectuels, affectifs, polymorphes, n'ont parfois pas vu le temps passer, ont rêvé d'une autre vie, d'une autre société. Parmi celles-ci, Hua, jeune femme aux cheveux courts, fait son post-doctorat sous la direction de Hongxia – la professeure de sciences politiques de Zi et Ju – qui lui a proposé de travailler sur l'épistémologie féministe. Cette dernière s'inquiète beaucoup pour l'avenir de Hua, voyant qu'elle n'est pas au Parti, est encore célibataire à 36 ans et de surcroît a un frère handicapé. Hua se fait rejeter en effet de toutes les universités où elle se présente à un poste de maître de conférence. Personnalité complexe, Hua, qui se dit « spéciale » a un parcours hétérodoxe : fille d'ouvriers, petite-fille de commerçant et de cadres apparemment aisés avant 1949, elle s'est tournée, après un diplôme de BA en chimie, vers la philosophie qui l'attirait profondément. Un master en épistémologie des sciences la conduit à un doctorat de philosophie dans lequel elle se focalise sur les concepts d'*eidos* et de *kairos* chez Aristote, Raymond Aron et Isaiah Berlin. Hua offre à la réflexion la concaténation pénalisante d'un ensemble d'écarts à la figure féminine normative.

Peu disposée à accepter n'importe quel poste et un salaire trop bas dans un environnement intellectuel de niveau faible, voulant poursuivre une carrière de chercheuse, consciente de sa valeur, Hua est pourtant prête à « réparer » quelques traits dont elle connaît le caractère déviant dans son profil : ainsi a-t-elle entamé une procédure tardive d'intégration au Parti mais avoue qu'elle préférerait être dispensée de la terminer pour obtenir un emploi. En revanche, elle ne cédera pas sur son frère de 35 ans, handicapé à sa naissance, qu'elle sait lui avoir fait échouer nombre de projets de mariage. Refusant de cacher ce facteur familial négatif aux prétendants, leur expliquant qu'elle prendrait en charge son frère dès que ses parents n'en auraient plus la force, l'expérience d'établissements spécialisés ayant été dramatique, Hua a vu les hommes disparaître de son horizon les uns après les autres, pour deux raisons aussi influentes l'une que l'autre qu'elle analyse : la première est financière, le futur mari ne tenant nullement à ce qu'une part des revenus du couple soit « perdue » pour un membre de la fratrie de l'épouse ; la seconde renvoie à la croyance d'une

possible transmission génétique aux futurs descendants. Déterminée et relativement sereine, Hua espère néanmoins être recrutée dans une université, malgré un célibat qu'elle juge désormais quasi définitif et qu'elle sait peser très lourdement dans les entretiens d'embauche : il la fait soupçonner d'une pathologie psychique. Il faut en effet qu'une femme soit frappée de « folie » pour avoir privilégié son travail et continué à s'accrocher à son frère handicapé au détriment de son mariage. Comme l'estime avec pertinence Hua, derrière le terme « femme restante » qui entend réduire les femmes à leur statut marital et reproductif pour les classer dans une seule catégorie univoque, de très grandes différences d'itinéraire se donnent à voir ainsi que l'illustre Niu, jeune femme de 32 ans très élégante, un tantinet précieuse.

Niu enseigne le japonais dans une université prestigieuse de Canton, avec un statut contractuel renouvelable tous les trois ans. Elle n'a eu aucune difficulté à trouver un poste en 2009 et un emploi permanent de maître de conférence lui avait été même proposé, mais dans une université de moindre renommée, qu'elle a repoussé. Niu a passé sept ans au Japon pour suivre le camarade de lycée dont elle était amoureuse et qu'elle comptait épouser, mais au bout de trois ans leur relation a été rompue. Elle a poursuivi des études au Japon, refusant d'obtempérer aux injonctions de ses parents, qui ont toujours prévenu que plus elle accumulerait de diplômes, moins de chance de se marier elle aurait. Comme elle le raconte avec un brin de tristesse, sa famille espérait pour elle « la vie la plus banale possible » et elle se trouve depuis son retour en Chine en 2009, à la croisée de plusieurs chemins, hésitant à en prendre un seul, les embrassant tous plus ou moins, et en proie à une grande confusion. Le spectre de la « femme restante » lui paraît se rapprocher et dans le même moment, elle ne peut se résoudre à se couler entièrement dans le moule féminin attendu bien qu'elle s'y essaie. Le doctorat – au Japon aisément, en Chine plus difficilement faute de *guanxi* (relations) et en raison du très petit nombre de professeurs habilités à le diriger dans sa discipline – est la première voie qu'elle envisage et dont elle creuse le sillon. Mais Niu veut aussi se marier le plus vite possible, sa sœur aînée et ses deux frères étant déjà parents. Elle est en effet la cadette pour laquelle ses parents, qui voulaient un deuxième garçon, ont payé une amende : sa mère avait retiré le stérilet qui lui avait été posé

dans ce but. C'est en vue d'épouser un Chinois que Niu est effet rentrée en Chine, craignant de ne pouvoir s'intégrer au Japon avec un époux japonais. Mais lorsqu'elle contemple les couples qui l'entourent, leurs disputes – permanentes chez ses parents – et la distribution des rôles entre hommes et femmes, un mouvement de recul s'empare d'elle. Appréciant travail et indépendance, elle voit cependant quelque intérêt à s'unir à un homme fortuné qui la dispenserait d'un emploi, s'il avait un salaire bien supérieur au sien, qui est déjà de 7 000 yuans. Écartelée entre de multiples contradictions Niu pense à la fois acheter bientôt un appartement et en même temps se rend à des rendez-vous arrangés avec d'éventuels candidats au mariage. Mais ces rencontres lui sont de plus en plus désagréables, l'homme s'exhibant comme une marchandise à une autre qu'il se propose d'acheter sous conditions. Niu raconte en effet que les premières démarches des hommes consistent à montrer leur appartement, toujours supérieur à 120 m² – c'est-à-dire leur statut économique – et à l'intérieur de celui-ci leur bureau et ses équipements technologiques, soit leur statut symbolique. Exceptionnelle est la proposition d'une visite de la chambre, du salon ou des autres pièces mais tous s'enquière de ses aptitudes à la cuisine et des meilleurs plats qu'elle prépare. Ce scénario répétitif inquiète de plus en plus Niu qui constate avec regret le peu d'efforts des hommes pour une conversation plus sérieuse et attractive.

Hua et Niu mettent en scène sous deux angles différents les effets profondément destructurants de la représentation externe dans laquelle elles sont encloses – celle de « femme restante » – et les logiques marchandes assez sordides qui façonnent le cadre des unions matrimoniales influant sur le marché du travail. La dévalorisation qui affecte les femmes célibataires après 30 ans envahit leur vie, provoque des doutes sur leurs capacités intellectuelles, engendre un repli sur soi, défensif et *in fine* un auto-enfermement. Yun, qui a passé un an en France et qui est dans sa sixième année de doctorat sur Baudrillard, en est un exemple probant. Fille d'un médecin et d'une pharmacienne, elle enseigne dans un nouvel institut la « civilisation mondiale », en d'autres mots comment les empires se font et se défont, soit le déclin actuel des USA et de l'Europe et la dominance de la Chine. La jeune

femme peine beaucoup sur la rédaction de sa thèse et au cours de nos échanges en vient à se décrire elle-même sous des jours de plus en plus négatifs : elle juge ses derniers écrits « mauvais », s'estime incapable de proposer un article original – pourtant indispensable dans le cadre du diplôme de docteur – et encore plus d'affronter la concurrence que présuppose la publication dans une revue scientifique classée. Bien que souhaitant être enseignante, elle recule devant la compétition qui règne dans les universités pour être recrutée, faire carrière et être promue, attitude qu'elle partage avec beaucoup de femmes, maîtresses de conférence qui se contentent de ce statut. En quelques instants elle fait symptomatiquement baisser son salaire de réserve de 10 000 yuans à 5 000 yuans, rémunération dont elle se contenterait. La déviance que constitue son célibat – pour la société, ses parents, sa fratrie de trois enfants mariés – est désormais acceptée et entérinée au fond d'elle-même, mais sur un mode de cantonnement et d'appauvrissement intérieur qui lui fait déclarer qu'elle préfère avant tout son indépendance solitaire et sa sécurité sans hypothèse de conflit avec d'autres trop proches, tel un conjoint. Enlisée dans son travail d'écriture, mais aussi dans ses perspectives futures qu'elle borne dès maintenant, blessée par le regard jeté sur elle, Yun entrevoit pourtant que le nombre croissant de « femmes restantes » – terme qu'elle emploie elle-même et dans lequel elle se range – signifie en partie une progression, même barrée dans l'échelle hiérarchique, pour des femmes : « Nous sommes une menace pour les hommes, car nous sommes plus exigeantes avec eux et très peu d'hommes chinois sont excellents, alors que de plus en plus de femmes sont excellentes. » En dépit de ce constat, Yun a renoncé pour son compte personnel à l'excellence, montrant l'efficacité symbolique du stigmate de la « femme restante » sur le marché du travail. Plus généralement l'irréfragabilité des rapports de domination entre les sexes régnant dans les entreprises et les institutions se décline dans la préférence d'un recrutement d'hommes plutôt que de femmes, d'une femme mariée plutôt que célibataire, d'une femme mère plutôt que d'une femme sans enfant. C'est pourquoi les jeunes femmes mariées qui sont en doctorat se hâtent-elles avant 30 ans d'avoir un enfant pour se présenter sans surcoût reproductif aux employeurs potentiels. Une fois ces conditions remplies – alliance et procréation unique – il leur faut

assumer une lourde infériorisation généralisée dans la société qui conduit beaucoup d'entre elles, lorsqu'elles détiennent un emploi universitaire, à s'éloigner des jeux de concurrence qui permettent de gravir les échelons. Elles ont en effet donné le maximum d'elles-mêmes dans l'adhésion aux règles et la conformité aux attentes normatives. Cette performance accomplie, elles aspirent en quelque sorte à profiter de ses fragiles et maigres retombées.

Entre objectivation et subjectivation des normes

Il est inutile de s'étendre sur l'accumulation de travail pour les jeunes femmes mariées déjà mères ou non, à la maison et à l'université, pour leurs recherches et éventuellement leurs enseignements. Comme ailleurs dans les démocraties d'ancienne industrialisation, elles se plaignent de la fatigue physique et psychique qu'implique une « double journée » y compris lorsque parents et beaux-parents font office de domestiques gratuits selon un modèle courant. Dénoncée depuis des décennies par les mouvements féministes, désormais prise en compte par les économistes, la charge qui pèse sur les femmes est l'objet d'une abondante littérature, renouvelée avec la thématique du *care* qui met en évidence la dimension de soins de cette gestion quotidienne des proches. Nos interlocutrices en Chine portent le plus souvent l'accent sur une totale impossibilité à changer cette division sexuelle du travail, présentée ou perçue comme une « tradition locale » ou « nationale ». Elles soulignent que la mère de leur mari a éduqué le fils à n'avoir aucune préoccupation matérielle, et qu'elles sont placées devant le fait accompli de lui succéder dans l'univers domestique. Pour la génération des fils uniques, si chéris, il est encore plus difficile d'imaginer une participation du conjoint aux tâches ménagères et « reproductives ». Dans le meilleur des cas, l'homme emmène l'enfant jouer à l'extérieur du foyer. Lorsque l'enfant est un fils unique, l'habitude de la mère – jusqu'à 6 ou 7 ans – de le faire dormir avec elle dans le même lit, ou dans un lit placé juste à côté du sien, provoque une demande œdipienne envahissante. Les jeunes femmes expliquent alors le peu de temps qui leur reste pour la recherche ou simplement pour penser et en comparaison la liberté d'esprit dont jouit leur mari et son incompréhension devant leur épuisement et leur faible production

scientifique. L'accomplissement de la norme féminine – mariage et maternité – pour les femmes qui se sont lancées dans l'aventure doctorale, se fait en plusieurs temps et place le travail intellectuel d'une manière générale en position subordonnée. L'angoisse de faillir dans la performance de l'être-femme complet – tel qu'il est extérieurement défini – étirent celles qui ont tenté d'en reculer le moment définitif comme Wan.

Wan et son mari sont tous deux fils de paysans et Wan montre les traces de cicatrices sur ses mains, indiquant l'aide laborieuse qu'elle apportait à ses parents, dès son plus jeune âge. L'un comme l'autre sont titulaires d'un doctorat dans deux disciplines différentes et d'un poste d'enseignement universitaire. La narration de Wan distingue trois étapes dans leur alliance. Dans la première, Wan est le moteur de la promotion sociale et elle pousse son mari à faire un doctorat, comme elle, alors qu'il en voit peu l'utilité. Il « court alors derrière elle » selon son expression. Dans la seconde, Wan – qui a un doctorat de travail social et a centré sa recherche sur la comparaison entre ONG chinoises et ONG internationales en matière d'éducation et de lutte contre la pauvreté – commence à percevoir les difficultés pour une femme à trouver un emploi universitaire, et ce d'autant plus qu'elle tient à rester géographiquement proche de son mari, qui, pour sa part opère ses choix en fonction de critères strictement professionnels. Dès lors elle constate qu'il « marche plus vite qu'elle » et que l'égalité imaginaire qu'elle croyait les lier s'est évaporée. Tous les deux envisageaient de se porter candidats à un poste de professeur associé pour lequel huit articles publiés au nom du département universitaire d'appartenance dans des revues dûment répertoriées sont indispensables. Le mari de Wan est prêt pour la compétition ; Wan, en revanche, a pris du retard avec seulement trois articles et s'apprête à en prendre encore plus car elle a décidé d'avoir un enfant dans les deux ans, date butoir de son point de vue puisque le couple a dépassé la trentaine : « Il faut se dépêcher » dit-elle. Wan a déjà fait un avortement volontaire quelques années auparavant, car elle souhaitait terminer sa thèse et obtenir un poste universitaire avant une maternité qu'elle jugeait encombrante. Effectué à l'hôpital, mais apparemment dans de mauvaises conditions d'hygiène, cet avortement qui a entraîné une infection, a laissé Wan physiquement fragile, facteur qui pèse sur sa décision. Mais

surtout la famille de son mari exerce une pression de plus en plus insupportable pour qu'elle donne rapidement à la lignée un héritier. Elle se bat courageusement contre leurs habitudes de séparer hommes et femmes au cours des repas, comportements qui par ailleurs ne s'observent pas seulement en milieu rural mais fréquemment dans les restaurants de Canton. Elle tient tête à l'un de ses beaux-frères, petit entrepreneur condamné pour corruption, qui commande aux femmes de « dégager », et se maintient à la table des hommes. À travers le récit de funérailles dans sa localité d'origine, où un professeur d'université s'était rendu avec son épouse et sa fille, Wan fait néanmoins entendre de manière détournée sa plus grande crainte – et l'urgence d'enfanter coûte que coûte – : que son mari adopte un fils ou emprunte directement par des rapports sexuels effectifs le « ventre d'une femme » rurale comme cela fut explicitement conseillé au professeur venu enterrer son père et dont la fille s'étonnait naïvement que les noms des femmes ne soient pas cités dans la généalogie. Wan assène alors avec tristesse que les femmes « avancent » inévitablement plus lentement que les hommes en Chine – fait social intangible – et que l'inégalité se creuse dans les couples au fur et mesure que le temps passe.

Relations conjugales dans la parentèle et rapports sociaux dans le champ de travail universitaire se font écho pour poser une sorte de ligne imaginaire entre hommes et femmes dès lors qu'ils sont mariés. Shun, une jeune femme de 36 ans, depuis peu mariée avec un *efriend*, mère d'un fils, enseignante d'anglais à l'université et en doctorat sur la littérature féminine avec la célèbre professeure Yuting que le lecteur a déjà rencontrée, bientôt elle-même professeure associée et membre du Parti, constate que, célibataire, elle dînait fréquemment avec ses collègues masculins. Toujours disponible après son mariage pour de telles rencontres festives – grâce à la précieuse et discrète aide de ses parents qui se chargent de son foyer durant le jour et repartent avant son retour – elle remarque que ses collègues masculins ne l'ont plus invitée et partent dîner de leur côté. Un événement significatif est rapporté par Shun, très observatrice, qui aime déambuler dans les rues pour regarder les attitudes des uns et des autres et se rendre au cinéma. Dans le cadre d'un colloque dans une autre ville, elle a eu une

longue discussion avec l'un de ses collègues, mais de retour à Canton, l'occasion ne s'est jamais représentée et il l'a apparemment évitée, pense-t-elle. Shun, qui se réserve des loisirs, tient à être, selon ses mots « une femme, une mère, une épouse et une enseignante heureuse » et elle ne veut « rien sacrifier ». C'est pourquoi elle borne elle-même sa carrière au statut de professeur associé renonçant à entretenir les multiples « relations » (*guanxi*) nécessaires pour voir ses articles publiés et dénonçant la corruption. Elle ne présentera donc pas sa candidature au poste de professeur, abandonnant cet espace de pouvoir et de notoriété aux hommes. À écouter nos interlocutrices, univers masculin et féminin se disjoignent dans le champ professionnel universitaire, sans qu'on puisse parler d'une règle sociale énoncée comme dans d'autres contextes culturels ou d'un accord entre les individus des deux sexes pour un tel état de fait. La représentation politique, administrative, statutaire, hiérarchique – bref tous les modes d'effectuation de la puissance compétitive – est le plus souvent délaissée par les jeunes femmes qui croient voir des murs se dresser contre leurs tentatives d'immersion. Malaise, difficulté de coopération avec des hommes, préférence institutionnelle pour des programmes de recherche portés par des hommes, redistribution des ressources entre hommes, force des réseaux masculins excluants sont invoqués par les jeunes femmes pour justifier un retrait dans des rôles inférieurs et subalternes partagés « entre femmes ». L'obligation d'être à la tête d'un projet de recherche financé pour pouvoir inscrire et diriger des doctorants, et recevoir une subvention mensuelle, non plus de l'université mais de ces fonds ciblés, accentue les polarisations. Une mission hors de la ville d'origine rassemblant un homme et une femme est jugée « embarrassante » tout comme si une pulsion sexuelle immaîtrisable allait se déchaîner dans cette cohabitation fortuite ! Cette identification envahissante et obstructive des actrices et – par voie de conséquence des acteurs – à leur appartenance de sexe ressort des élaborations discursives des sujets, alors qu'elle est peu palpable d'un regard extérieur. L'hypothèse que la position des femmes régresserait depuis les réformes, en regard de l'égalité entre les sexes proclamée durant la période maoïste, est émise symptomatiquement par quelques jeunes femmes.

L'effort des jeunes femmes pour s'inscrire dans la « case » que leur ont réservée famille, institutions, société à l'unisson a un coût initiatique si élevé que peu d'énergie leur reste ensuite pour abattre les cloisons qui les entourent dans le champ du travail et se lancer sur le chemin d'une difficile ascension professionnelle. Fille d'une infirmière et d'un médecin, Qing, enseignante d'allemand, qui se prépare à faire un doctorat, fond ainsi en larmes, après plusieurs heures de description positive de sa vie. Elle avoue enfin qu'elle aurait souhaité rester en Allemagne où elle a fait trois ans d'études mais qu'elle a finalement cédé aux injonctions de sa mère de rentrer en Chine pour se marier, alors que deux autres postes – outre une université cantonaise – lui étaient proposés à Hong Kong et Singapour. En pleurant, bouleversée, elle explique son geste d'obéissance par l'impossibilité d'ajouter une nouvelle souffrance à sa mère qui était la troisième fille rejetée par son père – professeur à Tsinghua, classé comme droitier et rééduqué dans le Guizhou – et envoyée dans une autre famille. Elle espère éviter à sa future fille une telle oblation. Qing, âgée de 29 ans, a en effet décidé de retourner un an en Allemagne où elle est invitée comme *visiting scholar* et de n'avoir un enfant qu'après sa thèse soutenue. Pour l'instant, elle lutte contre les offensives en la matière de sa belle-mère, peu éduquée, et de son mari qui a un diplôme de master et travaille dans un comité du Parti. Qing met en scène avec acuité une transmission générationnelle féminine de la contrainte aux dépens du désir qui s'appuie sur la répétition de la blessure et du stigmate engendrés par une négativité ontologisée des femmes, devenue une seconde nature à reproduire sauf rupture de la chaîne comme l'envisage Qing pour l'avenir. À l'opposé du vœu de Qing, peut surgir un fantasme des plus « aliénés » – au sens propre du terme – chez des jeunes femmes destinées à faire un doctorat subventionné : celui d'en repousser le projet jusqu'à ce que le fils unique atteigne lui-même l'âge et ait réalisé le cursus pour s'inscrire en thèse, imaginer l'accompagner dans cette phase, sur les bancs de l'université, faire, avant qu'il n'engage la construction de sa famille, de manière ultime, couple avec lui – en place du conjoint. Lei, qui fut une étudiante débordante d'activité en travail social, issue d'une famille lettrée, mariée à un cadre du Parti d'origine paysanne, avec les parents duquel elle vit – élabore cette

chimère en décrivant la trajectoire promotionnelle de son mari qui va partir un an aux USA, maintenant qu'il a acquis la maîtrise de l'anglais, langue qu'elle parle couramment depuis longtemps, ce qui avait conduit ses professeurs à l'encourager à se rendre en Angleterre, aux USA ou au moins à Hong Kong. Tandis que Lei rêve à haute voix de reprendre le cours de ses études dans vingt ans, son fils de 8 ans l'interrompt pour lui demander de lui tendre son sac, ce qu'elle fait précipitamment avec une voix douce, fluette, expliquant que son mari est « occupé » ce samedi soir. Une ombre passe dans ses yeux avant que Lei, lucide, récupère la maîtrise de sa narration sur son emploi de directrice administrative d'un nouvel hôpital psychiatrique et sur ses efforts de persuasion face à ses supérieurs pour obtenir le droit de s'entretenir avec les patients un après-midi par semaine. Lei qui, quelques années auparavant, a subi un avortement contre ses convictions religieuses profondes, pour ne pas entâcher la carrière de son mari, cristallise à un degré élevé les normes qui convergent sur les jeunes femmes de cette couche sociale éduquée, et qui font d'elles des « femmes normales » et appréciées de tous, au point qu'elles s'abusent elles-mêmes sur les plaisirs de cette normalisation forcée.

Une pétrification statutaire

Au terme de cette immersion cantonaise avec des femmes, jeunes et savantes, souvent très brillantes, mais apparemment toujours perdantes et bloquées dans leur ascension professionnelle, qu'elles soient mariées ou « restantes », le lecteur est en droit de se poser plusieurs questions. La première concerne la singularité des processus décrits en comparaison d'autres configurations sociétales dans lesquelles les rapports de domination des hommes sur les femmes sont, *grosso modo*, identiques dans leur forme et leurs effets. Les voix des jeunes femmes rencontrées mettent en évidence que la singularité réside ici principalement dans les logiques exposées et leur arrimage aux prescriptions normatives dans un contexte dont il faut rappeler le poids du politique. L'État-parti, en maintenant un pouvoir politique unique, impose d'une manière générale aux sujets de se situer dans le cadre de normes qui touchent autant leur intériorité que leurs comportements extérieurs. Pluralité, divergences, écarts – s'ils éclosent récemment de plus en plus dans les divers champs sociaux – restent timides

car toujours potentiellement interprétés comme des offensives à l'égard de l'État-parti. Monopoliste, le pouvoir a façonné des habitus conscients et inconscients de normalisation qui conduisent les sujets à redouter tout geste suspect d'une transgression qui rendrait vulnérable, et à préférer se rendre invisible, fondu dans la masse. Les conséquences de cette univocité politique – qui déploie régulièrement sa puissance de rappel à l'ordre sur ceux qui deviennent parfois sans l'avoir voulu des dissidents – sont prégantes dans les rapports sociaux de sexe. La domination masculine est une norme parmi d'autres, mais touchant l'intimité, et c'est dans le cadre de celle-ci que les acteurs et les actrices croient réaliser un accomplissement identitaire primordial. La remise en cause des assignations issues de la dualité sexuelle est quasi impensable quelle que soit la conscience que les sujets développent sur leur pénalisation, « l'injustice » de leur infériorisation. Une contestation efficiente de la prédominance masculine suppose avant tout que, dans l'imaginaire, soit envisageable un affrontement aux rapports globaux de domination dans lesquels le politique a une position architectonique. La domination est à la fois une et diversifiée, mais la conservation symbolique de son unicité à travers la figure de l'État-parti forge l'impuissance à l'entailler dans ses différentes actualisations dont les rapports sociaux de sexe sont une des occurrences. Au Parti – sur le ferme conseil de leurs parents – ou non, les jeunes femmes rencontrées n'ont aucune implication dans les sphères du politique, relevant d'un pouvoir dont elles se sentent exclues et qu'elles n'entrevoient absolument pas d'affronter. Elles manifestent, pour la corruption consubstantielle du pouvoir, un dégoût profond mais qui le laisse intact.

C'est dans cette perspective d'hégémonie du pouvoir politique qu'il faut comprendre la faible influence de l'éducation sur la transformation des rapports de domination entre hommes et femmes. Le contexte chinois met ainsi en scène la subordination de l'éducation au politique dans les processus d'émancipation relative ; le savoir qu'accumulent les jeunes femmes reste pris dans les rets d'une domination politique globale. La Ligue de la jeunesse et le Parti, qui exerce sa tutelle sur celle-ci, sont omniprésents dans les universités et leur représentation au niveau

le plus élevé est plus fréquemment masculine que féminine, sinon exceptionnellement. Le savoir n'est donc pas orienté vers une autonomisation des actrices et occupe un rang subalterne, et ce, y compris dans les représentations qu'elles se font d'elles-mêmes. Ne pas « gâcher » ce savoir, ne pas avoir fait tant d'années d'études pour se retrouver femme au foyer, dépendante du mari, reste l'objectif minimaliste des jeunes femmes qui ne peuvent imaginer s'affranchir, même incomplètement, de tous les jougs qui les écrasent.

Pour appréhender l'efficacité extrême des normes de conformité féminine sur nos jeunes savantes, il faut de surcroît replacer l'hégémonie du pouvoir dans la conjoncture capitaliste actuelle de la Chine qui confère aux logiques marchandes un rôle grandissant dans les unions matrimoniales. L'homme, chef et responsable de famille, se doit d'afficher en termes d'emploi, de revenus et de biens, sa puissance et son statut. La pauvreté, le chômage sont de ce point de vue des handicaps majeurs pour trouver une épouse adéquate, au même titre qu'une grande réussite pour une femme, doit-on ajouter. Si les symbolisations marchandes affectent autant les hommes que les femmes, dans des rapports d'inversion structurelle des positions, il en ressort néanmoins que les femmes perdent au jeu toute clairvoyance sur leur position. Aveuglées par les bénéfices qu'elles s'appêtent à retirer des gains de leur conjoint, soucieuses que ceux-ci soient supérieurs aux leurs pour préserver son prestige et en jouir elles-mêmes, elles s'enfoncent dans une dépendance consentie et voulue, s'incarcérant de plein gré dans la boîte inférieure qui leur est tendue. Corollairement l'accroissement et la généralisation des rapports marchands sont tangibles dans les universités où ils contribuent à l'élimination des femmes des sphères de décision. Le spectacle de domination masculine offert à la réflexion du lecteur pourrait donc être qualifié d'archaïque si le terme n'était pas doté d'une connotation idéologique évolutionniste et progressiste plus opacifiante qu'éclairante. La résistance des rapports sociaux de sexe, profondément inégalitaires dans le cadre de la croissance capitaliste de la Chine aujourd'hui, est cependant moins paradoxale qu'il ne semblerait si on la réfère aux formes du pouvoir politique associé au marché : l'État-parti n'est pas encore dégagé d'une vision verticale d'imposition de modèles, bien que s'amorcent des

recherches de « dialogue » et d'adhésion de la population, qui de son côté, lorsqu'elle est excédée par les prédatons ostentatoires des édiles locaux, les attaque dans de violentes manifestations. En quelque sorte pétrifiés par les processus politiques et économiques présents, les statuts de sexe restent l'angle noir de transformations sociales qui dans tous les autres domaines s'accélérent.

C'est pourquoi, simplificatrice par sa binarité et sa dimension partisane apparaît la question d'une amélioration ou d'une régression de la condition féminine dans la Chine d'aujourd'hui. Les recherches et les publications sur les femmes chinoises se sont multipliées dans la dernière décennie et tentent néanmoins d'y apporter une réponse. Ainsi Isabelle Attané⁵, se fondant sur des données quantitatives, souligne depuis les « réformes », en particulier la baisse des taux d'emploi féminin, un retour au foyer des femmes, le très faible pourcentage de propriétaires féminins d'un logement. Son interprétation pointe la vulnérabilité des femmes à la précarisation et l'insécurité économiques, qui accentueraient et renforceraient les pôles sexués traditionnels, ce qui ne va pas de soi. Par ailleurs, les contradictions sont pointées dans les études disponibles entre proclamation idéologique égalitariste des femmes et maintien d'un statut inférieur, par exemple dans les usines (Tang Xiaojing, 2009, 2010) durant la période maoïste. D'aucunes remarquent, en outre, que les itinéraires féminins peuvent être ascensionnels dans les périodes les plus dramatiques (Tania Angeloff, 2011). Si l'on porte l'attention principalement sur les femmes diplômées, la Révolution culturelle – bannissant les intellectuels au fond des campagnes les plus reculées, pour les rééduquer – est un tournant décisif sur lequel les actrices, militantes volontaires ou subissant leur sort, portent des regards sensiblement différents. Ces femmes, qui approchent la soixantaine, insistent fréquemment lorsqu'elles sont professeures d'université sur la violence symbolique des prescriptions qui pèsent maintenant sur leurs cadettes, et se désolent de leur soumission à s'y conformer, plaçant mariage et procréation au premier rang. Leur perception, qui pencherait pour

5 « Être femme en Chine aujourd'hui, une démographie du genre », *Perspectives chinoises*, 2012, 4.

une évaluation pessimiste de la situation présente des femmes en regard de celle qu'elles ont connue, est significative mais prise dans la subjectivation d'une génération qui, après des années passées en milieu rural, est parvenue à retourner à l'université et à bâtir une carrière prestigieuse. Leur autonomie intellectuelle – y compris lorsqu'elles sont membres du Parti – renvoie à une accumulation d'expériences, tragiques et heureuses, qui les dégagent en partie des enjeux du moment mais leur confère une nostalgie relative de l'égalitarisation antérieure face à la monétarisation généralisée des champs sociaux qu'elles condamnent fortement, s'en sentant exclues. Leur engagement est donc d'un grand intérêt pour la recherche mais ne la résume pas ; pour avancer dans cette problématique, tournons-nous maintenant vers des femmes pleinement insérées dans des emplois hautement rémunérés : des journalistes.

DES JOURNALISTES ASSIGNÉES

L'industrie de la presse a connu, depuis l'aube du XXI^e siècle, partout dans le monde des transformations notables, induites par deux phénomènes majeurs : la globalisation du capitalisme et l'emprise croissante du marché dans tous les champs sociaux, dont la presse d'un côté, le développement des nouvelles technologies de l'information et leur extension à la presse Web de l'autre. La précarisation des emplois de journalistes¹ et la féminisation² du domaine ont été observées consécutivement et ont donné lieu à des interprétations diverses tendant à battre en brèche, ou au moins à nuancer et complexifier, la vieille antienne de la dévalorisation mécanique d'un secteur dès lors que les femmes s'y engouffrent. Ces constats concernent majoritairement les anciennes démocraties industrielles où l'évolution de la presse fait en permanence l'objet de nombreuses recherches. Ils pourraient s'appliquer dans leur forme schématique à la Chine où, néanmoins, la présence d'un État-parti marque de façon importante la presse, restreignant drastiquement la liberté d'expression des journalistes. Corollairement, l'extrême insistance à la rentabilisation et une féroce concurrence modulent marché du travail, emplois et carrières.

1. RUELLAN Denis, MARCHETTI Dominique : *Devenir journaliste, sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, La Documentation française, 2001.

NEVEU Eric : *Sociologie du journalisme*, La Découverte, 2009.

2 . DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAITTA Eugénie : *Le journalisme au féminin*, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène. SAITTA Eugénie : « Le journalisme au prisme du genre : une problématique féconde », *Questions de communication*, n° 15, 2009, p. 175-201.

Portons l'attention sur les femmes qui peuplent en grande partie aux niveaux d'exécution, au sens large, la fabrique de la presse à Canton pour éclairer de l'intérieur les représentations du travail que forgent ces femmes de la classe moyenne supérieure et les contradictions qui les animent, face aux obstacles concrets qu'elles rencontrent dans leurs désirs de promotion, freinés aussi par le poids des normes qui pèsent spécifiquement sur elles. Mais surtout ces femmes journalistes (*ji zhe*), correctrices, éditrices (*bian ji*) mettent en scène, dans le cadre du régime autoritaire chinois, un mode d'articulation spécifique entre domination politique et assignation sexuelle dont la figure paradigmatique se réalise sur la scène du travail. L'émergence, puis le développement croissant des études sur le genre depuis plusieurs décennies, leur application dans le domaine du travail, conduisent souvent à occulter le rôle de l'État et du politique comme principes de structuration réelle et imaginaire dans les paysages du travail et les rapports sociaux de sexe qui les innervent³. La nouvelle hypostase du genre réduit en effet tendanciellement les logiques de la domination à un seul axe ; corollairement ce dernier est largement externalisé, pourrait-on dire, dans la mesure où, souvent, derrière des descriptions convaincantes, se faufile l'idée que le/les pouvoir/s écrasent unilatéralement les dominées, pensées comme victimes des discriminations qui les frappent. Sans verser dans un autre travers en quelque sorte plus bourdieusien qui, implicitement, offrirait une vision irréfragable des mécanismes de la domination masculine, sans porte de sortie, ni, à l'opposé, imaginer une complaisance des femmes à leur propre oppression, il convient de démêler les fils des écheveaux, qui, du travail au politique, cristallisent l'appartenance sexuelle.

Aux yeux des femmes, leur sexe peut alors devenir la principale raison de leur évincement programmé, comme nous le montrerons dans la situation cantonnaise, exemplaire de dominations croisées, en permanente surenchère les unes avec les autres. Rappelons que la capitale du Sud de la Chine est supposée avoir la presse la plus « libre », dévoilant régulièrement injustices, malversations politiques, révoltes, scandales alimentaires, etc. Des articles de la

3. BAZIN Laurent, SELIM Monique : « Travail, sexe, État », *Variations, Revue internationale de théorie critique*, n° 17, 2012.

presse cantonaise sont en outre régulièrement traduits pour être publiés ou cités dans différents pays, dont la France, en raison de la valeur indéniable des informations qu'ils apportent. C'est la mise en avant de notre intérêt pour la condition des femmes au travail qui a permis la réalisation d'une trentaine d'entretiens approfondis avec de jeunes journalistes et éditrices de moins de 35 ans, celles approchant la quarantaine constituant une exception. Lors de ces entretiens, effectués hors du lieu de travail, ont été spontanément abordées par nos interlocutrices, des contraintes politiques incessantes et, parce que celles-ci ne leur semblaient pas d'emblée au centre de la recherche, a pu être évitée une suspicion qui autrement aurait lourdement pesé sur les narrations. Ces jeunes femmes, rencontrées en suivant leurs propres réseaux relationnels, appartiennent aux trois plus grands groupes de presse de Canton et travaillent au sein des plusieurs journaux ou magazines. Hors de ces groupes, d'autres, en rupture avec leur milieu professionnel, ou tentant de se forger une position dans des organes de presse moins connus, ont rendu palpables les difficultés à « faire carrière » dans ce champ de travail et les limites particulières auxquelles viennent se heurter les femmes. Mais surtout, la tenue en mars 2012, dans l'une des universités de Canton les plus renommées, d'un colloque sur les femmes dans la presse en Chine, nous a permis une entrée immédiate dans ce micro-univers social, dans lequel le *turn over* est extrêmement rapide et l'interconnaissance dense.

L'exportation du genre dans la presse

En lui-même ce colloque constitue un événement important à analyser : financé par une grande ONG internationale, offrant sur Internet à qui le voulait frais de déplacement, hébergement et repas à l'hôtel, il a rassemblé une soixantaine de femmes et d'hommes venant de toutes les provinces chinoises durant deux jours dans une atmosphère conviviale. Prenant place dans la longue série des interventions qui, depuis une décennie, se multiplient pour éveiller, fabriquer et façonner la « société civile » chinoise, il affichait une problématique de genre qui s'est vue partout exportée dans le monde actuel globalisé. Très didactique, il utilisait la langue idéologique usuelle, appelant à l'*empowerment* des femmes journalistes, dénonçant parmi d'autres thèmes les violences sur les

femmes, les accusations systématiques portées sur elles de provoquer ces violences par leur « séduction », le « machisme » de la presse et la marchandisation conduisant à une surexploitation des journalistes. De nombreux cas illustraient ces discours. Des documents étaient fournis aux participants, entre autres un volume LGBT (*Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender*) et des films ont été projetés pour dynamiser la réflexion collective. Parmi ceux-ci, l'un était consacré au portrait émouvant d'une femme âgée, découvrant sur le tard que son mari – avec lequel elle n'avait jamais eu de rapport sexuel – était homosexuel. « L'orientation sexuelle », selon le vocable en usage, a été ainsi l'objet de discussions animées. En soirée, dans une salle à l'abri des indiscretions, un documentaire sur la révolte des paysans de Wukan, luttant contre les dirigeants corrompus qui les avaient spoliés de leurs terres, a été attentivement visionné par une petite assistance aimantée et cimentée. En effet, il avait été réalisé par la professeure réputée de l'université où se tenait le colloque, Yuting, leader de l'importation des *gender studies*, que le lecteur a déjà rencontrée ; elle a conclu cette séance en insistant sur l'impossibilité d'exercer le métier de journaliste en Chine tant que le gouvernement maintiendra son autoritarisme et s'opposera à la démocratie. Devenue documentariste et incarnant l'intellectuelle héroïque luttant contre les injustices, cette femme, d'une soixantaine d'années, internationalement connue pour sa dissidence de plus en plus affirmée, interdite de cours, placée sous surveillance policière, assignée à résidence, rendait ostensible par sa présence l'intrication des différents fils conducteurs du colloque : d'un côté, une propagande active pour la libéralisation des mœurs touchant en particulier la sexualité, de l'autre, une ligne plus politique débouchant sur l'appel implicite à une mobilisation contre les autorités. Ce colloque était principalement organisé par deux femmes approchant la quarantaine et déjà évoquées : Meiji, journaliste expérimentée se préparant à se retirer de la profession pour entamer un doctorat à Macao, et Huilin, professeure, héritière institutionnelle de la figure de proue du féminisme local, Yuting, mise à la retraite d'office, que nous venons de citer. Ce colloque faisait aussi place à l'anthropologie appréhendée comme un accès à la « vérité » des faits. En outre, quelques « leçons » précisèrent bien utilement la distinction entre sexe biologique (*shengli*) et

genre (*shehui xing bie*) et évoquent le masculinisme. Les intervenants qui se sont succédé à la tribune venaient du journalisme, des ONG ou de l'université – Chine, Macao et Hong Kong. Véritable cours sur le genre et apprentissage d'un regard critique sur l'État-parti, ce colloque s'offrait donc à l'observation à la fois comme une synthèse thématique, un analyseur et une porte d'entrée dans le microcosme des journalistes les plus « activistes », au sens anglo-saxon du terme. Vite rebutées par l'accent militant des messages diffusés, certaines femmes quittèrent la salle, voyant dans le colloque un appel à l'intensification de la conflictualité entre les sexes. Le colloque s'inscrivait d'ailleurs dans la continuité du réseau de femmes féministes au sein des médias, fondé il y a quelques années mais peu actif.

L'alliance entre l'État et le marché

Placée sous une triple pression politique, économique, numérique, la presse à Canton a, dès le début des années quatre-vingt-dix, profondément changé. Devenue un produit de marché, elle est néanmoins restée en grande partie une voie d'expression de l'État, mais, dans le même moment, la diffusion d'Internet et des Smartphones l'a rendue aussi accessible à la population au cours des dernières années : les journalistes sont ainsi aujourd'hui constamment appelés par des internautes pour venir enquêter sur des événements à haute résonance sociale et politique, dont les images, suivies de commentaires, sont concomitamment postées sur les réseaux sociaux. Pour l'État, le risque de débordement s'est démultiplié, rendant nécessaires un contrôle politique permanent et renforcé mais aussi une innovation mesurée. Cette confluence entre les intérêts de l'État, les forces du marché et les influences polyphoniques du numérique a conduit à une refonte complète des métiers du journalisme. Un clivage central sépare les directions des entreprises de presse dont les membres restent des cadres politiques, au statut de quasi-fonctionnaires, appartenant au Parti, de leurs employés journalistes et éditeurs qui vont sur le terrain et fabriquent sur leurs ordinateurs les pages des journaux qui sont soumises à leurs supérieurs avant d'être publiées. À ces derniers, qui sont très rarement au Parti, les règles du marché sont appliquées avec une rigueur extrême. Ainsi, s'ils sont salariés, le

salaires de base est souvent réduit au strict minimum, ne constituant qu'une part très faible de la rémunération, calculée au nombre d'idéogrammes tarifés. De surcroît, très souvent le coût des charges sociales de l'employeur dépasse le montant du salaire de base. Le premier abcès révélateur de ce système mixte – qui donne aux salariés une condition de pigiste sans leur en offrir les avantages de liberté – éclate avec les congés de maternité durant lesquels les femmes, improductives, se retrouvent non seulement privées de ressources mais en outre doivent payer à leur employeur l'excès des charges sociales en regard de leur salaire de base. Traités selon leurs mots comme des ouvriers à la chaîne, une main-d'œuvre corvéable à merci, journalistes et éditeurs travaillent d'arrache-pied, jour, nuit et week-end, font souvent des journées de plus de 15 heures, et sont soumis en permanence à des rythmes infernaux. Leurs revenus vont de 5 000 à 15 000 yuans⁴ ce qui les positionne dans la classe moyenne supérieure dès lors qu'ils sont en mesure de maintenir de tels rythmes. Si les éditeurs sont confinés dans leurs bureaux, sur le terrain, les journalistes peuvent ajouter à ces revenus les « enveloppes rouges » que les autorités locales leur donnent régulièrement pour acheter leur silence ou imposer une information falsifiée.

Ces injonctions politiques locales sont difficilement contournables et l'épreuve de force est une gageure à laquelle peu se risquent, préférant les compensations monétaires souvent élevées qui leur sont versées. Ces intimations sont pourtant peu de choses en regard des ordres qui pleuvent dès l'aube, en provenance des autorités de la ville de Canton, de la province et du gouvernement central. Ces ordres – sous forme d'interdits et de prescriptions – sont affichés sur de grands tableaux chaque matin au siège des organes de presse mais aussi envoyés par fax, par SMS et par e-mail sur les ordinateurs. Pléthoriques, obsidionaux, ils frappent un mot banni momentanément pour les évocations politiques qu'il détiendrait : ainsi en va-t-il par exemple de « jasmin » fin 2010, en raison de la révolution du jasmin en Tunisie, de « chaise », lorsque Liu Xiaobo ne put se déplacer pour recevoir le Prix Nobel de la paix et laissa donc la « chaise vide ». Ce qui amena les journalistes spécialisés sur l'immobilier à

4. En 2012, 1€ = 8,20 yuans.

d'in vraisemblables contorsions. Des événements sont proscrits de toute information comme cela est, en 2011, le cas d'une vague de faillites d'entreprises, ou encore récemment de Bo Xilaï, finalement simplement exclu du Parti tandis que son épouse était condamnée à la prison à perpétuité pour meurtre... L'abondance ubuesque de ces ordres sur lesquels les journalistes et les éditeurs sont intarissables, le caractère à leurs yeux fréquemment absurde de leur contenu, l'impossibilité complète de ne pas les respecter sauf à être licenciés sur le champ, ont des effets d'incorporation et d'usure mélangés. Ainsi ces ordres sont admis comme un des éléments contraignants des conditions de travail et sont intériorisés par tous. Objets de dérision, tournés en ridicule, mais aussi devenus une sorte d'habitus, ils sont banalisés au point qu'il paraît difficile d'imaginer qu'une presse puisse fonctionner sans cet encadrement politique dans un contexte où l'idée même d'être *free lance* semble totalement irréalisable. Domination politique, sujétion économique et emprise du marché font donc une alliance paradoxale dans la presse cantonaise pour dresser un tableau spécifique où l'âge devient un critère majeur. Le temps où les journalistes, membres du Parti, voix de l'État, travaillaient calmement jusqu'à l'âge de la retraite, bénéficiant de crèches et de cantines sur leur lieu de travail, est échu depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui les formations de journalisme se sont multipliées dans les universités, attirant une majorité de femmes qui se présentent donc sur un marché du travail hypertendu. Pour les hommes comme pour les femmes, se maintenir dans la presse au-delà de 40 ans est peu envisageable et les journalistes d'investigation souhaitent devenir, après 30 ans, éditeurs, tant ils s'épuisent, disent-ils, « à courir partout et tout le temps ». Les uns et les autres, étonnés de constater que dans d'autres pays leurs confrères ont « les tempes grises », appliquent aux métiers de la presse l'expression « manger le riz de la jeunesse » (*qing chun fan*) pour signifier la limite d'âge au-delà de laquelle on ne peut poursuivre son activité dans cette branche. En effet la rémunération étant indexée à la productivité et l'embauche de salariés de plus en plus jeunes et moins bien payés représentant un gain pour les entreprises, le sentiment anxiogène d'être potentiellement éjecté de l'entreprise émerge très vite et croît avec l'âge. Les trajectoires et

les perceptions des hommes et des femmes se différencient sur cette base partagée et divergent ensuite. Les directions des entreprises de presse étant principalement masculines, les femmes jugent qu'elles ne peuvent espérer obtenir une telle promotion, et par ailleurs elles s'estiment soumises, comme nous l'avons vu, à l'obligation de production d'un descendant avant 30 ans, ce qui vient considérablement limiter leurs ambitions et rabattre leurs intentions sur la sphère familiale. Quant aux hommes, soit, très peu nombreux, ils s'engagent dans une carrière de dirigeant dans une entreprise de presse, ce qui suppose cependant qu'ils possèdent le capital politique adéquat, soit, ce qui est beaucoup plus fréquent, ils choisissent une autre voie pour augmenter leurs revenus. La représentation générale reste en effet enracinée et commune aux deux sexes, que les hommes doivent entretenir financièrement leur famille et donc gagner plus d'argent que les femmes censées être plus portées sur les services domestiques.

Des dominations coagulées

Tournons-nous maintenant vers quelques jeunes femmes pour mettre en lumière combien l'accomplissement de ces destins sexués au travail n'est nullement une mécanique aisée à mettre en œuvre et se trouve à l'opposé de leurs aspirations initiales lors de leur entrée dans la profession. Dans ce milieu plus ouvert que d'autres qu'est la presse – précisément choisi pour cette image où se mêlent découverte, aventure, connaissance du monde, communication – les jeunes femmes font d'immenses efforts pour atteindre l'excellence dans leur travail, décidant de se « comporter comme des hommes », disent-elles. Leur déception n'en est que plus grande de voir qu'en revanche, on les tient « pour des femmes », qu'on les poste dans des équipes peuplées d'hommes mais où il faut une femme, pour, juge-t-on, capter des événements connotés comme plus « féminins », ou encore qu'on leur interdit certains secteurs pour les protéger, tels les « urgences » de dernière minute où il faut se précipiter de nuit. Leur réflexion s'élabore en se cognant à ces murs qui rétrécissent progressivement leurs sphères d'action et de compétences. Prises dans ces rets, dont elles tentent malgré tout de s'échapper, elles mettent du temps à tempérer les logiques contradictoires qui les agitent, et finalement à se résigner en apparence. C'est à ce moment alors qu'elles

quittent la presse où elles n'ont pu faire carrière pour se tourner vers d'autres itinéraires plus ou moins réussis.

Fille de paysans de la périphérie de la capitale qui se sont enrichis au moment des réformes d'ouverture au marché en se lançant dans une affaire de transports routiers, Feng est une jeune femme de 35 ans, au faîte de sa carrière, célibataire, qui partage un appartement avec une cadre d'entreprise. Après des études universitaires qu'elle choisit par passion du football, pour se consacrer au journalisme sportif, secteur qui, en tant que femme, lui restera inaccessible, elle est recrutée comme journaliste dans le quotidien d'un des trois grands groupes de presse, qu'elle quitte au bout de deux ans pour reprendre ses études. Elle obtient un master de droit et est alors embauchée comme journaliste dans le quotidien d'un second grand groupe de presse au sein duquel au bout de deux ans elle passe éditrice. Puis elle décide de partir en Angleterre avec une bourse de deux ans et en revient diplômée d'un master de communication. À son retour, elle retrouve son poste dans le quotidien du soir – sous tutelle du comité du Parti de la ville de Canton – du groupe de presse où – cas exceptionnel – elle touche un salaire de base de 6 000 yuans et un revenu qui frôle les 15 000 yuans mensuels. Aujourd'hui elle s'apprête à faire un doctorat aux USA et attend un financement universitaire. Dans l'année, elle compte publier un livre sur les « femmes restantes » (*sheng nu*), fondé sur une quarantaine d'entretiens, dans une perspective critique sur la construction de cette catégorie négative en Chine et son usage dans la presse, assimilant, ainsi que nous l'avons précédemment expliqué, les femmes de 30 ans non mariées à un rebut de la société.

Brillante, rigoureuse, déterminée, Feng analyse avec froideur l'impasse dans laquelle elle se trouve en termes d'ascension professionnelle. Responsable des nouvelles locales mineures, elle édite chaque soir de 16 h 30 à 1 h 30 du matin trois pages, le directeur de son département se réservant la une des plus importantes. Elle est rémunérée à la page mais le tarif des nouvelles mineures est inférieur à celui des plus importantes. En outre, un nouveau système d'évaluation des pages, gratifiant de 700 à 800 yuans les meilleures, vient de se mettre en place mais exclut de fait les nouvelles marginalisées dont elle a la charge. De

son point de vue, la concurrence qui fait jouer l'âge lui interdit toute progression de carrière et rester à son stade, celui d'une « éditrice ordinaire » est très frustrant. Pour « monter » quand on est une femme, juge Feng, il faut, outre la compétence, construire une relation privilégiée avec le directeur, directement ou indirectement, par le biais d'un mari bien placé. Pour forger un tel lien sans époux, il ne lui resterait, ce qui lui répugne, qu'à user de « séduction féminine », savoir poser une tonalité de voix idoine et adopter un comportement charmeur. Elle s'en juge incapable, car dès l'enfance elle n'a jamais pensé rétrospectivement se conformer à un « moule féminin ». Au sein de ce système de *guanxi* (relations), qu'elle estime un modèle de corruption généralisée, se priver de qualifications sexuées dans le jeu des rapports de pouvoir voue à piétiner dans des fonctions ingrates, ce à quoi Feng ne se résigne pas. Un tel refus engage néanmoins à une prise de distance progressive avec les ordonnancements professionnels et sociétaux, ce qui a d'une manière générale un coût subjectif indéniable. Ainsi Feng profite de l'entretien que nous avons avec elle pour s'interroger plus profondément sur son identité et les raisons qui l'ont conduite à rejeter les usages en vigueur de sexualisation des rapports de travail et les normes sexuelles qui prescrivent mariage et enfant avant 30 ans pour une femme. Insistons sur la nature de la démarche réflexive de Feng qui, constatant un blocage de carrière, en vient à émettre des doutes insidieux sur elle-même et à entamer une remise en cause perceptible, alors même que la maîtrise de son itinéraire semble remarquable. Accepter de rester au même niveau hiérarchique revient en effet à se percevoir en échec, ce qui inscrit des failles intérieures insondables et des questionnements filandreux sans réponse. C'est dans cette direction que sont pour partie poussées les jeunes journalistes et éditrices rencontrées ; elles se vivent insatisfaites et de fait impuissantes face à des structures de travail sexuées qui, à un moment ou à un autre, les relègue et les élimine d'une trajectoire ascendante pour laquelle elles se sentaient pleinement légitimes, y consacrant toute leur énergie, comme nous allons le voir maintenant avec Cong, amie et collègue de Feng dans le même secteur des nouvelles locales de ce quotidien du soir qu'elle décrit franchement comme un journal de propagande mais qui va prochainement être côté en bourse.

Âgée de 29 ans, fille de fonctionnaires aisés qui ont failli perdre leur travail à la naissance du deuxième enfant mâle, mais surnuméraire en regard de la loi, Cong a suivi ses études de journalisme à Pékin et a été recrutée il y a huit ans par ce groupe de presse pour travailler d'abord dans l'un de ses journaux d'information où elle était journaliste, puis avec à peu près le même revenu que Feng, depuis quatre ans, dans le quotidien du soir où elle est éditrice depuis deux ans. Elle aurait souhaité être photographe mais au moment de son embauche, le directeur lui avait expliqué qu'un « homme c'est plus pratique car il peut porter ses appareils et voyager ». Dans la même veine, elle constate qu'en 2000 les hommes diplômés de son département universitaire, au nombre de 30 pour 70 femmes qui avaient les meilleures notes, obtenaient chacun trois offres d'emploi alors que pour les femmes en décrocher une était déjà ardu. Corollairement le quotidien du soir où elle travaille actuellement a déclaré, dit-elle, en interne, que cette année il ne recruterait que des hommes car « ils sont plus forts et n'ont pas besoin de congés de maternité » ! Le discours de Cong est scandé par l'hypothèse d'une alternative à sa condition féminine : « Si j'étais un homme », reprend à plusieurs reprises la jeune femme, « je serais devenue une très bonne photographe journaliste », « j'aurais obtenu responsabilités et promotions » ! Pour elle, il ne fait pas de doute qu'en Chine être une femme est un désavantage, que les limites sont en permanence rappelées aux aspirations des femmes. Propriétaire de son appartement de 60 m² pour lequel elle a pris un crédit, Cong va bientôt se marier à un jeune juge, membre du Parti, qu'elle tente d'éduquer au partage des tâches domestiques. La mère du jeune homme nourrit, d'après Cong, l'immense regret de n'avoir pu continuer ses études militaires interdites à une femme mariée, par une loi inconnue d'elle à l'époque. Quels que soient les proches sur lesquels Cong porte le regard, la jeune femme, dont la découverte de son sexe à la naissance signifia un grand malheur pour ses parents, cible les obstacles qui freinent les femmes dans leurs ambitions. Ces derniers s'ajoutent aux interdits politiques qui constellent son métier de journaliste et éditrice : « On danse avec la chaîne » commente Cong, citant l'ordre récent d'arrêter dans le quotidien du soir la publication d'une page rapportant des informations prises

sur Internet, incontrôlables et trop négatives. C'est pourquoi Cong, qui a vu ses élans brisés par les contraintes politiques du journalisme et son assignation sexuelle, reporte sur l'enfant qu'elle pense mettre au monde plus tard, ses désirs : « Si c'est une fille j'espère qu'elle aura plus d'opportunités que nous maintenant, que la société aura changé ; si c'est un garçon je lui apprendrai à respecter les femmes. » Elle espère dès maintenant pouvoir l'envoyer aux USA faire des études qui ne seront ni de droit, ni de journalisme, car conclut-elle : « Ici on ne peut pas être idéaliste. » En attendant, Cong construit sa sortie du journalisme pour devenir avocate, profession qui nécessite de réussir un examen relativement facile pour lequel elle se prépare depuis un an et demi. Elle veut se consacrer aux affaires de divorce et de mariage et avoir un revenu suffisant tout en gardant une certaine flexibilité dans ses horaires. Ainsi, entend-elle échapper au dilemme entre devenir *workaholic* dans le journalisme ou s'enfermer dans la servitude familiale.

Se dégager par le haut du piège dans lequel on s'est enlisé, en croyant épouser une profession prestigieuse dans laquelle on gagnerait la reconnaissance que la qualité du travail fourni mérite, mais qui se révèle, sous le joug d'un embrigadement politique constant doublé de rapports de domination masculine coercitifs, tel est l'enjeu central des parcours des jeunes femmes rencontrées qui doivent prendre rapidement des décisions si elles veulent se reconvertir sans trop grande perte de statut, de revenu et de dignité. Soulignons ici que, le fait que la domination masculine soit inséparablement liée à la domination politique qui vient la légitimer rend contestations et affrontements très difficiles et dangereux dans le cadre de la conjoncture chinoise marquée par un État-parti prompt à la répression. Entre protester face à un supérieur hiérarchique dans un État de droit qui donne les conditions juridiques d'une action au conseil de prud'hommes et se mesurer à un directeur investi du pouvoir par ses fonctions politiques dans le contexte d'un régime monopoliste, l'écart est de taille et fait reculer les plus expérimentées, à la recherche d'autres voies.

Penchons-nous dans cette perspective sur Fang Yin – âgée de 31 ans, fille de paysans, mariée à un cadre d'entreprise membre du Parti, et mère d'un fils – qui aurait aimé être enseignante, mais qui,

ne disposant que d'un master d'éducation insuffisant pour entrer dans la compétition des postes, s'est tournée vers le journalisme. Elle a d'abord travaillé dans un magazine d'information technologique qu'elle a quitté, lorsque, enceinte, son employeur a refusé de lui octroyer le congé légal de maternité de trois mois et lui a demandé de revenir au travail au bout de quinze jours. Elle a été ensuite recrutée dans un nouveau magazine du groupe de presse – dont relèvent Feng et Cong – où elle est à la fois journaliste et éditrice avec un revenu de 4 000 à 7 000 yuans selon les articles qu'elle publie, et un salaire de base de 1 800 yuans. Écoutons son verdict sévère sur la situation des femmes dans le journalisme :

« Les femmes ont choisi le journalisme par romantisme car quand on voit les journalistes à la télévision, on imagine que leur vie est agréable, elles se maquillent, elles voyagent, elles fréquentent les hauts cadres... Mais ce n'est pas la réalité, ce n'est pas le contact des élites qui nous range dans l'élite... et les gens nous appellent, ils ont besoin d'aide, on tombe sur les injustices mais on a une ligne attribuée et on n'est pas autorisé à travailler pour la justice... alors on perd la passion, on abandonne les rêves, on cherche les plus grosses enveloppes rouges... Nous, *mingong* (paysan-ouvrier migrant) de la presse, gagnons moins alors que la vie augmente... Ceux qui ont quitté le travail ont pitié de leurs anciens collègues. Ceux qui restent ont des promotions de directeurs ou du moins de chefs éditeurs... Nous, les femmes, sommes nombreuses dans la presse, mais minoritaires dans le pouvoir. Dans mon magazine, un homme mène une équipe de femmes soldats... tout le travail de base est fait par des femmes, mais tout ce qui a un impact, révèle des scandales n'est pas écrit par des femmes mais par des hommes : par exemple, comment on broie le cuir des chaussures pour en faire une poudre qui rend les yaourts plus consistants (dernier scandale alimentaire en mars 2012). On ne nous laisse que la mode, l'immobilier, le culturel... Si on veut augmenter nos compétences par des reportages c'est impossible. »

Fang Yin, qui vit avec ses beaux-parents et résiste à l'autorité de son beau-père dont elle prévoit le prochain départ du domicile, a perdu toute illusion sur son travail, dont elle se désinvestit peu à peu. Elle a renoncé à l'excellence et réduit de fait sa productivité, au profit de ses tâches familiales. Elle calcule le nombre de départs des hommes de l'unité de travail – très fréquents – et des femmes, plus tenaces, autour d'elle. Certains hommes ne restent que

quelques jours tant les conditions de travail sont épouvantables. Avant de quitter définitivement la profession de journaliste, passablement écœurée, elle entretient l'espoir de reprendre ses études et de s'engager avec le soutien de son mari, dans un doctorat pour lequel elle cherche comme tant d'autres de ses collègues un financement.

Se rebeller ?

Feng, Cong et Fang Yin, au-delà de leurs différences de perceptions et de stratégies et malgré tous les barrages qui s'accumulent sur leur chemin, s'acharnent à construire leur autonomie relative dans et à partir de leur insertion dans le travail. Compromis, négociations, refoulement de leur rage sont leur lot commun sur le fond d'une vision désabusée de la réalité, professionnelle, sociale, politique. À quoi mènerait une révolte solitaire, dont elles sortiraient meurtries, brisées, considèrent-elles ? C'est cette question que nous allons appréhender avec Yan Yan, une toute jeune fille qui vient d'entrer dans la profession de journaliste et qui bout d'une révolte qu'elle ne contient pas. Fille de paysans, Yan Yan a pris le goût du journalisme en se faisant l'interprète de professeurs de journalisme anglophones, des USA et d'Angleterre venus faire des conférences dans l'université où elle suivait des études de chinois et avait obtenu un prix. Le quotidien du soir d'un troisième grand groupe de presse de Canton est alors venu recruter dans cette université, selon une pratique courante : sur 8 000 candidats, vingt ont été embauchés durant trois sessions d'examen. Yan Yan était du lot des onze qui furent postés comme correspondants dans une petite ville, à une heure de bus de Canton. Très indépendante et travailleuse depuis ses plus jeunes années d'adolescence, Yan Yan, qui idéalise le journalisme et veut « dire la vérité », publie un premier article jugé très « négatif » par les autorités municipales qui la couvrent « d'enveloppes rouges » et d'invitations à de somptueux repas, pour bien lui faire comprendre de ne plus s'aventurer dans une telle voie. Elle apprend alors que son prédécesseur était coutumier du chantage avec les autorités, leur réclamant des sommes importantes contre des articles élogieux. Elle découvre, à partir d'un fait divers – des jeux d'argent dans une école – l'imbrication des institutions et des bureaux qui s'achètent mutuellement leur silence, ainsi que celui

des journalistes. Elle déclare que « là est sa limite », qu'elle ne veut pas être comme ses collègues qui vont « manger » (l'argent) pour se taire. Dès lors, raconte-t-elle, elle devient un « monstre » pour tous et se fait exclure des réunions. Les insultes – « idéaliste », « Alzheimer » – pleuvent pour l'intimider, on monte aussi contre elle des accusations de malversations pour la faire licencier du journal. Des mots reviennent en permanence dans la bouche de Yan Yan : « le courant noir », la « noirceur » des journalistes, mais aussi de toute la société, qu'elle n'imaginait pas si développée. Aux agressions verbales de caractère sexuel que reçoit la jeune fille aux longs cheveux, à la frange ordonnée, au regard limpide et déterminé, elle répond par des injures, afin de se faire respecter. Elle continue pourtant de refuser d'échanger des articles avec ses confrères en changeant quelques mots pour toucher, à chaque publication, une « enveloppe rouge de plus ». Avec un salaire de base de 3 600 yuans, mais qui n'est versé que si elle publie au moins 15 000 idéogrammes, et un barème d'un yuan pour dix idéogrammes pour les articles supplémentaires, Yan Yan résiste pourtant de toutes ses forces aux pressions qui s'exercent sur elle, tentant de retrouver un calme intérieur que les harcèlements lui ont fait perdre. Très ébranlée, elle s'évertue à croire encore possible une presse « pure » pour promouvoir une société « saine » et se voit elle-même, à l'image des « intellectuels publics » mettant toute leur énergie à impulser des changements. Jusqu'à quand réussira-t-elle à tenir ?

Le personnage de Yan Yan est intéressant à plusieurs niveaux : il est représentatif des aspirations d'une partie des plus jeunes journalistes femmes épousant cette profession pour lutter contre les « injustices » et faire avancer la « société civile ». Mais dans le même moment il s'en écarte dans la mesure où la très grande majorité d'entre elles renonce vite à ses aspirations de « purification sociale » ; conscientes de l'impossibilité de les réaliser, elles s'habituent peu à peu à respecter ordres politiques et « enveloppes rouges », c'est-à-dire à construire un mode d'excellence compatible avec les conditions existantes, sans se préoccuper trop des considérations déontologiques ; par exemple il ne leur paraît pas problématique de dissimuler son identité de journaliste pour obtenir des informations de la part d'interviewés.

Lorsque des évènements scandaleux – alimentaires, industriels, de corruption – innombrables, presque quotidiens, sont connus mais proscrits dans les publications, d’aucunes parlent alors de rêves de journalisme détruits, d’une insensibilisation progressive, d’un silence qui écrase, épouvantable. Alors soit elles se maintiennent dans leur emploi encore quelques années, soit elles le quittent plus vite, mais exceptionnelles sont celles qui, comme Yan Yan, se dressent courageusement, au risque d’être *in fine* abattues, licenciées, ou intérieurement trop bouleversées pour continuer le combat.

Des cantonnements amphibologiques

À Canton, comme ailleurs, on observe à un autre niveau que la féminisation aux échelons inférieurs de la presse, qui maintient des directions masculines, s’accompagne d’un processus déjà bien documenté par les sciences sociales du travail dans d’autres champs professionnels : la constitution de secteurs féminins qui s’édifient sur la représentation d’une ontologie féminine poussant à une spécialisation particulière. Ces secteurs sont désignés fréquemment comme des fenêtres ou des structures d’opportunité⁵, avec ou sans, selon les cas, des réflexions critiques sur l’usage du terme opportunité : est-ce la satisfaction ou la résignation des actrices à se voir employées dans une telle sphère qui permet la qualification d’opportunité ou est-ce encore l’hypothèse implicite du chercheur qui voit là pour les femmes une sorte de « chance » ? Ladite « opportunité », selon les visions des uns et des autres, peut être interprétée comme un cantonnement, une relégation, un enfermement ou un dispositif valorisant des dispositions singulières, pour reprendre une expression bourdieusienne. Au-delà de ces considérations, revenons au nouveau domaine en voie d’institutionnalisation, le bien-être public (*gong yi*) qui est un produit à la fois d’une « société civile » émergente – avec ses ONG, ses groupes informels et ses réseaux numériques recevant des soutiens entre autres financiers des organisations internationales – et de l’État-parti tentant de canaliser et de contrôler ces poussées foisonnantes. Certains organes de presse ont créé dans la foulée des pages spéciales de *gong yi* qui sont de

5. DAMIAN-GAILLARD Béatrice, 2009, 2010, *op. cit.*

véritables niches féminines. On y trouve des informations sur l'agriculture biologique, l'amélioration des transports, la défense des vieux quartiers, les projets de toilettes publiques, l'entreprise sociale, les ONG, les handicapés, les autistes, etc., bref tout ce qui peut s'inscrire aussi en résonance avec une « sensibilité féminine » présumée, les femmes étant censées aspirer à un meilleur aménagement de la vie quotidienne. Penchons-nous sur l'un de ces départements d'un magazine du groupe de presse de Canton ayant une longue réputation d'ouverture. L'organigramme montre quatre hommes en position de directeurs (directeur, vice-directeur, responsables de l'équipe de journalistes et d'éditeurs) et seize journalistes et éditeurs, soit quatorze femmes et deux hommes qui sont les seuls de grade 1 et 2 au sommet de l'échelle et doivent donc être « respectés » par les quatorze femmes de grade 3, 4 et 5, dont les rémunérations vont de 5 000 à 10 000 yuans. Parmi celles-ci on remarque une jeune femme de 35 ans, célibataire, aux cheveux courts et à la démarche sportive. Fille d'un couple de « jeunes éduqués » qui fut envoyé au Xinjiang pendant la Révolution culturelle et y resta, journaliste confirmée qui a travaillé dans plusieurs groupes de presse, elle est venue participer à la création de ces pages du « bien-être public ». Son âge, de surcroît son grade, fixé au grade 3 d'éditrice, la constituent en exception et la conversion intérieure dont elle témoigne expose l'extrême difficulté des jeunes femmes à s'écarter du modèle prescrit. Appelons Yue You cette jeune femme qui dit tout de suite qu'elle s'est toujours sentie « différente » et qu'elle pourrait se définir comme « *looser* » – sans voiture ni appartement acheté, ni famille – mais qu'elle se regarde elle-même comme « libre ». Ignorant volontairement d'être la plus âgée d'une équipe de jeunes femmes, ayant sciemment choisi depuis quelques années de se donner une apparence vestimentaire qualifiée de l'extérieur comme masculine, entretenant une relation amoureuse hétérosexuelle qui préserve l'indépendance des partenaires, Yue You montre un grand investissement dans son travail sur le « bien-être public », voie du changement social et source à ses yeux d'une foule d'idées nouvelles.

Ce non-conformisme nécessitait des soutiens idéels que Yue You a trouvés dans des formations de développement personnel et

le bouddhisme, qui, dit-elle, lui a permis d'accepter ses désirs profonds et de ne plus tenter de se contredire. Dans ce département de « bien-être public » peuplé par des jeunes femmes que l'intitulé a attirées, le salaire de base est de 1 000 à 1 500 yuans, mais les charges sociales vont de 1 000 à 2 000 yuans, et si on ne publie pas... il faut que l'employée débourse de sa poche pour garder son poste, tout comme les jeunes mères d'un enfant qui ont dû prévenir très longtemps à l'avance l'entreprise de leur maternité prochaine. Les articles d'excellence sont en outre moins bien rétribués qu'ailleurs. Ces conditions de travail ne semblent pas décourager toutes celles qui ont quitté leur précédent emploi pour l'espoir de participer à la création d'une autre société qui, dans un avenir lointain, serait « une vraie démocratie », dit l'une d'entre elles qui s'était vue l'objet du harcèlement sexuel de la part de son ancien patron et qui avait posté sur *kai xin* (sorte de facebook) sa sinistre aventure durant une mission de travail. De tels événements semblent, d'après nos interlocutrices, pourtant rares dans le monde de la presse, les directeurs redoutant que les femmes ne dévoilent sur Internet leurs méfaits. L'équipe du *gong yi* navigue donc dans un créneau très étroit entre les interdits et les limites qu'elle frôle pour « aider les victimes des injustices », celles des familles des enfants morts dans le tremblement de terre du Sichuan, écrasés par leurs écoles en « miettes de soja », faute des matériaux antisismiques dont l'argent avait été empoché par les dirigeants corrompus de la province. Du « bien-être public » au politique, le pas est vite franchi par ces femmes que leur direction imaginait peut-être ranger dans une futilité et une quotidienneté toutes « féminines », mais qui, de leur propre aveu, insistent sur leur politisation en regard de la majorité des femmes qui se désintéressent, pensent-elles, du politique. « Travailler mieux et plus qu'un homme », être rémunérée moins, voir sa carrière arrêtée à la porte des postes de direction, déplorer que les femmes apparaissent comme une marchandise dans les médias, dénoncer avec virulence qu'on ne laisse aux femmes « que les petites choses », qu'on les prend pour des « accessoires », tels sont les faits qui indignent les femmes du département de « bien-être public » du magazine : plutôt que d'une « opportunité » selon le terme des sociologues, il s'agirait du renversement d'une assignation en un vivier de contestation... au sein duquel pourtant,

à l'exception de Yue You, toutes voient dans l'exercice actuel de leur métier de journaliste une phase qui va se terminer au maximum quelques années après la trentaine. Un doctorat et la recherche sont les voies les plus prisées mais aussi les moins accessibles. Que sont donc devenues toutes celles qui ont abandonné le journalisme ?

Des reconversions aléatoires

Li Min illustre avec acuité les raisons d'une mutation professionnelle rendue obligatoire par les conditions de travail qui se dégradent avec le temps. La jeune femme qui réalisait de magnifiques photos, aurait, comme d'autres, voulu être photographe, mais encore une fois on lui opposa le poids des appareils. Très attachée à l'idée de devenir journaliste, elle devient correspondante à Canton d'un journal de Hong Kong, puis intègre un magazine d'économie et de finance de l'un des trois grands groupes de presse de Canton, où elle reste trois ans. Elle multiplie ses efforts, travaille toujours plus et arrive à augmenter ses revenus, très fière de cette réussite. Mais son magazine affronte la concurrence avec la presse numérique et sa rémunération baisse pour des volumes de travail identiques, voire supérieurs, qui ne lui laissent jamais la tranquillité d'esprit. Elle décide donc de quitter son emploi et de fonder son entreprise, un magasin de mode sur Internet pour jeunes femmes où elle place toutes ses économies, 100 000 yuans. Elle revoit les anciennes collègues de son service où elles composaient une équipe de dix femmes de moins de 30 ans sous la direction d'un homme. Il y avait bien des embauches d'hommes mais ils ne restaient généralement que deux mois contre deux ans pour les femmes. Certaines sont parties travailler dans des entreprises pour se consacrer aux relations publiques tandis que d'autres tentent, à son instar, de monter leur propre affaire, telle Ping qui vient d'ouvrir avec un loyer de 10 000 yuans par mois une galerie d'art dans un condominium de la banlieue de Canton, où résident de nombreux journalistes. Fille de fonctionnaires aisés, mariée à un fils d'ouvriers cadre politique, cette jeune femme de 36 ans, extrêmement élégante, a été journaliste dans un magazine financier, puis dans un journal de mode où elle était devenue responsable des éditeurs, mais qui a fait faillite. Elle suit alors une

formation du British Council pour fonder une entreprise sociale et imagine son propre projet : une entreprise sociale destinée à aider les femmes à monter leur propre entreprise sociale. En attendant, elle a créé un club – sorte de fondation – qui propose des voyages au Pôle Nord à des coûts élevés et en prétendant œuvrer pour la défense de l’environnement. Les clients devraient se retrouver dans cette galerie élégante où sont exposées de très belles œuvres d’art anciennes et modernes. Le mari de Ping l’encourage à cesser toute activité pour s’occuper de son foyer et enfanter un deuxième enfant, un fils qui contreviendra à la loi mais répondra à ses aspirations et à celles de ses parents ! Ping s’accroche à ses projets qu’elle estime de « bien-être public » mais, côtoyant des chefs d’entreprise, elle se rebelle contre leurs comportements grossiers d’infériorisation, de mépris et d’exclusion des femmes.

Les valeurs oxymoriques d’un travail

Revenons pour conclure sur la/les valeur/s du travail à partir de cette expérience paroxystique des journalistes femmes à Canton pour lesquelles il ne constitue qu’un passage dont la fin est programmée, presque pourrait-on dire une passade puisque « faire carrière » est quasi impensable. Extraordinaire apprentissage de la domination politique, accomplissement parfait de la connaissance d’une domination sexuelle éprouvée dès la naissance, le travail se présente comme une ouverture aussitôt fermée sur l’ordre structurel des prépondérances et des assujettissements. Engendrant une immense déconvenue en regard des attentes de liberté – sociale et subjective, de parole et d’être – des actrices, l’emploi fait figure d’épreuve et les renvoie rapidement aux exigences de reproduction qui les assaillent dans les sphères publiques et privées et leur fixent la date fatidique de 30 ans. Ce travail intense de courte durée – où l’exploitation à la tâche est une règle – ouvre-t-il des volets d’émancipation en dépit du fait qu’il ne débouche finalement sur presque rien d’autre que des parcours ultérieurs d’aménagement d’un emploi conciliable avec les fonctions de service et de soin dévolues aux femmes ? Si la question devait être ainsi posée, avec un caractère abrupt, la réponse serait sans doute tout aussi raide, orientée vers le constat d’une aliénation dont le voile aurait été à peine levé pour retomber encore plus pesamment sur les femmes. Plusieurs éléments viennent contredire une telle interprétation,

dont le premier concerne l'ampleur que prennent aujourd'hui en Chine les microblogs, palliant, par leurs informations en temps réel, les interdits qui frappent la presse officielle. Quelle que soit la voie que vont emprunter les jeunes femmes rencontrées lorsqu'elles quittent leur emploi, leurs pratiques et leurs compétences acquises les prédisposent à rester au sens propre connectées aux nouveaux collectifs numériques qui s'engagent dans une contestation plus ou moins ouverte ou feutrée de l'État-parti⁶.

Mais surtout, à un niveau plus général, quels sont les effets d'un excès de marché, de précarisation et de vente nue de la force de travail dans la conjoncture globalisée actuelle surplombée par la rente financière en voie d'hégémonisation, usant de l'arme de la dette pour optimiser l'oppression des travailleurs de toutes qualifications. L'exemple de la prostitution est, de ce point de vue, très éclairant, lorsqu'on reprend l'argumentaire de Pascale Absi⁷ qui, à partir d'un terrain bolivien, réinterroge les visions antagoniques que suscite cette activité :

« Quand il s'agit de dénoncer les effets délétères du marché, la prostitution est souvent présentée comme le symptôme emblématique de la propension du capitalisme à tout convertir en marchandise, y compris les personnes », constate l'anthropologue qui poursuit : « Alors, comment entendre la réclamation d'un nombre croissant d'associations de prostituées qui militent en faveur de l'extension du statut et des droits du travail à la prostitution ? Comment un sujet politique peut-il surgir de la revendication d'un statut qui le place en objet ? Au-delà de la défense des intérêts immédiats des personnes prostituées, force est de constater que cette demande mobilise une expérience et une conception de la relation prostitutionnelle contraires à celle d'une marchandisation réificatrice. »

6. SVENSSON Marina : « Médias et société civile en Chine, mise en réseau et construction d'une communauté dans le milieu du journalisme d'investigation », *Perspectives chinoises*, 2012-3, p. 19-30.

7. ABSI Pascale : « Lorsque les sujets se jouent de l'objet, production sexuelle et consommation dans les maisons closes de Bolivie », in GUÉRIN Isabelle, SELIM Monique : *À quoi et comment dépenser son argent ? Hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », série « Globalisation et sciences sociales », 2012.

Les tâcheronnes de la presse à Canton, si elles ne peuvent être envisagées métaphoriquement comme des prostituées, se prêtent à une perspective comparative au plan des réflexions théoriques actuelles sur le travail livré au marché et replacé dans ses rapports avec la condition sexuelle et la figure de l'État, autoritaire, comme en Chine, ou en voie d'absentéisation comme dans les anciennes démocraties industrielles, ou encore concrétisant de nouvelles injections autoritaires dans des régimes dits démocratiques⁸. Le lecteur a perçu combien nos jeunes interlocutrices cantonaises avaient perdu toute illusion sur leur travail placé sous la coupe constante de l'État-parti, mais aussi sur leur position, rabattue de façon permanente sur leur appartenance de sexe et ses prétendues bornes. Leur regard critique, lucide et acide sur ces contraintes quasi indépassables, leur volonté de ne pas se leurrer sur l'ascension statutaire que leur salaire élevé semblerait indiquer, dénotent l'acquisition de capacités réflexives appréciables, et une prise de distance favorable à une autonomisation générale progressive. Ainsi elles semblent surtout avoir particulièrement bien évité les pièges de l'adhésion que leur tendait la profession de journaliste, aux éclats d'autant plus aveuglants qu'elle dissimule de l'extérieur les différences redoutables de traitement entre hommes et femmes. Travailleuses subalternes non dupes, qui – comme les ouvrières d'usine auxquelles elles se comparent avec pertinence, savent que leur employabilité est de courte durée – elles ont néanmoins, tout comme beaucoup de ces dernières, nourri une conscience des rapports sociaux, qui, peut-on imaginer au moins, leur évitera le retour à la case de départ et prendra place dans une émancipation globale de la société.

En effet, nos interlocutrices de la presse se rapprochent de fait des *dagongmei*, ces ouvrières de Shenzhen auprès desquelles, dans leur usine, Pun Ngai⁹ s'est établie, au sens donné à ce terme dans les années soixante/soixante-dix, pour les étudier. L'anthropologue hongkongaise, fortement influencée par les philosophes, les sociologues et les psychanalystes français de cette période, insiste

8 . DABÈNE Olivier, GEISER Vincent, MASSARDIER Gilles : *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte, 2008.

9. PUN Ngai : *Made in China, vivre avec les ouvrières chinoises*, L'Aube, 2012.

PUN Ngai : *Avis au consommateur, Chine, des ouvrières migrantes parlent*, L'Insomniaque, 2011.

sur les ambivalences intrinsèques à l'expérience du travail industriel des jeunes ouvrières, arrivant de leur village, surexploitées pendant quelques années et enfermées la nuit dans des dortoirs qui parfois, comme en 1993, brûlent et tuent. L'auteure conclut sur l'impossibilité de réduire « la matrice des relations de domination à une logique dominante et unique », la nécessité de saisir et de comprendre, y compris dans l'inconscient des actrices – par leurs rêves, leurs cauchemars, leurs symptômes physiques de dérèglement au sens propre de dysménorrhée – la polysémie des comportements, dans une conjoncture où :

« Loin de conduire à la mort de l'État, l'État-parti est devenu de plus en plus fort depuis qu'il a incorporé un discours de marché pour légitimer son pouvoir politique, transformer ses technologies politiques et développer sa bureaucratie. Le marché est néanmoins un nouvel acteur, occupant un rôle hégémonique dans la construction de nouveaux imaginaires, de nouvelles identités et de nouveaux désirs pour une époque nouvelle. »

Pour spécifique que soit la configuration chinoise toujours coiffée par un parti communiste qui va indéniablement de l'avant, elle n'en demeure pas moins remarquablement éclairante en raison de la violence ouverte des formes prises par les rapports de domination, à tous les niveaux de l'échelle sociale et, en contrecoup, par le foisonnement des élaborations que forgent les sujets sur les fissures de leur ipséité et leurs modes de dépassement de leur condition par une antoréférenciation comparative, comme l'illustrent les journalistes, se voyant comme des *dagongmei*. La violence politique, économique, symbolique qui pèse sur les femmes dans les rapports de travail en conduit d'aucunes à prendre des voies insolites, comme le lecteur va maintenant le découvrir autour de l'aventure d'une école à la pédagogie alternative.

DES MÈRES À LA RECHERCHE D'UNE AUTRE VIE

L'implantation dans la périphérie de Canton d'une école revendiquant une filiation avec la doctrine de Steiner s'inscrit dans la foulée des organisations de vente directe avec des petits agriculteurs déjà rencontrés par le lecteur. Animée par la volonté de se nourrir de façon meilleure et plus saine, une dizaine de couples s'est révélée partie prenante de cette aventure éducative d'institutionnalisation de l'école. En donnant du corps aux thématiques alternatives centrées sur la consommation et la pédagogie, s'est progressivement manifesté un ensemble d'aspirations et de prises de distance, de croyances et de pratiques partagées dans ce cercle de parents atypiques : de l'anthroposophie à l'attirance pour les bahaï, de la lassitude d'une routine polarisée sur le gain, la conformité et l'ostentation, au désir d'une « autre vie », se déclinaient sous nos yeux des rubriques familières des années soixante-dix jusqu'à maintenant dans les démocraties d'ancienne industrialisation. L'irruption sur le terrain chinois de topiques connues implique d'éloigner toute tentation de voir là une duplication simple d'un développement idéologique amorcé dans les pays centraux du capitalisme trente à quarante ans auparavant. En appréhendant au contraire cette phénoménologie comme un fait social original – trouvant sa source dans la complexité et les contradictions engendrées par les processus politiques et économiques locaux, mais aussi une partie de son inspiration dans un arrimage globalisé – nous suivrons les démarches des acteurs, au plus près de leurs représentations et de leurs explicitations.

La construction d'une école de type Steiner en Chine n'est pas simplement l'importation d'un modèle et son endogénéisation. Nichée dans une périphérie de Canton, dans une zone boisée avec encore quelques friches, l'école a été installée dans un ancien bâtiment rénové entouré d'un jardin. Des peintures claires et lumineuses recouvrent les murs et une atmosphère campagnarde tout à fait étrange règne ; à côté, un restaurant d'État en bois sur pilotis accueille sa clientèle dans le calme et a fait parfois par le passé les repas des enfants. À l'horizon les tours des condominiums voisins cernent l'îlot, lui conférant un aspect surréel et quasi magique. Non enregistrée auprès des services publics d'éducation, c'est-à-dire toujours illégale après quelques années d'existence assez chaotique, l'école accueille une trentaine d'enfants qui coûtent fort cher à leurs parents qui ont en outre personnellement beaucoup contribué financièrement à sa construction : 27 000 yuans annuels auxquels s'ajoutent éventuellement des transports spécifiques se montant à 3 000 yuans puisque le lieu n'est desservi par aucun bus communal. Ce coût éducatif élevé – qui suppose l'appartenance à une classe moyenne supérieure aux revenus conséquents – signale d'autant plus la hauteur de l'investissement symbolique des parents que perdure la non-légalisation de l'école. Déplorée par tous puisqu'elle équivaut devant les autorités à ne pas scolariser son enfant et à être donc en faute, semant les craintes justifiées de se voir éventuellement arrêté par la police lors d'une réunion pour rassemblement non déclaré et potentiellement subversif¹, ce statut précaire de l'école n'entame cependant en rien la passion des parents pour sa consolidation et sa croissance. Pas plus d'ailleurs que ne les découragent l'opacité de la comptabilité de l'école, la confusion des postures, certains des enseignants (entre trois et cinq, selon les moments, rémunérés entre 1 500 et 5 000 yuans mensuels) étant aussi des parents, les luttes de pouvoir internes et les rivalités de personnes pour se hisser dans l'échelle hiérarchique jusqu'à « professeur principal ». C'est peu dire qu'une instabilité générale et des remous permanents traversent l'école. Néanmoins, l'intensité des sentiments des parents reste intacte, voire augmente avec les

1. En avril 2010, deux jours avant une réunion de parents et d'enseignants, la police est venue inspecter l'école.

épreuves. L'école cristallise en effet les sacrifices incommensurables auxquels les parents se disent prêts pour le « bonheur » de leur enfant : rien ne vient concurrencer cet objectif et tout doit lui être subordonné, travail, ascension sociale, argent, résidence, conjugalité, etc., comme on le verra plus loin.

C'est sur Internet que les parents ont découvert le plus souvent d'autres voies pédagogiques dès la naissance de leur enfant et beaucoup d'entre eux ont antérieurement participé à Canton à l'édification d'une crèche et d'une école primaire de type Montessori. L'expérience, effectuée dans deux groupes différents de quelques enfants réunis dans des appartements, a connu des divisions et des déchirements mais s'est ultérieurement fondue dans l'école Steiner, ainsi que nous la dénommerons désormais.

Enregistré auprès des services publics à Chengdu depuis 2004, un établissement scolaire allant du jardin d'enfant à l'école secondaire, fonctionne aussi comme un centre de formation à la pédagogie Steiner. Les parents de Canton s'y sont rendus, y ont suivi des cours et l'ont constitué en référence constante dans leur cheminement et leurs hésitations. Ce centre coiffe par ailleurs les initiatives nombreuses qui semblent éclore en Chine actuellement dans différentes provinces (Shanghai, Beijing, etc.). L'école cantonaise reçoit en outre des visites régulières de responsables de fédérations et d'associations internationales soutenant le développement de par le monde de la pédagogie Steiner et accueille des volontaires venant de tous pays. Mais l'école cantonaise semble en Chine relativement isolée et des parents se plaignent de l'absence de coopération avec les Pékinois qui auraient monté une dizaine d'écoles.

Si l'on en croit les parents rencontrés, un mécontentement monte aujourd'hui face au système scolaire public comme privé en Chine, en raison tout d'abord de l'énorme pression exercée sur l'enfant pour l'obtention d'une réussite d'excellence dans un contexte de compétition exacerbée engendrant une souffrance tangible. De surcroît, la brutalité physique et psychologique des enseignants, leurs punitions excessives et douloureuses sont des habits dénoncés tout comme des formes d'apprentissage mécaniques, sans recherche de compréhension intérieure. Enfin des faits divers récents dramatiques aboutissant à la mort d'élèves sont

cités. Un enseignement « doux », rendant « heureux », « joyeux », revient comme un *leitmotiv* dans la bouche des parents dont il faut souligner la mesure de l'engagement dans la petite école, encore très loin de leurs rêves. C'est en effet Summerhill et ses « libres enfants » qui peuplent l'idéal des parents qui ont dans leur majorité lu l'ouvrage du fondateur A.S. Neill traduit en chinois. En comparaison, bien sûr, le jardinier qui entoure l'école de Canton est bien trop petit ! D'aucuns ont pensé envoyer leur enfant dans le fameux établissement anglais et nous sommes l'objet d'une multitude de questions lorsque nous leur faisons part de notre connaissance personnelle du site.

Liberté absolue, absence d'autorité sont les maîtres mots de cet imaginaire éducatif tant convoité qui résonne comme l'antithèse radicale du modèle sociétal, politique, familial et pédagogique régnant en Chine. L'irruption chez des membres de la classe moyenne supérieure de tels élans de libération interpelle d'autant plus la réflexion que de véritables ruptures avec une série d'insertions sociales sont mises œuvre à l'occasion du placement de l'enfant dans l'école. Les acteurs offrent à l'observation des lignes de fuite en regard des ordonnancements dans lesquels ils étaient intégrés ; leur origine, leurs modalités, leurs causes plurielles demandent à être saisies dans les logiques biographiques replacées dans les configurations de rapports sociaux dans lesquelles les individus se sont inscrits. Dans cette perspective, notons que l'enquête en elle-même, fut un lieu d'élaboration individuelle et en partie collective pour les parents : en induisant un retour sur la démarche adoptée d'abandon d'ancrages normatifs (école, travail, etc.), les entretiens ont été appropriés comme des plateaux réflexifs à partager, les parents se poussant les uns les autres, en chaîne, à venir tenter d'en faire le récit rationalisé.

Des demandes diverses et plus ou moins fortes ont présidé de façon sous-jacente au déroulement des entretiens et au nouage des relations ; la première et la plus fondamentale a consisté en une quête d'approbation auprès de nous d'avoir placé l'enfant dans un trou de légalité. La légitimation qui était attendue de notre part était destinée à alléger un tant soit peu l'illégitimité profondément ressentie de la situation. À un autre niveau, les rapports conflictuels des parents non enseignants avec les parents enseignants ont fait intrusion dans toutes les narrations, sur le

mode d'un appel qui nous était adressé à dire la juste règle, ce que, bien sûr, nous avons repoussé comme une chimère hors de notre portée et de notre rôle. Une tension persistante a néanmoins parcouru l'investigation traduisant les contradictions propres au champ microsocial. D'un côté, les parents souhaitaient nous faire pénétrer toujours plus avant dans le microcosme de l'école et nous y faire participer, ils nous invitaient donc à des dîners collectifs avec leurs enfants et à des réunions. De l'autre, des enseignants interdisaient notre accès à l'école, comme s'il était porteur d'une menace de déstabilisation de leur position déjà fragilisée. En devenant un acteur interne du jeu des rapports, nous avons pu déchiffrer les effets démultipliés de l'illégalité de l'école, ses résonances dans des légitimations flottantes et insaisissables, ses échos dans les béances des histoires des sujets.

Ce bref tableau général étant dressé, nous nous efforcerons maintenant de décrypter, en revenant sur quelques personnages centraux de l'école, la genèse d'un scénario récurrent : brusquement une absence de sens s'est imposée à la conscience du sujet qui a alors entrepris, après s'est démis d'un certain nombre de liens, de le restaurer en le projetant entièrement dans l'école qui abritera l'enfant. Ce basculement dans un autre univers informe, sous un angle aussi particulier que significatif, des conséquences des transformations présentes de la société chinoise et de leur vécu. C'est là son intérêt principal impliquant un va-et-vient permanent entre des subjectivités oscillantes et l'organisation politique et économique d'un monde toujours fondé sur des schèmes verticaux, aux déclinaisons autoritaires, propagandistes et répressives qui néanmoins commencent parfois à s'effriter.

La politique de l'enfant unique et la préférence masculine s'impriment de façon cruciale dans l'école qui reçoit d'un côté près d'un tiers de moins de filles que de garçons et de l'autre, des enfants non uniques. Se déploient là des essais de redéfinition de la scène familiale qui se traduisent par des bouleversements des ordres de priorité – travail, politique, etc. – et en filigrane des reprises de soi équivalant à des refus de soumission.

Une initiative de femmes

Improbable se préfigurait de l'extérieur quelques années auparavant l'hypothèse que ce couple de fonctionnaires des impôts d'environ 35 ans, tous les deux membres du Parti, propriétaires de leur résidence dans une ville industrielle du Guangdong et d'une voiture de 22 000 euros, parents d'un fils de 9 ans, bref incarnant une réussite professionnelle, sociale et symbolique, dévient de leur chemin confortable tout tracé. Nous retrouvons aujourd'hui Bao installée avec son fils dans une maison d'un condominium huppé de la périphérie de Canton et son mari, resté dans l'ancien appartement et faisant l'aller et retour tous les week-ends. Bao a quitté définitivement son emploi pour venir se loger près de l'école Steiner, où, en accord avec son mari, elle a décidé de scolariser son fils. Ce scénario apparaît banal parmi les parents de l'école qui viennent de différentes villes : les couples se sont volontairement scindés, les femmes ont tout abandonné pour se rapprocher de l'école et se consacrer entièrement à l'éducation de l'enfant, les hommes ont été astreints, eux, à pourvoir à l'ensemble des ressources du ménage et à s'éloigner de la conjugalité et de la famille. Le coût de cette séparation – outre celui de l'école – est très élevé : deux habitats dont l'un généralement loué (2 200 yuans par mois pour Bao) mais parfois acheté, souvent deux voitures, des voyages hebdomadaires que le mari de Bao chiffre à 220 euros par semaine, mais comme il l'ajoute : « Il ne faut pas compter, ce serait une catastrophe pour l'enfant, je suis pour tout dépenser pour son éducation. » Retour au foyer de la femme uniquement mère (le ménage est assuré par une domestique), marginalisation de l'homme strictement réduit à assurer la subsistance, renforcement du lien mère-fils, l'enfant ne dormant presque jamais seul mais prenant la place du père auprès de la mère dans le lit, place qu'il ne cède pas le week-end mais garde entre les deux parents réunis mais à distance, tels sont en quelques lignes les réaménagements des rôles observés dans la petite collectivité de l'école qui se partage entre deux condominiums voisins et se retrouve, pour certains d'entre eux, le week-end à dîner. On remarque alors qu'hommes et femmes ne se mêlent pas à table, coupés par une ligne imaginaire, que les femmes parlent entre elles des innombrables conflits qui agitent l'école, que les hommes échangent quelques propos sur leur travail, qu'ils payent à tour de rôle pour l'ensemble des

participants, que les enfants auxquels une petite table à part a été dressée, couverte de mets, courent de part et d'autre, picorant ce qui leur plaît entre deux jeux animés.

Revenons à Bao et son mari dont le décrochage de l'ascension réalisée n'en est que plus frappant : cette fille d'enseignant et de vendeuse de coopérative a épousé son camarade de classe de l'école secondaire contre la volonté de ses parents, qui trouvaient trop « petit » et trop « pauvre » ce fils d'un paysan et d'une ouvrière qui, dit-il, n'avaient pas cherché, comme les autres, à « faire des affaires » à l'ouverture du marché mais avaient investi toutes leurs économies dans les études de leur fils. L'enfant-roi, l'enfant-dieu, l'enfant au centre du monde, selon les formules usuelles, ou l'enfant-trésor selon l'expression chinoise (*bao bei hai zi*) paraissent faibles lorsqu'on pénètre dans l'univers de Bao et de son mari et de leurs amis de l'école. Une focalisation exclusive, obsessionnelle gouverne la vie des couples qui ont renoncé à leur montée toujours plus haut dans l'échelle sociale. Si les femmes suivent, pourrait-on dire, leur désir, les hommes se laissent envahir par le dégoût de leur microcosme de travail, perdant toute « passion » comme le mari de Bao qui est désormais entièrement tourné sur l'école et la nouvelle vie que son épouse a bâtie, mais rêve toujours de Summerhill, qu'il « préfère à tout ». En 2004 tous les deux ont suivi un cours de « développement personnel », qu'il juge proche de ceux qui étaient répandus dans les années cinquante en Occident et s'enclenche là une réflexion partagée qui les pousse à remettre en cause progressivement leur mode de vie. Bao se rend à plusieurs conférences, dévore des livres, prend connaissance d'une crèche Montessori où elle met leur fils et quitte alors son emploi de fonctionnaire malgré la désapprobation de ses parents. En 2008, elle devient enseignante à l'école Steiner où elle ouvre une classe où est son fils, mais ne parvient pas à accéder au titre de « professeur principal » monopolisé par quelques-unes des mères, puisque les parents enseignants sont tous des femmes. Entre 2008 et 2010, elle déménage trois fois et actuellement elle héberge dans sa maison de trois étages un jeune volontaire allemand venu soutenir l'école. Dans ce parcours chaotique, Bao a dû tout d'abord convaincre son mari qui, avec beaucoup d'honnêteté, avoue n'avoir éprouvé aucun sentiment pour l'enfant à sa naissance et ne

s'être attaché à lui que petit à petit. Mais Bao a surtout réalisé une de ses ambitions de jeunesse en réussissant à devenir enseignante – d'où d'ailleurs son ressentiment de ne pas accéder au statut supérieur dans l'école et ses critiques acerbes – et son mari reconnaît là un enjeu important.

Avec son allure *hippie* des années soixante-dix – pantalon à fleurs, bonnet rose bonbon et anorak vert pomme – qui contraste avec celle de son mari, au profil classique de cadre supérieur, Bao est emblématique de la dérivation que cristallise l'école Steiner. Comme d'autres mères, elle a découvert les croyances bahaï et se rend avec son fils à un groupe de prières sur lequel son mari a exercé une discrète surveillance pour s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'une secte. Un nuage de mysticisme plane notamment sur le groupe des parents qui s'interroge sur « l'esprit de Steiner » après sa mort. Les parents ont par ailleurs fondé un site Internet sur lequel circulent toutes les informations qu'ils rassemblent : offres anthroposophiques, eurythmiques, spiritualistes, d'agriculture biologique, de sorties paysannes, etc. La très grande majorité fréquente en outre avec constance le magasin-dépôt de Solum, la petite organisation déjà évoquée – qui met en rapport consommateurs et petits agriculteurs dont elle revend les produits « biologiques » (sans pesticides, sans OGM, sans engrais chimiques) ; cet entrepôt est installé dans un village voisin de l'école et des deux *condominiums*. Là, Lu Pan, jeune homme très sympathique que connaît déjà le lecteur – outre la vente de savons qu'il fabrique lui-même, de miel, de fruits séchés, de légumes, etc. – fait office pour les parents et leurs enfants de « médecin traditionnel ». Adulé par les mères, ce garçon d'environ 27 ans, constitue un pôle de définition de « l'autre vie » imaginée et permet de cerner l'ensemble pratico-idéologique de la petite collectivité : fuite de la pollution matérielle et mentale, retour à la nature, apaisement méditatif, épanouissement de l'enfant en sont les principaux marqueurs.

Lu Pan est le fils d'un instituteur contractuel et d'une paysanne qui ont payé 1 000 yuans d'amende pour leur deuxième enfant, une fille. Il a fait des études d'agronomie et s'est spécialisé dans l'agriculture biologique. Il est parti à vélo pour un long voyage d'un an au Tibet et se déclare bouddhiste et végétarien depuis 2008. Il a monté sa petite organisation – qu'il considère comme

une entreprise sociale – avec l'aide de subventions d'une fondation de Hong Kong. Il s'agit de revendre les produits de paysans souscrivant aux règles de l'agriculture biologique. Le *turn over* parmi les paysans – appartenant souvent à des minorités nationales – est néanmoins important. Son organisation a participé aussi à des opérations de diffusion du Biogaz et de toilettes orientées sur le compost.

Malgré toutes les difficultés et un revenu trop bas, Lu Pan conserve sa foi dans sa « mission » où, à l'écouter, se mêlent différents messages : « retrouver nos origines, nos traditions, notre culture chinoise », « soigner les pauvres », « sauver l'environnement, la biodiversité, les sols », etc. Lu Pan met en pratique ses convictions ; il loue une maison des années soixante-dix dans un village périphérique très paisible où les personnes âgées, encore pour certaines habillées avec les vêtements de l'époque maoïste, se tiennent sur le pas de leur porte. Une atmosphère rurale, d'avant les réformes, semble régner et au-dessus du village, il a loué un petit terrain d'un quart de *mu* où il cultive ses propres légumes. Coincés entre les tours environnantes, dans ce lieu aussi inattendu qu'accueillant, des hommes paraissant sortis d'une autre époque vaquent dans leur potager et échangent des propos amènes avec lui.

Pour Lu Pan, les parents de l'école Steiner sont un débouché important pour les produits de son organisation qui ne compte guère plus de cent consommateurs. Pour la petite collectivité de l'école, Lu Pan focalise les aspirations à vivre « mieux », manger « sainement », se soigner « traditionnellement », se recentrer sur des croyances apparemment simples et profondes. Lu Pan est marié à une jeune femme diplômée d'anthropologie et bouddhiste qui, à la naissance prochaine de son enfant, abandonnera son emploi et se consacrera à son éducation au moins quelques années, selon leur accord.

Lu Pan et les parents de l'école Steiner qu'il reçoit à son magasin et chez lui ont emprunté des chemins de traverse qui se rencontrent : Lu Pan dit avoir retrouvé un sens à sa vie avec le bouddhisme et avoir chassé ses souffrances, là où la lecture de Sartre et Nietzsche avait échoué. Le mari de Bao, lorsqu'il se retrouve chez Lu Pan, dans son rez-de-chaussée venteux où le

jeune homme cuisine à l'ancienne, ressent la justesse de la voie que lui a fait emprunter son épouse qui vient souvent faire soigner là leur fils au bonheur duquel le couple entend tout sacrifier.

Merum, l'autre organisation déjà mentionnée, qui a établi des contrats d'achat de toutes leurs récoltes de riz à des paysans situés entre deux et six heures de route de Canton, offre aussi des sorties collectives aux parents de l'école Steiner qui croisent là les membres d'un club d'éducation, proches de Steiner mais n'ayant pas encore fait le saut. Ensemble ils partent le week-end chez des paysans qui se chargent de la préparation des repas, les hébergent dans certains cas et dans d'autres, ils sont spartiatement logés dans une auberge. Les enfants s'ébrouent dans la nature qu'ils découvrent et s'émerveillent devant les animaux, à en croire leurs parents ravis du spectacle. Là encore les femmes sont beaucoup plus présentes que les hommes dans ces activités, comme nous le précise Caï, adepte fervente des deux organisations et dont le fils de 9 ans est passé par un jardin d'enfants Montessori, avant l'école Steiner. Cette fille d'instituteur d'une école située dans la *danwei* d'une industrie minière, qui a travaillé dans une banque puis dans la finance, a, tout comme Bao, brutalement rompu avec son univers de travail, contre l'avis de son mari, ex-cadre supérieur dans le même centre financier mais désormais ne trouvant ses revenus que dans un « boursicotage » personnel. Ce dernier désapprouve fermement l'inscription de l'enfant dans l'école Steiner et menace son épouse de l'en retirer dans deux ans pour le remettre dans le circuit public, bien moins coûteux.

Mais la motivation de Caï semble invincible et elle s'appuie sur leur situation matérielle satisfaisante – avec maison achetée dans le condominium et voiture – pour affermir sa prise de distance générale avec les normes dans lesquelles elle a été éduquée et auxquelles son mari reste rivé. Bien plus encore que Bao, cette jeune mère triste illustre la rupture effective des femmes rencontrées avec des modes de pensée et de faire dominants mais, dans le même moment, elle permet de capter la dimension partielle et conservatrice de cette rupture. Ainsi Caï explique avoir décidé un jour de devenir « femme au foyer », – c'est-à-dire de retourner à une division archaïque des rôles masculins et féminins – mais cette restauration d'une vocation féminine s'effectue contre la volonté de son mari. « Ne pas faire de l'enfant une copie », « respecter la

personnalité de l'enfant » à l'encontre des usages chinois sont les idéaux de Caï qui s'affronte violemment à son mari qui ne comprend pas pourquoi son fils devrait être « différent de tous ses camarades normaux ». Si Caï rappelle son enfance malheureuse et son souhait de donner tout ce qu'elle n'a pas eu à son enfant, on ne saurait pourtant psychologiser une narration qui, de fait, fonctionne pour les parents comme une légitimation de leur choix éducatif. Pour autant, on ne saurait négliger le contenu du discours de Caï qui révèle *a contrario* le sens investi dans l'école Steiner. Caï raconte qu'avant sa naissance ses parents étaient employés à 30 km l'un de l'autre et n'avaient pas de « dortoir » affecté à leur couple. Ses frères et sœurs ont donc été envoyés chez les grands-parents, dans un village proche, mais lorsqu'elle est née, la famille a été réunie et s'est vue offrir une petite maison par la *danwei*. Caï y reste enfermée de 2 ans à 5 ans et demi pendant la journée, tandis que ses parents travaillent et la petite fille, seule, regarde le monde, à travers la fenêtre, se demandant toujours si elle est bien l'enfant de ses parents. Ensuite, à l'école de la *danwei*, elle est toujours isolée car, étant trop petite, les autres enfants refusent de jouer avec elle. Une maladie de son fils en 2004 qui l'oblige à un repos forcé, le refus ultérieur du petit d'aller à l'école – après la punition exorbitante de rester debout dix-neuf jours d'affilée pendant la sieste car il refusait de dormir – font resurgir ce passé et poussent Caï à en empêcher la répétition. Dès lors débute sa recherche d'une alternative qui se concrétisera – en passant par Montessori – dans l'école Steiner où elle constate que son fils est heureux, a de nombreux amis et s'y rend avec plaisir, tout comme chez les paysans des organisations de vente directe le week-end où il retrouve ses compagnons de jeu. Caï avoue avoir été tentée de garder son fils au domicile où elle aurait ainsi assuré seule son éducation, mais avoir simultanément perçu le danger de cette solution qui aurait reproduit la solitude de son enfance ; ce fantasme féminin d'être « tout pour l'enfant », repéré dans le groupe des mères, réapparaît transformé par l'école qui institutionnalise le profil de parent-enseignant dès lors médiatisé mais précisément au cœur des conflits entre les femmes. Soulignons ici que l'école Steiner d'une certaine manière renchérit sur la logique de l'enfant unique dont la joie doit resplendir de

mille feux et qui devient « tout » pour la mère. La scission des couples – résidentielle chez Bao ou passionnelle chez Caï – que met en branle la fixation univoque sur l'école et le micro-univers féminin qui la fait vivre, oriente vers la fusion mère-enfant tendue vers un bonheur identificatoire : l'effort pour l'atteindre est si épuisant que l'idée d'un deuxième enfant tombe d'elle-même. Dans cette configuration, soit les hommes suivent pour ne pas être marginalisés, soit ils s'absentéisent plus ou moins malgré eux. Dans tous les cas, en se projetant dans une fonction de toute puissance maternelle, les femmes mettent en œuvre, selon des modalités variables une sécession relative avec les cadres normatifs de la société, dont l'épouse dévouée, disponible et au service de son mari et de ses beaux-parents reste un maillon décisif. C'est ce que nous allons maintenant approfondir avec d'autres personnages de mères et en premier lieu Dan.

Des rapports familiaux réorganisés

Dan, âgée de 38 ans, présente un profil très marqué qui grossit à la loupe l'esquive des femmes et la réorganisation intrafamiliale qu'elles opèrent. Cette fille de paysans très pauvres d'une région déshéritée – dont les parents se battaient – a arrêté ses études à la fin de l'école secondaire et est partie, comme tant de jeunes migrantes, à Shenzhen pour travailler en usine. Là, elle change plusieurs fois d'emploi, arrive à échapper à la chaîne de production, à passer dans l'administration et rencontre son mari, cadre dans la même entreprise. Ce dernier – âgé de 50 ans, fils d'une ouvrière textile et d'un petit commerçant – décide quelques années plus tard de monter sa propre affaire et ses frères viennent le rejoindre pour travailler avec lui. Dan qualifie immédiatement leur couple « d'amer et ennuyeux » et fait comprendre en peu de mots que l'éjaculation précoce de son mari interdit tout plaisir sexuel, ce qui l'a conduite à s'interroger sur leur « normalité » et à se voir comme une « veuve vivante » ; d'elle-même, Dan raconte qu'elle a connu plusieurs périodes d'intense solitude et de dépression profonde. Leur fils de 9 ans, hyperactif, a, quant à lui été, après de graves difficultés d'intégration à l'école, diagnostiqué asperger, soit une symptomatologie autistique pour laquelle le médecin – notant en même temps le développement intellectuel exceptionnel de l'enfant qui lit et écrit énormément – n'a proposé

aucun traitement ou solution, selon les usages observés de façon récurrente qui laissent les parents dans le désarroi. Citons un ancien texte de l'enfant :

« Aller à l'école n'a aucun sens, c'est comme l'arbre mort qui attend de pourrir. Le souci, l'ennui, c'est comme un grain de riz dans mon cœur, tu veux le chercher, tu ne le trouves pas. L'ennui est une pierre au bord de la mer et la joie, c'est comme les vagues qui partent mais le souci est toujours là... »

Dan avait quitté son emploi neuf mois après la naissance de son enfant, « la deuxième moitié de ma vie » ajoute-t-elle et elle décide – après avoir trouvé l'école Steiner de Canton par Internet et effectué un séjour à l'établissement de Chengdu – de venir s'installer dans le condominium où résident déjà quelques mères. Comme elles, elle loue un appartement où elle habite avec son fils tandis que son mari reste à Shenzhen où sa propre mère est venue cohabiter avec lui, remplaçant de fait son épouse dans les services domestiques. La séparation résidentielle – qui coûte 10 000 yuans annuels au couple – s'est faite contre la volonté du mari qui vient passer les week-ends à Canton et apprécie néanmoins l'amélioration nette de l'enfant qui ne parle plus de suicide, a retrouvé la joie de vivre, se rend à l'école avec plaisir et est déjà parti en camp estival.

Dan s'est intégrée remarquablement bien dans le petit groupe des parents en proposant de faire les comptes rendus des réunions compte tenu de ses talents d'écriture. Pour la première fois, elle éprouve un sentiment d'appartenance à un collectif dans lequel elle se perçoit reconnue et valorisée ; les différences de classe y sont gommées du fait de l'investissement dans l'éducation des enfants qui fusionne l'ensemble des participants tendus vers un seul objectif : l'épanouissement de l'enfant. Pour Dan, cette intégration tient du miracle tant elle souffrait, lorsque l'enfant était à l'école publique, des jeux de distinction entre parents qui la plaçaient dans une position d'autant plus inférieure que l'enfant, inadaptable, achevait de la stigmatiser. « Ici, c'est le cœur qui prime » s'exclame-t-elle, entrant dans de longues explications sur la communication profonde et immédiate qui règne entre les parents. Elle s'est proposée pour assurer bénévolement l'organisation de

base de l'atelier de formation d'enseignants pour quelques parents et par le fait même en bénéficie gratuitement ce qui lui permet d'espérer réaliser – comme beaucoup d'autres mères – son rêve de devenir elle-même professeure dans l'école Steiner où son fils est inscrit.

Dan condense donc toutes les focales de l'école : selon ses mots, l'enfant est l'objet d'une « carrière », celle de mère ; c'est quelqu'un « qui m'aime sans condition et qui accepte mon amour sans condition », ce qui est précisément l'impossible entre adultes et donc le lieu de l'échec de la conjugalité. En devenant enseignante, la mère clôt le cercle que légitime l'école soutenue par les parents : le micro-univers ainsi formé peut survivre aux conflits qui le secouent et qui ont pour objet l'accès à la fonction de mère enseignante dans la mesure où ce statut cristallise les logiques conscientes et inconscientes des femmes d'englober leur progéniture dans un microcosme fermé qui les prolonge ; ce microcosme est un paradis de liberté dont pourtant on ne peut s'évader tant les barrières en sont hautes et gardées par les mères. Seul Summerhill, dans la lointaine et exotique Angleterre, s'en dresse comme l'idéal inatteignable. Si Dan, comme d'autres mères, a pensé envoyer à Summerhill son fils, on comprend que la séparation qu'implique cette démarche, contrecarrant radicalement les pulsions en jeu, soit abandonnée. Périphérique, l'homme apporte l'argent indispensable à l'existence de ce dispositif dans lequel il n'est pas prévu qu'il intervienne, sauf de loin, comme le mari de Dan qui téléphone tous les jours et qui, affirme Dan, est « heureux » car il a sa propre mère à ses côtés. La famille nucléaire a ainsi généré deux couples mère-fils, miroirs en lien puisque, désormais satisfaite de sa vie, Dan est maintenant certaine de vieillir avec son mari « jusqu'à ce que nous ayons les cheveux blancs », car ses insuffisances comptent finalement peu au regard de ses activités et de ses projets actuels. « Avant les réunions, on s'assoit par terre tous, on se tient par la main, on chante tous ensemble, on est bien... Je suis la bienvenue, je peux être moi-même, je fais plein de choses, je suis aimée... » affirme Dan, qui est une consommatrice assidue du magasin de Lu Pan et, qui, bien qu'athée, songe assister bientôt aux séances de prière bahaï et explorer ces nouvelles croyances qui lui semblent correspondre aux enseignements généraux de l'école. Dan permet d'illustrer

avec acuité pour le lecteur les soubassements de l'emprise du groupe formé autour de l'école : en sortant des cadres hiérarchiques de la société, le groupe se propose comme « totalisation » par une insertion égalisante des femmes qui se sont libéré des contraintes du travail et y trouvent l'incarnation d'une maternité hypostasiée. Avec toutes ses offres à caractère spirituel, partageables entre mère et enfant, le groupe tendrait vers un devenir d'institution féminine totale se soutenant d'apports étrangers légitimateurs, concrétisés dans la volonté de faire venir régulièrement des professeurs européens et américains confirmés dans la pédagogie Steiner. La pérennisation imaginaire du groupe traverse les discours sur le mode de la plaisanterie, faisant disparaître l'horizon de l'enfant adulte ayant quitté l'école. Ainsi une mère explique :

« On se connaît si bien, on s'échange des services, nous les mamans, et on se demande même si on ne va pas vivre ensemble quand nous serons vieilles. Nous avons des disputes mais nous voulons rester ensemble avec le seul objectif d'améliorer l'école et nous faisons des compromis. »

Néanmoins, les structures sociales et politiques de la société, caractérisées par un mode de domination autoritaire et masculin, font retour, malgré les processus en jeu de leur annulation imaginaire et le statut illégal de l'école interdit de fait son institutionnalisation complète. De surcroît, mis à distance du groupe, les hommes sont des membres à part entière de cette société extérieure hiérarchique génératrice de souffrances, que les femmes ont décidé elles-mêmes de fuir avec leurs enfants et ils détiennent, en dernière instance, pourrait-on dire, le pouvoir de détruire ce montage, en retirant simplement leur soutien financier. Mais par ce geste ils affronteraient la volonté de leur épouse et feraient face directement à sa prise d'autonomie qui constitue une réelle contestation de leur prépondérance dont la société donne quotidiennement dans les champs sociaux l'image légitime.

Tournons nous maintenant vers Shan, mère de l'une des quelques petites filles de l'école qui est âgée de 4 ans et demi et qui est au jardin d'enfants. Membre du comité des parents de l'école et de l'atelier de formation à la pédagogie Steiner, comme Dan, Shan est la fille d'un enseignant d'école secondaire et d'une

infirmière, devenue comptable. Elle a fait des études de sciences de la communication et a un diplôme de MBA de Hong Kong. Jusqu'en 2007, elle était cadre supérieur depuis douze ans dans l'une des plus grandes compagnies d'État chinoise et gagnait plus de 100 000 yuans par an. Du jour au lendemain, elle n'a plus vu le sens de son travail qu'elle a abandonné pour venir vivre près de l'école Steiner où elle a inscrit sa fille après s'être initiée quelque temps auparavant à sa pédagogie. Son mari, membre du Parti, était directeur du centre de recherche d'une multinationale qu'il a quittée pour une autre. Lui-même et ses parents – ancien vice-directeur d'un bureau forestier et comptable dans un hôpital – ont vainement tenté d'empêcher Shan de quitter son emploi et de mettre la petite fille dans l'école Steiner mais la jeune femme a montré une détermination invincible qui les a stupéfaits.

Selon un schéma habituel, l'époux travaille à Shenzhen et Shan et sa fille sont venues vivre dans le condominium proche de l'école où le couple a acheté un appartement. Pendant quelques mois les grands-parents paternels sont venus s'occuper de l'enfant. Comme Shan le dit en riant, elle n'a guère le temps de penser à son mari et de s'ennuyer de lui, pas plus que sa fille à laquelle, ajoute-t-elle, son père ne manque pas puisqu'elle est tout le temps avec sa mère ! Shan se demande cependant si son mari, qui finance la famille, « nous laissera continuer pour l'école primaire », désignant l'entité qu'elle forme avec sa fille (*wo men mu nu liang*). De fait Shan consacre beaucoup d'énergie, de temps et d'argent, à diffuser des livres concernant la pédagogie Steiner, qu'elle a fait traduire, imprimer et qu'elle vend sur un site Internet qu'elle a créé. L'affaire est devenue rentable et elle pense poursuivre dans cette voie qui peut lui apporter un revenu en accord avec ses conceptions éducatives qui visent un « développement naturel de l'enfant » et le refus du « système oppressif » régnant en Chine. Sans que cela soit explicite, on devine, à écouter Shan enceinte parler de la forme de son ventre, annonciatrice aux yeux de tous, d'un garçon, que l'attente d'un fils de la part de son mari et de ses beaux-parents – qui pourtant « adorent la petite fille » – est latente. Mais Shan qui envisageait auparavant un deuxième enfant est désormais comblée par sa fille et le microcosme où elle s'est intégrée avec elle, et elle a décidé fermement de ne plus avoir de second enfant. Consciente de la comptabilité obscure de l'école, elle minorise son importance

au profit d'un soutien indéfectible de l'école « encore faible », dont tous les parents s'emploient à assurer la survie et la croissance, délaissant une surveillance financière risquée. Cet investissement total de Shan est exemplaire de la retotalisation existentielle qu'offrent l'école et le groupe qui s'est construit autour, aux femmes en rupture de ban qui la peuplent. Shan a l'avantage exceptionnel d'avoir trouvé une ressource financière avec la vente de livres sur Internet ce qui limite sa dépendance matérielle à son conjoint.

Soulignons ici que la réorganisation des relations intrafamiliales que promeuvent les femmes rencontrées – quelles que soient la teneur de la communication conjugale, les ententes, mésententes, incompréhensions, etc. – ne laisse aucune place à l'hypothèse d'une séparation radicale avec leur conjoint débouchant sur un divorce. Il s'agit toujours envers et contre tout de maintenir l'union au-delà de l'écart résidentiel, affectif, intellectuel. Car la dissolution du mariage aurait deux effets et/ou conditions quasi impensables ; tout d'abord l'indépendance économique des femmes qui ne fait pas partie des conceptions en vigueur des unes comme des autres : prendre une décision ne signifie pas en assumer matériellement les conséquences et le rôle financier des hommes est une constante jamais remise en cause, tout comme l'est l'entretien de la femme et des enfants. La famille nucléaire est l'objet d'une vision conservatrice des apparences, et somme toute conformiste, dont le spectacle ne doit pas être brisé pour les proches parents, l'interconnaissance et la société. Le réaménagement interne de la famille nucléaire n'est donc pas censé la bouleverser ou en contester les pôles féminins et masculins ; il y va, pourrait-on dire, simplement d'un excès et d'un déplacement des flux faisant évoluer le couple parental vers une disjonction et un resserrement de la dualité mère/enfant. En revanche l'insatisfaction et la contestation d'une partie des ordonnancements sociaux sont à l'origine de ce resserrement du lien mère/enfant. Les femmes affichent nettement leur désir d'une autre vie pour leur enfant comme nous allons maintenant le voir plus précisément avec quelques-unes d'entre elles en mettant l'accent sur les discours.

Libération, réparation et liberté

Sur fonds de dénonciation du caractère répressif et oppressif du système scolaire chinois d'un côté, du non-sens d'une vie perdue à la gagner de l'autre, la liberté est au centre des discours des femmes rencontrées. Dès qu'elles envisagent de donner la vie à un autre être, une large partie d'entre elles, mais pas toutes, entendent se libérer des chaînes du travail et de la consommation pour offrir à l'enfant ce qui leur semble le « meilleur », ce dont elles ont été privées : la liberté, condition du bonheur, que dans le même moment elles prennent. Cette focalisation sur la liberté de l'enfant doit être replacée dans le contexte de la société chinoise présente où, au contraire, une très grande majorité des parents sont obsédés par la réussite de leurs enfants dans le système éducatif, puis dans l'emploi et dont les espérances se couronnent par le mariage et la naissance d'un fils. Le destin de l'enfant, de l'adolescent, du jeune, est un parcours d'obstacles dans une compétition permanente et répétitive. Beaucoup de jeunes hommes et femmes s'épuisent à satisfaire les désirs de leurs parents et se culpabilisent de leurs impuissances et de leurs échecs. La crise financière globale, qui a débuté en 2008², a conféré une dimension souvent tragique aux efforts individuels, les marchés du travail mais aussi du mariage devenant toujours plus concurrentiels et élevant les exigences. Nombre de parents de la classe moyenne supérieure considèrent que seul un diplôme universitaire étranger permettra à leur enfant de sortir triomphant des épreuves qui l'attendent. Dans ce but, ils se déclarent prêts à vendre leur appartement et à investir toutes leurs économies. D'aucuns paient plusieurs années en avance les intermédiaires douteux qui inscriront leurs enfants dans des universités étrangères, françaises ou américaines, pour être certains qu'il aura sa place. Le chômage est le scénario le plus épouvantable qui hante les familles et leur progéniture.

Prôner la liberté de leurs enfants comme le font les mères de l'école Steiner est donc en tant que tel tout à fait étonnant, inattendu et si chaque femme puise dans son histoire personnelle

2. HOURS Bernard, SELIM Monique : « Travailleurs et jeunes diplômés confrontés à la crise à Canton », in PHÉLINAS Pascale, SELIM Monique : *La crise vue d'ailleurs*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », série « Globalisation et sciences sociales », 2010.

pour nourrir la légitimité de cette énonciation, elle donne à penser sur les représentations des rapports sociaux globaux dans lesquels évoluent les actrices et du monde qu'elles ont voulu quitter elles-mêmes et éviter à leurs enfants.

Xiu, une jeune femme à la fois charmante et grave, qui travaillait dans une banque avant de rejoindre l'entreprise de son mari, ancien de statut supérieur, exprime particulièrement bien comment, après sa grossesse, un grand changement s'est fait en elle, l'amenant à quitter son emploi et à chercher un autre circuit scolaire :

« Avant je pensais qu'on fait des études puis on travaille, on gagne de l'argent et après ? Mais où est le sens ? C'est vide. Alors j'ai pensé : mon enfant, lui, peut être heureux lui-même et être libre et c'est ce que dit Steiner ; j'ai lu et j'ai été convaincue. »

Fille d'un grand propriétaire qui s'est suicidé durant la réforme agraire, la mère de Xiu a raconté maintes fois à sa fille en pleurant comment elle fut systématiquement insultée à l'école, mais a aussi tenté de lui faire renoncer à son projet d'inscrire l'enfant dans l'école Steiner, terrifiée à l'idée de la marginalisation ultérieure que la sortie du système scolaire public provoquerait. Xiu a persisté et mentionne cette donnée familiale, non pour justifier son choix mais, au contraire, pour se comparer aux autres parents qu'elle côtoie et qui n'ont pas dans leur généalogie de semblables épisodes.

La liberté que chérissent les mères pour leurs enfants est le plus souvent accolée à la « nature » – au double sens d'environnement et de caractère personnel – en rupture avec les bâtiments scolaires où les enfants sont enfermés et soumis à une évaluation angoissante par notation que la pédagogie Steiner fait disparaître.

Xiu est très attentive aux conseils des enseignants étrangers venus visiter l'école et, ce qu'elle en traduit s'inscrit exactement dans l'inversion du modèle social dominant :

« Le professeur australien qui est venu nous a dit que nous ne devons avoir qu'un seul objectif : le bien des enfants et que l'école ne doit pas être un outil de réussite individuelle mais permettre le développement des enfants, il ne faut pas forcer les enfants mais laisser leur nature couler. »

L'enfant inadaptable à l'école, publique et/ou privée, de type normatif révèle de façon plus aiguë la valeur inestimable de cette « liberté », tout comme le « fou » pointe la rigueur et la violence symbolique des structures sociales dans une perspective où les mères de Steiner rejoindraient aisément un courant de sciences humaines et sociales large qui va de De Certeau à Deleuze et Guattari. Les enfants qui ont dû être retirés du circuit scolaire majoritaire sont très peu nombreux dans l'école Steiner de Canton, contrairement à une hypothèse spontanée qui considérerait ce petit établissement marginal comme une ultime solution de secours dans un paysage où, comme nous l'avons observé, les offres de soins et de prise en charge pour les enfants dits « handicapés » restent rares. Ces enfants qui retrouvent dans l'école Steiner un équilibre constaté par les adultes qui les entourent, incitent, tout comme leurs mères, à prendre la mesure des réparations entrevues plus ou moins importantes qui accompagnent l'objectif de « liberté » poursuivi et de leur accouplement avec une libération synonyme de soulagement.

Auparavant cadre à France Télécom, puis China mobile, Li Rong est maintenant « chasseuse de têtes » et a fondé il y a une dizaine d'années sa propre compagnie avec une autre jeune femme connue à France Télécom et devenue depuis peu enseignante « principale » à l'école Steiner. Cette fille d'un ouvrier devenu technicien et d'une employée du département du personnel d'une entreprise d'État – où ses propres grands-parents paternels avaient travaillé toute leur vie – a épousé un ancien camarade de classe, cadre dans une banque. Leur fils de 6 ans a d'abord été scolarisé dans un jardin d'enfants très onéreux, dans lequel l'enseignement était en anglais. L'enfant pleurait tous les jours et a été jugé « inattentif » dans un cadre d'apprentissage des idéogrammes, ne laissant aucune place au jeu. Li Rong a estimé en outre que les enseignants faisaient preuve de « brutalité » et elle décide de mettre son fils dans un jardin d'enfants Montessori avant l'école primaire Steiner où l'enfant a retrouvé le goût des études et son calme intérieur. Ce choix éducatif s'inscrit dans la cohérence bifide de Li Rong qui, dès l'adolescence, voulait s'engager dans une action de transformation du monde, ce qu'elle avait expliqué un soir à ses parents dans la petite pièce de la *danwei* où ils vivaient à cinq, avec sa sœur et son frère qu'elle vient par ailleurs de recruter

dans sa compagnie ; ses parents lui avaient alors asséné combien une telle idée était ridicule, dérisoire, absurde sans néanmoins la convaincre. Alors qu'en 1978, seuls deux enfants étaient autorisés, la mère avait pourtant enfreint la règle – en dépit de son statut dans l'entreprise – et s'était de fait pliée à la volonté de sa belle-mère qui souhaitait selon toute probabilité un fils. Quotidiennement, comme de coutume, les employés du service de planification (*ji Sheng ban*) des naissances venaient à son domicile lui enjoindre d'avorter. Mais l'enfant fut caché sous le lit lorsque vint le jour où l'avortement forcé devait avoir lieu. Si le parcours scolaire, professionnel, conjugal de Li Rong est sans accrocs apparents, une part d'elle-même est restée tournée vers une rêverie à la fois personnelle et collective qui permet de comprendre la facilité avec laquelle cette femme, très investie dans sa carrière, a fait le saut de confier son enfant à une école pour le moins non-conformiste. Li Rong espérait accumuler de l'argent « pour aider les pauvres » et, comme elle l'explique aujourd'hui, elle pensait que « l'argent pouvait changer la réalité », unifier les gens tendus alors vers un seul objectif. Un article sur la pollution lui avait fait voir, dès l'âge de 14 ans, les enjeux de l'environnement et elle s'était ralliée à Greenpeace. À France Télécom elle avait volontairement mis de côté toutes les aspirations qu'elle réactive maintenant, en particulier dans le sillon de l'école Steiner. Ainsi lit-elle des livres d'anthroposophie et va-t-elle avec son fils et ses parents aux week-ends qu'organise Merum qui a établi des contrats de production de riz avec des paysans de la province. Son fils apprécie beaucoup ces sorties et goûte là encore une « liberté » sur laquelle Li Rong ne cesse de mettre l'accent. Ses parents se plaisent à discuter avec les paysans que Li Rong décrit comme « gentils » mais terriblement « sales ». « Avec nous, ils gagnent de l'argent » ajoute la jeune femme – qui loue un appartement dans un condominium – dans un rapport hiérarchique évident et « naturel », les paysans étant identifiés à une nature convoitée car libératrice et réparatrice.

Si Li Rong a fait deviner au lecteur une forme de décalage sensible, semi-refoulé, interne à l'individu qui, quel que soit son itinéraire, a été heurté dans sa vie par des ordres politico-sociaux blessants le touchant directement ou indirectement à travers ses proches, avec Qiong, il appréhendera les effets de trouées plus

rêches, plus profondes, qui convoquent un désir de libération partagée avec l'enfant.

Qiong et son mari sont tous les deux cadres dans une grande entreprise d'État, membres du Parti et issus de familles paysannes. Leur fils de 6 ans avait, depuis l'âge de 3 ans, de graves crises d'angoisse et de fortes manifestations d'agressivité, arrachant les objets, les cassant, battant et mordant ceux qui l'entouraient... Il était ingérable par aucun établissement scolaire et Qiong l'a mis au jardin d'enfants Montessori, puis à l'école Steiner où il s'est remarquablement intégré. Le couple a loué son appartement de la *danwei* de l'entreprise et en a acheté un autre dans l'un des deux condominiums où se retrouvent les parents de l'école Steiner. Ne disposant que d'une seule voiture prise par son mari, Qiong utilise la navette de l'entreprise qui a plusieurs sites. Les parents paternels et maternels séjournent alternativement chez le couple pour assurer la garde de l'enfant en dehors des heures d'école, où de plus ils vont le chercher.

Pour Qiong et son mari, le coût financier de ce placement de l'enfant dans l'école Steiner est extrêmement élevé, à la limite de leurs ressources, et de surcroît leur donne le sentiment de changer d'univers social. « C'est comme une école de nobles, d'élite » dit Qiong qui ajoute immédiatement : « Mais ça vaut le coup, les enfants sont compris. » Un regard sociologique conventionnel se focaliserait exclusivement sur la trajectoire promotionnelle que poursuit le couple en quittant sa *danwei* pour l'un des condominiums les plus connus de la périphérie cantonaise, après s'être arraché à une destinée paysanne. Pourtant, à écouter Qiong, un autre fil de sens est déroulé qui remet la légende ascensionnelle incarnée par l'école et la résidence à une place subalterne et cible le prix des efforts pour s'arracher à une configuration familiale au profil social en partie banal : Qiong est l'aînée de trois enfants, le cadet étant le fils tant attendu dont la naissance fait négliger les deux filles ; la pauvreté règne dans ce milieu rural et les parents ne cessent de se disputer avant que le père ne décède. Qiong met toute son énergie à obtenir le diplôme de fin d'études secondaires mais ne parvient pas à éradiquer un sentiment de dépression permanent. Elle consulte dans un hôpital public renommé un psychiatre qui la garde quelques minutes après plusieurs heures d'attente et lui donne parfois des médicaments. Les « problèmes » de son fils

viennent rappeler à Qiong un mode de relations conjugales qu'elle reproduit et qui risque de faire souffrir son fils autant qu'elle-même par le passé. La rupture intérieure que vient signifier le placement du fils dans l'école Steiner rejoue les rapports entre communication sociale et communication personnelle. Dans son entreprise, Qiong est en effet une employée accomplie et elle se fixe alors pour but de devenir une « bonne mère », un « modèle de mère » et un « modèle pour son fils ».

« Avant j'étais ignorante », explique-t-elle, « à l'école, là, les professeurs ne sont pas seulement professeurs, ils donnent affection et amour à mon fils, mais moi aussi ils m'ont aidée quand j'étais confuse. J'ai décidé de sortir de la dépression, j'ai changé toute ma vie, j'ai découvert le sens de ma vie et l'école Steiner m'a permis de chercher une meilleure relation familiale. Mes relations avec mon mari, avec mes parents, ont changé. »

Dans la foulée de ce processus de réparation globale que cristallise l'entrée de l'enfant à l'école Steiner, Qiong s'aventure dans le groupe de prière bahaï où elle emmène son fils sous la bénédiction de sa tante bouddhiste qui pense que « l'enfant a l'esprit ». En revanche, Qiong n'achète pas les produits biologiques de Lu Pan, beaucoup trop chers à ses yeux et à ceux de ses parents qui séjournent chez elle. Elle ne participe pas non plus aux week-ends qu'organise Merum dans une « campagne », qu'elle connaît trop bien par son enfance et dont elle tente en permanence d'effacer les stigmates. C'est ce schème pluridimensionnel de libération – des couches rurales inférieures, de leurs habitus relationnels, de leur écrasement de la subjectivité, de la tentation de la répétition – que cristallise pour Qiong l'école Steiner qui a, de fait, permis à son fils de retrouver une existence personnelle dans un collectif où, « réparé » comme sa mère, il se meut « librement ». En éclatant de rire, Qiong ajoute que « ce sont les mères qui gèrent » et que son mari – totalement absent de sa narration – « ne la contrôle pas ».

Un dernier exemple – qui déploie l'éventail social du groupe des parents de l'école Steiner – aidera le lecteur à penser la multiplicité des logiques et des situations qui s'enchevêtrent dans l'illusion réparatrice et libératrice.

Contrairement aux autres jeunes femmes, c'est en dehors de chez elle que je m'entretiens avec Bi, sur le banc d'un jardin du lointain condominium – très chic et merveilleusement calme, parsemé d'étangs, de pelouses, de cascades et disposant d'une luxueuse piscine – où elle réside, isolée du petit collectif des mères. La jeune femme se met à recoudre une peluche de sa fille de 7 ans, soulignant immédiatement qu'avant elle jetait les objets et les vêtements qui montraient des signes d'usure, mais que maintenant elle les conserve, les répare et les recoud, ce qui devrait constituer une leçon pour l'éducation de son enfant. Victime de la crise financière de 2008, le mari de Bi, cadre supérieur en informatique dans une entreprise a été licencié en 2009 après dix ans de travail. Aujourd'hui, en mai 2010, il ne parvient toujours pas à retrouver un emploi et ne peut de toutes les façons, espérer obtenir un poste de directeur de département équivalent à celui qu'il occupait.

L'itinéraire professionnel de Bi est plus tortueux : elle a été comptable dans un hôtel de la région des Trois Gorges, puis a été employée dans l'entreprise de son mari qui lui a demandé par la suite d'abandonner son travail pour s'occuper à plein-temps de leur fille qui, dans leur esprit, ressemblerait à la personne qui la garderait... Bi a donc allaité son enfant près de deux ans avant de la mettre au jardin d'enfants Montessori, puis à l'école Steiner, avec la volonté très explicite de lui offrir l'environnement chaleureux dont elle a été privée entre un père chauffeur d'entreprise d'État toujours en mission et une mère très occupée, indisponible pour elle, qui, dès la petite enfance, était pensionnaire du lundi matin au samedi après-midi. Maintenant Bi est, comme son mari, à la recherche d'un emploi qu'elle ne trouve pas bien qu'elle se considère comme très flexible. L'école Steiner est d'un coût exorbitant pour le couple au chômage, qui a acheté comptant un tout petit appartement de deux pièces dans le condominium où, dans une pièce sa fille et sa grand-mère dorment dans le même lit, et la tante dans la mezzanine, dans l'autre pièce le couple. Mais la jeune femme qui exalte la dimension « naturelle » de son condominium, se compare aux autres parents de Steiner, amère de ne pouvoir « donner le meilleur à sa fille » – produits biologiques, « prunes occidentales » et vêtements de marque, etc. – envieuse de ceux qui possèdent villa et piscine privée et qui sont ses voisins

dans le *condominium*, triste de devoir chercher un emploi et de ne pas rester « femme au foyer » comme beaucoup des mères que le lecteur a rencontrées. Bi a en charge le forum numérique monté par les parents de l'école et est rémunérée pour cette tâche mais le couple est dans une extrême précarité qui conduit à l'impasse la réparation et la libération projetées à travers l'école où la petite fille est l'un des rares enfants à n'avoir connu que des modèles de scolarisation alternatifs. Bi, comme tant de jeunes femmes, subit aussi la pression de ses beaux-parents pour donner un fils à la lignée paternelle : alors qu'elle était enceinte d'un deuxième enfant, son beau-père lui avait même rapporté de Hong Kong une potion susceptible de changer le genre de l'enfant en trois mois... Mais elle se résolut à avorter en raison de leurs maigres ressources et elle le regrette encore.

Bi est exemplaire des contradictions qu'affrontent les femmes qui se retrouvent autour de l'école Steiner ; elles se débattent entre des rôles assignés qu'elles poussent à l'excès et qui s'entrechoquent : mère, bru, épouse, accessoirement travailleuse. Dans le même moment, elles voudraient affranchir leur enfant en lui offrant la liberté qu'elles n'ont jamais eue et qu'elles ne parviennent pas à concrétiser dans un projet cohérent qu'on ne saurait qualifier d'auto-émancipation, tant cette hypothèse de réalisation de soi est tout simplement impensable.

Une incise de la globalisation

Sur le site français des écoles Steiner, l'internaute peut lire le message suivant :

« L'école Steiner Warldorf, depuis 75 ans, est fondée sur l'idée de la liberté de l'homme, convaincue que l'amour, la confiance et l'enthousiasme, aux lieu et place de l'ambition, la crainte et la compétition, dotent les enfants de la sérénité et des forces qui leur seront indispensables pour avancer dans un monde incertain, y réaliser leur projet d'existence, en contribuant au progrès de l'homme. »

L'ensemble des mots qui composent ce court texte ont une connotation idéologique forte, renvoyant à un cadre de pensée à la fois précis et daté, en particulier avec l'idée de progrès de l'homme qui s'ancre dans le XIX^e et le XX^e siècles. Mais presque tout est dit

dans ces quelques phrases qui rejettent les effets néfastes de la concurrence, qui se trouve au centre de la globalisation capitaliste, et de ses effectuations en Chine comme dans toutes les régions du monde. Comme nous l'avons vu, cette mise à distance de la compétition et des tensions ravageuses qu'elle provoque – en particulier sur les enfants – est à l'origine de la décision des parents cantonnais qui choisissent le petit établissement Steiner pour leur progéniture. Ils s'emparent du terme de liberté et coagulent sur lui toutes les valences positives qui correspondent à l'expulsion imaginaire d'expériences personnelles négatives intimement articulées aux modes d'organisation sociaux et politiques en jeu. Reviennent de façon récurrente les intrusions du pouvoir étatique dans le champ familial, scolaire, professionnel : limitation du nombre d'enfants autorisés et avortements forcés, stigmatisation d'une « mauvaise » origine de classe, c'est-à-dire supérieure, etc. Corollairement, la rudesse de la communication entre les parents et avec les enfants est ciblée et on peut voir là aussi un effet à plusieurs niveaux des mobilisations politiques qui ont façonné la vie de la génération précédente dans la période maoïste.

La facilité avec laquelle le concept de « liberté » est pourtant l'objet d'un transfert effectif entre des situations sociales et politiques très différentes, interpelle la réflexion : il prend sens et s'ancre pour nos interlocuteurs chinois dans la singularité du contexte où ils évoluent sans que ce déplacement cognitif leur pose problème. Il importe de souligner, sous un autre angle, que l'initiative de l'école Steiner de Canton est aussi un produit de la globalisation : c'est en cherchant sur des sites numériques – bien plus que par l'interconnaissance qui intervient souvent dans un second moment – que les parents de Canton découvrent qu'il existe d'autres univers pédagogiques que ceux qu'ils ont connus et qu'ils proposeraient spontanément à leurs enfants en parcourant le marché scolaire chinois actuel. Leur quête est dès lors orientée par les données qu'ils peuvent se procurer et, par exemple, le détour par le centre Steiner de Chengdu est d'abord un effet de communication numérique. Des livres acquièrent dans ce cadre une diffusion immense et fonctionnent comme des clefs pour sortir du monde connu, de ses règles et appréhender des zones aventureuses dont font partie l'école cantonnaise illégale, le groupe de prières bahaï, les escapades rurales et leurs moissons biologiques. Le

modèle pédagogique alternatif qu'incarne Steiner doit donc sa croissance relative en Chine avant tout à l'espace numérique globalisé de connaissance et de communication qui est familier à nos interlocuteurs, mais où, pourrait-on dire, ils se servent de façon très sélective. Si la « liberté » des enfants rencontre un tel écho c'est qu'elle s'inscrit dans leurs préoccupations quotidiennes comme d'ailleurs la préservation de la nature, et tous ses avatars immédiatement compréhensibles pour eux qui vivent dans des paysages pollués à haute densité urbaine, industrielle et sonore. Comparativement, prenons l'exemple des monnaies alternatives et des échanges monétaires parallèles qui ne suscitent chez eux aucun intérêt, alors qu'ils pourraient similairement se documenter sur des sites numériques spécifiques.

Notons enfin que les parents de l'école Steiner, en construisant leur propre forum numérique, se structurent en groupe et consolident leur communication interne par cet instrument tout en s'intégrant dans un champ communicationnel et idéologique plus large en Chine. Les retombées de ces inscriptions idéelles en chaîne sont importantes sur la subjectivité des individus qui se voient fortifiés dans leur identité. Ils en ont besoin après avoir fait un choix porteur de rupture, dans une configuration, celle de la Chine, où les normes dominantes, partagées par la très grande majorité, ont une dimension psychique très forte. Ainsi fondamental est leur sentiment d'appartenance à un microcosme qui tire sa légitimité d'acteurs collectifs et institutionnels étrangers, présents dans l'espace numérique global. Si les parents de l'école Steiner peuvent se sentir en marge de la société chinoise, ce qu'ils sont nettement, en revanche, cette perception marginalisante se voit vite compensée par le constat qu'ils agissent désormais dans un vaste courant global dans lequel leur propre ligne de fuite prend sens.

DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX ONG

Bernard HOURS
Monique SELIM

Au terme de cette recherche menée de 2005 à 2012 dans la province du Guangdong, au sud de la Chine, et centrée sur trois catégories différentes de personnes, avec lesquelles se sont déroulés de longs et répétés entretiens, de nombreux stéréotypes fréquemment plaqués sur ce pays sont relativisés ou remis en question. Les observations de terrain et les analyses produites s'appliquent d'abord, et presque exclusivement, à cette région, avant-garde économique de l'économie de marché et fenêtre privilégiée sur l'Occident. Les discours individuels entendus nous parlent néanmoins de la condition actuelle des Chinois urbains, des contradictions et problèmes qu'ils affrontent, de leurs aspirations et représentations aussi. Les entretiens ont permis de rencontrer plusieurs générations, des étudiants aux plus âgés. Ce large spectre offre des récits originaux, singuliers, qui balayent l'histoire d'une société telle qu'elle est formulée par ses membres. Ont été successivement présentés des personnes âgées, des malades et déviants, des militants de causes variées, des femmes enfin, qui sont exposées en première ligne aux changements sociaux et économiques, dans la plupart des sociétés. Ces profils apportent des éclairages variés mais convergents sur ce qu'il est convenu d'appeler « l'émergence de la société civile » en Chine. On évoque sous cette appellation les formes multiples d'une prise de paroles extrêmement diversifiée : celles-ci traduisent néanmoins des dynamiques explicites de mise en place, aux côtés ou contre l'État,

le plus souvent entre ces deux pôles, d'expectatives qui manifestent une volonté de libre expression des individus se découvrant enfin comme sujets, après des décennies de confinement dans des cohortes, des agrégats, des matricules ou des statistiques... appelés « le peuple chinois ».

Cette entité idéologique sacrificielle n'est plus et l'économie de marché a joué son rôle à cet égard, sans que l'on puisse y voir l'unique explication, conforme à la vulgate néolibérale. Mais ce qui se substitue au peuple fait allusion à une « société harmonieuse » ou à un « bien public » qui cherche encore son nom, à travers des acteurs décidés mais inquiets. Les Chinois d'aujourd'hui s'indignent énormément mais leurs indignations procèdent d'une revendication d'accès à des libertés ou à des droits. Les Indignés occidentaux, pour leur part, s'indignent des dérives de leurs droits et de leurs libertés, antérieurement et formellement acquis. Tandis qu'en Occident on lutte contre la perte de droits sociaux et l'acquisition de droits nouveaux au plan des mœurs, en Chine ces droits sont encore à conquérir et à mettre en œuvre dans une société où le lien social est miné, tant par la verticalité de l'État-parti que par la corruption endémique. L'exigence de droits nouveaux s'inscrit dans des « droits de l'homme » produisant de nouvelles normes globales sur la démocratie, le marché, le genre, pour citer les principaux champs. Elle résulte d'importations occidentales et de la circulation des marchandises idéologiques sur les réseaux Internet. La société civile naissante est donc à la fois un enjeu interne à la Chine mais aussi un enjeu international dans la mesure où la globalisation a besoin d'une société civile mondiale qu'elle produit par l'affichage de normes globales dans un univers d'extrême interdépendance à laquelle personne, ni aucun État, ne peut complètement échapper¹.

Les ONG apparaissent dans ce contexte en Chine comme des acteurs étrangers potentiellement opposés à l'État, mais plus fréquemment comme des partenaires de l'État, devenu attentif et bienveillant. C'est à ce titre qu'il mobilise le travail social pour maintenir et développer « l'harmonie sociale ». C'est au même titre qu'il s'agit de canaliser l'activisme sur des objectifs utiles selon ce

1. HOURS Bernard : *Développement, gouvernance, globalisation. Du XX^e au XXI^e siècle*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », Série « Globalisation et sciences sociales », 2012.

même État-parti. Ce militantisme (hors Parti) a explosé après les Jeux olympiques et le tremblement de terre du Sichuan qui, au-delà de l'OMC, inscrivent la Chine dans un monde global de valeurs et de normes morales.

Mobiliser la société civile pour que le Parti demeure son unique voix suppose une lourde rhétorique et constitue une gageure désormais. En effet, penser la société civile hors de la tutelle de l'État-parti demeure bloqué. C'est pourquoi apparaissent dans le sillage des formations de travailleurs sociaux, des ONG dont la mission est de produire des services sociaux en direction de populations ciblées telles que les jeunes, les vieux, les malades. Ces organisations sont financées par les gouvernements locaux à travers des appels d'offres et des contrats à durée déterminée. Dans les régions les plus avancées, à Shenzhen par exemple, sont apparus, comme nous l'avons souligné, des incubateurs d'ONG dont l'objectif est de sélectionner et de financer des projets et des initiatives jugés bénéfiques pour la société. Les incubateurs d'ONG, tel celui de Shenzhen, sont eux-mêmes subventionnés par les gouvernements locaux et des fondations chinoises, mais aussi étrangères comme la fondation Ford. L'objectif est que les ONG deviennent des entreprises sociales et la société civile un marché concurrentiel d'ONG-entreprises prenant en charge les exclus du marché tels les handicapés de toute nature. Se dessine ainsi une tentative de l'État de capter, voire capturer, à la source les volontés naissantes de transformations sociales ponctuelles avant qu'elles puissent se transformer en revendications déstabilisantes.

Le programme de NPI (*Non Profit Incubator*) est en effet, suivant sa brochure, « le développement des organisations de la société civile guidées par le modèle appuyé par le gouvernement, initié par les organisations de la société civile, conduit par des professionnels, suivi par le public et les ONG de base ». Une lourde rhétorique de marché est utilisée, avec des notions de « marchandises philanthropiques », d'« entrepreneuriat social », d'« industrie de la charité », sans parler de coopération public/privé, de « win win », de « *capacity building* », de « *venture philanthropy* », de « *business model* ». Ce vaste programme cible presque uniquement des ONG de soutien et de prise en charge de malades et exclus, ce qui souligne la convergence entre travail

social et ONG, déjà relevée. Cet impressionnant « voyage vers les pauvres et les exclus » s'intègre dans une philanthropie globale actuelle. Il montre à quel point la Chine est apte à se saisir des slogans globaux de la bonne gouvernance pour les mettre en œuvre en vue de pacifier la société. Cette ambition de gestion des risques sociaux est la même que celle des instances multinationales qui pilote la globalisation. La participation de la société civile, canon de la bonne gouvernance, est bien convoquée par l'État chinois, suivant sa propre lecture et son propre bricolage idéologique de la rhétorique technocratique globale. Seuls demeurent interdits en Chine la transparence des élections et le multipartisme, sans parler de l'impossible levée de la corruption avérée de l'appareil d'État. L'expectative des promoteurs du tout marché est largement dépassée en Chine. La gouvernance par le marché permet d'acheter ou de salarier la société civile *via* les ONG « conformes » dont l'expression sert d'alibi pseudo-démocratique à grande échelle.

La suspicion à l'égard des ONG non enregistrées, c'est-à-dire la plupart, se lève rapidement. Les formalités d'enregistrement sont allégées dans certaines provinces, en particulier à Canton, et les évaluations assouplies. Une stratégie manifeste apparaît depuis 2012 qui tend à « lâcher la bride » aux « organisations sociales » (ONG), en particulier dans les régions les plus développées, qui figurent l'apparition d'une politique plus générale. En finançant les activités des ONG, l'État-parti fait plusieurs paris. Le premier consiste à présumer que la fourniture de services sociaux calmera les réclamations et les frustrations vives qui se manifestent ici et là. Et que ces prestations étoufferont la demande de droits, importés de l'étranger, avec un parfum de subversion ou de dissidence. Le second réactualise la rhétorique du volontarisme social militant, qui a ponctué l'histoire du régime, sous une forme néanmoins « allégée », moins politique et plus pragmatique, comme si le bien-être et la satisfaction des besoins matériels pouvaient remplacer la libre expression. Comme si la gouvernance par le marché ne s'adressait qu'à des consommateurs à satisfaire et non aux citoyens d'une entité politique et sociale dite démocratique.

Les ONG sont ainsi invitées à coopérer avec l'État, pour le plus grand bien de la société. L'habileté de cette tactique ne garantit pas son succès durable, mais elle relâche une pression devenue difficile à tenir, sur toutes les organisations sociales (ONG) tolérées mais

susceptibles à chaque instant d'être interdites dans des domaines aussi peu contestataires, en apparence, que l'aide sociale en général, la protection de l'environnement, c'est-à-dire ceux d'une saine gestion d'une société pacifiée et calme. Prendre la parole, s'opposer à un projet nuisible pour l'environnement, de telles formes d'expression nouvelles sont de plus en plus fréquentes et l'État central oblige souvent les gouvernements locaux à des concessions impensables et impensées il y a quelques années.

En dehors du parti communiste c'est le marché qui constitue en Chine le second outil de gouvernance. Parmi les normes globales ce sont celles du marché qui ont été le moins difficilement admises par le gouvernement. Depuis la crise financière, la Chine a acquis un statut politique, un poids économique, qui ne lui permettent plus de jouer une stratégie solitaire. Acquérir le statut de puissance globale suppose d'assumer les effets d'une interdépendance inévitable dans la globalisation. Le gouvernement chinois, après avoir nié l'épidémie de sida et masqué les statistiques lors du SRAS, a désormais intégré les contraintes épidémiologiques transnationales qui permettent de gérer les maladies sans frontières. De même, après des décennies de saccages de l'environnement, le virage est pris en vue d'un effort important pour protéger l'environnement. La défense de l'environnement proche est l'un des thèmes principaux des protestations sur Internet. L'effort étant tardif, les résultats sont faibles et les zones rurales sont encore fréquemment les lieux de dérives manifestes, appelées néanmoins à être progressivement maîtrisées, sous réserve de limiter les effets de la corruption qui permet de contourner les règles à coups « d'enveloppes rouges » auprès des autorités locales. Cette corruption rend problématique le caractère des NPO (*Non Profit Organisation*) ou ONG. Celles-ci en effet se situent dans un marché de services et naviguent en permanence à la bordure de la recherche du profit. Cette frontière est fréquemment franchie, en toute innocence ou aveuglement, tant le marché fonctionne en Chine comme le principal vecteur civilisationnel, produisant des normes amORALES de valeurs marchandes qui tendent à transformer en marchandises les actions philanthropiques, les émotions médiatiques, faisant finalement de la morale elle-même une

marchandise, suivant une logique présente aussi en Occident, mais habillée d'un cynisme plus discret.

Les ONG sont elles-mêmes des instruments de gouvernance globale qui diffusent les normes d'une gouvernance bonne, c'est-à-dire morale. Leur statut en Chine est donc symptomatique de la marginalité relative de la Chine dans le « concert des nations ». On peut trouver là la raison pour laquelle l'État chinois ne peut durablement museler les ONG et leur propose désormais une coopération d'achat et de vente de services sociaux, marché oblige, qui va jusqu'à la délégation de missions de service public préalablement assumées par les gouvernements locaux. Si l'État-parti est en voie d'admettre la nécessité de préserver l'environnement et la santé publique, il maintient son refus de partager d'autres normes globales portant sur la démocratie et le pluripartisme, les droits humains ou droits de l'homme par lesquels l'Occident pointe une culpabilité morale. Ces notions sont ambiguës, manipulables et manipulées, mais leur inscription historique leur accorde une capacité de pression largement utilisée. Il en va également des normes globales dites de genre, peu mises en avant en Chine, et de même pour la notion de société civile sur laquelle l'État-parti se livre à des bricolages sémantiques afin de garder ce monopole fondamental des régimes communistes où la société civile est le Parti. Comment gérer cette capture historique sans perdre le pouvoir ? Tel est le dilemme de l'État chinois, difficile et douloureux car l'État-parti n'est pas prêt s'amputer lui-même de son pouvoir tout en sachant parfaitement que ce monopole n'est plus acceptable dans sa forme antérieure par la société.

Revenons pour conclure sur les rapports entre droits, normes et marché à partir des enseignements que nous fournit le terrain chinois.

DROITS, NORMES ET MARCHÉ

Le maintien d'un État-parti communiste en Chine donne aux effets de la globalisation sur les pratiques et les représentations des acteurs une coloration particulière. Tout d'abord, comme on l'a vu en retissant les réseaux enchevêtrés des petits groupes qui se font écho à Canton et en constituent la « société civile » locale, les flux idéologiques globalisés envoient leurs messages dans des termes principalement de droits et poussent à construire des organisations aptes à revendiquer ces droits. De son côté le gouvernement tente de replacer dans son orbite ces bouillonnements dans le cadre d'une lutte d'influence classique usant des armes de la persuasion et de la répression. Jusque-là, le schéma est relativement simple et classique opposant les finalités politiques de l'État-parti aux normes globales de désétatisation et de privatisation des intérêts catégoriels. Le fait que le développement capitaliste reste *in fine* sous la coupe du gouvernement monopoliste rend plus complexe la configuration chinoise traversée par des contradictions croissantes. En effet, d'une manière générale les normes globales qui s'expriment dans les champs politiques, économiques et sociaux s'entrechoquent entre elles, mais tentent de converger illusoirement dans un dépassement relatif avec la mise en place d'organisations *ad hoc* aussi spectaculaires qu'impuissantes. Ces normes visent majoritairement les objectifs de la démocratie, du marché et des droits des personnes catégorisées et produites en « communautés ». Parmi ces normes, le genre occupe une place centrale. Ces normes sont actuellement l'objet de conflits révélateurs dans les sociétés démocratiques anciennement industrielles. L'égalité des individus face à l'institution civile du mariage, déjà légalisée dans de nombreux pays, continue ainsi à se

heurter à des résistances fortes dans d'autres, alors même que l'État se veut le moteur de cette réforme. Ce cas apparaît d'autant plus exemplaire qu'il éclaire les rapports entre mouvements sociaux pour les droits et normes : les droits sont des leviers d'intégration sociale et, élargissant les espaces des normes, ils permettent à ceux qui s'en trouvaient éloignés de s'y conformer.

Normatifs, les droits déclenchent des processus de normalisation. Dans cette perspective, ils s'inscrivent en faveur de la généralisation du marché, mais continuent à soulever des réticences. Ainsi, si l'individu est propriétaire de son corps, qui pourrait bien lui interdire d'en vendre l'usage partiel ou total et de faire de ses parties des objets marchands ? Les droits sont ainsi le droit de se mettre sur le marché, de s'inscrire dans la concurrence, de consommer et d'être consommé. Le sujet de droit est un objet de marché. Depuis plusieurs décennies, les régimes démocratiques ont hissé le drapeau de l'éthique pour poser des limites à ces droits de l'être de marché. C'est pourquoi, dans tous les champs sociaux, des comités d'éthique sont bâtis pour construire des pare-feu, qu'il s'agisse de la recherche, de la production industrielle ou du politique. Le contexte chinois se présente sous des jours très différents dans la mesure où l'éthique n'a pas encore été instrumentalisée par l'État-parti incapable de faire baisser la corruption de ses cadres. Ainsi continue-t-il à puiser dans son autorité exclusive pour poser des interdits qui restent du domaine de la défense politique mais n'entament pas les forces du marché. Or le marché est devenu avec la globalisation, de façon principielle, idéal et idéologique, faisant circuler les idées au rythme des marchandises et des matières financières qu'elles sont aussi, sans rien perdre de leur valeur. Dès lors, l'État-parti doit répondre à des injonctions paradoxales, se battre sur deux points antagoniques : poursuivre le développement du marché, au point de transformer la société comme totalité en marché total, et donc pénétrée de toutes parts par ces normes globales de droit en particulier qui attaquent de front son existence ; lutter sans cesse contre ces flux extérieurs, insaisissables, qui nourrissent en permanence les esprits de la population avide de découvertes du monde global, s'en inspirant pour inventer quotidiennement mille réparties aux impasses de la quotidienneté et aux barrages de

l'État-parti. Si l'État-parti accepte le sujet-objet de marché, il refuse le sujet détenteur de droits.

Parce que normes de droits et normes de marché s'identifient dans une même matrice idéologique, l'État-parti est pris en étau et doit faire face à une « société civile » qui est à la fois un marché de droits et un plateau de marché. La Chine est en voie de devenir la première puissance économique mondiale et son rôle de moteur du capitalisme globalisé rend de plus en plus épineuse sa volonté de restreindre les droits du marché dans le champ pratico-idéologique que constitue la dite « société civile ». Au sein de cette dernière, comme on l'a déjà plusieurs fois souligné, le genre cristallise toutes les contradictions, les exemplifie.

Depuis plusieurs décennies, mais encore plus aujourd'hui, le genre constitue une perspective instituée et institutionnalisée, prenant place avec la « race » et les « minorités » dans la lutte contre ce qu'il convient de nommer désormais des « discriminations », qui est promue par les organisations internationales et suivie plus ou moins bien par les gouvernements démocratiques. Le terme de discrimination allège avec élégance ceux plus chargés de domination, d'aliénation, de classe, d'hégémonie issus du marxisme. Il est de bon ton de s'inscrire dans cette perspective de genre qui fonctionne à la fois comme un slogan et un fourre-tout au sein duquel les positions militantes et scientifiques sont très diverses. Entendu comme une porte d'entrée, le genre est moins appréhendé comme une norme globale de gouvernance et les analyses distanciées sont écartées au profit d'une sorte de nouvelle légitimation à travailler sur les rapports sociaux de sexe. C'est pourquoi y sont souvent scotomisés l'un ou l'autre des aspects des articulations consubstantielles entre les effets de la norme idéologique du genre d'un côté, les logiques et les pratiques des acteurs et des actrices dans un champ social donné de l'autre.

Sous cet angle, là encore la situation chinoise offre un paysage singulier. Les objectifs d'une productivité et d'une rentabilité maximales conduisent à donner la priorité à l'employeur privé ou public dans les embauches, les rémunérations, la gestion de la main-d'œuvre, ce qui, ainsi que le lecteur l'a perçu, se fait systématiquement au détriment des femmes laissées sans recours.

Les lois récemment promues par l'État-parti pour s'aligner un tant soit peu sur la norme globale de genre n'entament en rien dans la quotidienneté les droits des employeurs à privilégier telle ou telle catégorie de travailleur. Les règles du marché, qui s'appliquent aux femmes – comme aux hommes – dans le travail, s'étendent à l'ensemble des champs sociaux : marché matrimonial et plus généralement édification des femmes en objets marchands de consommation individuelle ou collective et en reproductrices. Dans ce contexte où le marché comme pratique et idéologie s'exerce sans frein sur le corps des femmes, productrices et reproductrices, et où l'État-parti n'intervient que pour contrôler l'engendrement de l'unique enfant, les leçons globales du genre ouvrent immédiatement les consciences féminines qui dès lors peuvent en venir à s'affronter aux autorités politiques : le « genre » s'avère alors d'autant plus subversif que les représentants de l'État-parti sont très souvent des hommes, soucieux de conserver leurs privilèges et leur forteresse politique lucrative. L'alliance entre le « genre » comme norme de gouvernance et le néolibéralisme, ainsi que le montre Nancy Fraser, ne se réalise donc pas encore en Chine où le gouvernement n'est pas suffisamment « normalisé ». En revanche elle avance à grand pas dans les anciennes démocraties où elle conforte l'idée de droits enracinés dans le marché qu'il contribue à développer, ainsi que les processus de constructions normatives au plan social, identitaire, trouvant leur apothéose dans la réenlumination de la notion de « morale ».

La Chine n'a pas à sa tête un État de droit mais en revanche a poussé les mécanismes de marché à un niveau rarement atteint, aboutissant à donner aux rapports sociaux de sexe un visage surprenant mais néanmoins fissuré. Une fétichisation des rôles et des figures sexuées fondée sur une hiérarchie symbolique se conjugue à une mise violente sur le marché, faisant des femmes des marchandises comme les autres, aux dimensions normatives, durcies et clivantes. La question de la régression de la situation des femmes aujourd'hui en regard de la période maoïste est donc mal posée et ne peut en conséquence obtenir que des réponses partielles et partiales. En revanche, la position des femmes est emblématique en Chine comme ailleurs car les femmes sont produites de façon récurrente en otages symboliques des évolutions des rapports de hiérarchisation et de domination propres aux sociétés. C'est

pourquoi nous leur avons accordé une large attention dans cet ouvrage. Mais, à travers ce spectre sexué, il s'agit plutôt, comme nous avons tenté de l'indiquer, d'appréhender l'étrange formule présente que donne à voir la Chine : comment résoudre la conjonction impossible entre État-parti et normes globales de gouvernance capitaliste plaçant l'ancrage des droits dans le marché ?

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA Michel, BAI Guo : *La voie chinoise, capitalisme et empire*, Paris, Odile Jacob, 2012.
- ANGELOFF Tania : « La Chine au travail 1980-2009, Emploi, genre et migrations », *Travail, genre et sociétés*, 2010, n° 23, p. 79-102.
- ANGELOFF Tania : « Trois générations de femmes sous un même toit », *Perspectives chinoises*, 2011, n° 1, p. 72-81.
- ANGELOFF Tania, LIEBER Marylène : *Chinoises au XXI^e siècle*, La Découverte, 2012.
- ATTANÉ Isabelle : « En Chine, des millions de femmes manquantes », *Outre-Terre*, n° 15, 2006, p. 471-479.
- BÉJA Jean-Philippe : *À la recherche d'une ombre chinoise*, Le Seuil, 2004.
- BERGÈRE Marie-Claire : *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Fayard, 2013.
- BIELEFELD Wolfgang, HE Lijun : "Social Enterprise in China", in YU Jianxing and GUO Sujian (eds.): *Civil Society and governance in China*, Palgrave Macmillan, New York, 2012.
- BIRONNEAU Romain (ed.): *China innovation : Des politiques industrielles aux entreprises innovantes*, Presses de Sciences Po, 2012.
- BONIN Michel : *Génération perdue*, Éditions de l'EHESS, 2004.
- CASTELLI Bernard et HOURS Bernard (eds.): *Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 299 p.
- DELMAS-MARTY Mireille et WILL Pierre-Étienne : *La Chine et la démocratie*, 2007.
- DOMENACH Jean-Luc : *Où va la Chine*, Fayard, 2002.
- DOYON Jérôme : « 'Modèle du Guangdong' : vers de véritables ONG ? », *Perspectives chinoises*, n° 2, 2012.
- FRASER Nancy : *Le féminisme en mouvement, des années 60 à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012.
- FROISSART Chloé : « Les ONG de défense des droits des travailleurs migrants : l'émergence de formes protosyndicales en Chine », *Chroniques internationales de l'IRES*, n° 135, 2012.
- GODEMENT François : *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*, Paris, Odile Jacob, 2012.

- GUIHEUX Gilles et KHUN-ENG Kuah-Pearce (eds.): *Social Movements in Hong Kong and China. The expansion of Protest Space*, Amsterdam: Amsterdam University Press, 2009.
- GUIHEUX Gilles : « La construction d'un sujet consommateur dans la Chine urbaine », *Monde chinois*, 27, automne 2011, p. 101-111.
- GUIHEUX Gilles : « L'entrepreneur, héros socialiste », *Revue Espaces Marx*, n° 26, 2009, p. 52-56.
- GUIHEUX Gilles 2006 : « L'entreprise citoyenne en Chine. Réalités et débats », *Transcontinentales*, 3 déc. 2006, p. 15-29.
- GUO Wenjing : « Internet : un outil de légitimation pour les homosexuels cantonnais », in CASTELLI Bernard et HOURS Bernard (eds.): *Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », série « Globalisation et sciences sociales », 298 p.
- HAN Han : *Blogs de Chine*, Gallimard, 2012.
- HOURS Bernard : *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2002.
- HOURS Bernard : *Développement, gouvernance, globalisation. Du XX^e au XXI^e siècle*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines »/Série « Globalisation et sciences sociales », 2012.
- HOURS Bernard, SELIM Monique : « Travailleurs et jeunes diplômés confrontés à la crise à Canton (Chine) », in PHÉLINAS Pascale, SELIM Monique (eds.): *La crise vue d'ailleurs*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », série « Globalisation et sciences sociales », 2010, p. 57-103.
- HOURS Bernard, SELIM Monique : « Que nous dit la Chine sur le capitalisme en 2011 ? », in DIEMER Arnaud, BORODAK Daniela, DOZOLME Sylvie (eds.): *Heurs et malheurs du capitalisme*, Paris, Clément Jular, 2013.
- KANG Xiaoguang, HENG Han: "Government absorbing society into the state society relationship in Chinese mainland", *Social Sciences in China*, n° 2, 2007, p. 116-128.
- KERNEN Antoine : *La Chine vers l'économie de marché*, Karthala, 2004.
- LEI Xie: *Environmental activism in China*, Routledge, London and New York, 2009.
- LIU Jieyu: *Gender and work in urban China*, Routledge, London and New York, 2007.

- LIU Xiaobo: *Vivre dans la vérité*, Gallimard, 2013.
- LIU Xiaobo : *La philosophie du porc*, Gallimard, 2011.
- Multitudes* : « Soulèvements », n° 50, 2012.
- Multitudes* : « ONG, Monde & Genre », n° 47, 2011,
- PARRIS Kristen: "Transforming state and citizen through community building : view from Zhejiang", in YU Jianxing and GUO Sujian: *Civil Society and Governance in China*, Palgrave Macmillan, New York, 2012.
- PÉNEAU David : « De la gestion de la société au maintien de la stabilité », *China Analysis, les nouvelles de Chine*, n° 38, dossier : « Les voies du maintien de la stabilité », 2012, p. 4-7.
- Perspectives Chinoises* : « Femmes chinoises », n° 4, 2012.
- Perspectives Chinoises* : « À la recherche de la société civile », n° 3, 2012
- PORRET Philippe : *La Chine et la psychanalyse*, Campagne première, 2008.
- QIUSHA Ma: *Non governmental organizations in contemporary China, paving the way to civil society*, Routledge, London and New York, 2006.
- Revue Tiers Monde* : « Féminismes décoloniaux, genre et développement », n° 209, 2012.
- ROCCA Jean-Louis : *La société chinoise vue par ses sociologues*, Sciences-Po les Presses, 2008.
- ROCCA Jean-Louis : *La condition chinoise*, Karthala, 2006.
- ROULLEAU-BERGER Laurence *et alii* : *La nouvelle sociologie chinoise*, CNRS éditions, 2008.
- SELIM Monique : « La production numérique du réel, perspectives anthropologiques », *Variations. Revue internationales de théorie critique*, n° 16, 2012.
- SELIM Monique : « La face cachée des femmes outils », *L'Homme et la Société*, n° 176-177, 2011, p. 253-266.
- SELIM Monique et GUO Wenjing : « Croquer les pieds de porc salés », *Multitudes* : « Soulèvements », n° 50, 2012, p. 119-122.
- SMITH C. R.: "The great firewall of China", 2002.
- SPIRES Anthony J.: "Contingent Symbiosis and Civil Society in an Authoritarian State: Understanding the Survival of China's Grassroots NGOs", *American Journal of Sociology*, vol. 117, n° 1, July 2011, p. 1-45.

- THIREAU Isabelle, HUA Linshan : *Les ruses de la démocratie*, Le Seuil, 2010.
- TANG Xiaojing : « Femmes au foyer », « filles de fer » et retour au foyer, genre et travail à Shanghai sur quatre générations, 1949-2007. *Enquête dans une usine agro-alimentaire*, Thèse de doctorat, EHESSENS-ECNU, 2009.
- TANG Xiaojing : « Les femmes du Grand Bond en avant, miroirs et masques idéologiques », *Travail, Genre et sociétés*, n° 24, 2010, p. 61-78.
- WU Fengshi et CHAN Kin-man : « Contrôle gradué : l'évolution des relations entre gouvernement et Organisations non gouvernementales », *Perspectives Chinoises*, n° 3, 2012 : « À la recherche de la société civile », p. 9-18.
- ZALIO Pierre-Paul : « Les sciences sociales à l'épreuve du terrain chinois », *Terrains et Travaux* : « Terrains chinois », n° 16, 2009/2, ENS Cachan.

DE LA MÊME AUTEURE

- À quoi et comment dépenser son argent ? Hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation*, avec Isabelle GUÉRIN (eds.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2012, 349 p.
- La crise vue d'ailleurs*, avec Pascale PHÉLINAS (eds.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2010, 302 p.
- Anthropologie politique de la globalisation*, avec Bernard HOURS, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 2010, 284 p.
- L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, avec Laurent BAZIN, Bernard HOURS, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2009, 368 p.
- Anthropologues et économistes face à la globalisation*, avec Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHÉLINAS, Richard SOBEL (eds.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2008, 275 p.
- L'argent des anthropologues, La monnaie des économistes*, avec Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHÉLINAS, Richard SOBEL (eds.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2008, 318 p.
- La mondialisation au risque des travailleurs* avec Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHÉLINAS, Richard SOBEL (eds.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2007, 290 p.
- Solidarités et compétences, pratiques et idéologies* avec Bernard HOURS, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2003, 362 p.
- Pouvoirs et marché au Vietnam*, tome I : *Le travail et l'argent*, 282 p. ; tome II : *Les morts et l'État*, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2003, 302 p.
- Motifs économiques en anthropologie* avec Laurent BAZIN, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2001, 251 p.
- Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine* avec Gérard HEUZÉ, Karthala, 1998, 250 p.
- Démarches ethnologiques au présent* avec Gérard ALTHABE, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 1998, 227 p.
- Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme et génies* avec Bernard HOURS, L'Harmattan, coll. « Recherches asiatiques », 1997, 391 p.

Salariés et entreprises dans les pays du Sud avec Robert CABANES, Jean COPANS, Karthala, 1995, 464 p.

L'aventure d'une multinationale au Bangladesh, ethnologie d'une entreprise, L'Harmattan, 1991, 254 p.

Une entreprise de développement au Bangladesh, le centre de Savar avec Bernard HOURS, L'Harmattan, 1989, 174 p.

Urbanisation et enjeux quotidiens avec Gérard ALTHABE, Christian MARCADET, Michèle DE LA PRADELLE, Anthropos, 1985, 198 p. Réédition 1993, L'Harmattan.

Urbanisme et réhabilitation symbolique avec Gérard ALTHABE, Bernard LÉGÉ, Anthropos, 297 p. Réédition L'Harmattan, 1993.

Éditions étrangères

En anglais :

The experience of a multinational company in Bangladesh, Dhaka, International Center for Bengal Studies, 1995.

En espagnol :

Crisis global, crónicas locales 2008 y después, avec Valeria HERNÁNDEZ, Pascale PHÉLINAS (eds.), Buenos Aires, éditorial Biblos, 2012.

En italien :

Fare antropologia nella realtà globale, avec Bernard HOURS, L'Harmattan Italia, Milan, 2012.

Approcci etnologici della modernità, avec Gérard ALTHABE, Milan, L'Harmattan Italia, 2000.

Il Laos contemporaneo, saggio di antropologia politica, avec Bernard HOURS, L'Harmattan, Italia, 1998.

En roumain :

Motive economice in antropologie, avec Laurent BAZIN, Bucarest, Institutul European, 2010, 243 p.

Piața și Puterea în Vietnam, t. I : *Munca și banii*, 269 p., t. II : *Morții și Statul*, 285 p. Bucarest, Editura Curtea Veche, coll. « Actual », 2009.

SLOGANS DE LA COUVERTURE

La couverture de cet ouvrage, réalisée par Wenjing Guo, est un montage de slogans illustrant les revendications de la « société civile » en Chine.

En voici les traductions par Wenjing Guo :

En haut de gauche à droite :

— Contre l'obligation d'un examen gynécologique pour candidater à un concours de fonctionnaire.

— Le panneau jaune : « À l'époque de la dynastie des Qin, l'empereur brûle les livres et enterre vivants les intellectuels. Aujourd'hui les filles brûlent les livres pour faire griller les patates douces. » Ce panneau s'élève contre les critères défavorables aux femmes dans les filières universitaires estimées par les responsables comme trop féminisées.

— Trois panneaux contre les violences domestiques :

Le premier : « L'amour n'est pas un prétexte de violence. »

Le second : « L'harmonie suppose l'égalité et la violence est omniprésente. »

Le troisième : « La violence est à côté de toi. »

— « Si le ministre de l'Éducation n'assure pas la justice il devrait rentrer chez lui vendre des patates douces grillées. »

2^e ligne de gauche à droite :

— « Redonner l'égalité aux femmes. »

— Deux panneaux portés par des femmes voilées : « On veut la fraîcheur [sous entendu s'habiller légèrement] mais pas les loups [sous-entendu : pas le harcèlement]. »

— Deuxième panneau : « Je peux être allumeuse mais tu ne dois pas me déranger. »

— Les slogans réclament plus de w.-c. publics pour les femmes que l'on voit dans une performance assises sur des toilettes en mousse de caoutchouc d'emballage réalisées avec les étudiants des Beaux-Arts.

— « Refuse le concours de beauté. »

— « Sois toi-même. »

— « Ne sois pas un vase » [le vase est barré d'une croix et désigne l'objet décoratif dans lequel on veut enfermer les femmes].

— « Pour la légalisation du mariage homosexuel. »

— « Contre les usines d'incinération des déchets, protégez un Canton vert. »

— « Les chrysanthèmes donneront des forces contre la censure des journalistes du *Nanfang Zhoumo* » [journal connu pour son ouverture].

— « *Brain is brighter.* »

— « Il faut mieux nous raser la tête plutôt que de laisser la municipalité de Canton dépenser 150 millions de yuans pour éclairer la rivière des Perles. »

— « Plusieurs allers-retours, trop de pressions, j'ai confiance dans le bureau de la construction pour rendre transparent le budget de l'éclairage public de la rivière des Perles » [une poire déposée plutôt qu'une lettre de contestation selon un jeu de mots sur la consonance poire et pression en chinois].

— « Si tu l'aimes ne la laisse pas attendre » [sous-entendu à la porte des toilettes publiques car les toilettes publiques pour les femmes, ne sont pas assez nombreuses].

Dernière ligne en bas de gauche à droite :

— « Contre la discrimination sexuelle nous surveillons le ministre de l'Éducation. »

— « Pas de tolérance pour les pieds de porcs salés [métaphore qui désigne les hommes sexuellement harcelants]. Nous n'avons pas tort d'être *sexy*. Le harcèlement sexuel est un crime. »

— « Élimine les pieds de porcs salés et éloigne-toi de ma copine. »

— « *Grassroot* ne se déracine pas. »

— « Je suis à Canton et je porte mon attention sur ceux qui sont affectés de maladies rares et toi, que fais-tu ? »

L'HARMATTAN, ITALIA

Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16

1053 Budapest

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA

Faculté des Sciences sociales,
politiques et administratives

BP243, KIN XI

Université de Kinshasa

L'HARMATTAN CONGO

67, av. E. P. Lumumba

Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)

BP2874 Brazzaville

harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamyia Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre

OKB agency BP 3470 Conakry

(00224) 60 20 85 08

harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN

BP 11486

Face à la SNI, immeuble Don Bosco

Yaoundé

(00237) 99 76 61 66

harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

Résidence Karl / cité des arts

Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03

(00225) 05 77 87 31

eticn_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE

Espace El Kettab du livre francophone

N° 472 avenue du Palais des Congrès

BP 316 Nouakchott

(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E

BP 45034 Dakar F-ANN

(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08

senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO

1771, Bd du 13 janvier

BP 414 Lomé

Tél : 00 228 2201792

gerry@taama.net

HOMMES ET FEMMES DANS LA PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À CANTON (CHINE)

Avant-garde économique de la Chine, la province du Sud – le Guangdong – et sa capitale Canton, se présentent comme un laboratoire des évolutions sociales et politiques en cours dans ce pays. Cet ouvrage est fondé sur des investigations anthropologiques menées depuis 2005 auprès de groupes sociaux innovants, alliant forces internes et modèles externes globalisés. Les aspirations et les blocages des couches urbaines actuelles s'y dévoilent et révèlent les formes différentes et contradictoires que prennent l'émergence, la production et la structuration d'une « société civile » dans ses rapports avec l'État-parti.

Monique Selim est anthropologue, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Elle a mené des recherches dans la France urbaine, puis au Bangladesh, au Laos, au Vietnam, en Ouzbékistan et maintenant en Chine. Dans chaque situation étudiée (quartier, entreprise, institution, ONG, culte) elle s'est attachée à saisir les articulations entre les logiques des acteurs, leurs imaginaires et les processus globaux.

ANTHROPOLOGIE



ISBN : 978-2-343-00754-0

30 €



9 782343 007540